

L'Organisation du Crédit Agricole

(Etude de droit comparé)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Economique et Politique)

présentée et soutenue le 24 Novembre 1931, à 14 heures

PAR

BORISLAV YORDANOVITCH

Président : M. ROGER PICARD, Professeur.

Suffragants : MM. ALLIX, Professeur.

AFTALION, Professeur.

PARIS
Librairie des Facultés

162, rue Saint-Jacques, 162

1931



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**L'Organisation
du Crédit Agricole**
(Etude de droit comparé)

L'Organisation du Crédit Agricole

(Etude de droit comparé)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Economique et Politique)

présentée et soutenue le 24 Novembre 1931, à 14 heures

PAR

BORISLAV YORDANOVITCH

Président : M. ROGER PICARD, Professeur.

Suffragants : MM. ALLIX, Professeur.

AFTALION, Professeur.

PARIS

Librairie des Facultés

162, rue Saint-Jacques, 162

1931

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Le monde entier souffre à l'heure actuelle d'un déséquilibre grave. Les difficultés industrielles provoquées par la surproduction et le chômage, augmentent de jour en jour ; celles agricoles ne sont pas moins inquiétantes par suite de l'économie déficitaire des producteurs. L'interdépendance de ces deux branches d'activité économique, n'est jamais apparue d'une façon aussi nette qu'actuellement. On constate aujourd'hui que la production industrielle dépend étroitement de celle agricole. L'un des principales causes du chômage réside dans la capacité d'achat diminuée des masses agricoles, résultat de la mévente des produits de la terre. Dire que cette cause soit la seule, serait trop absolu, mais la population agricole représente la plus grande partie de la totalité des habitants de notre planète, de sorte que son abstention comme acheteur sur le marché, provoque incontestablement une diminution des demandes, et par conséquent toutes les conséquences qui s'ensuivent d'un décalage entre les offres et les demandes. Ce phénomène présente une gravité d'autant plus grande qu'il se produit non pas sur tel ou tel objet du marché, mais sur la presque totalité de toutes les marchandises.

Pourquoi l'agriculture subit-elle une crise qui provoque la diminution de ses pouvoirs d'achats ? Les causes en sont nombreuses et nous les indiquerons brièvement, mais celle qui domine toutes les autres, celle

qui peut-être est la cause des autres causes, nous semble être la difficulté devant laquelle la culture se trouve d'avoir des capitaux d'appoint suffisants pour répondre à ses besoins. Le problème du crédit agricole se présente donc d'une manière très forte aux esprits tourmentés par les événements actuels et leurs conséquences possibles.

L'évolution rapide des moyens mis en œuvre pour l'exploitation des terres, a posé la question du crédit depuis un certain temps déjà, et les économistes n'ont pas été, depuis un siècle, sans s'occuper de la question, au point que les législations ont traduit leurs préoccupations par des textes. Les uns essaient de résoudre la question au moyen de l'initiative privée et des moyens privés tels la législation allemande, les autres le font avec l'intermédiaire de l'Etat ou celui de son concours financier, c'est le cas de la France et de presque tous les Etats de l'Europe Centrale et Orientale. L'étude de ces procédés est intéressante et nécessaire, mais à notre époque, devant cette crise dont nous signalions l'universelle gravité, suffisent-ils pour répondre à leur but ? Les moyens collectifs, qu'ils soient dus à l'entraide privée ou à celle publique, sont-ils capables de guérir le mal ? C'est une question importante, c'est à son examen que nous voulons consacrer notre effort.

Pour y arriver, il faut examiner la position du problème dans le plan national et sa solution adoptée, afin de pouvoir l'envisager dans un plan plus vaste, celui international. Tous nos efforts et toute notre attention seront portés vers ce but.

Pour situer la question, nous étudierons la nécessité

du crédit agricole, et la difficulté qui se présente à sa réalisation par suite des entraves mises actuellement à son organisation. Ce sera l'objet de notre première partie.

Des théoriciens avant nous, ont été préoccupés par l'étude de ce problème. Nous exposerons leurs opinions dans une seconde partie pour montrer que ce sont eux qui ont posé les bases de la solution rationnelle de cette question.

Dans une troisième partie, seront étudiés le développement historique de la question du crédit agricole, et les mesures législatives prises à ce propos, puis les institutions publiques de crédit agricole dans les cinq principaux pays agricoles: la France, la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie et la Bulgarie. Cette étude sera analytique suivie d'une appréciation critique pour chaque pays en particulier et couronnée d'un aperçu général sur toutes les institutions publiques.

Une quatrième partie attirera notre attention sur la législation relative au mouvement coopératif et aux institutions centrales de crédit dans seulement quatre pays agricoles: Pologne, Roumanie, Yougoslavie et Bulgarie. Nous n'examinerons pas la France, à ce point de vue, parce que son système comporte à la fois la collaboration entre l'initiative privée et celle de l'Etat.

Pour terminer, notre dernière partie sera consacrée à l'étude du problème du crédit agricole dans le cadre international et à l'institution du crédit agricole international récemment mis sur pied par la décision du Conseil de la S.D.N.

Sans vouloir nous faire juge de savoir si nous avons réussi dans notre travail, nous pouvons assurer de tous nos efforts pour poser le problème, pour l'examiner avec toute l'attention qu'il mérite, et pour essayer de le résoudre de la manière la plus avantageuse.

PREMIERE PARTIE

L'Agriculture et la nécessité du crédit

CHAPITRE PREMIER

LA CRISE AGRICOLE MONDIALE ET SES CAUSES

SECTION I

CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA CRISE AGRICOLE MONDIALE

1. — La crise agricole mondiale au milieu de la crise générale actuelle, est d'une importance telle que nous ne pouvons pas la laisser sans examen. Elle est urgente, vitale, et sa solution s'impose à nous. Elle n'est pas particulière à tel ou à tel pays, comme celle qui sévissait en 1880 pendant laquelle l'agriculture européenne spécialement, et l'Europe toute entière souffraient de la concurrence de pays neufs; la crise actuelle est universelle. De celle-ci souffrent non seulement les pays d'Europe centrale et orientale, mais aussi les pays d'outre-mer: Etats-Unis, Canada, Australie, Argentine qui sont frappés en même temps par le même mal.

La crise agricole est souvent considérée comme un malaise strictement agricole qui ne touche que les agri-

culteurs. A notre avis, c'est une erreur. Il ne faut pas oublier les faits pour sauvegarder les mots. La crise actuelle frappe aussi bien les industriels que les agriculteurs. Les produits agricoles sont étroitement liés au marché des produits industriels. Supposer le contraire serait la méconnaissance des liens qui existent entre les divers produits et les besoins de la vie économique. Un agriculteur ne peut rien acheter pour satisfaire ses besoins, soit de production soit de consommation, s'il ne vend pas tout ce qu'il a produit. La dépendance réciproque entre les divers produits est bien plus marquée entre ceux agricoles et ceux fabriqués que dans toute autre branche économique. Toutefois, un fait est incontestable, c'est que les produits agricoles à l'heure actuelle, traversent une crise infiniment plus grave sur le marché mondial que les produits fabriqués, lesquels gardent leur position favorisée. En un mot, nous assistons à une dépréciation universelle de l'agriculture par rapport aux autres branches de l'activité économique.

Dans la presse on rencontre souvent exprimée, l'opinion que la crise agricole touche peu la petite exploitation, que c'est particulièrement la grande exploitation qui souffre.

Cette façon de voir est surtout motivée par le fait que le paysan, petit exploitant, travaille essentiellement pour sa propre subsistance et que, par conséquent, il est peu influencé par les bas prix du marché. En outre, dit-on, les travaux nécessaires de l'exploitation étant faits par lui et sa famille, il n'a pas de salaires à payer, ainsi il touche le rendement net de son exploitation avec en plus, tout ce que la grande exploitation doit dépenser en salaires.

Cette opinion, quoique séduisante, nous paraît inexacte. Tous les arguments précités s'accordent mal avec la vie réelle d'une petite exploitation. Si l'on observe les mauvaises conditions dans lesquelles le cultivateur exploite sa terre, on voit qu'il dépense plus que le prix qu'il retire de la vente de sa récolte. Etant souvent pauvre, il emprunte pour l'entretien ou l'amélioration de ses biens. Récolte venue, il a hâte d'amortir ses dettes ou de payer les intérêts des capitaux empruntés, d'autre part, l'impôt foncier pèse sur lui plus que sur tout autre; il paye aussi les contributions mobilières, l'impôt sur le revenu, la taxe vicinale, etc... Que la récolte soit mauvaise ou qu'il se produise une mévente des objets agricoles, les fonds dépensés ne pourront pas être recouvrés, les dettes ne pourront pas être remboursées; il tombe dans la misère. Le gros exploitant au contraire, en cas de crise, pourra lutter efficacement contre toutes les entraves, grâce aux capitaux tampons dont il dispose, qui lui permettront soit d'attendre des conditions plus favorables et plus avantageuses pour la vente de sa récolte, soit de parer aux autres dépenses nécessaires concernant son exploitation.

Néanmoins, — bien qu'inégalement — petits et grands exploitants sont tous atteints du même mal et les pays pauvres, les pays agricoles comme les pays industriels en sont tous les victimes quel que soit leur gouvernement respectif.

2. — Notre intention dans cette seconde partie est de préciser la notion de crise agricole en général et en particulier celle de la crise mondiale agricole actuelle. Est-il vrai qu'elle soit une crise ayant ses causes et tous

ses effets ou qu'elle soit quelque chose de plus, par exemple la révolution de la vie économique présente.

Notre éminent professeur M. C. Perreau dans ses cours d'Economie Politique (Tome I page 259-60) explique et donne la définition des crises économiques. « Nous avons vu (1), que sous un régime de concurrence la production trouve dans les indications résultant des mouvements des prix un régulateur qui lui permet de s'adapter aux besoins de la consommation. Cette fonction régulatrice est toutefois assez importante; d'une part les écarts des cours peuvent être, dans une certaine mesure, faussés par l'effet de la spéculation; d'autre part, les indications des prix ne peuvent exercer d'influence sur la production que pour l'avenir et encore dans une mesure plus ou moins restreinte, à raison de l'insuffisante mobilité du capital et du travail.

De là résulte qu'à un moment quelconque, par l'effet même de la concentration qui, sous un régime de la concurrence, tend naturellement à s'accroître, il existe dans les diverses natures d'industries un certain nombre d'entreprises dont la production dépasse les besoins. D'autres fois, et particulièrement dans la production agricole, il y aura déficit atteignant, dans telle ou telle région un nombre plus ou moins important d'exploitations. Dans l'un et l'autre cas, l'équilibre de la production et des besoins de la consommation va se trouver rompu. Lorsque cette rupture d'équilibre au lieu de se manifester seulement par un petit nombre d'entreprises, revêtira un caractère plus extensif et atteindra,

(1) V. Avantages attribués au régime de libre concurrence, Cours d'Economie Politique, p. 175 et suiv.

dans une branche particulière de la production la grande masse des producteurs, on dira qu'il y a crise ».

Les explications données et la définition déduite de tout cela par M. Perreau sont aussi claires que justes. Seulement, d'après tout ce que nous avons dit dans la partie précédente, nous devons reconnaître que cette définition n'est pas en état d'embrasser tous les effets produits par la crise que l'on nomme d'abord « catastrophe », malaise, et au dernier moment, « révolution » dans la vie économique mondiale. A notre sens, la crise agricole actuelle présente quelque chose d'exceptionnel dans l'histoire de la vie économique depuis les origines jusqu'à nos jours. Elle est l'événement le plus marqué parmi les événements économiques qui se sont produits depuis des siècles. Elle se distingue des crises précédentes, à la fois par son intensité et par sa généralité. Elle est une révolution plutôt qu'une crise proprement dite. M. Delemont dans son article intitulé « La Crise » (1) dit de celle actuelle: « Nous ne sommes pas à vrai dire, en présence d'une crise mais d'une révolution. Expliquons-nous sur ces termes. La crise est une aggravation plus ou moins soudaine d'un état endémique; elle est de courte durée et se dénoue en bien ou en mal. Il y a révolution lorsque, après une rupture plus ou moins violente, les éléments de cet équilibre sont assez bouleversés pour exclure toute possibilité de retour au précédent état ». L'opinion de M. Delemont se justifie par de nombreuses raisons: Le déséquilibre profond qu'attestait sa violence doit son origine à l'accroissement trop rapide de la capacité générale de la produc-

(1) Delemont: « La Crise ». *R. E. Internationale*, 1931 p. 24.

tion ; cet accroissement à son tour provient à la fois des progrès techniques considérables réalisés depuis 1914, aussi des illusions que s'étaient faits les producteurs sur l'extensibilité des facultés de consommation, donc sur l'importance de leurs débouchés immédiats. Ces illusions ont été grandement favorisées par des circonstances anormales, notamment par les besoins exceptionnels nés de la guerre et par l'inflation de la circulation fiduciaire ou du crédit qui avait caractérisé l'évaluation monétaire dans la plupart des pays, pendant la période des hostilités et des dix années suivantes. Enfin, elle a ébranlé tous les systèmes pratiqués jusqu'à présent dans la vie publique, économique et sociale des Etats européens. Cette crise a forcé les Etats producteurs de céréales à abandonner leur politique d'isolement et à se grouper en vue d'une entente collective pour lutter soit contre les producteurs d'outre-mer et les dumping soviétiques, soit pour aspirer à l'organisation d'une puissante institution financière internationale de crédit, soit pour organiser la vente collective des produits agricoles aux pays industriels, etc... ou bien enfin, soit que tous les Etats, membres ou non de la Société des Nations se grouperaient en une entente collective visant une « réduction générale des superficies emblavées dans le monde par la voie directe d'une réglementation obligatoire, fut-elle décidée par un organisme international ou par des organes nationaux ».

La crise agricole mondiale est donc une crise extraordinaire dont s'occupent non seulement les conférences particulières tenues à ce propos à Varsovie, à Bucarest, à Paris ou à Rome, mais la Société des Nations toute entière qui a discuté au mois de Mai 1931, sur les causes

qui l'ont provoquée et sur les remèdes qu'il fallait lui apporter.

SECTION II

LA DIVERGENCE D'OPINIONS SUR LA VERITABLE CAUSE DE LA CRISE AGRICOLE ACTUELLE ET LES RAISONS QUI MILITENT EN FAVEUR DE L'OPINION ADOPTÉE

A. — *Causes*

Nous avons dit ci-dessus que la crise agricole actuelle est une crise extraordinaire et une révolution dans la vie agricole. Comme telle, elle doit être la résultante de causes complexes et de motifs nombreux.

Dans la presse économique nous avons rencontré plusieurs opinions qu'on peut résumer d'une façon générale et énumérer ainsi : Les destructions des richesses dans les pays européens agricoles du fait de la guerre et de l'inflation, la sur-stabilisation des changes dans un très grand nombre de pays à un niveau supérieur à la capacité d'achat de la monnaie provoquant une chute des prix, le protectionisme outrancier qui causa également une augmentation des cours correspondant en général au niveau des droits de douane et dont les effets se sont fait sentir surtout sous la forme d'une dénivellation de prix entre les produits industriels et les pro-

duits agricoles (2), la pénurie de main-d'œuvre, la substitution d'autres objets alimentaires au pain, l'augmentation du coût de production des produits agricoles, la mauvaise répartition des capitaux disponibles dans le monde pour aider l'agriculture, le déséquilibre entre l'augmentation de la production et l'augmentation de la population, le dumping soviétique et la surproduction des céréales et la sous-consommation.

Il est incontestable que tous ces éléments économiques ont beaucoup contribué à provoquer la crise mais nous n'admettons pas qu'on les considère comme les véritables causes de celle-ci. Il y en a parmi eux qui sont les motifs qui l'ont engendrée, mais il y en a qui sont les simples effets produits par elle. Quoi qu'il en soit, pour le moment, nous nous contenterons de dégager quelques-uns de ces éléments, qui sont pour la plupart des économistes considérés comme les causes essentielles de la crise agricole actuelle. Ce sont les suivantes : 1) La pénurie de main-d'œuvre ; 2) la substitution d'autres objets alimentaires au pain ; 3) l'augmentation du coût de production des produits agricoles ; 4) le déséquilibre entre l'augmentation de la production et l'augmentation de la population ; 5) la mauvaise répartition des capitaux disponibles pour aider l'agriculture ; 6) et enfin, la surproduction des produits agricoles et la sous-consommation.

1°) Dans la presse économique française on a depuis longtemps écrit que la crise agricole en France est due à un phénomène économique qu'on appelle « l'exode ru-

(2) Piony (P.L.) : « La crise agricole et le crédit international. » R. Ec. Int. Avril 1931, p. 55.

ral » autrement dit désertion des campagnes par les ouvriers agricoles ou par les agriculteurs eux-mêmes. A notre avis, c'est une erreur. Quoique cette question ait une importance très grande pour la France et pour les autres pays qui ne sont pas essentiellement agricoles, nous ne la considérons pas comme une cause, mais comme un simple effet de cette dernière. Les raisons qui militent en faveur de notre thèse seront exposées plus loin, pour le moment nous voulons nous borner à examiner la question de savoir s'il est vrai que l'exode rural est un phénomène nouveau ou s'il se produit depuis plusieurs siècles. Tout le monde sait que la désertion des campagnes est aussi vieille que le premier développement des villes. Elle est aperçue par les écrivains grecs et romains ainsi que par les écrivains du moyen-âge. Sans aller aussi loin que l'histoire des anciens peuples pour démontrer ce fait, on peut prendre l'exemple de la France. D'après M. Laribé, les Français du dix-huitième siècle se plaignaient déjà et aussi vivement qu'aujourd'hui de l'attrait que les villes exerçaient sur la population agricole. A notre époque il est très connu et il n'est pas contestable que la population agricole dans les villes augmente tandis que celle des campagnes diminue, que le nombre des travailleurs de l'agriculture faiblit et qu'il s'accroît dans les autres professions. Pour appuyer son opinion M. Laribé cite les données statistiques suivantes :

POPULATION (3)

Année	Urbaine %	Rurale %
1846	24,4	75,6
1866	30,5	69,5
1886	35,9	64,1
1906	42,1	57,9
1911	44,2	55,8
1921	46,4	53,6
1926	49,1	50,9

Rechercher la cause de la crise agricole dans ce fait est impossible. Deux arguments y contredisent : en premier lieu, la substitution des femmes et des ouvriers étrangers aux agriculteurs indigènes et en deuxième lieu le développement rapide du machinisme.

a) Tandis qu'autrefois les hommes travaillaient seuls comme ouvriers, aujourd'hui les femmes peuvent être embauchées pour les travaux de la campagne et par conséquent combler la lacune ; d'un autre côté les ouvriers étrangers sont assez nombreux en France pour faire face aux besoins de main-d'œuvre qui sont provoqués par la désertion des indigènes.

b) Les progrès de la technique et l'utilisation des machines permettent d'obtenir sur des surfaces moindres, des récoltes équivalentes ou croissantes : pour le blé en 1830, 5 millions d'hectares et 40 millions de quintaux ; en 1900, 6 millions 700.000 hectares et 88.600.000 de quintaux ; en 1913, 6 millions 300.000 hectares et 87.000.000

(3) A. Laribé : « La population agricole et la main-d'œuvre » R.E.P. 1930.

de quintaux ; en 1929 on ne cultive plus que 5.160.000 hectares mais on récolte encore 87.000.000 quintaux et même davantage.

La cause de la crise n'est donc pas là.

2°) Il est incontestable que la substitution d'autres objets alimentaires au pain ait exercé une grande influence sur le marché mondial du blé. Cette opinion est présentée par notre éminent maître M. D. Yovanovitch, professeur à la faculté de droit de l'Université de Belgrade dans son ouvrage capital « La politique agraire ». Voici comme il explique ce phénomène :

Les peuples civilisés qui sont les principaux consommateurs de blé en Europe, préfèrent maintenant la viande, le lait, les œufs, les légumes, les desserts, etc... au gros morceau de pain. Il y a des peuples affamés tels que les Russes, les Chinois, les Indiens qui se multiplient beaucoup plus que les autres mais qui ne peuvent acheter du blé à des prix plus élevés à cause de leur pauvreté. Les autres, qui pourraient en acheter à un prix plus rémunérateur ne se multiplient pas autant et ne dépensent pas leur argent en acquisition de pain, mais en achat d'autres objets soit alimentaires, soit luxueux (4).

Toutefois, une objection doit être faite à cette opinion. Ce phénomène quoique puissant ne peut pas être considéré comme une cause, mais comme un simple motif qui a tout au moins contribué à provoquer ou à aggraver cette crise.

3) « La crise agricole actuelle se manifeste dans le dé-

(4) Dr D. Yovanovitch : « La politique agraire. » *op. cit.* p. 233.

calage entre les prix de revient et les prix de vente du blé », conclut la Chambre d'Agriculture en France. Cela veut dire que l'agriculteur achète ses machines, ses outils, ses engrais, paie sa main-d'œuvre à un prix beaucoup plus élevé que les produits qu'il vend. Une enquête a été menée sur cette question par la commission économique de la Société des Nations en 1927. Après avoir examiné les données statistiques fournies par tous les Etats membres de la Société des Nations, elle a établi que l'indice des prix des produits agricoles vendus en 1927, était 129,8 % tandis que l'indice des prix des produits achetés atteignait 195,9 %. Autrement dit, l'indice du prix des produits qui étaient vendus par l'agriculteur, passait de 100 en 1913 et 1914 à 129,8 % en 1927. Pendant le même temps les dépenses des agriculteurs pour leur exploitation comprenant les achats de matériel et de matières premières et le paiement des salaires passaient de 100 à 143,5 %. Les dépenses de consommation domestique, subissaient une hausse plus accentuée de 100 à 175,9 %. Bref, le pouvoir d'achat des produits agricoles avait fortement baissé, il n'était plus que de 90,5 % à l'égard des dépenses d'exploitation, et de 73,8 % seulement pour les dépenses de consommation domestique (5).

En résumé, d'après cette opinion, « les hausses bien plus sensibles pour les prix des services, de l'outillage et pour toutes les choses qu'achètent les cultivateurs que pour les choses qu'ils produisent et qu'ils vendent, sont les signes les plus nets de la crise agricole » (Larribé).

(5) « L'Agriculture et la crise économique internationale. » S.D.N. 1927.

4°) Une opinion non fondée à notre avis, était présentée et soutenue par les deux économistes français bien connus, M. R. Courtin et R. Froment dans leur article intitulé « Essai sur la crise agricole : production et population ».

Pour ne pas répéter tout ce qu'ils ont si clairement et si scientifiquement exposé, nous allons nous contenter de reproduire seulement la conclusion à laquelle ils sont arrivés :

« Par conséquent, la demande sociale ne pourra elle-même se modifier, disent-ils, que s'il se produit un changement dans le nombre de demandes individuelles. Seule une augmentation ou une diminution du nombre d'individus peut faire grandir ou s'abaisser la demande sociale ; *en un mot les variations de la population constituent le seul facteur de la variation de la demande sociale des produits agricoles* :... Si notre hypothèse est exacte, si le développement de la population est le seul facteur qui permette à la demande de produits agricoles d'augmenter, l'infériorité actuelle de l'agriculture fait coïncider avec une surproduction, puisque cette infériorité est mesurée en fonction de la situation d'avant-guerre, nous devons constater depuis cette période, un accroissement de la population, moindre que l'accroissement de la production » (6).

Cette thèse est bien séduisante en apparence, mais au fond elle nous paraît fausse, en ce sens qu'elle n'est démontrée ni par les faits ni par les données statistiques. Les trois premières opinions rapportées ci-dessus démentent

(6) R. Courtin et P. Froment : « Essai sur la crise agricole : production et population. » R.E.P. 1930, p. 1.104-5.

complètement la thèse de MM. Courtin et Froment, mais pour donner une idée plus claire nous allons faire une comparaison entre l'augmentation de la production et l'augmentation de la population pour une durée de 15 ans dans l'Europe.

Admettons que la surface ensemencée en blé soit augmentée de 5,3 % et que la production de blé ait augmenté de 10 %. Si l'on considère d'un autre côté dans le même espace de temps, que la population a augmenté d'environ 5 %, et que la consommation par tête s'est légèrement accrue, on doit admettre que l'Europe se trouve en ce moment, à la fois comme productrice et comme consommatrice, sensiblement dans la même proportion qu'avant-guerre. En conséquence, ce n'est donc pas de ce côté qu'est l'élément perturbateur de la crise actuelle (7).

5°) La cinquième opinion consiste dans l'affirmation que l'unique cause de la crise agricole est due à une mauvaise répartition des capitaux disponibles pour aider l'agriculture.

Les économistes classiques s'occupaient déjà de la question de la répartition des richesses naturelles, répartition de l'or, et par suite de la répartition des capitaux dans le monde entier. Mais, s'il est vrai que cette question a toujours été d'une importance très grande il est encore plus vrai qu'elle a pris aujourd'hui une portée plus accentuée. Elle est devenue une question de premier ordre dans les conférences économiques internationales. A vrai dire, c'est une angoissante question qui se pose entre les pays riches et les pays pauvres. Il y a des pays qui ne pos-

(7) F. Delaisi : « Après les conférences agricoles de l'Europe centrale. » R.E.P. 1930.

èdent pas de capitaux, tandis que d'autres en disposent en abondance. Les pays comme les Etats-Unis, Canada, Australie, Argentine, Japon, Norvège, France, Suisse, etc. ont beaucoup plus qu'il ne faut pour rationaliser la production et par suite augmenter leurs richesses. Mais des pays comme l'Italie, la Belgique, l'Allemagne et presque tous les pays de l'Europe Centrale et Orientale ne possèdent pas suffisamment de capitaux pour le but envisagé. Pour faire face aux dépenses nécessaires pour l'exploitation, ils sont forcés de faire des emprunts à ceux qui peuvent leur prêter. Les emprunts consentis par les premiers entraînent des frais considérables pour les derniers, et par conséquent, augmentent le coût de leur production.

Somme toute, la crise agricole d'après cette thèse, consiste dans le fait qu'un groupe de pays réunit en abondance le capital, tandis que d'autres réunissent seulement le travail et qu'il n'y a pas une institution internationale qui en puisse faire l'échange (8).

6°) D'après une dernière opinion, la crise agricole provient de la surproduction des objets agricoles par rapport aux besoins. C'est une des thèses les plus répandues et les plus fondées. Elle est exprimée dans toute la presse mondiale. D'ailleurs, c'est naturel parce que la surproduction du blé dans le monde, a attiré la vive attention, non seulement de ceux qui en ont été touchés, mais aussi de ceux qui n'y ont jamais pensé.

« La crise initiale est profonde et — dit M. L. Romier — assurément en un certain sens, l'excès de production des denrées dans l'univers: l'agriculture moderne à mesure

(8) Yovanovitch, op. cit. p. 232.

qu'elle s'étend à de nouveaux territoires, qu'elle perfectionne son outillage et accroît ses récoltes fait apparaître un surplus de culture... » (9). Cet excès de production est dû à l'utilisation des machines qui permettent d'obtenir de grandes quantités de blé sur des superficies moindres qu'auparavant, quand la culture se faisait au moyen de la main-d'œuvre et des animaux. Nous avons signalé qu'en 1929, sur une superficie de 5.160.000 hectares, cultivée par des machines, on a obtenu 87.000 quintaux de blé, ce qui signifie une augmentation considérable de la production, qui n'avait jamais jusqu'à présent été atteinte. Mais ce n'est pas tout. L'augmentation de la superficie cultivée a atteint un chiffre important. L'Europe, par rapport au chiffre d'avant-guerre n'a pas augmenté dans l'ensemble la superficie qu'elle consacrait à la culture du blé, mais ce sont surtout les pays d'outre-mer. Prenons comme exemple les Etats producteurs de blé : Etats-Unis, Canada, Australie, Argentine. Pour les quinze dernières années, ils ont marqués les augmentations suivantes :

Pays	Superficie (hectares)	Mill. de quintaux
Canada	5.700.000	91.5
Etats-Unis	4.200.000	57.8
Argentine	2.400.000	43.
Australie	1.400.000	18.
	13.500.000	211.

De ces renseignements fournis par M. F. Delaisi il ré-

(9) Romier (L.) : « Vue d'ensemble sur la crise agricole. » Rev. des Deux Mondes. Avril 1929, p. 649.

suite que les pays d'outre-mer pour le temps envisagé ont ajouté à la géographie du blé, une surface égale à celle de tous les champs de blé de la France et de la Belgique réunies, et qu'ils ont ajouté à la production totale d'avant-guerre, une quantité égale au total des récoltes de toute l'Europe centrale et orientale.

En définitif, selon cette thèse, le siège du mal dont souffre l'agriculture toute entière n'est que dans l'augmentation de la production, grâce à l'utilisation des machines.

B. — *Critiques.*

Après ce bref exposé des opinions présentées à propos de la crise agricole et de ses causes, soumettons-les à une appréciation critique et tâchons de dégager la véritable cause et les motifs qui l'ont provoquée.

Tout d'abord, une remarque est nécessaire, c'est que notre méthode de recherche de la causalité de la crise est toute différente de la méthode employée jusqu'à présent par les économistes. La plupart des économistes admettent que la cause de la crise agricole n'est pas unique, mais multiple, tandis que nous admettons seulement une cause. Autrement dit, parmi les économistes, il y a des partisans du pluralisme dans la recherche de la causalité de la crise, tandis que nous sommes partisan du monisme. D'autre part, tous ces économistes considèrent les éléments économiques qui ont provoqué la crise comme les facteurs d'une valeur égale et d'une efficacité coordonnante, quant à nous, nous les considérons tout simplement comme les motifs d'une valeur inégale et d'une efficacité subordonnante. Nous nous expliquerons sur les deux questions suivantes :

1) La cause de la crise agricole est unique ;

2) Les motifs qui l'ont engendrée.

Chaque « pourquoi » a son « parce que », par conséquent, chaque effet économique, politique ou social, a sa cause. La dernière est la prédisposition pour la première ou la condition imminente pour sa production. En définitif, il n'y a pas d'effets, pas de manifestations quelconques, sans cause. Voilà la règle. Quant à la cause principale et unique de la crise actuelle, nous la trouvons dans la surproduction du blé dans le monde. En faveur de notre opinion, nous donnons les explications suivantes :

La surproduction signifie un excès de produits quelconques, par rapport aux besoins. Cet excès est apporté au marché mondial. Puisqu'il s'agit ici de produits agricoles ou, plus spécialement, de céréales, pour mieux illustrer le problème, citons les éléments numériques dont il faut tenir compte. Depuis 1915 les pays d'outre-mer et l'Europe agricole, ont passé dans leur production en 15 ans de 875.000.000 de quintaux de blé, à 1.130.000.000, autrement dit, la quantité de blé mise à la disposition du marché a augmenté de 31 % alors que dans le même temps, la consommation ne s'est accrue que d'environ 10 %. Dans la différence entre la production de 31 % et la consommation de 10 % soit 21 % de blé inconsommé, sur le marché, est la clé de la crise agricole. Entre ces deux chiffres nous trouvons donc la cause unique de ce malaise économique.

Cette constatation ne suffit pas à résoudre le problème en question. Elle serait incomplète si l'on ne se rendait pas compte des autres phénomènes économiques qui ont provoqué la crise. A notre avis la surproduction est l'effet de trois autres causes que nous nommons sous-causes

ou motifs. Ce sont : 1) la mauvaise répartition des capitaux dans le monde économique ; 2) l'augmentation du coût de production, provoquée par les prix élevés des capitaux ; 3) et la substitution des autres objets alimentaires au pain.

1) En ce qui concerne le premier motif, nous avons dit qu'il y a des pays riches de capitaux disponibles en vue d'aider l'agriculture et des pays pauvres.

Les premiers, n'ont pas toujours été riches, mais, grâce aux circonstances très favorables dans lesquelles ils se sont trouvés, pendant et après la guerre, — les pays d'outremer par exemple — ont réussi à récupérer dans leur trésorerie, une immense quantité d'or, et dans leurs coffres-forts, de nombreuses devises étrangères. Cet argent disponible leur a permis de consentir des prêts aux pays désirant du crédit, ou bien d'investir des capitaux dans des entreprises déjà mises en valeur ou nouvellement créées afin de rationaliser et d'industrialiser la production. Grâce à leurs capitaux propres, Canada, Etats-Unis, Australie et Argentine, ont établi de grandes et vastes installations rurales, des fermes dans lesquelles travaillent des milliers d'ouvriers agricoles et une centaine d'employés qui gèrent les travaux techniques de la production et s'occupent de la publicité, de l'information et du commerce.

Cette situation privilégiée a beaucoup contribué à obtenir de grandes quantités de blé avec des frais aussi peu élevés que possible, et par suite, à inonder le marché mondial.

Au contraire, les pays pauvres, qui ont fait la guerre et ont été dévastés par les obus et le séisme, détruits ou pillés par les révolutions violentes, et ruinés pour longtemps par

l'inflation, sont restés sans moyens propres et ne peuvent vivre que grâce aux emprunts consentis par les autres. D'autre part, un groupe d'Etats, formé après la dissolution des trois grandes monarchies d'avant-guerre : Autriche-Hongrie, Russie et Allemagne sans exagérer, ne possèdent pas les capitaux indispensables pour leur vie économique et commerciale, de plus, la plupart des membres de ce groupe, comme la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie et la Pologne ont fait une réforme agraire qui pour être rationnellement accomplie, réclamerait beaucoup de capitaux.

Il va de soi, que pour faire face aux dépenses nécessaires, les pays demandent des crédits aux pays qui sont disposés à leur prêter. Les emprunts consentis et réalisés par les riches aux pauvres n'amènent pas de richesses pour ceux-ci, mais au contraire leur rendent le fardeau plus lourd et difficilement supportable. Il faut amortir les dettes et payer les intérêts. Les pays pauvres s'efforcent de répondre à leurs devoirs envers leurs créanciers, en augmentant leurs pouvoirs de production, et quand ils ont réussi à récupérer leurs forces productives d'avant-guerre, pour les Etats déjà existant, la crise éclate.

2) Le deuxième motif qui, d'après nous, n'est que la conséquence logique du premier, est l'augmentation du coût de production des objets agricoles.

Les pays d'outre-mer à partir de 1915 ne cessaient pas d'augmenter leur production, à cause des besoins vitaux qui ont accablé les pays belligérants. Tous les Etats d'Europe après la signature de l'armistice, soit qu'ils ne pouvaient pas cultiver leurs terres dévastées, soit qu'ils préféraient le blé à bon marché, que les frais qu'exi-

geaient leurs propres productions étaient trop élevés, mirent en valeur de nouvelles terres achetées à des prix très élevés dont la rente devenait très grande, embauchèrent de nouveaux ouvriers et leur payèrent de gros salaires, empruntèrent des capitaux sous des conditions plus onéreuses et payèrent un taux très élevé d'intérêts.

Tout cela a fait augmenter le coût de leur production.

Dans presque tous les Etats et les institutions de crédit que nous avons étudiés, nous avons trouvé le même mal « endettement des paysans, soit envers les banques privées, soit envers l'Etat ». Le montant des endettements atteint des sommes formidables qui inquiètent non seulement les créanciers, mais l'Etat qui se trouve ainsi amené à s'en occuper.

La question se pose de savoir d'où provient cet endettement ? Par l'ignorance des paysans, par leur propre faute, ou par la force des choses ?

Il ne faut pas réfléchir beaucoup pour répondre à cette question. Lorsqu'on sait que les paysans qui sont la classe la plus nombreuse dans les Etats éminemment agricoles, sont les principaux contribuables et que la plus grande part des charges pèse sur eux ; lorsque l'on se rend compte des dommages causés par les méfaits de la guerre, surtout en ce qui concerne les réquisitions fréquentes du blé, du bétail, des charrues et autres objets nécessaires à la production, exercées par les armées ennemies, et enfin lorsqu'on ajoute à tout cela les fâcheuses conséquences produites par la suite de l'inflation monétaire, on est obligé de constater que les paysans en dépit de leur meilleure volonté, se sont trouvés non seulement appauvris de leurs propres moyens, mais aussi dépourvus de tous les

capitaux nécessaires pour leur exploitation. Afin de faire face aux dépenses indispensables à l'exploitation de leurs domaines, les paysans demandèrent des crédits. Ces crédits étaient consentis à des conditions très onéreuses, de sorte que les paysans ne pouvaient y faire face à cause des mauvaises récoltes ou bien à cause de la mévente de leurs produits.

- Aussi, les prix élevés des capitaux prêtés, les mauvaises récoltes ou la mévente des produits, les charges fiscales et les prix élevés des produits fabriqués, tous ces éléments ont-ils accru le coût de production de l'exploitation paysanne en passant de 100 en 1913 à 173,5 en 1927.

Dans ces deux derniers motifs, nous trouvons le siège de la crise agricole qui sévit sur l'agriculture européenne depuis presque seize ans et qui ne cessera d'elle-même qu'au bout d'un long délai et au prix de graves souffrances.

3) Le troisième motif, la substitution d'autres objets alimentaires au pain, n'a fait qu'aggraver la crise. Les peuples civilisés, qui sont les seuls consommateurs de blé européen et américain, préfèrent aujourd'hui la viande, le beurre, les œufs, les légumes, les fruits, etc... au pain, et par conséquent laissent sur le marché mondial, une grande quantité de blé inconsommée.

Somme toute, l'unique cause de la crise agricole est la surproduction ; cette dernière est l'effet de deux autres causes subordonnées ; la mauvaise répartition des capitaux dans le monde et leur prix élevé, et l'augmentation du coût de production. Inversement : la cherté de crédit provoque une augmentation du coût de production qui rend les prix des produits plus élevés. Manque de capitaux, beaucoup de blé, voilà la crise.

La pénurie de main-d'œuvre, à notre avis, n'est ni la cause ni le motif de la crise présente. Elle n'est qu'un simple effet de cette dernière. C'est très compréhensible. Les ouvriers qui ne peuvent être embauchés à la campagne à cause de l'endettement des propriétaires, de la mauvaise récolte ou de la mévente des objets produits, abandonnent la campagne pour gagner la ville. Les paysans propriétaires eux-mêmes, voyant leur situation précaire, vendent à vil prix leur petit lopin de terre et quittent le village pour n'y rentrer jamais. M. Gaziot, dans son article intitulé : « Le crédit foncier et les capitaux d'exploitation » avec beaucoup de raison a dit : « Il ne faut pas que la crise agricole qui sévit depuis une année, continue. La réaction serait bien plus rapide et bien plus violente qu'avant la guerre. Les difficultés de main-d'œuvre augmentent tous les jours. Elles rendent de plus en plus dure la situation des fermiers dans bien des régions. Cette situation deviendrait très vite intenable si les prix des denrées agricoles restait insuffisants. Les régions les plus menacées sont celles où les grandes fermes à main-d'œuvre salariée, diminuent. Les régions à culture familiale résisteront plus longtemps, mais les cultivateurs seront également forcés un jour de quitter la terre » (10).

Il ne faut pas être grand psychologue pour remarquer ce phénomène économique qu'est « l'exode rural ». Ce fait évident attire l'attention de tous ceux qui veulent le voir. On dit souvent que le paysan abandonne la campagne à cause de ses désirs de mener une vie plus commode, plus abondante de distractions et plus avantageuse que la sienne

(10) Gaziot (P.) : « Le capital foncier et les capitaux d'exploitation. » Rev. Ec. Pol. 1930.

au village. Cette affirmation n'est pas dépourvue de vérité, mais ce n'est pas la cause décisive qui le persuade. Nous savons bien que la question économique est de premier ordre. Elle occupe la première place dans les projets de tous ceux qui veulent travailler, produire et créer. Or, le paysan n'est pas dupe de cet effet ; il ne se laisse pas tenter par les belles paroles ou flatteuses promesses de la vie urbaine et ses charmes. Selon sa nature il est immobile, parce que toutes ses traditions, ses mœurs, la vie villageoise, saine et agréable l'attachent fortement à la terre et à la campagne, mais, quand il s'agit de son existence économique, il est prêt à renoncer à tout et à chercher la vie, là où il peut la trouver. A vrai dire, c'est plutôt une force économique qui le décide à abandonner la campagne pour la ville. En résumé, il s'agit d'une question économique d'abord, psychologique et sociale ensuite. Voilà les véritables causes de l'exode rural que nous examinerons un peu plus loin, davantage.

C. — *Remèdes*

La question des remèdes qui doivent être apportés à la crise agricole actuelle a pris une portée très grande devant la Conférence Internationale du blé convoquée à ce propos. La presse économique, européenne et américaine s'en préoccupe également constamment.

La Conférence internationale du blé tenue à Rome au mois de Mai 1931, après discussion, est arrivée aux conclusions suivantes :

« Toute possibilité ayant été exclue d'une « réduction générale des superficies emblavées dans le monde par la voie directe d'une réglementation obligatoire, fût-elle décidée

par un organisme international ou par des organismes nationaux » et en outre la constatation ayant été faite que les pays européens, pour des raisons multiples économiques, sociales et politiques, ne peuvent ni renoncer à la culture du blé, ni accepter de la laisser péricliter, la Conférence a appuyé singulièrement sur l'autre terme du binôme qui définit la crise actuelle : sous-consommation. Elle a envisagé, en effet, un effort énergique de publicité pour propager la consommation du blé dans les pays où elle n'est pas encore répandue. Elle a estimé qu'il conviendrait même de prévoir, pour donner à cette publicité la plus grande efficacité, la liquidation à bas prix, dans lesdits pays, d'une partie du stock qui pèse sur le marché mondial.

Ces mesures ne seront que temporaires, mais pour l'avenir la Conférence a jugé qu'il était plus expédiant pour assurer la solution de la crise du blé, de pourvoir à une organisation du marché. Cette organisation a-t-elle précisé, doit être obtenue plutôt par une action graduelle et progressive s'inspirant peu à peu des résultats acquis que par une action ayant la prétention d'embrasser tout le problème dans son ensemble » (11).

Toutes ces conclusions et les mesures prises par la Conférence internationale du blé, sont très rationnelles et méritent d'être soulignées. Il faut espérer que tous les efforts entrepris dans ce sens seront réalisés et couronnés de succès. Pourtant, une remarque s'impose, c'est que la crise agricole pour sa complète solution trouvera son remède dans une organisation internationale du crédit agricole, qui

(11) « Le rapport de la Conférence Internationale du Blé. » S.D.N. 1931.

aura pour mission principale de répartir les capitaux de manière équitable entre tous les Etats producteurs de blé, qui en ont grand besoin. Cette institution se procurera des crédits dans les pays riches, à des conditions favorables et les prêtera aux autres qui abondent de main-d'œuvre, de sorte qu'on pourra écarter la différence entre le coût de production et par conséquent on évitera les crises fréquentes de céréales qui sévissent dans le monde depuis 1915.

CHAPITRE II

LES ENTRAVES

A UNE ORGANISATION RATIONNELLE DU CREDIT AGRICOLE D'ORDRE ECONOMIQUE ET PSYCHOLOGIQUE

SECTION I

LE PROBLEME

DE L'UTILISATION DE L'EPARGNE POPULAIRE

L'épargne est une des manifestations la plus caractéristique de la prévoyance. La prévoyance est une institution économique qui consiste dans l'action de se prémunir contre l'incertitude du lendemain. Elle ressent un besoin futur comme s'il était présent (1).

L'épargne est un des trois facteurs de la production. Elle crée le capital, que l'entrepreneur combine utilement avec le travail.

Comment se forme cette épargne et comment est-elle utilisée ? — voilà l'objet du problème.

L'épargne est un excédent entre ce qu'on a produit et ce qu'on a consommé. Si cet excédent n'existe pas, l'épargne n'est pas possible. D'autre part, si l'on consomme moins que ce qu'il est nécessaire pour mener une vie convenable, l'épargne qui en résulte perd de sa valeur

(1) Magnieu (L.) : « Les caisses d'épargne ordinaires en France, p. 5.

propre, parce qu'elle est due à une restriction et à une abstinence volontaire. A notre sens, pour que l'épargne soit utile, il faut d'abord que le travail soit assez productif pour laisser un excédent sur les nécessités de la vie et cet excédent comme tel, peut servir à une nouvelle production des biens consommables. De tout cela se déduit la définition suivante : « L'épargne est la création des biens et des services consommables que l'épargnant aurait pu consommer et qui ne seront pas produits parce qu'il renonce à les consommer » (2).

L'institution de l'épargne se rencontre dans tous les pays et à n'importe quel degré de civilisation. Pourtant, parmi les peuples il faut faire des différences. Il est des peuples qui sont plus épargnants, tandis que d'autres ne le sont pas. Il y en a parmi eux qui sont doués d'un esprit plus développé et d'une idée très grande de la valeur de l'épargne et de son utilisation. La nation Française mérite à cet égard d'être citée comme le modèle des nations les plus épargnantes du monde. Les autres sont plus ou moins conscientes mais pas autant que la France.

Les épargnants sont plutôt les artisans, les paysans et les ouvriers. Ils placent leur argent dans les institutions nommées Caisses d'Epargne, qui sont une branche des institutions de prévoyance. Avec la confiance qu'elles ont su acquérir et garder, les facultés et les garanties qu'elles offrent aux déposants, qu'elles encouragent ainsi à la prévoyance, elles constituent un des éléments les plus puissants et les plus solides, d'ordre et de paix sociale (3). D'après le rayon de leur activité, elles sont locales, régio-

(2) Reboud : « Précis d'économie politique », p. 534.

(3) Magnieu, op. cit. p. 5.

nales, nationales ou centrales. Leur organisation et leur fonctionnement sont régis par la loi. Quant à la rédaction de leurs statuts, certaines législations imposent des statuts-types, tandis que d'autres laissent une liberté complète ou restreinte. Leurs organes administratifs sont, soit les fonctionnaires actifs de l'Etat ou de la localité administrative, soit des particuliers, selon la nature juridique qu'elles revêtent.

Le problème que nous allons discuter est très important pour les petits artisans et pour tous les paysans en général. Il consiste dans la question de savoir si l'épargne populaire ainsi faite est utilisée d'une manière rationnelle en vue de faire face aux besoins locaux, communaux ou départementaux, en fournissant à la population laborieuse le crédit ou bien si elle est investie dans des buts tout à fait différents de ceux de sa destination propre. Si l'épargne placée par les paysans dans les Caisses d'Epargne locales n'est pas utilisée à aider l'agriculture, elle est aussi blâmable que possible, parce qu'elle ne retourne pas d'où elle est sortie et par suite ne contribue à aucun développement agricole ; à aucune amélioration du sort des agriculteurs ni à la rationalisation de la production agricole. S'il en est ainsi, l'agriculture en dépit de ses propres moyens, mal placés, souffre d'une pénurie de capitaux et demande du crédit partout. Inversement, si l'épargne ainsi constituée et placée, va à sa destination rationnelle, elle est employée dans la bonne direction et échappe non seulement à toute critique, mais encore elle s'affirme comme un des plus puissants facteurs du progrès dans l'agriculture en général.

Notre principale intention est de faire une comparaison

entre les deux plus marquantes législations positives qui, tout différemment solutionnent la question posée, à savoir : la législation française et la législation allemande. Ces deux législations sont typiques et toutes les autres nations ont adopté soit l'un, soit l'autre système de l'utilisation de l'épargne populaire.

§ 1. — *Les caisses d'épargne ordinaires en France*

Jusqu'en 1895 la France n'avait pas une législation qui prévoyait la fondation, la direction et l'organisation des caisses d'épargne ordinaires, qui devaient recevoir des dépôts d'épargne constitués par la population française. Le premier pas dans ce sens, fut la loi du 20 Juillet 1895 qui, encore à l'heure actuelle, constitue la charte des caisses d'épargne en France. Elle règle leur organisation, et leur fonctionnement tant dans leurs rapports avec les déposants que dans leurs rapports avec l'Etat.

D'après cette loi, les caisses d'épargne peuvent faire trois catégories d'opérations : 1) elles reçoivent des dépôts ; 2) elles font des achats de rente pour le compte des déposants ; 3) elles servent d'intermédiaires entre les déposants et la caisse des retraites pour la vieillesse, mais c'est la réception des dépôts qui constitue la plus grande partie de leur activité. Tous les dépôts recueillis par les caisses sont obligatoirement versés en compte-courant à la caisse des dépôts et consignations.

L'article 1 de la loi de 1895, dispose que les fonds versés par les caisses d'épargne ordinaires à la caisse des dépôts et consignations, sont employés : 1) en valeurs de l'Etat ou jouissant d'une garantie de l'Etat ; 2) en obligations négociables et entièrement libérées des départe-

ments, des communes, des chambres de commerce, en obligations foncières et communales du Crédit Foncier. Les sommes non employées et jugées nécessaires pour assurer le service des remboursements sont placées en compte-courant au Trésor, ou en dépôt à la Banque de France. D'autre part, si l'on ajoute qu'une autre loi, celle du 9 Avril 1881 par laquelle est constituée une nouvelle institution d'épargne, « Caisse Nationale d'Epargne ou Caisse d'Epargne postale », qui dans son article 2 stipule que les fonds des Caisses d'Epargne postale, sont versés à la Caisse des Dépôts et Consignations, on est amené à conclure que la presque totalité des fonds des caisses d'épargne en général, plus de 95 % est employée en valeurs d'Etat (4).

Contre ces stipulations rigoureuses qui ont établi le système centraliste de l'épargne et son utilisation dans des buts étatistes et qui, par conséquent empêchent son emploi libre et fructueux de l'épargne nationale, plusieurs critiques ont été adressées.

Le jury international de l'exposition universelle de 1900 dans son rapport déclarait : les sommes énormes que les caisses d'épargne reçoivent de toute part, sont soustraites au commerce, à l'industrie et à l'agriculture qui ne peuvent en retirer aucun profit. Elles s'accumulent sans limites dans les coffres de l'Etat.

M. E. Rostand dans son ouvrage « le Concours des caisses d'épargne au crédit agricole », a très vivement critiqué le système adopté en France sur le sujet en question et a exalté le système de l'utilisation de l'épargne adopté

(4) Magnieu, op. cit. p. 25.

en Allemagne. En faisant une comparaison entre ces deux systèmes, M. Rostand a dit : « Loin d'arriver comme en France à un emploi unique, centraliste, au fond d'Etat et par une institution d'Etat ; l'Etat allemand tout en désirant rendre légal le placement d'une fraction des dépôts ou rentes, ne songe à toucher ni au libre emploi, ni au principe de placement divisé ni à l'indépendance locale d'administration, et reproche plutôt aux caisses d'épargne de ne pas donner assez ample satisfaction aux besoins locaux de crédit personnel » (5). En ce qui concerne la France M. Rostand a proposé les réformes suivantes quant à l'emploi des fonds des caisses d'épargne : « Garder et développer les épargnes ; emploi des épargnes au plus réel avantage des déposants et du pays ; permettre une réalisation prompte, suffisamment étendue et assez peu dépréciée pour parer aux demandes éventuelles de retraites ; par une fructuation prudente, produire assez pour ne pas décourager l'économie, pour faciliter la marche et le progrès des institutions spéciales pour leur procurer des réserves ; et enfin éviter les stagnations et les emplois passifs, faire concourir les épargnes à la circulation économique, à l'activité générale du pays, notamment aux mieux être de ceux qui les ont constitués » (6).

L'opinion de M. Rostand nous paraît juste parce que nous considérons que l'épargne populaire doit être utilisée d'une façon aussi rationnelle que possible, non seulement en France mais dans tous les pays.

(5) Eug. Rostand : Le concours des caisses d'épargne au crédit agricole. » Op. cit. p. 34.

(6) Eug. Rostand : « La question d'emploi des fonds des caisses d'épargne. » Citation empruntée à l'ouvrage de M. Magnieu, p. 110.

§ 2. — *Les caisses d'épargne publiques en Allemagne*

Contrairement à l'emploi unique et centraliste des fonds par les caisses d'épargne en France, celles allemandes vivent sous le régime du libre emploi décentralisé, sans assujettissement à l'Etat, sans centralisation des fonds et sans garantie de l'Etat.¹⁾

Les caisses d'épargne allemandes sont régies par l'ordonnance prussienne du 17 Mai 1831, complétée par le règlement du Ministre Prussien de l'Intérieur du 12 Avril 1838, dans laquelle ont été posées les règles essentielles pour la fondation et l'activité des caisses d'épargne.

Selon les dispositions de ces deux textes législatifs, chaque unité administrative : la province, le district, le cercle et la commune, est susceptible de fonder les caisses d'épargne.

Les statuts-types adoptés par les caisses d'épargne et sanctionnés par le Gouvernement de chaque pays donnent dans leur paragraphe premier la définition de la caisse d'épargne : « La caisse d'épargne est un établissement de droit public, d'utilité générale et apte à recevoir les fonds populaires appartenant à la commune et jouissant de son entière garantie. « En ce qui concerne le but, le § 3 des statuts-types le précise de la manière suivante : la caisse d'épargne devra encourager l'esprit d'épargne. Elle donnera toutes facilités pour placer les économies et les capitaux de la clientèle d'une manière sûre et productive d'intérêts. Elle servira à donner toute satisfaction aux besoins locaux de crédit et ce, conformément aux prescriptions des présents statuts ».

Quant aux opérations qu'elles sont autorisées à effectuer, les statuts-types dans leur § 24 les énumèrent ainsi :

1°. Les fonds des caisses d'épargne doivent être investis uniquement en :

a) Crédits réels par octroi de prêts garantis par hypothèques, dettes foncières ou rentes foncières.

b) Crédits personnels aux classes moyennes et aux sphères économiques les plus pauvres de la population par octroi de prêts sur nantissements et prêts sur reconnaissance de dette, cautions et effets de commerce.

c) Prêts aux communes ou autres corporations de droit public.

d) Prêts aux coopérations de production.

e) Obligations au porteur, etc...

2°. L'affectation des dépôts de la caisse d'épargne à des crédits à tendance spéculative est interdite.

Comme on le voit le § 24 des statuts, détermine l'emploi des fonds d'une manière aussi rationnelle que fructueuse. Grâce à lui de merveilleux résultats ont été obtenus en Allemagne. Cependant ce qui nous paraît le plus caractéristique dans ce paragraphe c'est que les caisses d'épargne en Allemagne sont autorisées à consentir des crédits personnels aux classes moins aisées, c'est-à-dire aux cultivateurs pauvres et aux artisans. Cette sorte de crédits qui n'est que le crédit agricole proprement dit est très répandue. Un exposé du D^r Seidel-Schmiguel à l'Assemblée de la Fédération Générale des caisses d'épargne allemandes à Berlin, est très explicite à cet égard :

« L'exercice d'un crédit personnel n'est pas seulement

pour les caisses d'épargne un devoir important, c'est peut-être le plus important...

Les circonstances du temps actuel poussent à l'élargissement du crédit personnel pour les classes moyennes, à la ville et à la campagne. Soutenir et fortifier ces classes, est un devoir social considérable que les caisses d'épargne ont à assumer en se joignant à l'Etat pour atteindre ce but ».

•

* *

Voici brièvement résumées, les notions générales concernant les deux législations positives françaises et allemandes relatives à l'emploi de l'épargne populaire par les caisses d'épargne.

Tandis que l'une a une tendance à la centraliser et à l'employer à des buts étatistes; l'autre au contraire, a tendance à décentraliser l'épargne populaire et à la rendre la plus utile possible aux nécessités locales par des crédits individuels et collectifs.

Au point de vue des petits cultivateurs et de leurs nécessités de crédits, la législation allemande paraît plus avantageuse que la législation française. Les caisses d'épargne allemandes ayant le libre emploi des fonds, ont pu satisfaire non seulement les besoins locaux de crédits en vue d'une augmentation de la production et de l'amélioration du sort des agriculteurs, mais encore, elles ont contribué à la fondation et à l'activité de puissantes associations coopératives de crédit en Allemagne, de sorte que l'ingérence de l'Etat dans la vie économique des paysans a été empêchée. La Fédération des Banques Schulz-Delitch a été nettement hostile à l'intervention de l'Etat

et elle y voyait une entrave possible au développement de l'esprit d'initiative et du progrès. La Fédération des Caisses de Crédit de Reiffeisen admettait dans une certaine mesure l'intervention de l'Etat quand il s'agissait de combler les vides et de protéger les intérêts des agriculteurs.

Quant à la France, selon son système adopté, concernant l'emploi de l'épargne populaire, l'intervention de l'Etat pour le crédit agricole, est forcément très accentuée. Les fonds sur lesquels travaillent les caisses locales et régionales de crédit sont, en majeure partie, fournis par l'Etat ; autrement dit, le système d'organisation de crédit agricole en France, contrairement au système allemand, repose sur l'apport des capitaux d'Etat. Donc, une conclusion s'impose, c'est que le système allemand en comparaison avec le système français est bien supérieur à ce dernier.

SECTION II

LE PROBLEME DE L'EXODE RURAL

« Ce n'est plus la terre qui manque
aux hommes, mais les hommes qui
manquent à la terre. »

Victor BORET.

Le problème d'exode rural, au point de vue économique, se pose seulement quand il s'agit d'une rupture d'équilibre entre la demande et l'offre de main-d'œuvre dans les exploitations agricoles cultivées par les agriculteurs propriétaires, ou par les fermiers. Son aspect général se pose de la manière suivante :

Quand l'offre de main-d'œuvre est excessive, les exploitations agricoles tendent à devenir petites pour être exploitées plus économiquement et les salaires deviennent plus bas.

Quand la demande de main-d'œuvre, inversement, dépasse l'offre dans une certaine mesure et dans quelques régions, les exploitations sont disposées à payer un salaire plus élevé et le malaise dans ce cas n'est pas constant mais seulement temporaire.

Mais s'il y a une offre insuffisante de personnes pour faire valoir, les exploitations seront abandonnées, ou bien, il peut se faire qu'on applique à la terre une culture moins intensive. En définitif, la difficulté d'obtenir de la main-d'œuvre peut amener à l'abandon ou à une culture moins intensive et généralement ce fait peut être considéré comme un malheur économique. Par conséquent si ce phénomène continue à prospérer comme nous le démontrent les statistiques de certains pays, il arrivera un jour que la terre n'aura pas suffisamment d'hommes pour la cultiver, et il est possible, mais moins probable, que la menace d'une famine pourra ébranler la structure de l'ordre social présent.

Nous ne sommes pas aussi pessimistes, et nous ne croyons pas que tout cela puisse se réaliser quoi qu'en dise M. Crookes qui prétend : « qu'au train où vont les choses, l'humanité risque de connaître en plein vingtième siècle des famines aussi graves que celles qui désolèrent le monde aux diverses époques de l'antiquité et du Moyen-Age et qu'il n'y aura bientôt sur le globe, pas assez de blé pour nourrir M. tout le monde ».

L'exode rural comme phénomène économique n'est pas rare, ni particulier à quelques pays, mais il est bien un phé-

nomène général. Il se produit dans tous les pays ; il touche plus ou moins toutes les nations : vieilles, jeunes, pauvres ou riches de terres fertiles, agricoles ou semi-agricoles. Il est une résultante d'une série de façons orientées dans un sens profondément mauvais, mais principalement, c'est une résultante des effets du progrès scientifique, économique et social. On peut dire que l'exode rural est une des manifestations la plus marquante du progrès économique qui se soit produite au cours de ces deux derniers siècles.

Afin de démontrer qu'il n'est pas un mal purement français, sorti du plan agricole pour devenir une question d'ordre public et national, mais bien un mal presque général, nous citerons quelques données statistiques qui à juste raison soutiennent les craintes des hommes politiques et économistes.

Les données statistiques pour la France, ainsi que nous l'avons vu plus haut, se réfèrent seulement à la période de 1846 à 1926. La proportion entre ces deux dates, est de 75,6 % à 50,9 %. En Allemagne elles se réfèrent de 1882 à 1925. La proportion est de 40 % à 23 % en faveur de la population urbaine. En Tchécoslovaquie en une dizaine d'années, entre 1910 et 1921 la population rurale est diminuée de 5 % (7).

Pour les autres pays les renseignements statistiques ne nous sont pas fournis. Toutefois, cela ne veut pas dire que ces pays n'en souffrent pas. C'est un effet tellement évident qu'il ne peut passer inaperçu. Quant aux pays producteurs de blé, à juste titre, une remarque doit être faite. Dans les Etats comme la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie et la

(7) C. H. : « Quelques aspects du problème de l'exode rural. » R.E.I. 1929.

Bulgarie, dont la population est éminemment agricole, ce phénomène n'est pas fréquent, mais très rare. La population qui cultive la terre dans ces pays est restée presque stationnaire pour la période de 1910 à 1925. La proportion entre ces dates ne varie que de 80 % à 75 %. Mais ce n'est qu'une exception à la règle qui n'est pas constante mais seulement temporaire.

I. — *Causes*

Quant aux causes qui provoquent ce phénomène, elles se divisent selon leur nature en deux catégories : les causes économiques et les causes sociales.

A) Les causes économiques sont l'effet de trois facteurs ou motifs, à savoir : la faible rémunération du capital ; la substitution des machines à la main-d'œuvre et le système du travail de la famille agricole.

1° Le premier motif déterminant et décisif qui persuade le cultivateur d'abandonner la campagne est la faible rémunération du capital employé, qu'il soit emprunté ou qu'il lui appartienne en propre. Pour compléter notre pensée exprimée déjà à ce sujet, nous ajouterons encore quelques arguments.

M. de Lindegist très récemment, dans la presse allemande a dit qu'en Allemagne le capital qui appartient pour 25 % aux agriculteurs et engagé dans l'exploitation agricole ne produit généralement pas d'intérêts, et actuellement personne ne saurait y compter.

Le Secrétariat des paysans Suisses, dans une étude publiée en 1929, sur les possibilités des bénéfices réalisés par les exploitations rurales, a fait la constatation que les paysans suisses touchent des salaires inférieurs à tous autres

dans le pays. Le capital employé dans l'agriculture en Suisse, rapporte de 3 à 4 % alors que celui employé dans l'industrie donne 7 %.

La conséquence de tout cela est que l'agriculteur n'est pas content de son travail, qu'il est découragé par les faibles bénéfices qu'il en retire et par conséquent amené à abandonner la campagne pour la ville.

2° Nous avons suffisamment parlé de la substitution des machines à la main-d'œuvre. Pour résumer nous pouvons dire que dans les exploitations où l'on emploie méthodiquement des machines, on peut cultiver au moins deux fois autant de terre qu'il est possible de le faire avec la main-d'œuvre et les animaux, et cela, avec la même dépense par unité de travail.

3° Le troisième et le dernier motif de la cause économique de l'exode rural peut s'exposer ainsi :

L'agriculteur considère comme toute naturelle l'aide que lui donnent les membres de sa famille et il pense souvent que leur travail est suffisamment rémunéré quand il leur a fourni la nourriture, le logement et un peu d'argent de poche. Les garçons et les filles élevés dans de telles conditions, comprennent soudain qu'ils peuvent avoir un salaire plus élevé partout ailleurs et quittent la ferme dès qu'ils le peuvent afin d'aller s'occuper à la ville. Là sans doute, si c'est le point économique qui persuade d'agir ainsi, le facteur psychologique y ajoute aussi indubitablement sa force ; c'est la révolte de la jeunesse contre le joug des parents et le désir d'échapper à la routine traditionnelle (8).

B) La seconde cause nommée sociale consiste dans le

(8) Ibidem, op. cit. p. 119.

désir des campagnards de trouver à la ville un travail moins fatigant, constant, plus agréable et plus rémunérateur ainsi que des distractions abondantes pour les jeunes esprits désirant la liberté. A ce propos M. le Professeur C. Perreau dans son ouvrage déjà cité, a, non sans raison remarqué que « les jeunes filles de la campagne, lorsqu'elles en trouvent l'occasion, préfèrent bien souvent se marier avec un employé de commerce ou un petit fonctionnaire qu'épouser un propriétaire rural. Elles pensent que la ville leur permettra une existence plus douce, plus confortable, plus compatible avec leur instinct naturel de coquetterie. De leur côté, les jeunes gens de la classe rurale, sont parfois attirés à la ville par la perspective de salaires plus élevés et de gains alléatoires ainsi que par la distraction plus fréquente et plus variée dont la facilité moderne des communications et le séjour à la ville pendant les années de service militaire leur ont permis d'avoir un avant-goût » (9).

II. — *Remèdes*

Tout d'abord, il faut dire franchement que le retour à la terre est, en grande partie, chimérique pour ceux qui l'ont abandonnée. Mais le problème central consiste avant tout à arrêter ceux qui sont encore restés à la campagne. Il faut garder l'homme à la terre autant qu'il est possible, par des mesures différentes, et rendre son travail plus agréable et profitable en lui facilitant les charges fiscales, la jouissance de sa terre et la propriété de cette dernière.

Les mesures par lesquelles le gouvernement de chaque pays peut atteindre ce but sont celles-ci : les mesures d'ordre économique et les mesures d'ordre psychologique.

(9) Perreau (C.), *op. cit.* p. 259.

1° Le gouvernement doit améliorer la législation agraire en ce qui concerne les charges publiques qui pèsent sur les cultivateurs; il doit d'autre part, faciliter l'accession à la petite propriété, aux paysans qui n'en possèdent pas encore; il doit prendre des mesures permettant à l'agriculteur de trouver facilement et avec moins de frais, le crédit indispensable à son exploitation; il doit propager de plus, l'idée de l'organisation professionnelle à la campagne; il doit assurer au producteur des communications sur toutes voies ferrées ou voies fluviales, canaux, ports, marchés, etc..., approvisionner d'eau le village et prendre toutes autres mesures concernant l'électrification des campagnes.

2° Quant aux mesures d'ordre psychologique elles consistent dans l'éducation et dans l'instruction que peuvent donner les écoles, dans les campagnes, aux jeunes paysans.

En effet, l'enseignement primaire serait un des moyens d'action les plus sûrs pour combattre la désaffection des jeunes paysans à l'égard de la vie rurale. Il y aurait pour cela relativement peu de réformes à introduire, soit dans l'organisation de l'enseignement primaire, soit dans la manière dont cet enseignement serait donné. D'abord, l'instituteur doit souvent être un rural. Le jour où il se fixera lui-même à la terre, son exemple aura une influence salutaire sur l'esprit de ses élèves. Pour achever cette tâche, il faudrait encore que l'enseignement primaire ne fut pas composé tout à fait de la même manière qu'à la ville. Une légère retouche des programmes y suffirait; il faudrait simplement les adapter un peu plus dans chaque cas, à la région agricole. L'instituteur redevenu un rural, pourrait avoir d'heureuses initiatives grâce auxquelles il tirerait parti des circonstances locales et des conditions particulières.

res où se trouve placée la population au milieu de laquelle il remplit sa mission. Le jour où le petit paysan s'intéresserait au climat, au sol du village et de la région, à la culture et aux produits, aux améliorations possibles à introduire, aux débouchés en vue d'un meilleur rendement, à la place que tout cela occupe dans l'économie générale, il ne songerait plus à rougir de son village ; il s'y attacherait assez pour ne pas être tenté de l'abandonner (10).

Dans les écoles supérieures les professeurs doivent non seulement donner une instruction scientifique à leurs futurs agronomes, mais aussi développer leur esprit de l'organisation mutuelle, de l'utilisation réciproque des machines : faucheuses, moissonneuses, etc...



Les deux problèmes, dont nous avons exposé le contenu, sont les entraves à une organisation rationnelle du crédit agricole dans le sens positif et négatif. Dans le sens positif c'est le problème de l'utilisation de l'épargne populaire, tandis que dans le sens négatif, c'est le problème de l'exode rural.

1° Nous avons vu qu'en France l'agriculture se plaint de voir l'épargne se détourner des campagnes pour rechercher des placements qui n'ont rien de commun avec ses besoins ; et qu'en Allemagne l'épargne trouve sa destination propre. Deux constatations se dégagent de cela :

a) Si l'épargne populaire était utilisée pour les besoins locaux, l'intervention de l'Etat dans la question du crédit agricole serait réduite au minimum et l'initiative privée re-

(10) K.J. : « Contre l'exode rural ». Rev. Ec. Int. 1929.

prendrait son élan naturel. Dans ce cas l'organisation du crédit agricole serait considérée comme idéale.

b) Inversement, si l'épargne populaire se détourne de sa destination naturelle, l'agriculture est forcément amenée à faire appel au concours financier de l'Etat, car les institutions financières privées préfèrent placer leurs fonds dans des entreprises plus rémunératrices, à savoir : l'industrie et le commerce. Dans ce cas là, l'intervention de l'Etat est indispensable et le concours financier de ce dernier est très accentué. Dans les pays qui ont adopté ce système, le crédit agricole prend sa forme officielle et devient une lourde charge pour le budget de l'Etat.

2° L'exode rural en effet, est moins un mal en lui-même que le symptôme d'un trouble économique dont souffre l'agriculture. Il est un fléau pour tous les pays qui en sont atteints. Il présente un danger pour l'agriculture mondiale si l'on ne tente pas de l'enrayer pendant qu'il en est temps encore.

L'entrave à une organisation rationnelle du crédit agricole se présente également dans un sens négatif ; c'est-à-dire qu'un crédit peut seulement être accordé à quelqu'un qui le recherche et qui en a sûrement besoin. Si le cultivateur ne veut plus travailler à la campagne, à qui sera donné le crédit ? à personne évidemment. Une conclusion s'impose donc : pour que le crédit agricole puisse fonctionner, il faut avant tout avoir des cultivateurs qui puissent s'en servir ; inversement, pour que l'agriculteur puisse travailler, il lui faut le crédit et les institutions qui le lui procurent. L'un est l'élément constitutif de l'autre ; l'un ne peut exister sans l'autre.

CHAPITRE III

LA NECESSITE DU CREDIT AGRICOLE ET SES CONDITIONS

SECTION I

LA NOTION EXACTE DU CREDIT AGRICOLE ET SA DEFINITION

Le crédit en général est une opération qui consiste à mettre des capitaux à la disposition de ceux qui n'en possèdent pas, afin d'en tirer des profits. Tout le monde est d'accord pour reconnaître que le crédit comme tel ne peut être qualifié productif, en ce sens qu'il crée des capitaux ou des richesses. Quoi qu'il en soit, son rôle dans la production est important; s'il ne crée pas de capitaux, il permet au moins d'en utiliser pour la création au mieux de nouveaux biens et de services. Comme l'a très justement dit M. Gide « le crédit est un mode spécial de production tant comme échange, tant comme division du travail. Il consiste à transformer une richesse en capital d'une main dans une autre, mais transformer n'est pas créer » (1).

En ce qui concerne le crédit agricole proprement dit nous avons dans notre étude, rencontré maintes fois des notions vagues ou mal précisées de ce qu'on entend par crédit agricole. Il est certain que dans la science écono-

(1) Gide : « Cours d'économie politique », t. I, op. cit. p. 466.

mique, cette notion est tellement précisée depuis bien longtemps, qu'il ne faut aucun effort pour le démontrer, mais il y a cependant des personnes qui n'ont pas encore bien compris que le crédit agricole a été, est, et sera toujours distingué du crédit foncier et hypothécaire. La distinction de leurs notions entraîne forcément et logiquement, la distinction des institutions qui s'en occupent. Les institutions de crédit foncier ou hypothécaire ne s'occupent dans le sens absolu du mot, jamais des opérations du crédit agricole proprement dit. Dans le sens inverse, il est possible que les institutions de crédit agricole s'occupent des opérations à long terme ou hypothécaires.

On a exprimé l'opinion dans la presse, que les caractères essentiels du crédit agricole consistent, non pas dans les modalités du contrat juridique et des garanties offertes à ce propos, mais dans sa destination propre. Dans ce sens, se prononce M. L. Dop dans son « étude sur le crédit agricole » en disant que : « le crédit est agricole toutes les fois que le capital est prêté en vue d'une destination agricole » (2).

Cette opinion ne nous paraît pas inexacte, mais incomplète et bien vague. Il est vrai que le crédit prend son nom « agricole » d'après sa destination, mais ce n'est pas une raison déterminante pour affirmer que le crédit agricole selon la doctrine moderne, embrasse tout ce qui porte le nom agricole. S'il en était ainsi, la nomination de crédit foncier ou hypothécaire perdrait sa raison d'être, de sorte qu'on ne saurait jamais s'il s'agit de crédit foncier ou de crédit agricole puisque ce dernier résume tout. Cette cons-

(2) Dop : « Etude sur le crédit agricole », op. cit. p. 10.

tation faite il nous faut souligner une fois de plus, la différence entre le crédit foncier et le crédit agricole.

Le crédit agricole diffère du crédit foncier par son but, par son caractère juridique et par les institutions qui lui servent d'agents.

a) Le crédit agricole a pour mission unique de procurer à l'agriculteur, non pas des capitaux pour l'acquisition de fonds ruraux, pour des travaux d'irrigation, de dessèchement, de drainage, de rabaissement, etc., mais des fonds de roulement strictement nécessaires pour les dépenses courantes de l'exploitation. Tandis que le crédit foncier a pour but de fournir aux gros exploitants des terres, les fonds destinés à l'industrialisation de leur domaine.

b) Quant à son caractère juridique, le crédit agricole se distingue du crédit foncier par les garanties offertes par l'emprunteur au prêteur. Dans le crédit foncier, nous sommes en présence d'un immeuble, la terre offerte par l'emprunteur en garantie de sa dette ; dans le crédit agricole, tel que nous le concevons, la seule garantie donnée au prêteur réside d'abord dans la solvabilité personnelle de l'emprunteur, ensuite dans les gages donnés par celui-ci. Bref, hypothèque et long terme pour le crédit foncier, solvabilité personnelle et gages réels ou caution avec courte échéance pour le crédit agricole.

c) Les institutions qui servent d'intermédiaires au crédit agricole sont très différentes de celles du crédit foncier. Elles sont différentes en ce sens qu'elles ne revêtent pas la forme d'une banque qui a pour but de procurer des revenus plus grands et de partager de gros dividendes parmi ses actionnaires, mais ce sont des propriétaires (générale-

ment des petits propriétaires) qui se réunissent pour obtenir par l'association, le crédit qui ne pourraient obtenir isolément.

Le type le plus complet de ces associations, celui qui s'est propagé dans le monde entier, est désigné sous le nom de son créateur Reiffeisen dont les principes seront exposés plus loin (3).

De tout cela, nous tirons la conclusion que le véritable crédit agricole est le crédit personnel qui est basé sur les qualités morales, les aptitudes professionnelles, les habitudes laborieuses du cultivateur, le crédit sur gages mobiliers ne doit être souvent qu'un supplétif.

SECTION II

LA NOTION EXACTE DE L'AGRICULTEUR QUI PEUT UTILISER CE CREDIT

Il importe de bien préciser ce qu'on entend souvent par l'agriculteur, car rien n'est plus commun que la confusion sur ce point.

L'agriculteur n'est pas tout possédant la terre ou exploitant en vue d'en tirer des profits. Il y a des hommes qui possèdent des capitaux, habitent la ville et quand l'occasion s'en présente les investissent dans les exploitations rurales; il y en a d'autres qui disposent de grands domaines cultivables, habitent la ville et les donnent à bail ou à ferme pour qu'ils soient exploités. Il y a une troisième catégorie de personnes qui ne possède rien, mais capables, laborieux, munis d'une connaissance approfondie de l'âme de la terre,

(3) Gide, *op. cit.* p. 476.

pleins de goûts élevés, énergiques et toujours prêts à offrir leurs capacités au propriétaire ou au capitaliste. Il y a encore les petits propriétaires qui au cours du passé, de génération en génération, ont exploité et exploitent encore, leur petite parcelle avec l'aide de leur famille ou avec des ouvriers saisonniers, gardiens des traditions, des mœurs et des sentiments de la nation à laquelle ils font partie ; il y a ensuite des ouvriers qui, au cours du temps, travaillant toujours chez les autres et ayant acquis une connaissance professionnelle et un esprit d'épargne, aspirant à une propriété quelconque ; enfin, il y a une autre sorte de cultivateurs par plaisir, par curiosité, qui pendant la saison travaillent à la ville comme simples ouvriers ou artisans, comme domestiques ou petits commerçants, ce qui est le cas très fréquent chez nous, mais emploient leurs loisirs ou leur chômage à la culture de leur terre, de leur jardin ou de leur vigne.

Suffit-il de dire que toutes ces catégories de personnes peuvent être considérées comme des cultivateurs ? Nous ne le croyons pas, parce que tous ces gens-là n'habitent pas la campagne et ne possèdent pas les capacités professionnelles et l'énergie indispensable inhérentes au vrai cultivateur. D'après nous les véritables cultivateurs ce sont :

a) Les fermiers souvent doués d'une intelligence remarquable, d'une connaissance professionnelle approfondie, d'un caractère ferme et d'une volonté inébranlable, ils savent mettre en valeur la terre prise à bail, et l'exploiter d'une manière rationnelle.

b) Les petits cultivateurs, propriétaires d'un lopin de terre ou les simples ouvriers qui depuis plusieurs généra-

tions habitent la campagne et connaissent toutes les conditions de la vie, de la culture, et les besoins saisonniers de la terre ; souvent aptes, courageux, laborieux et sobres, ils résistent aux difficultés, à la misère et à la déception même. en ce qui concerne les bénéfices alléatoires de la terre ; doués également d'un esprit pratique, ils sont satisfaits d'un minimum de subsistance quand les récoltes sont mauvaises et s'ils s'attristent parfois, ils ne se découragent jamais.

*

* *

Après avoir passé en revue ces deux questions, il nous reste à rapprocher leurs éléments et à en tirer une conclusion.

Il est bien connu que les grands propriétaires et les capitalistes peuvent, sans aucune difficulté trouver des crédits partout où ils s'adressent. Pourquoi ? — parce qu'ils offrent comme garantie, soit leurs terres soit leurs valeurs mobilières. Mais quel est celui qui est disposé à prêter à un ouvrier agricole, qui comme garantie ne peut offrir que ses deux mains ; à un petit propriétaire qui ne possède qu'une parcelle d'un ou deux hectares, ou à un fermier qui n'a presque rien ? à juste raison, personne. Afin de parer à ce mal, l'institution de crédit a été créée. Or, le crédit agricole trouve son unique raison d'être dans le véritable cultivateur qui est bien souvent pauvre, mais honnête et laborieux. L'un ne peut exister sans être spolié par les usuriers et l'autre ne peut être investi que dans les petites exploitations.

SECTION III

LES BESOINS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS DE CREDIT AGRICOLE

Comme l'agriculture constitue la première et la plus vieille branche de l'activité économique et qu'elle fait, par la satisfaction des besoins strictement nécessaires, vivre le monde entier, comme la consommation des produits agricoles est presque l'unique marché des produits de toutes les autres branches économiques, son malaise actuel est une calamité qui doit attirer l'attention de tous ceux qui ont la charge de s'en occuper (4). Ce malaise est dû à la mauvaise répartition des capitaux destinés à aider l'agriculture. Cette mauvaise répartition fait les capitaux rares et très chers pour ceux qui en ont besoin. Pour que l'agriculture puisse continuer à fournir le monde en blé, il lui faut un crédit abondant et moins onéreux.

Un travailleur, homme d'action, d'initiative et de progrès, a toujours besoin de crédit afin de pouvoir toujours travailler mieux et davantage. De plus, grand honneur est pour un homme d'avoir du crédit. Cela veut dire que grâce à son intelligence, à son labeur, à son honnêteté, en un mot à ses qualités il a su mériter la confiance d'autrui.

Le crédit fourni aux cultivateurs, sous des conditions favorables est susceptible d'être appliqué aux besoins individuels et collectifs. Mais, une remarque d'ordre général s'impose au préalable.

(4) Dop (L.), op. cit. p. 3.

Les besoins que le crédit peut être appelé à satisfaire sont infiniment variés. Le Crédit agricole doit-il venir en aide à tous ces besoins ? une distinction doit être faite selon que le crédit consenti a servi à créer une richesse nouvelle, une plus-value de richesse, ou selon au contraire qu'il servira simplement à satisfaire un besoin économiquement stérile et sans lendemain. Dans le premier cas on dit du crédit qu'il est un crédit de production et dans le second cas qu'il est un crédit de consommation : autant celui-là s'impose et se trouve profitable à l'agriculture, autant celui-ci est dangereux et doit être écarté (5).

En effet, lorsque le cultivateur emprunte pour acheter des engrais ou les outils indispensables à son exploitation, il contribue à l'augmentation de la production, et par suite, à l'amélioration de sa vie ainsi qu'à la prospérité de son pays.

Inversement, lorsqu'il emprunte en vue de satisfaire un besoin de consommation domestique, le crédit ainsi utilisé devient inutile et sans effet.

§ 1. — *Les besoins individuels de crédit agricole*

Les principaux besoins qu'un cultivateur puisse satisfaire avec un crédit rationnellement utilisé, sont les suivants :

1° Tout d'abord, on est souvent d'accord qu'un crédit organisé batte en brèche l'habitude fréquente de l'usure, le fléau social de la campagne.

2° Un crédit agricole sert à l'agriculteur pour acheter dans de bonnes conditions, à bon marché, quand il le faut,

(5) Dufourmantelle (M.) : « Le crédit agricole », op. cit. p. 20.

comme il faut, ses outils, ses machines, et ses matières premières.

3° Il lui sert souvent à éviter une vente à contre-temps en cas de besoin pressant, ou bien à lui permettre d'attendre l'époque des prix rémunérateurs pour l'écoulement de ses produits.

4° Il lui sert pour acheter son bétail de travail et ses bestiaux d'élevage, porcs, moutons, vaches, etc...

5° Il lui sert enfin pour la transformation de la culture extensive en culture intensive quand les circonstances le permettent.

§ 2. — *Les besoins collectifs de crédit agricole*

Le cultivateur n'est plus isolé et livré à lui-même comme auparavant, mais il est aujourd'hui organisé. Les organisations dont il fait partie sont : les syndicats agricoles, les associations agricoles, les coopératives de crédit, etc. Ces organisations ont des besoins particuliers de crédit en vue de se constituer et fonctionner. Ce sont de ces besoins que nous voulons parler. Ils sont au nombre de deux : les besoins collectifs des syndicats agricoles et les besoins collectifs des coopératives agricoles.

a) *Les Syndicats agricoles.* — Leur activité essentielle consiste dans l'achat en commun et par grosses quantités d'engrais, les quantités sont ensuite réparties entre les syndiqués. « La caisse de crédit prête au Syndicat les sommes dont il a besoin tout comme elle les prêterait aux particuliers. Le syndicat souscrit à la caisse agricole sous la signature d'un ou de plusieurs de ses administrateurs, se-

lon ses statuts, un billet à trois mois en paiement de la somme empruntée, s'il désire se garantir lui-même vis-à-vis de ses syndiqués, rien ne l'empêche de tirer sur chacun d'eux une traite de valeur correspondante à sa part, dans la commande d'engrais. Puis, à l'échéance, le syndicat remboursera à la caisse de crédit, à l'aide des encaissements qu'il aura lui-même opérés, et si certains syndiqués ont besoin pour solder leur compte, d'une prolongation de délai, le syndicat en sera quitte pour renouveler son emprunt jusqu'à due concurrence, soit en négociant à la caisse de crédit les traites tirées sur les membres en question et acceptées par eux, soit en souscrivant à la caisse un ou plusieurs nouveaux billets avalisés par ses propres débiteurs » (6).

b) *Les coopératives agricoles.* — Le concours du crédit aux opérations des Sociétés coopératives, constitue le deuxième et le plus délicat aspect du crédit collectif.

Les Sociétés coopératives agricoles sont constituées dans le but d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés. Pour qu'elles puissent remplir leur mission respective, le concours du crédit peut leur être donné dans les deux cas suivants :

1° Tantôt il consistera pour les caisses de crédit à procurer à la coopérative, des avances à terme assez court, en vue de leur faciliter la constitution d'un fonds de roulement ou de leur escompter ses traites tirées sur ses clients.

(6) Dufourmantelle, op. cit. p. 33.

2° Tantôt, il aura pour objet de leur consentir des prêts à longue échéance en vue de la construction de leurs bâtiments, de l'acquisition de matériel ou de l'installation de machinerie. Cette seconde catégorie de prêt exigera presque toujours une longue durée de temps et portera sur des sommes importantes.

DEUXIEME PARTIE

Les doctrines proposées et les principes adoptés sur une organisation de crédit mutuel

« L'Esprit seul est créateur. »

E. HERRIOT.

Le progrès scientifique, économique et social dont les effets utiles nous sont si profitables, n'est pas le produit d'une seule époque quelconque, bien au contraire ; il est celui de diverses époques par lesquelles l'humanité dans sa marche historique, devait inévitablement passer pour atteindre le point quasi culminant de son évolution, occupé maintenant. Chaque époque comme un petit ruisseau dans son cours a emporté les caractéristiques de l'esprit qui y régnait : les inventions, les pensées philosophiques et scientifiques et les a entassées comme des pierres précieuses dans le fond de ce fleuve qu'on appelle « la culture et la civilisation des nations ».

L'esprit qui s'est formé à n'importe quelle époque est un complexe d'esprits grands et petits qui, inconnus les uns des autres, travaillèrent ensemble, collaborèrent réciproquement et par conséquent ont donné à l'humanité de nouvelles méthodes et de nouveaux systèmes. On a souvent dit que toutes ces nouveautés ont été des réflexes du milieu provoqués par des besoins exceptionnels. Nous ne

partageons pas cette opinion. Admettons que l'influence du milieu et des besoins temporaires ont déterminé l'orientation des pensées, des esprits mais il est plus probable que ce sont les grands esprits qui ont travaillé indépendamment du milieu dans lequel ils ont vécu et hors des pensées de leurs contemporains.

Les conceptions sur la vie et sur l'univers que ces grands esprits nommés génies, ont présentées dans leurs ouvrages sont des créations propres à eux-mêmes. L'histoire générale nous offre maints exemples de ces hommes célèbres qui n'étant pas compris par leurs contemporains, ont vécu isolés et sont très souvent morts méconnus. Tous ces génies ont été les esprits de demain mais pas d'aujourd'hui. Leurs mérites n'ont été reconnus qu'au bout d'un ou de plusieurs siècles et rarement dans l'époque où ils ont vécu (1).

C'est de ces grands esprits créateurs que nous allons parler dans les chapitres suivants. Pourtant une objection nous paraît utile :

Il n'y a pas un phénomène quelconque, pas un problème simple ou délicat de la vie économique et sociale présente qui n'ait été d'avance aperçu, prévu ou conçu dans l'esprit des hommes doués d'une clairvoyance, d'une perspicacité et d'un raffinement des sens plus ou moins parfaits. Jusqu'à présent rien n'a échappé à l'œil perçant de l'homme et à son esprit créateur et critique concernant la vie sociale.

Le phénomène économique qu'on appelle « le crédit » est aussi une création de l'homme, pour les hommes, afin de leur faciliter leur vie économique. Qu'est-ce que le crédit ? — « Le crédit, c'est la confiance en tant qu'elle

(1) Voir à ce sujet notre ouvrage : « Essai sur l'homme ».

s'applique aux relations commerciales. L'acte par lequel cette confiance se manifeste le plus ordinairement c'est le prêt, c'est-à-dire l'avance d'un capital faite par celui qui le possède à celui qui le demande, moyennant l'obligation contractée par ce dernier de le rembourser plus tard » (2). L'effet du crédit consiste à jouer le rôle d'intermédiaire entre l'épargne qui cherche un placement sûr et l'entrepreneur qui est en quête de capitaux. Pour que le crédit puisse exercer son rôle d'intermédiaire, une banque est nécessaire. La banque facilite aux entrepreneurs la possibilité de se procurer des capitaux, et aux capitalistes, le placement de leurs fonds. Le crédit qui n'est pas un capital en lui-même est un agent de transfert des capitaux, existant et formé auparavant. Or, le crédit trouve sa raison d'être dans l'existence d'une banque et inversement. Sans celle-ci le crédit devient un jeu dangereux dans les mains des usuriers qui souvent exploitent l'ignorance et la misère surtout des classes pauvres.

La question se pose de savoir comment il faut organiser les banques afin qu'elles puissent exercer rationnellement leurs opérations avec leurs clients. Voilà les problèmes que se sont posés les Saints-Simoniens dans leurs conceptions pour organiser un crédit populaire par les banques; Proudhon dans sa conception d'organiser une banque qui pourrait distribuer un crédit gratuit; Schultz-Delitch avec son crédit populaire et Reiffeisen avec son crédit agricole.

(2) Huart (M.) : « L'organisation du crédit en France », p. 4.

CHAPITRE PREMIER

LA DOCTRINE SAINT-SIMONNIENNE SUR LE CREDIT ET LA BANQUE CENTRALE

SECTION I

EXPOSÉ BREF DE DOCTRINE

La conception principale des Saint-Simoniens sur une organisation du crédit par les banques, consistait à vouloir arriver à une équitable distribution du crédit aux personnes le méritant et par suite, supprimer les différences dans les conditions de la production qui existaient jusqu'alors.

Quel rôle devait jouer le crédit dans notre économie actuelle, telle que la détermine notre régime de propriété ? — se demandent les auteurs de l'« exposé des doctrines ».

« Dans une Société où les uns possèdent des instruments d'industrie sans avoir la capacité ou la volonté nécessaires pour s'en servir utilement, et où d'autres qui sont industriels, mais ne possèdent pas d'instruments de travail, le crédit doit avoir pour but de faire passer, le plus facilement possible ces instruments des mains des premiers dans celles des seconds qui savent les mettre en action » (1).

Cette fonction d'intermédiaire entre les capitalistes est bien celle qu'en partie, remplissent les banques. Par leur entre-

(1) *Enfantin* : « Economie politique et politique », p. 33. Citation empruntée à l'ouvrage de *M. Vergeot* : « La conception Saint-Simonienne de crédit », p. 89.

prise, la distribution des capitaux s'opère à coup sûr de façon moins coûteuse et plus intelligente que par l'action des propriétaires (2). Les services rendus par les banques dans ce cas là ne sont pas douteux, cependant leur organisation actuelle ne favorise pas la production de l'industrie de façon qu'elle puisse obtenir les meilleures satisfactions possibles des besoins sociaux. Une organisation nouvelle des banques et leurs opérations s'impose pour remédier au système actuel imparfait du crédit.

Le rôle du crédit doit toujours rester le même, le passage des capitaux des mains des oisifs aux mains des producteurs. Ce n'est pas la question de changer la fin du crédit, mais c'est surtout d'opérer ce passage de la manière la plus favorable au développement harmonieux de la production industrielle. Le crédit peut et doit remplir cette fonction impulsive et régulatrice ; il ne faut pas abuser sur sa puissance virtuelle au point de lui attribuer des vertus miraculeuses ; il ne crée rien par lui-même, spontanément et directement. Le seul créateur, c'est le travail, aidé du capital ; le crédit ne fait que fournir les instruments au moyen desquels la richesse pourra être produite et sans lesquels tout travail serait impossible ; ces instruments il ne les fait pas sortir du néant, il les prend où ils se trouvent ; il opère à l'aide des valeurs déjà existantes mais il les réalise et les fait passer de l'état passif à l'état actif, il donne aux capitaux un emploi productif il les anime et les vivifie. En les portant vers telle production, vers tel producteur il permet et stimule leur effort puisque le capital limite l'industrie ; il élève le rendement à la hauteur

(2) Vergeot, op. cit. 89.

des besoins du public. Quand ceux-ci sont suffisamment satisfaits il pousse vers d'autres industries l'argent de toute production et adapte ainsi les activités individuelles aux mouvements incessants du désir agricole (3).

En ce qui concerne les banques, nous avons déjà dit que leur rôle principal est d'être l'intermédiaire entre les oisifs et les producteurs. Mais, cet état de choses doit être modifié par des réformes profondes quant à l'organisation de ces banques. Le système d'une organisation nouvelle exposé dans la doctrine, est le suivant :

« Nous désignerons provisoirement cette institution par le nom : Système général des Banques en faisant toutes réserves sur l'interprétation étroite que l'on pourrait donner aujourd'hui à ce mot. Ce système comprendrait d'abord, une banque centrale représentant le gouvernement dans l'ordre industriel, cette banque serait dépositaire de toutes les richesses, du fonds entier de production, de tous les instruments de travail, en un mot de ce qui compose la masse entière des propriétés individuelles. De cette banque centrale dépendraient les banques de second ordre qui n'en seraient que le prolongement et au moyen desquelles elle se tiendrait en rapport avec les principales localités, pour en connaître les besoins et la puissance productive ; celles-ci commanderaient encore dans la circonscription territoriale qu'elles embrasseraient, à des banques de plus en plus spéciales embrassant un champ d'action moins étendu des rameaux plus faibles de l'arbre de l'industrie. Aux banques supérieures convergeraient tous les besoins, elles dirigeraient tous les efforts... » (4).

(3) Vergeot, op. cit. p. 92.

(4) « Exposé des doctrines », op. cit. p. 206-7. Citation empruntée à l'ouvrage de MM. Gide et Riste.

De cet exposé se déduit la conclusion suivante :

Pour atteindre le but envisagé par les Saint-Simonistes, il faut donc :

a) Centraliser les banques en une seule. Cette banque nouvelle doit être unitaire et doit diriger tout le mouvement économique.

b) Les banques particulières doivent être de plus en plus spécialisées.

c) Toutes les banques doivent être reliées entre elles hiérarchiquement.

Les banques locales doivent fournir des renseignements à la banque centrale ; elles doivent lui fournir des données concernant la production et se rapportant aussi aux besoins de la consommation de leur circonscription respective.

Le rôle de la banque centrale sera de fonder un bureau de statistique, de combiner les opérations, de répartir les capitaux, et de mettre ces capitaux à la disposition des plus aptes.

Les banques spéciales devront de leur côté, apprécier les capacités respectives des producteurs en répartissant les crédits d'une manière aussi équitable que possible (5).

A la fin, les banques doivent devenir les Chambres représentatives des travailleurs. Leur préoccupation continuelle doit être de procurer aux travailleurs les matières de la production au plus bas prix. Elles doivent tendre à réduire le taux de l'escompte. Cette réduction doit permettre à la classe la plus nombreuse de se procurer des capitaux déposés moyennant une charge moindre. L'effet ne pourra être que très avantageux pour la production et la situation

(5) Vergeot, op. cit. p. 93.

des producteurs plus aisés. Les banques doivent affranchir le travail du servage, qui est actuellement sous le joug du capital (6).

SECTION II

LA CRITIQUE ET LE MÉRITE DES SAINT-SIMONIENS

« Le Saint-Simonisme est comme une boîte pleine de semence : la boîte a été ouverte, son contenu s'est envolé on ne sait où ; mais chaque grain a trouvé un sillon et on les a vus sortir de terre l'un après l'autre ». Cette phrase a été avec beaucoup de raisons prononcée par Carl Grün en éloge de l'école Saint-Simonienne. Elle contient un peu d'exégération, mais ce qui est vrai c'est que l'école Saint-Simonienne a donné une influence durable et puissante qui a ébranlé la structure d'ordre économique et social et échauffé tout le siècle. « Si leur influence personnelle sur notre histoire économique a été considérable, il faut aussi reconnaître, dans leur doctrine, les germes de presque toutes les idées critiques et constructives qui caractérisent le socialisme au cours du vingtième siècle. Elle en forme comme la préface ou la table des matières » (7).

Non seulement les Saint-Simoniens ont indiqué leurs vues sur l'avenir de la Société par la hardiesse et la largeur de leurs prévisions, mais ils voulurent avoir encore le mérite plus grand d'être les praticiens de leur propre

(6) Enfantin : « Economie politique et politique », op. cit.

(7) Gide et Riste, op. cit. p. 266.

doctrine. On vit les principaux Saint-Simoniens prendre une part active à l'administration économique de la France et se mêler à toutes les grandes entreprises financières ou industrielles. Les frères Péreire fondèrent en 1863 le crédit mobilier, prototype des grandes sociétés financières contemporaines.

En matière de crédit, la conception Saint-Simonienne de son organisation nous paraît comme la première, la plus éloquente et la plus pénétrante des conceptions. Elle renferme et elle a renfermé tant de possibilités pratiques, tant de réalisations que les résultats sont les meilleures preuves de son succès. Elle permet surtout une plus intense circulation de richesses entre les individus inégalement dotés et les capacités. « Le système voulait détruire l'héritage pour supprimer l'oisiveté ; les hommes d'action en fondant le crédit mobilier en multipliant les banques hâtèrent la baisse de l'intérêt, c'est-à-dire la ruine progressive de l'oisif ».

Après le mérite qu'ils ont acquis dans le domaine industriel et financier, les Saint-Simoniens par leur action philosophique et morale, bien que moins visible, ont eu également des influences et obtenu des succès. M. Weil dans son livre « L'Ecole Saint-Simonienne » a dit : « Son action morale et philosophique s'est fait sentir mais son plus beau titre est d'avoir développé chez ses adhérents l'activité personnelle et le dévouement à un idéal. Tous ont beaucoup travaillé, parce que la doctrine leur avait enseigné la sainteté du travail ; tous ont pensé à d'autres qu'à eux-mêmes, et ont voulu se rendre utiles parce que la doctrine condamnait l'égoïsme et prêchait la solidarité. Le Saint-Simonisme avait dit que l'éducateur doit surtout for-

mer les hommes ; lui-même en a fait et les a rendus capables d'accomplir de grandes choses. C'est, pour une école philosophique un mérite bien rare et une gloire suffisante » (8).

Mais ce qu'il est important de souligner, c'est que les Saint-Simoniens se sont attribués le mérite d'être considérés comme les précurseurs de toutes les banques centrales agricoles qui se sont fondées dans la seconde moitié du vingtième siècle et qui se fondent encore aujourd'hui dans presque tous les pays producteurs de blé.

(8) Weil: « L'Ecole Saint-Simonienne », op. cit. p. 305.
Citation empruntée à M. Stakitch, op. cit. 117.

CHAPITRE II

LA DOCTRINE DE PROUDHON SUR LE CREDIT MUTUEL GRATUIT

SECTION I

LES CONSIDERATIONS GENERALES SUR PROUDHON

« J'ai le premier jeté dans le monde,
l'idée du crédit mutuel ».

PROUDHON.

Proudhon souvent considéré comme un utopiste, a pourtant donné à l'humanité tout ce que pouvait donner un autre pionnier de la réforme sociale de bon sens et d'esprit critique. Il a dans ses nombreux ouvrages amorcé beaucoup d'idées nouvelles sur tous les problèmes concernant la vie économique, politique et sociale. Il a posé des principes quoiqu'incomplets et faux qui ont eu un grand retentissement à l'époque et ont inspiré aux générations qui lui ont succédé de nouvelles pensées et de nouvelles théories. Il était donc, dans son ensemble, un précurseur des nouvelles idées philosophiques et économiques et l'initiateur du mouvement social et politique qui s'est produit dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle et même au début du vingtième siècle par le groupe syndicaliste des ouvriers français.

Doué d'un esprit plutôt analytique que constructif, Proudhon a soumis toutes les théories philosophiques, écono-

miques et sociales jusqu'en 1840 à une critique sévère et violente.

Il a débuté par la propriété privée, comme tous les réformateurs d'ordre social, en se demandant : « Qu'est-ce que la propriété ? » Après avoir dit que : « la propriété est l'exploitation du faible par le fort et la communauté est l'exploitation du fort par le faible », il a conclu que « la propriété est un vol ». « Entre la propriété et la communauté, dit-il, je construirai un monde ».

Il se heurtait ensuite aux doctrines socialistes qui préconisaient l'idée de la suppression des libertés politiques et économiques, de l'initiative privée, de la libre concurrence en leur substituant l'autorité gouvernementale. A leur rencontre, Proudhon a proposé sa théorie : « la liberté, voilà mon système disait-il en 1848 dans un appel aux électeurs de la Seine, liberté de conscience, liberté de la presse, liberté du travail, liberté du commerce, libre disposition du fruit de son travail et de son industrie, liberté à l'infini, liberté absolue partout et toujours ».

A la fin, il a critiqué toutes les réformes proposées par les économistes ou les autres publicistes relatives au mode de production et de répartition des richesses entre les possesseurs des instruments de travail et des travailleurs eux-mêmes. A leurs idées Proudhon a superposé les siennes qui se résument en ceci : « la circulation est le fait dominant de civilisation moderne » dit-il. Donc, la réforme doit être apportée non pas dans la répartition des richesses, mais dans la circulation. Parce qu'il est convaincu de cette grande vérité, Proudhon fera porter son principal effort sur l'organisation de la circulation. « C'est par l'organi-

sation de la circulation seulement, qu'on remédiera dans la mesure du possible, à cette instabilité, à cette précarité qui est le caractère des propriétés nouvelles. Par l'organisation de la circulation, on assurera aux paysans le crédit à bon marché, on l'arrachera à la férocité des usuriers ; par l'organisation de la circulation encore, on se débarrassera des intermédiaires parasites qui le grugent, on lui assurera des primes acceptables pour ses achats, des débouchés pour ses ventes ; par l'organisation de la circulation enfin, on redonnera sécurité et vigueur de la propriété paysanne » (1).

Proudhon était considéré comme un économiste qui ne s'occupait que du sort des ouvriers travaillant dans la ville, méconnaissant la vie paysanne, la mentalité et les besoins des cultivateurs. C'est une erreur, Proudhon était un vrai paysan, il avait des sentiments dévoués pour la vie agréable de la campagne et une sympathie héréditaire pour l'homme du village. Dans le « bulletin de la Société d'Histoire de la Révolution de 1848 » il a, pour lui-même dit : « ma vie s'est passée presque toute aux champs, occupé tantôt de petits travaux rustiques, tantôt à garder les vaches ; j'ai été cinq ans bouvier. Je ne connais pas d'existence à la fois plus contemplative et plus réaliste, plus opposée à cet absurde spiritualisme, qui fait le fond de l'éducation et de la vie chrétienne, que celle de l'homme des champs ». Sur lui, un estimé publiciste Georges Sorel, avec beaucoup de bon sens a dit : « Qu'il n'a jamais

(1) Berthaud : « P.J. Proudhon et la Propriété », op. cit. p. 134.

été un vrai citoyen, mais qu'il était un paysan et son âme se reportait toujours loin de Paris » (2).

Proudhon était, au fond, un paysan. Lui mieux que personne a vu l'état de misère dans lequel se trouvaient les fermiers, métayers et les ouvriers dans la campagne. Il déplorait leur destinée fatale d'être exploités par les propriétaires fonciers, oisifs et stériles. Avec une critique aussi vive que violente, il s'attaque à eux et proclame leur propriété basée sur des conditions défavorables pour ceux qui les cultivent, comme un vol. Il ne veut pas la supprimer, mais il réclame une réforme. La réforme d'après lui doit être apportée à la possession de terres. Le paysan doit être mis en possession du lopin de terre qu'il cultive. « Chaque paysan doit être le propriétaire de sa terre ». — réclame Proudhon, car ce n'est pas seulement d'exploiter la terre qu'il s'agit pour l'homme, c'est de la cultiver, de l'améliorer, de l'aimer » (3).

Le fait que Proudhon aimait beaucoup les paysans est incontestable. M. Berthaud dans son excellent ouvrage « P.J. Proudhon et la propriété » a très justement dit : « les sympathies déclarées de Proudhon pour le petit propriétaire paysan, sont quelque chose de tout à fait particulier dans l'histoire du socialisme... Son socialisme agraire est bien un socialisme pour le paysan » (4).

Nous venons de dire ce que Proudhon voulait faire

(2) Sorel (G.) : « L'introduction de l'économie moderne », p. 144-145, Citation empruntée à M. Berthaud.

(3) Proudhon : « Système des contradictions Économiques ou Philosophie de la misère », op. cit.

(4) Berthaud, op. cit. p. 8.

de la propriété réformée selon ses conceptions, mais il ne faut pas oublier que ses idées sur la propriété sont en étroit rapport avec ses idées sur l'organisation de la circulation et sur l'organisation du crédit mutuel.

Comment arriver à cet état idéal dans lequel le paysan serait le propriétaire de sa terre ; la circulation serait organisée au mieux, et le crédit mutuel circulerait sans difficultés ? Quels seraient les moyens d'y parvenir ? — voilà la délicatesse du problème. Pour y arriver il rencontre plusieurs obstacles, savoir : les prélèvements du numéraire comme instrument de la circulation du capital. Il fallait donc supprimer d'abord l'intérêt et le profit et remplacer ensuite les numéraires par un autre médium de change, par les « bons de circulation » voilà la meilleure solution du problème.

1° En ce qui concerne les prélèvements capitalistes, Proudhon mentionne tout d'abord l'intérêt. C'est un droit « d'aubaine » qui résume toutes les injustices, tous les abus qui donnent à la propriété le caractère odieux du vol. Il ne faut pas abolir la propriété, mais abolir tout simplement la rétribution du capital, l'intérêt. Le second prélèvement capitaliste, d'après lui, c'est le profit. Lorsque le patron emploie des ouvriers, il leur paie la valeur individuelle du travail. Seulement, le travail accompli par vingt ouvriers en un jour, n'est pas égal au travail d'un ouvrier en vingt jours. Cette différence entre la valeur du travail collectif et du travail individuel, le propriétaire la garde pour lui. Ce supplément qui résulte de la force collective constitue le profit, l'appropriation par un individu du produit collectif (5).

(5) Proudhon : « Théorie, propriété », premier Mém., p. 94. Citation empruntée à M. Stakitch.

2° Quant au numéraire, Proudhon dit que : « c'est le despote de la circulation, le tyran du commerce, le chef de la féodalité mercantile, le symbole matériel de la propriété » (6). L'argent d'après lui n'a pas de valeur intrinsèque mais il donne seulement aux autres produits leur valeur, il sert d'intermédiaire à l'échange, il n'est que le signe de tous les abus de la propriété, de toutes les servitudes.

Pour organiser le mieux possible la circulation, il faut donc abolir l'intérêt et le profit et supprimer l'argent qui n'est pas productif par lui-même.

SECTION II

LA DOCTRINE DE PROUDHON SUR LE CREDIT MUTUEL GRATUIT

Dans sa correspondance (XI. 293.) Proudhon a dit : « J'ai conclu dès 1848, quand j'ai présenté l'organisation du crédit, qu'il serait le pivot de toute réforme économique ».

Avant d'aborder la question du crédit, Proudhon a examiné les différents états suivant sa méthode hegelienne : l'état actuel de la libre concurrence dont souffre une grande partie des hommes, les travailleurs, la thèse et l'état futur du collectivisme préconisé par les socialistes, l'antithèse. Ni l'un ni l'autre d'après lui, ne peuvent résoudre le problème social. Mais ce serait la synthèse de ces deux contradictions qui lui paraît la

(6) Proudhon : « Solution du problème social », p. 179.

solution convenable du problème. « C'est dans le mutualisme que je trouve l'issue unique de cet état cahotique », dit Proudhon.

La réciprocité est le principe de l'existence. « Fais à autrui ce que tu veux que l'on te fasse ». Précepte que l'économie politique traduit dans la formule célèbre de Say : « les produits s'échangent contre les produits ». La réciprocité consiste en ce que les échangistes se solidarisent l'un à l'autre et irrévocablement échangent leurs produits au prix de revient. L'organisation de nos rapports mutuels et réciproques résume toute la science sociale. Ce que Proudhon réclame au nom des travailleurs c'est la réciprocité dans l'échange, c'est l'organisation du crédit. La vraie égalité ne sera établie que lorsque l'équivalence des services sera réalisée. La mutualité ou le mutualisme est le principe nouveau qui doit servir de base à l'organisation des rapports économiques de la société.

La théorie du mutualisme — c'est-à-dire l'échange en nature dans la forme la plus simple est le prêt de consommation — est au point de vue de l'être collectif, la synthèse des deux idées de la propriété et la communauté, synthèse aussi ancienne que les éléments qui la constituent puisqu'elle n'est que le retour de la société à une pratique primitive, à travers un dédale d'inventions et de systèmes, et le résultat d'une méditation de six mille ans sur cette proposition fondamentale $A = A$ (7).

La mutualité est donc l'échange en nature. Les tra-

(7) Proudhon : « Solution du problème social », p. 153.

vailleurs entre eux peuvent se faire crédit en échangeant leurs produits respectifs. Chacun place une quantité de marchandises égale à celle qu'il demande. Par ce procédé, chacun s'ouvre automatiquement des débouchés. Ce serait donc un mécanisme de remises réciproques. « Si maintenant, dit Proudhon, 100 ou 1.000 ouvriers contractaient mutuellement entre eux, des engagements solidaires, le travail, le salaire, le bon marché leur seraient assurés. Ils se serviraient de ces débouchés et tout le monde serait encouragé à produire » (8). Donc, si tous les travailleurs s'unissent pour échanger désormais leurs produits, l'intermédiaire serait éliminé et la gratuité des services réciproques serait possible.

Mais comment se ferait cet échange ? — par un établissement centralisateur, répond Proudhon, par une banque, qui généraliserait les opérations d'escompte. « Généraliser, dit-il, toutes les opérations de commerce au moyen d'une banque, dans laquelle seront reçues toutes les lettres de change, mandats, billets à ordre, représentant les facteurs des négociants, puis généraliser ou convertir, moyennant une commission minime pour les frais d'administration, en obligations, en un papier qui serait l'équivalent et qui, par conséquent aurait lui-même pour gage, les produits en valeur réelle que ces obligations représentent » (9). Il faut donc créer cette lettre de change. Elle doit posséder toutes les qualités essentielles que l'article 110 du code de commerce

(8) Proudhon : « Révolution Sociale », p. 283 cit. emp. à M. Stakitch.

(9) Ibidem, op. cit., 184.

prévoit : échange, provision, acceptation. Il est essentiel que cette lettre de change soit payable à vue et à perpétuité. Ce papier serait tiré de chaque billet de fonds formé par 100.000 tireurs garantis par 100.000 souscripteurs et en provisions dans les comptoirs, fabriques, manufactures, etc..., de 100.000 négociants, fabricants, manufacturiers, entrepreneurs, etc... (10).

Tout entrepreneur ayant besoin de crédit s'adressera immédiatement à la production et à la consommation. Mais les négociants, les industriels n'obtiendront pas seulement sans intérêts, le capital circulant, mais aussi celui nécessaire pour fonder les meilleures entreprises. Ces avances se feront sous forme d'escomptes. Qu'est-ce que l'escompte ? — c'est un droit que la lettre de change ordinaire, lors de la circulation et en s'échangeant contre le numéraire, paie à celui-ci. Mais dans la nouvelle organisation, le papier particulier des sociétaires sera échangé contre du papier de la Société. Lorsque l'entrepreneur aura les commandes, il s'adressera au producteur pour les matières et instruments dont il aura besoin et en échange de ces fournitures il lui donnera des lettres de commerce converties par la banque en papier de change ou des « bons de circulation ». Ainsi c'est le consommateur qui deviendra le véritable commanditaire. Entre le consommateur et l'entrepreneur, l'intermédiaire qu'est l'homme d'argent n'est plus nécessaire. Les conséquences de ces réformes seront considérables. Les capitaux seront mis gratuitement à la disposition de tous. Il n'y aura plus qu'une classe,

(10) Ibidem, op. cit. 184.

celle des travailleurs. Les travailleurs échangeront leurs produits au prix de revient et le Gouvernement lui-même, l'idée chère à Proudhon par conséquent, deviendrait inutile. La Société subsisterait par elle-même. C'est enfin, en un mot l'anarchie. le non-gouvernement.

SECTION III

CRITIQUE ET MERITE DE PROUDHON

Après ce petit exposé de la doctrine générale de Proudhon et du crédit mutuel en particulier, essayons de donner une appréciation critique.

Proudhon avait un défaut, celui de critiquer toutes les écoles socialistes, commençant par les Saint-Simoniens, terminant par Louis Blanc, et concluant que le « socialisme lui-même est aussi pauvre logicien que misérable charlatan ». Cela ne lui suffisait pas, il critiquait aussi les hommes qui étaient les défenseurs du socialisme. Dans ses « Contradictions Economiques » il a vu dans toutes les institutions économiques, juridiques ou sociales, les mêmes causes et les mêmes conséquences : les contradictions, thèse qui justifie l'institution et antithèse qui blâme cette institution. Pourtant quand il s'agissait de construire par sa méthode, une nouvelle institution, ou bien quand il fallait donner une synthèse, il a démontré une grande faiblesse. Quant à l'institution de la propriété, il la critiquait impitoyablement mais il n'a pas réussi à donner une pensée claire et déterminante sur cette organisation préconisée de la circulation, par laquelle il songeait à modi-

fier le système de la propriété privée et à organiser le crédit gratuit.

Les plus grandes erreurs qu'on trouve dans ses ouvrages, concernant l'idée que la monnaie sert tantôt de capital, tantôt de simple bon d'échange sans valeur. Puisqu'elle n'a pas une valeur intrinsèque il la supprime, mais s'il a perdu de vue que la monnaie est désirée non seulement comme médium d'échange, mais encore comme instrument de thésaurisation et d'épargne, comme réserve de valeur, et que si les bons d'échange qu'il propose pour la remplacer, peuvent le faire dans une de ses fonctions, ils ne peuvent se substituer à elle dans les autres. On peut multiplier à volonté les instruments de circulation, mais on ne peut pas multiplier à volonté le capital (11).

La seconde erreur qui n'est que la déduction logique de la première, est qu'il a pensé par la suppression de l'argent, comme intermédiaire de l'échange, supprimer tout simplement l'intérêt et enfin, quand l'intérêt cesserait d'exister, il voulait que la valeur des choses soit établie d'après les estimations du travail, seule cause de la valeur.

Admettons que l'argent soit supprimé comme un moyen d'échange, l'intérêt existera parce qu'il est une récompense d'un service présent à un service futur. Celui qui prête rend un service et en attend à juste raison une rétribution. Après l'expiration de l'échéance déterminée le prêteur doit recevoir, deux choses: 1° la rétribution de la valeur prêtée et 2° un service équivalent.

(11) Gide et Rist, op. cit. p. 366-7.

Comment peut-on justifier le service gratuit proposé par Proudhon ? D'aucune manière. Etant donné le fait que le crédit doit apporter une récompense au créditeur, il ne peut jamais être gratuit, parce que le capital lui-même ne se forme jamais gratuitement, sans aucune peine.

Le dernier reproche à adresser à Proudhon c'est que sa théorie des bons de circulation est également fausse. Mais à cause du temps et de la place qui nous manquent, nous la laisserons de côté. Dans ces dernières lignes nous dirons quelques mots sur ce qui a fait mériter à Proudhon d'être considéré comme un précurseur du mouvement coopératif de crédit mutuel en Allemagne, avec sa fameuse théorie de crédit mutuel.

Dans ces traits généraux, nous avons démontré bien qu'incomplètement, que sa théorie sur le crédit gratuit était illogique et impraticable. Mais si la théorie est fausse, son idée n'est pas dépourvue de toute vérité. L'idée du crédit gratuit a donné naissance à une idée plus pratique, moins ambitieuse, celle du crédit mutuel (12). Avec le mutualisme, il voulait aboutir à une organisation mutualiste des banques et du public. La banque étant une société de capitalistes émet des billets. Le public en acceptant les billets lui fait crédit. Dans le sens inverse, la Banque de son côté en escomptant les effets de commerce ou les lettres de change, fait crédit au public. Un lien réciproque existe entre eux. Ce qui fait le régulateur de ces opérations c'est la confiance réciproque. Les opérations de crédit se font par

(12) Gide et Rist, op. cit. 367.

l'intermédiaire de banques, mais en réalité, c'est le public qui se prête à lui-même. Mais pourquoi ne se passerait-il pas de cet intermédiaire, pourquoi n'éliminerait-il pas l'entrepreneur de crédit comme il élimine l'entrepreneur industriel ou commerçant dans les Sociétés coopératives de production ou de consommation ? Par là sans doute ne disparaîtra pas l'escompte, mais du moins la charge de l'escompte par les emprunteurs sera diminuée pour eux de tout ce qu'ils gagnent comme prêteurs (13). Nous voilà donc arrivés au principe même des sociétés de crédit mutuel. « Le capital représente la responsabilité illimitée ou solidaire de ses adhérents ; cette idée devenue grande, pratique, à la portée de tous les travailleurs et cultivateurs, est née de la conception mutualiste de Proudhon. Il a semé le germe du crédit mutuel » (14).

(13) Ibidem, op. cit. 368.

(14) Labrousse : « Conceptions Proudhomiennes du crédit gratuit », op. cit.

CHAPITRE III

LES PRINCIPES DE SCHULTZ DELITCH SUR LE CREDIT POPULAIRE

SECTION I

BREF EXPOSE DES PRINCIPES

Avant la formation de sa première association S. Delitch s'est posé un problème délicat ; est-il possible de grouper les classes les plus pauvres et de leur procurer le crédit sans l'intervention de l'Etat, mais par les seules forces de leurs aptitudes professionnelles, de leurs qualités morales, de leur activité personnelle et de leur esprit d'épargne ? Sa clairvoyance, sa patience, sa persévérance, son énergie et son expérience lui ont fait entrevoir la possibilité d'une application magnifique de ses idées ingénieuses sur l'organisation d'un crédit avantageux pour la classe laborieuse urbaine. En 1850, il a fondé la première Verschussverein à Delitch. Son entreprise a été couronnée de succès. Après trois ans, il a publié un important ouvrage sur « l'association » qui était le premier manuel pratique pour toutes les formes de coopératives. L'expérience acquise par les meilleurs fonctionnements de ses coopératives de crédit lui a fait publier un autre et plus important ouvrage intitulé : « Les coopératives de prêt et d'épargne comme banque populaire », dans lequel il a définitivement formulé ses idées relatives à son système de crédit.

Le Verschusserein a un double but : procurer le crédit aux classes laborieuses et pauvres et développer l'esprit d'épargne chez les adhérents. Pour atteindre ce but, S. Delitch a posé les principes suivants :

1° Grouper les hommes dans une association dont les membres adhérents garantissent solidairement les emprunts sociaux. — 2° Constituer par l'épargne obligatoire un petit capital qui servira de fonds de garantie nécessaire à la responsabilité illimitée des membres, aux créanciers de l'association, et de fonds de roulement. — 3° Accorder des crédits, non seulement aux membres actifs des professions semblables ou connexes, mais aussi aux étrangers qui n'auront aucun rapport professionnel avec l'association, en vue d'attirer une grande quantité de parts d'une valeur plus ou moins grande. — 4° Développer l'initiative privée en condamnant l'introduction dans la société coopérative de l'idée de bienfaisance et fortifier l'esprit de l'épargne chez ses adhérents. Bref, son système embrasse les principes déterminés suivants :

1) Principe de la responsabilité solidaire illimitée des membres.

2) Principe de la formation d'un capital par l'épargne obligatoire.

3) Principe des participations aux bénéfices par la répartition des dividendes.

4) Principe de désapprobation de l'aide de l'Etat.

5) Principe d'adhésion dans l'association, comme membres, des personnes de diverses classes professionnelles.

6) Principe de rétribution des administrateurs de l'association.

Nous développerons très rapidement et d'une façon générale les principes sus-mentionnés un par un et dans la section suivante nous essayerons de donner un aperçu critique sur leur ensemble.

1°. — La responsabilité solidaire est la base du système Delitch. Ce principe est très logique, avantageux et pratique; il permet aux associés ainsi groupés d'obtenir du crédit dans des conditions très favorables, en offrant aux exigibilités leurs garanties matérielles et morales. S. Delitch a très justement remarqué que le petit commerçant artisan ou ouvrier étant isolé ne pourrait se procurer le crédit nécessaire pour travailler et pour produire, mais, grâce à l'idée de l'association, à la responsabilité solidaire il le trouve facilement et à bon marché.

Ce principe ne fructifie pas seulement pour les associés, il est avantageux pour les capitalistes qui prêtent à la société. Ils sont complètement assurés contre tous les risques possibles de non-paiement de l'un ou de plusieurs associés. En cas d'insolvabilité de l'associé le créancier n'a rien à craindre car les autres associés sont solidairement débiteurs avec le premier et ils ne peuvent se dérober, s'étant engagés d'avance envers n'importe quel créancier solidaire. Donc, il est utile pour les membres de l'association et pour les capitalistes.

Le principe de la responsabilité solidaire, dit M. Vorapitch, a sa signification économique et morale. Au point de vue économique la coopérative est en état d'offrir aux capitalistes des garanties dans des conditions

favorables et de couvrir les besoins de crédit de ses membres. Au point de vue moral, le sentiment de la responsabilité solidaire les met en rapport les uns avec les autres, les rapproche et développe en eux le sens du bien-être général et de l'intérêt commun. Ainsi l'intérêt personnel qui s'est enraciné dans le commerce et l'industrie et qui est l'adversaire quasi intransigeant et redoutable de l'intérêt général, a perdu sa force dans le mouvement coopératif grâce audit principe de la responsabilité solidaire (1).

2°. — Quant à la formation d'un capital social S. Delitch lui a attribué une grande importance. Avec un capital plus ou moins grand, il pensait constituer une réserve impersonnelle, sociale, un capital de roulement, et grâce à lui, donner aux participants un dividende quelconque à la fin de chaque exercice financier de la banque.

Ce capital social est formé par le paiement d'une taxe d'entrée qui était au début de 10 à 20 Marks. Il se compose de deux parties, l'une forme la réserve sur laquelle les membres n'ont aucun droit et l'autre forme les pertes individuelles en actions qui appartiennent aux associés.

a) La réserve est constituée par le prélèvement sur les bénéfices ; au début on prélève 15 à 20 %, mais plus tard on s'est contenté de prélever 5 à 10 %. La réserve, d'après Delitch doit avoir une tendance double : d'abord celle de faire face aux pertes possibles subies

(1) Vorkapitch : « Le crédit agricole en Yougoslavie », p. 17.

par l'association et aux besoins extraordinaires, ensuite de rembourser les cotisations des membres voulant se retirer.

b) Le capital-actions qui appartient individuellement à chacun des membres forme la partie la plus considérable du capital social et pourrait être dix fois plus élevé que le capital-réserve. Les actions étaient tout d'abord personnelle et chacun ne pouvait en prendre qu'une seule mais S. Delitch a, plus tard, permis aux associés d'en posséder plusieurs. La valeur de cette action était très grande, parfois elle atteignait le chiffre de 200 Marks. L'associé n'était pas obligé de verser à la caisse la somme entière représentant le montant de son action, il pouvait le faire en plusieurs fois, en payant chaque mois d'un à trois marks.

La part sociale de chacun des associés nommés geschäftshanteil est une sorte de caisse d'épargne obligatoire qui est prélevée pour être constituée d'abord sur le salaire et ensuite sur les bénéfices réalisés par les caisses. Quand l'associé a soldé à la caisse, par ses versements mensuels, la valeur de son action, la somme ainsi constituée prend le nom « guthaben », qui apporte au propriétaire des dividendes. Si l'associé n'a pas encore versé la valeur déterminée de son action, la banque ne lui paye pas de dividende, mais automatiquement elle ajoute la part de dividende au petit actif jusqu'au moment où la somme atteindra le chiffre nécessaire. De cette manière la banque fait aux associés pauvres une nouvelle épargne obligatoire.

3°. — Le capital social ainsi formé donne le droit aux actionnaires, de toucher la part de bénéfices réali-

sés. « La société manie ses fonds en vue de la mise en valeur la plus lucrative et elle distribue les bénéfices sous la forme de dividendes proportionnellement au nombre d'actions de chacun » (2). Le bénéfice de la coopérative est égal à la différence de l'intérêt entre le capital emprunté et le capital prêté. Le bénéfice total se partage en deux lots. L'un est distribué aux actionnaires en guise de dividende, et l'autre est incorporé dans le fonds de réserve et augmente de cette sorte le capital social (3).

Cette rétrocession d'une part de bénéfices aux sociétaires constitue l'un des principes les plus caractéristiques des Sociétés de crédit urbain, ce qui les distingue des autres formes d'associations coopératives.

4°. — Le quatrième principe de Delitch est la possibilité donnée à la banque d'attirer le plus grand nombre possible d'adhérents quel que soit leur profession respective. Avec ce principe Delitch avait une tendance généreuse. En acceptant les membres de diverses classes dans la coopérative, il a voulu les rapprocher les uns des autres et d'un autre côté, par le même fait, placer la coopérative sur une base plus large et plus solide. Sur ce principe M. Totomiantz a dit : « la participation des diverses ou de diverses professions est sûrement importante pour les banques populaires. Plus il y aura de diversité dans le genre d'occupations des sociétaires de la banque, d'autant plus sera solide son fondement, non seulement pour la raison qu'une période

(2) Philippovich, « *La Politique Agraire* », op. cit. p. 307.

(3) Vorkapitch, op. cit. p. 21.

d'excédent d'argent dans une profession, coïncide souvent avec une période de manque d'argent dans une autre neutralisant ainsi l'effet de ce dernier, mais encore pour la raison qu'un groupement selon les professions peut provoquer au lieu d'un esprit coopératif noble et désintéressé, un esprit d'égoïsme, envieux et avide » (4).

5°. — Avec son principe de désapprobation de l'intervention de l'Etat dans la vie financière de la coopérative Schultz-Delitch une fois de plus a démontré qu'une association quelconque pour prospérer et garder son indépendance, doit reposer sur le seul développement de l'effort individuel. « La coopérative de crédit, dit-il, doit se constituer par l'aide de ses membres, par leurs épargnes ; elle ne doit accepter aucune subvention de la part de l'Etat dans l'intérêt de sa liberté et de son indépendance ».

Ce principe a eu un grand retentissement en Allemagne ; il a réussi à former un esprit individualiste qui caractérise le peuple allemand. Il en a fait une doctrine opposée à la doctrine française : « l'initiative privée complétée par l'Etat ». Le contenu de cette doctrine allemande est résumé par le D^r Albert dans son rapport présenté à ce sujet au congrès :

« C'est le devoir et le but de l'association de réunir dans l'organisme économique de la nation, les forces particulières, de les grouper en faisceau, d'apprendre aux associés le travail, l'ordre et l'économie, de préparer pour une partie toujours plus grande du peuple, par

(4) Totomiantz : « La coopération mondiale », op. cit. p. 56.

l'amélioration de la situation économique, son évolution intellectuelle et morale, et de la rendre capable de coopérer à la solution des devoirs qui incombent à l'Etat et à la Société. Ce but est atteint au moyen de l'initiative privée.

« Grands sont les succès des associations, plus grand encore est le champ qui reste ouvert à leur activité. Tout succès futur durable dépendra :

« De ce que les associations s'en tiendront fermement au principe éternel, vrai au point de vue économique et moral de l'initiative privée, de l'administration autonome et de la responsabilité personnelle ;

« De ce qu'elles s'efforceront toujours de faire pénétrer de plus en plus dans les couches de la population l'idée coopérative. (5).

« De ce qu'elles resteront toujours conscientes de leur devoir idéal qui est de servir à l'amélioration du sort économique, moral et civique du peuple ;

6°. — Le dernier principe non moins important au point de vue du fonctionnement de la société quasi capitaliste, c'est la rétribution des administrateurs.

SECTION II

CRITIQUE ET MERITE DE S. DELITCH

Le système de Delitch dans son ensemble n'a pas un caractère mutualiste, mais au contraire individualiste, il ne l'a nulle part mentionné, mais cela se déduit de soi-

(5) Actes du congrès.

même. En entrant dans une société coopérative de crédit, le sociétaire s'aide, premièrement lui-même parce qu'il est obligé de verser une somme considérable pour en devenir membre. Donc, une contradiction frappante entre le premier principe relatif à la responsabilité solidaire des membres et l'idée de formation d'un capital énorme constitué par l'épargne obligatoire, permettant aux membres finalement, de participer aux bénéfices réalisés.

En ce qui concerne le premier principe de Delitch il est incontestablement le plus ingénieux et il sert de base à la société coopérative urbaine et agricole. De ce principe nous parlerons davantage dans notre exposé, des idées de Reiffeisen, parce que celui-ci a su mieux l'appliquer aux besoins de la population rurale. Mais ce qui est important à souligner c'est que S. Delitch s'attribue le mérite d'être considéré comme le créateur de ce principe.

Le plus grand reproche que l'on doive adresser à Delitch c'est d'avoir voulu créer une banque populaire aussi puissante que possible, possédant des capitaux énormes et opérant avec des clients de classes et de professions diverses. Afin d'atteindre ce but il poussait à l'épargne excessive ses adhérents, en prélevant une partie considérable de leurs salaires modestes et en leur offrant comme récompense les dividendes à la fin de l'exercice financier de la société. Par cette manière, il a tué l'esprit d'amitié, l'esprit mutualiste envisagé au début par lui et l'a remplacé par le développement de l'esprit égoïste et matérialiste. Au lieu de faire aider les membres les plus pauvres, il les a laissés exploiter

par les autres plus riches qui pouvaient posséder plusieurs actions et qui par suite, touchaient de gros dividendes. En un mot, son association au début mutualiste a très vite perdu son caractère initial et est devenue une association quasi capitaliste, bancaire en excluant peu à peu tous ceux qui portaient en le nom, pauvres et moins aisés.

Nous ne voulons pas uniquement critiquer les principes de Delitch, nous tenons à lui rendre hommage pour tout ce qu'il a fait pour les classes les plus pauvres en leur permettant de se procurer aux meilleures conditions possibles le crédit pour l'exploitation de leurs terres.

Delitch n'était pas seulement un amorceur de nouveaux principes, il était en même temps leur praticien. Il a lui-même fondé sa première coopérative ; il l'a vue marcher d'une façon miraculeuse et ses bienfaits propagés partout. Pour tout cela, il a sans aucun doute mérité d'être considéré comme le père des coopératives des artisans et du crédit.

CHAPITRE IV

LES PRINCIPES DE REIFFEISEN ET L'ORGANISATION DES ASSOCIATIONS COOPERATIVES DE CREDIT AGRICOLE

T. G. Reiffeisen est une des plus illustres personnalités de l'histoire de la fondation et du développement des associations coopératives de crédit agricole. Il aimait beaucoup les hommes de la campagne et il se préoccupait d'alléger leur situation au point de vue économique, financier et moral. Par l'association coopérative, il pensait donner l'élan à leur activité économique. Il a réussi, ainsi à grouper les paysans dans des associations dont le but était de leur procurer le crédit et par suite d'améliorer leur sort. De plus, il voulait que l'idée de l'aide mutuelle soit complétée par les autres idées : morales et religieuses. Il ne voulait pas que le crédit soit le but de l'association mais seulement le moyen. Dans l'argent, il ne voyait pas — comme Delitch — la cheville ouvrière de l'association coopérative mais il le considérait comme un moyen. Il a banni l'amour du gain et l'esprit du lucre et à leur rencontre il propageait parmi les membres l'amour réciproque. La première association coopérative de crédit a été établie par Reiffeisen à Hoedesforf en 1851. Elle avait un caractère bienfaisant et était constituée d'après les principes essentiels de Delitch ; Reiffeisen n'en resta pas là. Les idées primitives empruntées à Delitch ont subi

une modification complète. Au cours de sa longue vie et grâce à ses méditations il a réussi indépendamment des principes établis par Delitch à constituer son système de caisse de crédit qui, dans son ensemble est bien supérieur au système du premier.

La Darlinkasse est une association basée sur la responsabilité solidaire illimitée des membres. Son but initial est de se procurer des crédits et de les distribuer aux membres. La société, en fait, tient le rôle de simple intermédiaire entre les prêteurs dont elle reçoit les fonds et les emprunteurs ou associés qui sont les bénéficiaires de ces opérations. Elle n'a d'autre raison d'être que la réalisation pour l'union d'une grande surface de crédit qui permet de solliciter l'épargne. Mais elle ne vise pas la constitution d'un capital social par les parts sociales, puisque Reiffeisen ne le considère pas comme indispensable pour le fonctionnement des caisses. La caisse peut bien s'en passer puisque la responsabilité solidaire suffit à assurer les engagements pris. D'autre part, elle n'admet pas l'idée d'un capital social parce celui-ci, au fond, développe l'esprit du lucre et de la spéculation et par le même fait paralyse l'idée d'une influence bienfaisante envisagée comme principale par Reiffeisen. La loi de 1889 a imposé aux caisses l'obligation de constituer un capital social quelconque pour être reconnu par les autorités publiques. Mais cette mesure n'a pas empêché les caisses de s'interdire toute répartition de bénéfices. Elles procurent des crédits aux membres sous des conditions favorables et ne demandent qu'un intérêt supérieur de 1 % ou 1,50 % à celui qui leur est nécessaire pour payer l'intérêt aux dépo-

sants et se constituer une réserve sociale. Elles exercent les opérations dans le district le plus restreint possible parmi les membres paysans pauvres ou riches, si ces derniers acceptent la charge de la société.

L'économie du système de Reiffeisen en définitif, peut se résumer dans les principes suivants :

1° *La solidarité et la responsabilité illimitée*

Ce principe inauguré par le système de l'organisation de Delitch a trouvé un terrain plus fécond dans la campagne **que dans la ville**. Il consiste comme nous l'avons dit, dans l'engagement solidaire des membres envers leurs créanciers. Il ne produit ses effets qu'au regard de ces derniers. Il règle une question de droit de poursuites en donnant, le cas échéant, au créancier qui n'est pas payé à l'échéance, l'action pour le tout sur l'ensemble du patrimoine de l'un quelconque des associés dont il a le choix. Celui envers qui la poursuite est engagée, a le droit de recouvrer le montant de la somme acquittée sur les autres membres. En apparence, ce principe paraît être effrayant, mais en fait, il n'est ni lourd ni dangereux pour ceux qui le pratiquent. Il offre plus d'avantages que d'inconvénients. Sur lui, le célèbre apôtre du système Reiffeisen en Italie M. Wollemberg, a écrit : « la solidarité est l'épine dorsale des associations de crédit rural, elle leur donne dès le début la surface nécessaire. Chaque adhérent s'il n'était pas frappé par trop de vicissitudes posséderait dans la force de son travail, une source de garantie, mais il n'est pas admissible qu'à un certain moment, tous les membres d'une association fassent de mauvaises affaires,

ni que la mort ou l'inconduite de l'un puisse ruiner d'un coup le capital social. Si quelques-uns sont frappés, la prospérité des autres rétablit toujours la balance » (1).

Donc le risque sera réduit au minimum si les organes administratifs se rendent compte de la solvabilité des personnes et de l'utilité du crédit investi dans l'exploitation. D'autre part, le contrat social repose avant tout sur l'intuitu personae. La confiance faite à chacun est strictement personnelle. Elle ne s'étend pas aux membres de la famille. La mort de l'associé met fin à la société. Les héritiers ne peuvent pas bénéficier des avantages consentis au de-cujus s'ils ne sont pas ailleurs eux-mêmes membres de la caisse (2). Cette solidarité qui effraie d'ailleurs beaucoup d'esprits n'est pas illimitée dans le sens absolu du mot mais relative. Les statuts de chaque société coopérative de crédit prévoient des limites dans lesquelles cette responsabilité des membres peut être engagée.

2° *La limitation territoriale*

Ce principe est étroitement lié avec le précédent. Il ne se déduit pas de lui-même mais il le complète car l'application du premier ne trouve sa raison d'être que dans un territoire très restreint où tout le monde se connaît et où l'on peut facilement éviter les fraudes éventuelles. La principale détresse des caisses de Delitch a été due à l'élargissement du rayon de leur activité. Reiffeisen l'a bien compris et il voulait empê-

(1) Citation empruntée à l'ouvrage de M. Stakitch, p. 217.

(2) A. Veaux : « Les caisses Durand-Reiffeisen », p. 20.

cher l'échec de la réalisation de ses idées généreuses. A cet effet il ne s'est pas trompé car ses principes ont trouvé une merveilleuse application à la campagne.

La limitation territoriale facilite la connaissance de la capacité matérielle des membres de la caisse et l'exercice d'une surveillance de l'emploi des crédits consentis. M. Wollemberg avec raison a dit : « Nous sommes cent dans le village qui nous épions mutuellement de sorte qu'il n'est pas possible que l'un de nous manque à son devoir. Reiffensen lui-même explique son principe de la manière suivante : « Le district dans lequel la caisse fonctionne doit être le plus petit possible. Il doit être assez petit pour que tous les membres du comité de Direction puissent fortement connaître la situation morale et matérielle de tous les sociétaires. Il doit être assez grand pour que les affaires sociales soient assez nombreuses pour pouvoir couvrir les frais d'administration et constituer une réserve. Dans ce district ainsi restreint, tout le monde se connaît, de manière que, on prêterait difficilement de l'argent à une personne qui n'offrirait pas toutes les garanties nécessaires. Bien plus, le comité de direction a le devoir de contrôler l'emploi de l'argent emprunté par les membres, de manière que les frais ne puissent jamais être employés à un autre but que celui indiqué d'avance par l'agriculteur » (3).

(3) Citation empruntée à l'ouvrage de M. Stakitch, p. 219.

3° *L'absence de capital social*

Le point de départ de Reiffeisen est l'œuvre de bienfaisance. Il n'accepte pas l'idée de formation d'un capital social auprès de l'institution du principe de la responsabilité solidaire des membres. Il le considère superflu, non indispensable à l'existence des caisses. Le capital social, d'après lui, ne peut pas contribuer à augmenter le crédit ni à diminuer les risques possibles. La garantie solidaire suffit à rassurer les créanciers et à éviter leurs craintes. D'ailleurs comme nous l'avons déjà dit, il ne considère pas les caisses comme une source de gain mais comme la source de l'idée d'amitié, de fraternité et de liberté économique des membres. En ce qui concerne l'argent, Reiffeisen a dit : « L'argent n'est pas le but de la Darlinkasse, mais le moyen. Sa véritable mission est bien plutôt d'améliorer la situation de leurs membres au point de vue moral et matériel et dans le but de leur procurer les capitaux nécessaires sous forme de prêts à intérêts sous la garantie de l'association et aussi de leur fournir le moyen de faire fructifier leur argent ».

4° *L'exclusion de la répartition des bénéfices*

Reiffeisen a accepté la condition posée par la loi de 1889, mais il a exclu de son système les conséquences logiques de ce principe. Il a introduit dans les statuts de la caisse, l'obligation prévue par la loi, mais interdit le droit aux membres de toucher un dividende quelconque. Les bénéfices réalisés par les caisses sont destinés à constituer une réserve sociale qui le cas échéant,

peut être utilisé pour écarter l'application du principe de la responsabilité solidaire des membres de rembourser les dettes et d'acquitter l'association des engagements pris.

Les raisons qui ont déterminé Reiffeisen à abandonner le principe en question, ont déjà été exposées, mais M. le Professeur Totomiantz dans son remarquable ouvrage : « Coopératisme » justifie ce principe de la manière suivante :

« Reiffeisen, dit-il, était guidé dans la suppression de la répartition des bénéfices, par les considérations ci-après :

1° Il était d'avis que les hommes doivent pratiquer entre eux l'aide mutuelle chrétienne; que le riche prenant part à l'organisation doit le faire, non en vue de son intérêt, mais par amour pour son prochain.

2° Le fait de la non répartition des bénéfices garantit à la coopérative la prompt accumulation d'un capital qui doit être inappropriable et indivisible, formant une sorte de fonds perpétuel » (4).

5° *La gratuité des fonctions administratives*

Tandis que S. Delitch admettait la rétribution des organes administratifs, Reiffeisen la rejetait, considérant cela comme incompatible avec l'esprit bienfaisant de l'association. Il ne voit pas comme Delitch dans l'association, une organisation commerciale ou bancaire, mais une institution de l'organisation mutuelle. Toutes les fonctions sont gratuites, sauf celles du comptable

(4) Totomiantz, op. cit. p. 58.

qui touche un appointement. Reiffeisen ne chargeait pas les paysans illettrés d'exercer les fonctions administratives, mais il choisissait ses fonctionnaires parmi les hommes instruits de la campagne : les employés ruraux, les maîtres d'école et le clergé de village.

6° *L'indivisibilité des fonds de réserve*

Les fonds de réserve se forment lentement par l'accumulation des petits bénéfices que la caisse réalise sur chacune de ses opérations. La caisse par exemple, se procure du crédit à 3 %, elle pourra prêter à son tour à 4 ou 4,50 %. Ce bénéfice servira à acquitter les très modestes frais généraux et s'il en reste, il sera ajouté à la réserve ainsi constituée. Cette réserve est impersonnelle, indivisible et forme ce qu'on appelle le « patrimoine social ». En cas de dissolution, les fonds de cette réserve ne seront jamais partagés entre les membres. Ils seront déposés à la Banque Nationale par exemple et serviront à la création d'une nouvelle société dans un même village, semblable ou similaire. Reiffeisen s'exprime ainsi sur son principe : « Le fonds pourra être utile à tous les habitants, à ceux qui sont sur le chemin de la ruine, il sera le secours, l'échelle grâce à laquelle le travail pourra les relever. Un semblable fonds commun est d'une grande importance. Une fois le capital ainsi formé la Société est en mesure de faire face à toutes les demandes de crédit sans que la responsabilité de ses membres soit encore engagée. De plus, le bénéfice annuel permettra longuement l'exécution des mesures diverses dans l'intérêt de la popula-

tion ; il ne suffit pas de créer de pareilles institutions, il faut en assurer l'existence pour l'avenir » (5).

Les principes exposés ci-dessus sont les idées essentielles du système Reiffeisen sur le crédit agricole. Nous les avons présentés tels que nous les avons conçus. Maintenant afin d'éviter des répétitions dans les prochains exposés des organisations coopératives de crédit dans les cinq pays étudiés, nous indiquerons en traits généraux, l'exposé de l'organisation et le fonctionnement d'une société coopérative de crédit agricole.

Organisation. — L'activité juridique et économique des caisses est réglée par l'assemblée générale. La gestion des opérations est confiée à un conseil d'administration ayant à sa tête un Directeur. Elle est vérifiée et contrôlée par un conseil de surveillance. Enfin, la caisse est tenue par un comptable.

1) Le conseil d'administration a pour mission générale le fonctionnement de la caisse, conformément aux statuts et aux délibérations de l'assemblée générale. Il ordonne les dépenses, réalise et gère les recettes. Il détermine le taux des prêts. Il reçoit et examine les demandes de prêt. En un mot il fait toutes les opérations prévues par les statuts.

2) Le rôle du conseil de surveillance consiste essentiellement dans la vérification des opérations faites par le conseil d'administration et dans le contrôle de la caisse. Il est chargé de présenter chaque année à l'assemblée générale, un rapport écrit sur la conduite des

(5) Rayneri : « Le crédit agricole par l'association coopérative », p. 23.

affaires. Il rédige également un compte-rendu sur l'inventaire.

3) L'assemblée générale est constituée par tous les membres de la caisse. Elle tient une séance ordinaire tous les ans après la confection du bilan, lequel est soumis à son approbation. Elle est appelée à se prononcer sur les comptes et sur le bilan. A cet effet il lui est donné connaissance des rapports dressés par les soins du conseil de surveillance.

4) Le comptable est chargé de l'exécution des décisions prises par le conseil d'administration, en ce qui concerne les entrées et les sorties de fonds. Il perçoit les recettes et règle les dépenses. Il établit mensuellement les comptes généraux et particuliers. C'est lui qui dresse l'inventaire et le bilan à la fin de chaque exercice annuel (6).

* *Opérations.* — Les opérations de la caisse Reiffeisen consistent à faire des avances à ses membres. Elle ne les consent qu'en vue de production. Elle prend en connaissance de cause et n'accorde qu'aux gens qui en sont dignes par leur conduite et leur moralité. M. Durand, dans son livre : « Le crédit agricole en France et à l'étranger » expose le procédé : « Quant un paysan veut emprunter, dit-il, il adresse sa demande à l'administration de la caisse en lui faisant connaître l'emploi qu'il veut faire de l'argent emprunté et les ressources sur lesquelles il compte pour rembourser. L'administration examine sa demande ; si elle trouve que la solvabilité

(6) A. Veaux : « Les caisses Durand-Reiffeisen », p. 53.

de la personne est incontestable, examine si l'usage de l'emprunteur a un but utile, elle s'entend avec lui sur les époques de paiements et sur le montant des échéances » (7).

(7) Durand : « Le crédit agricole en France et à l'étranger », p. 310.

PARTIE TROISIÈME

L'initiative de l'Etat et les institutions publiques de crédit agricole, dans les cinq pays agricoles

CHAPITRE PREMIER

LA JUSTIFICATION DE L'INTERVENTION DE L'ETAT DANS LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA POPULATION RURALE

Dans la partie précédente, nous avons déjà parlé d'un principe exposé par Schulz-Delitch, de la non-intervention de l'Etat dans la vie économique des citadins et des paysans, qui, en matière de crédit se formulait : « aucune aide, aucun bienfait, aucune tutelle ». Cette formule a trouvé un terrain très favorable en Allemagne et a réussi à former une mentalité qui manifestait l'idée que l'intervention de l'Etat serait une entrave à une organisation rationnelle du crédit. Et ce qu'elle préconisait, c'était la liberté économique et de l'initiative privée dans l'organisation des sociétés coopératives en général et des associations de crédit en particulier.

Cette théorie n'est pas du tout nouvelle, mais elle est aussi vieille que l'école classique, qui, dans la formule

célèbre: « laisser faire », a propagé les mêmes idées. Celle-ci ainsi que la première, a exalté la valeur du principe de liberté économique, d'initiative privée et de l'intérêt personnel, considérant ces éléments comme le facteur naturel du progrès et condamnant l'intervention de l'Etat, traitant celui-ci seulement comme un gardien de la paix sociale et un simple administrateur du domaine public.

Mais cette théorie a été depuis longtemps battue en brèche par presque tous les publicistes et économistes de bon sens et d'esprit critique; elle était critiquée par les économistes non-socialistes et par les socialistes qui réclamaient avec juste raison une intervention rationnelle de l'Etat dans l'organisation économique et sociale.

Contre cette théorie se heurtaient d'abord Maltus et Ricardo, puis Sismondi et enfin Stuart Mill qui ne voulait pas discuter sur la thèse d'identité naturelle des intérêts, parce qu'il était convenu qu'elle n'était pas soutenable. Pour écarter en principe l'ingérence de l'Etat, Mill n'admet comme valable qu'un seul argument économique: la supériorité que donne à l'individu le mobile de l'intérêt personnel. Mais il reconnaît que dans plusieurs des cas, l'intervention de l'Etat est non seulement nécessaire mais indispensable. Mais c'est surtout les écrivains socialistes qui l'ont complètement combattue dont les plus remarquants représentants étaient Dupont-White en France et Robertus Lassalle et postérieurement Wagner en Allemagne.

Notre intention n'est pas ici de discuter le problème de l'intervention de l'Etat dans la vie économique et

sociale puisqu'il est déjà presque résolu en faveur de ce dernier quand il s'agit de protéger les classes socialement et économiquement faibles. Ce que nous voulons, c'est le justifier d'une façon impartiale en ce qui concerne le crédit agricole.

Tout d'abord, nous sommes tout à fait d'accord avec tous ceux qui pensent que l'initiative privée est préférable, mais il faut reconnaître qu'elle n'est pas toujours suffisamment consciente de tout ce qu'il lui faut et pourvue des moyens nécessaires. L'intervention de l'Etat dans ce sens, paraît indispensable pour compléter la première et l'aider vers le succès; dans ce cas l'intervention pour l'Etat n'est pas seulement un droit mais un devoir. Or cette intervention dans la matière de crédit agricole s'impose à deux points de vue: 1) au point de vue législatif; 2) au point de vue financier.

a) Les mesures législatives relatives aux organisations professionnelles ou économiques des agriculteurs, ont précisément pour but de favoriser et surtout de défendre les intérêts d'un grand nombre de petits cultivateurs qui sont le germe d'une nation saine et prospère. Leurs intérêts sont d'autant plus respectables qu'ils sont liés à ceux de l'agriculture qui est d'une importance capitale pour le pays tout entier. Il s'agit en l'espèce de faire intervenir l'Etat non pas dans un intérêt particulier mais dans l'intérêt général. Agissant ainsi, l'Etat ne se substitue pas à l'initiative privée mais il supplée à l'insuffisance des initiatives isolées. Son principal devoir consiste à grouper les cultivateurs, à les éclairer et à les seconder; ayant ainsi retrouvé leur essor, ils pourront plus tard se passer de la tutelle et des engagements de l'Etat.

b) Quant aux mesures concernant l'aide financière de l'Etat aux cultivateurs, et leur association, le problème se pose de la manière suivante :

Faisant abstraction des formes juridiques que peuvent revêtir les sociétés coopératives, on est obligé de constater que le fonctionnement de certaines d'entre elles est impossible si elles n'ont pas à leur disposition un assez gros capital de premier établissement. Nous avons particulièrement en vue celles qui s'occupent de la transformation des produits agricoles et qui ont besoin à cet effet d'un matériel assez considérable, ou encore celles qui doivent subordonner l'utilité de leurs efforts à l'existence de magasins ou entrepôts, soit qu'il s'agisse de magasins de blé et autres produits agricoles, ou de caves coopératives.

Où trouveront-elles ce capital ?

Elles pourront s'adresser à des capitalistes qui prêteront leur argent avec un assez gros intérêt suivant les chances de réussite qu'ils escompteront pour l'entreprise. Mais ces sommes ne sont pas toujours faciles à trouver car, évidemment, au moment où elle emprunte, la coopérative n'a encore rien pour donner une garantie immédiate. Tous les membres pourront il est vrai, s'engager solidairement jusqu'à concurrence de la somme empruntée, mais il faut alors remplir des formalités hypothécaires et il est à présumer que beaucoup ne voudront pas s'engager, à moins qu'on ne soit en présence de fervents coopérateurs, sûrs du succès futur de leur œuvre. Entre nous, on peut objecter que certaines coopératives ont pu se former et fonctionnent très convenablement et cela avec le secours des moyens ordinaires

pour se procurer de l'argent. Nous pourrions alors répondre que ces associations se trouvaient dans des conditions particulières, soit qu'elles aient pu profiter d'un état de choses existant avant leur fondation, soit qu'elles aient trouvé parmi leurs membres des capitalistes ayant consenti à faire des prêts avantageux pour elles. Cela ne change en rien notre opinion que les coopératives agricoles ne peuvent se multiplier d'une façon utile, surtout pour la petite propriété, si on ne leur donne pas de grandes facilités pour se procurer aux meilleures conditions possibles des capitaux, et si l'Etat ne leur vient pas en aide à ce point de vue.

L'intervention de l'Etat dans la matière d'organisation professionnelle et de crédit pour la classe paysanne est justifiable.

■

* * *

Puisque dans les derniers temps, l'intervention de l'Etat a pris une grande envergure dans le domaine du crédit agricole et qu'on a constaté à juste titre que sans celle-ci, les organisations nationales de crédit agricole ne peuvent rien faire pour parer au fléau de la crise agricole surtout dans les pays purement agricoles de l'Europe centrale et orientale, y compris la France, nous sommes obligés de donner la place prépondérante à l'initiative publique et aux institutions publiques centrales de crédit agricole dont nous étudions l'organisation et l'activité.

Donc, cette troisième partie sera consacrée à une étude approfondie des conditions économiques et sociales de chacun des cinq pays agricoles : France, Pologne, Rou-

manie, Yougoslavie et Bulgarie ; ensuite des législations et des institutions publiques relatives au crédit agricole. La partie quatrième sera réservée à une étude des législations et des institutions coopératives de crédit agricole dans seulement quatre pays agricoles : Pologne, Roumanie, Yougoslavie et Bulgarie en laissant de côté la France dans laquelle le système n'est qu'une collaboration étroite et rationnelle entre l'initiative privée et l'initiative publique. Par conséquent, cette fois, l'initiative privée sera secondée, non pas en raison de son importance, mais tout simplement en vue de donner une idée plus complète de l'organisation nationale de crédit agricole, afin de pouvoir ensuite envisager une organisation plus large de crédit agricole, c'est-à-dire l'organisation internationale de crédit agricole. En outre, lorsque l'Etat intervient pour encourager, stimuler et même diriger l'activité des petites organisations coopératives et par suite, les coopérateurs eux-mêmes, il est juste de lui prêter une attention plus grande.

D'ailleurs, si l'on se place sur le terrain pratique du crédit agricole national et international, on doit reconnaître que désormais la question de crédit agricole ne se pose plus sans l'intervention de l'Etat et sans contribution de celui-ci. Le temps est déjà passé où le sort des cultivateurs était laissé à eux-mêmes et livré à la merci des usuriers ou des banques privées. Maintenant c'est l'Etat qui s'en occupe soit en vue de leur fournir la terre nécessaire pour cultiver, soit de leur venir en aide pour se procurer l'outillage et le cheptel indispensables pour l'exploitation de leurs terres. De plus la question

de crédit agricole est déjà sortie d'un plan national pour devenir une question tout à fait internationale et même mondiale. Cependant, une remarque s'impose c'est que, pour que l'organisation internationale de crédit agricole soit possible, il faut avant tout que chaque Etat possède une armature solide et stable de crédit agricole, autrement dit, il faut organiser ce crédit sur le plan national d'abord, puis procéder à son organisation sur le plan international, de sorte que, dans une rationalisation rendue plus sûre, plus rapide, moins coûteuse, puisse se résoudre la question épineuse du crédit agricole.

CHAPITRE II

LA FRANCE

La France est un pays mi-industriel, mi-agricole. Quoique l'industrie ait pris un essor important, l'agriculture est restée quand même la principale branche de l'activité économique de la France. La moitié de la population vit du sol et sur le sol. « Sur quarante millions de français de la métropole, la moitié est représentée par des terriens ; sur plus de soixante millions d'habitants de la France, la presque totalité vit des produits du sol. Donc, en réalité, son marché intérieur se compose pour 4/5 de travailleurs vivant directement des produits du sol. Ils sont, et c'est là un fait essentiel, répartis sur toutes les latitudes et produisent, ou pourraient produire, toutes les marchandises faisant l'objet de ses échanges. Dans ce sens, la France se trouve dans une situation économique équilibrée » (1).

En outre la France est un des pays les plus favorisés par la nature pour échanger ses produits fabriqués et agricoles. Elle occupe le centre des terres habitées du globe, elle est sur trois mers et est entourée de grands pays industriels surpeuplés, largement tributaires de l'échange pour la nourriture de leurs habitants.

La fertilité de son sol, la diversité de son climat lui permettent des productions variées dont le volume s'ac-

(1) Georges Lefebvre : « Vers une Economie nouvelle ». Le temps agricole, 28 Juin 1931.

croît régulièrement ; elle récolte des produits d'une qualité exceptionnelle ou s'améliorant chaque année. De plus, ses colonies qui s'étendent du 50° latitude nord au 50° latitude sud sont aptes à produire à peu près tous les produits exotiques recherchés par les consommateurs des pays civilisés. Celles-ci offrent aux Français un marché privilégié de plus de soixante millions d'êtres humains.

En ce qui concerne le paysan français, une caractéristique marquée mérite d'être signalée, c'est la prépondérance de son esprit individualiste avec tous ses avantages et ses défauts ; il est habitué à être libre dans ses pensées, dans ses actions et dans toutes les manifestations de son individu. Il veut agir selon ses conceptions et ses manières sans imiter ses voisins et sans s'occuper de leurs travaux. Il est méfiant envers tous et n'a confiance qu'en lui seul. Il est moins flexible pour la discipline et par suite pour toutes les associations soit professionnelles soit coopératives. La naissance du mouvement coopératif si tardif en France n'est dûe qu'à cette bonne ou mauvaise qualité de son esprit. Les efforts du gouvernement français dans le fléchissement de cet individualisme méritent tout éloge. M. A. Tardieu dans ses discours prononcés aux banquets organisés par les agriculteurs, a répété maintes fois que l'esprit de l'organisation professionnelle et coopérative n'a pas pris un développement aussi large que dans les autres pays. L'organisation professionnelle et l'organisation coopérative se retrouvent plusieurs fois dans ses discours. A propos de la loi relative aux statuts juridiques des coopératives en France, M. Tardieu, Ministre de

L'Agriculture a dit : « Tout d'abord, il y a des lieux où souffle l'esprit coopératif et il existe une loi de l'évolution des coopératives. L'esprit coopératif naît souvent en période de crise, en face du danger, comme l'union sacrée en période de guerre... mais pour que la réussite des coopératives soit garantie, il faut que les sociétaires possèdent des disciplines coopératives, qu'ils soient pénétrés de l'idéal mutualiste, qu'ils aient des chefs, des entraîneurs et qu'ils aient confiance en ces derniers ». En appréciant le rôle du gouvernement, il a ajouté : « Le rôle du gouvernement est de venir en aide aux organisations professionnelles, à la condition que celles-ci se manifestent ».

Le paysan français grâce à son intelligence propre et aux facilités qui lui ont été données, a su très rationnellement utiliser toutes les mesures prises par le gouvernement et toutes les aides provenant de la dotation du crédit agricole.

SECTION I

LA LEGISLATION POSITIVE
SUR LE CREDIT AGRICOLE

1) *Avant la Loi du 5 Août 1920*

L'agriculture dans son évolution, n'a pas suivi les autres branches économiques : industrie et commerce, dans leur activité et leur développement. Sa marche est restée tardive et plus lente. Le problème du crédit industriel et commercial était presque résolu quand le problème du crédit agricole s'est posé en France à cause du perfectionnement rapide du machinisme et de l'exigence de l'agriculture qui devait se mettre en harmonie avec lui. Les économistes et les hommes d'Etat se demandaient à ce moment là, par quel moyen on pouvait atteindre le but désiré. M. Juisseaux de bonne heure demandait « le moyen d'acheter en temps opportun et au meilleur marché possible les bestiaux et les engrais, de protéger les travaux d'améliorations foncières, de choisir le moment favorable pour l'écoulement des produits du sol par un perfectionnement des moyens d'exploitation, de contribuer d'une manière plus effective à alimenter les sources de la prospérité du pays ». Mais la réalité était loin de cette idée. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle il n'y avait pas en France d'institution pouvant mettre dans de bonnes conditions, des capitaux à la disposition des agriculteurs qui étaient ainsi obligés de s'adresser aux particuliers pour le crédit, seulement à

moyen et à long terme. Le crédit à court terme n'existait pas parce que le monde ne connaissait pas encore ses avantages. « Pendant la première moitié du XIX^e siècle on essaya bien de créer des institutions de crédit agricole mais on se borna à copier l'organisation des banques commerciales et industrielles et les tentatives échouèrent » (2). Or, le crédit agricole, dans le sens que nous lui donnons aujourd'hui n'existait pas à cette époque là.

Le meilleur moyen de parer à ce mal, Léon Say et d'autres le voyaient dans l'association professionnelle, dans les associations de crédit mutuel, type Delitch ou Reiffeisen qui depuis longtemps fonctionnaient en Allemagne, en Belgique et en Italie et qui ont donné des résultats incontestablement utiles à la classe moyenne ou pauvre.

La loi de 1884 votée sur les Syndicats professionnels donnait aux agriculteurs le droit de se grouper pour la défense de leurs intérêts professionnels et économiques. « Cette loi, bien qu'indirectement, a été la base d'une organisation professionnelle et les associations agricoles qui en sont issues constituent la base de l'organisation actuelle du crédit agricole en France » (3).

La première loi sur le crédit agricole est celle du 5 Novembre 1894, relative à la création et au fonctionnement des sociétés coopératives de crédit par les Syndicats agricoles ou par les membres de ces Syndicats. En votant cette loi, le législateur français voulait aider

(2) Tardy (L.) : « Le crédit agricole et la coopération en France ». Rev. Int. d'Agriculture, 1929.

(3) Ibidem, op. cit. p. 312.

les syndicats agricoles en constituant « à leur profit une nouvelle forme de Sociétés anonymes de crédit mutuel dont les membres seuls peuvent faire partie, sociétés sans actions, sans dividendes, dont tout élément de spéculation est rigoureusement banni et où le capital social ne peut recevoir que des intérêts limités. On peut désigner ces sociétés nouvelles sous le nom de Sociétés de Crédit Mutuel à forme syndicale » (4).

La deuxième loi sur le crédit agricole était votée un peu plus tard, le 31 Mars 1899 sur la proposition de M. Viger, par laquelle le législateur a institué les caisses régionales de crédit agricole, destinées à coordonner les caisses locales et les doubler, à leur donner plus d'assise en facilitant leurs opérations par l'escompte des effets souscrits par les membres des caisses locales. Elles peuvent également consentir des avances aux caisses locales pour donner de l'aisance à leur service de trésorerie. Les ressources nécessaires à leur bon fonctionnement sont fournies par l'Etat en vertu de la loi du 17 Novembre 1897, portant renouvellement du privilège de la Banque de France. Il mettait à leur disposition un gros fonds de roulement. Il leur avance sans intérêts, les 40.000.000 de francs que lui-même avait reçus en prêt de la Banque de France, ainsi que les redevances annuelles que cette dernière devait remettre à l'Etat et dont le maximum était fixé à un million de francs par la convention du 31 Octobre 1896.

Ces deux lois sont très importantes car elles con-

(4) Rapport de M. M/J. Bouleire au congrès de Paris de 1910 sur les principes de la législation sur la coopération du crédit. Actes de congrès.

tiennent en germe les futures dispositions de la loi du 5 Août 1920. Mais elles avaient organisé seulement le crédit à court terme. Elles permettaient aux agriculteurs de se procurer le crédit de roulement; les coopératives de production, de transformation et de vente des produits agricoles qui avaient un besoin vital pour leur existence, ne pouvaient pas s'en servir. Le législateur l'a bien compris et par la loi du 29 Décembre 1926 il a comblé cette lacune en instituant le crédit collectif à long terme. Elle a été complétée par deux décrets, l'un du 31 Mai 1907 qui a déterminé la nature des opérations par lesquelles les coopératives doivent recevoir les avances, l'autre du 26 Août 1907 qui a fixé les conditions que les coopératives doivent remplir pour recevoir ces avances.

D'après la loi du 23 Décembre 1906, les Sociétés coopératives agricoles peuvent recevoir les fonds nécessaires pour les opérations prévues par l'article 6, paragraphe 1, du décret du 31 Mai 1907, ainsi conçu: « peuvent seules donner lieu aux avances de l'Etat, les opérations concernant la production, la transformation, la conservation et la vente des produits agricoles; l'organisation, la construction, l'installation et l'appropriation des bâtiments, ateliers, magasins, matériel de transport; l'achat et l'utilisation des machines et instruments nécessaires aux opérations agricoles d'intérêt collectif ». Le délai moyen des prêts est d'un maximum de 25 ans. Les avances peuvent excéder le double du capital de la Société coopérative agricole versé en espèces. Les garanties que les Sociétés coopératives doivent fournir pour le remboursement des avances sont expressé-

ment prévues par l'article 10 du décret du 26 Août 1906.

La loi du 19 Mars 1910 instituait le crédit individuel à long terme. Par elle, le législateur avait l'intention de favoriser l'organisation des petites propriétés rurales pour les travailleurs agricoles, de sorte que ceux-ci, devenus propriétaires, abandonnent l'idée de désertier la campagne.

Toutes ces lois, bien qu'elles aient subi des modifications générales par des lois ultérieures, jusqu'en 1920, ont donné au crédit agricole une base aussi solide que possible. La loi du 5 Août 1920 qui avait pour tendance d'apporter une réforme à toutes ces lois et règlements, n'est que la modification pure et simple. Elle les a formellement abrogées, mais elles sont restées, avec peu de modifications, ce qu'elles étaient dans leur forme primitive.

2) *Loi du 5 Août 1920*

et les Lois postérieures sur le Crédit Agricole

La loi du 5 Août 1920 a formellement abrogé les lois antérieures. Les stipulations établies par les lois précédentes sont rapprochées, modifiées, et coordonnées de façon qu'elles ont, du moins en apparence, perdu de leur sens primitif. La réforme apportée par cette loi consiste dans la codification des textes législatifs antérieurs sur le crédit agricole mutuel.

D'après cette loi, les caisses locales et régionales sont la cheville ouvrière du système de crédit en France. Elles conservent leur organisation primitive et toutes les attributions prévues par les lois antérieures. Leur rôle n'est que de consentir directement à leurs membres

individuels ou collectifs, les prêts dont ils peuvent avoir besoin pour leurs opérations agricoles. Dans les modalités des différentes catégories de prêts et dans la simplicité des procédés employés pour y arriver, consiste l'unique réforme du système du crédit agricole établi en France depuis 1894.

Cette loi a créé une nouvelle institution de crédit agricole : l'Office National de Crédit Agricole. Il est le dernier étage dans l'édifice administratif du crédit agricole. Il a une personnalité juridique, l'autonomie financière. Son rôle est prévu par l'article 35 de la loi et il consiste : 1) à gérer la dotation du crédit agricole, 2) gérer les dépôts de fonds reçus par les caisses régionales et qui lui sont confiés, 3) à émettre les bons par l'intermédiaire des caisses régionales, 4) à gérer les crédits votés en application de la loi du 4 Mai 1918 relative à la mise en culture des terres abandonnées, etc... Par la loi du 9 Août 1926, le nom d'Office National de Crédit Agricole est remplacé par le nom de Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Plusieurs mesures législatives et réglementaires nouvelles intéressant le crédit agricole mutuel sont intervenues au cours de cette dernière dizaine d'années, voici les principales :

La loi du 17 Décembre 1927 prévoit une nouvelle obligation pour les caisses de crédit. Elle stipule que les caisses pourront accorder des crédits aux communes et Syndicat des communes pour l'exécution des travaux ayant pour objet l'irrigation, l'assainissement des terres et leur protection contre les eaux.

La loi du 31 Mars 1929 a conservé en faveur des

caisses de crédit agricole mutuel régies par la loi de 1920 l'exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ; ces institutions ne réalisent pas de bénéfices.

La loi du 14 Juillet 1929 portant modification des articles 5 et 21 de la loi de 1920, a spécifié que les caisses de crédit agricole mutuel sont des sociétés coopératives et non pas des sociétés commerciales. Par suite elle a prévu que les dépôts de pièces qui doivent être faits par ces institutions, le seront à l'avenir au Greffe du Tribunal de Commerce.

Le décret portant règlement d'administration publique du 4 Avril 1929 a apporté aux dispositions du décret du 9 Février 1921 rendu pour l'application de la loi du 9 Août 1920, certaines modifications et additions dont la pratique avait fait ressortir la nécessité et qui, d'une manière générale ont pour objet d'améliorer les conditions de fonctionnement du crédit agricole mutuel, notamment en ce qui concerne la nécessité d'éviter le chevauchement de circonscriptions entre les caisses régionales de crédit agricole, l'organisation des dépôts de fonds, les limites entre lesquelles peut varier le taux d'intérêt des prêts à court et à moyen terme, le contrôle des institutions de crédit agricole et de coopératives agricoles, les conditions de nomination de Directeur de caisses régionales de crédit agricole mutuel, etc... (5).

(5) Journal officiel 23 Décembre 1929.

SECTION II

LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT AGRICOLE

Dans la section précédente nous avons exposé le développement de la législation française sur le crédit agricole mutuel. Nous avons vu que le législateur s'est beaucoup préoccupé de donner à l'agriculteur, toutes facilités pour labourer sa terre et l'exploiter d'une manière commode en lui procurant le crédit aux meilleures conditions possibles. Les institutions qui ont pour principale mission d'accorder le crédit agricole aux cultivateurs ou à leurs associations syndicales sont les Caisses Agricoles Locales et Régionales avec la Caisse Nationale de Crédit Agricole à leur tête, gérées par la loi de 1920 dont nous avons parlé tout à l'heure.

1) *Les Caisses Locales de Crédit Agricole*

Les caisses locales, d'après l'article 21 de la loi de 1920 modifiée par la loi du 14 Juillet 1929, sont les sociétés coopératives de crédit agricole mutuel à responsabilité limitée. Elles peuvent être constituées par tout ou partie des membres d'une des associations suivantes ou par les Sociétés ou Associations elles-mêmes : Syndicats agricoles, Sociétés d'associations mutuelles agricoles, régies par la loi du 4 Juillet 1910. Sociétés coopératives agricoles, Associations syndicales et sociétés diverses d'intérêt collectif agricole, énumérées à l'article

22 de ladite loi. Pour leur capital social, la loi dans son article 3 stipule qu'il ne peut être formé par les souscripteurs d'actions, mais il doit l'être par les souscripteurs au moyen de parts. Ces parts seront nominatives et ne seront transmissibles que par voie de cession avec l'agrément de la caisse. La part est un titre n'engageant la responsabilité du titulaire que pour sa valeur. Avec cette prescription, le législateur a voulu déjouer la spéculation. Les faveurs du crédit agricole ne doivent profiter qu'à des agriculteurs. La part sociale est presque toujours de valeur égale. La Société est constituée après le versement du quart du capital souscrit. En ce qui concerne la rédaction des statuts, la loi de 1920 dans son article 16, prévoit des obligations auxquelles toute société doit se conformer. Ces statuts détermineront le siège social, la circonscription territoriale, le mode d'administration, la nature et l'étendue de ses opérations, la composition du capital social, l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombe à chaque sociétaire dans les engagements pris par la caisse; la durée de la société, prescription des bénéfices à attribuer au fonds de réserve le taux d'intérêt des parts et le maximum de dépôts à recevoir.

A) *Organisation.* — La loi de 1920 déclare, comme nous venons de le dire, que les statuts déterminent le mode d'administration des caisses de crédit agricole. En pratique les administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale.

1) *Le conseil d'administration* est formé de trois à cinq membres parmi lesquels on choisit un Président qui reçoit les délégations et représente la société en jus-

tice et dans les contrats qu'elle passe. Les membres du conseil sont élus à la majorité par l'assemblée générale des sociétaires.

Les attributions du conseil sont les suivantes :

Il s'occupe de la gestion journalière de la Société et de ses opérations sans avoir besoin de recourir à l'assemblée. Il dispose des fonds pour les prêts, il signe les effets de commerce, il emprunte, reçoit des dépôts et des remboursements, il consent à l'ouverture de crédits, accepte des garanties variables et exerce en justice les poursuites nécessaires pour faire payer les débiteurs de la caisse. C'est le Conseil d'Administration qui juge de la moralité de l'emprunteur et des garanties qu'il offre. En cas de besoin il s'adresse à la caisse régionale pour obtenir des avances, ou à de simples particuliers pour contracter des emprunts.

Les décisions sont prises généralement à la majorité du conseil. Le Directeur ou Président est délégué pour représenter la Société. On désigne généralement un secrétaire. Le Conseil d'Administration a soin de choisir le comptable de la caisse, le seul employé qui sera rétribué dans les sociétés ou l'administration est gratuite et dont le capital sera du reste intermittent.

2) *Assemblée Générale.* — La loi est muette sur cette question, mais on peut dire que l'assemblée générale ordinaire se résume dans ces deux fonctions : approuver les comptes-rendus par les administrateurs et procéder à la nomination de ceux-ci lorsque leur mandat est venu à expiration.

Les caisses de crédit agricole sont soumises à l'obligation de tenir une assemblée annuelle. La date fixée

par les statuts est laissée à l'initiative des administrateurs qui sont considérés comme responsables de sa convocation. Le décret du 4 Avril 1929 stipule que cette assemblée ordinaire doit être tenue avant le 1^{er} Mars de chaque année, donc dans le courant de Février. Le quorum nécessaire pour que l'assemblée puisse délibérer à la première convocation est du quart du capital social. Aucun minimum n'est fixé pour la deuxième. Les décisions seront prises à la majorité, majorité que les statuts pourront fixer librement en donnant droit de vote à chaque porteur pour chaque part et en limitant ce droit à un intérêt supérieur pris à la société.

B) *Opérations.* — Suivant l'article 11 de la loi du 5 Avril 1920, la principale mission des caisses de crédit agricole, est « de faciliter et de garantir les opérations concernant la production agricole effectuée par les sociétaires individuels et collectifs ». Comme on voit donc, la loi ne laisse pas la liberté discrétionnaire aux caisses mais elle leur détermine leur rôle et leur interdit toutes les autres opérations qui auront pour but de déjouer les spéculations quelconques. L'article 14 est ainsi conçu : « Les opérations autres que celles prévues par la loi précédente leur sont interdites. Cette interdiction est prononcée en faveur de ceux que la loi a voulu protéger en leur accordant les moyens nécessaires à la production agricole, mais pas en faveur d'une autre sorte de production.

Les opérations actives consistent dans l'autorisation de trois sortes de crédit expressément prévues par la loi ; dans l'escompte des effets de commerce, des billets à ordre, des lettres de change, dans l'ouverture de cré-

dit sur titres et dans les autres opérations bancaires : paiement, recouvrements, etc...

Les opérations passives consistent dans la perception des dépôts de fonds, de titres avec ou sans intérêts, qui peuvent de leur côté servir comme des ressources par lesquelles les caisses alimentent leurs avances et de l'autre côté tendent à favoriser l'épargne dans les campagnes.

Les principales opérations que la loi permet aux caisses d'effectuer, sont prévues par l'article 6 : 1) les prêts individuels ou collectifs à court terme, 2) les prêts individuels ou collectifs à moyen terme, 3) les prêts individuels à long terme.

1) La première opération prévue par la loi c'est le prêt à court terme. La durée de cette opération ne peut pas excéder une année. Elle permet aux cultivateurs de se procurer le crédit nécessaire pour leur exploitation rurale : achat d'engrais, de semences, paiement des salaires des ouvriers, etc... en un mot ce n'est que le crédit de roulement. Le maximum de ce prêt n'est pas fixé par la loi mais il est déterminé d'après le montant de la somme réclamée et la valeur des garanties fournies. Le taux d'intérêt consenti par les caisses ne peut pas être inférieur au taux d'intérêt servi aux parts sociales ni supérieur de 1 % au taux d'escompte de la banque de France.

2) La deuxième opération prévue par la loi c'est le prêt à moyen terme. C'est une invention créée par cette loi. D'après les tendances visées par les législateurs, ce prêt peut être considéré comme un prêt de l'industrie agricole. Il a spécialement pour objet de faciliter aux

agriculteurs des opérations qui, par leur nature ou leur importance ne permettent que dans un certain délai l'amortissement des capitaux engagés. Ces opérations sont notamment relatives à l'aménagement des exploitations rurales, à l'achat d'animaux ou de matériel, à l'extension ou à la réparation des bâtiments à usage agricole, à des améliorations foncières, etc... Les prêts à moyen terme sont remboursables par annuités dans un délai de dix ans au maximum. Leur taux d'intérêt comme pour le premier ne peut pas être inférieur au taux d'intérêt servi aux parts sociales des caisses de crédit agricole, ni supérieur de plus de 1 % au taux des avances sur titres de la Banque de France (Décret du 9 Février 1921 modifié par le décret du 4 Avril 1929).

3) La troisième opération prévue par la loi c'est le prêt individuel à long terme pour faciliter l'accèsion à une petite propriété rurale. Ils ont pour objet de faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation ou la reconstitution des petites exploitations rurales que les emprunteurs doivent s'engager par écrit à cultiver eux-mêmes ou avec l'aide de leur famille. Ils donnent ainsi au travailleur agricole, la possibilité de devenir propriétaire d'un petit domaine dont l'exploitation peut assurer son existence et celle de sa famille et où il lui sera possible d'élever ses enfants dans l'amour de la terre.

Les prêts individuels à long terme offrent d'autre part aux petits cultivateurs déjà établis les ressources dont ils peuvent avoir besoin pour agrandir leur exploitation ou faire construire les bâtiments indispensables. Ils peuvent encore assurer le maintien d'une petite pro-

priété dans une même famille ou donnant la possibilité à l'un des enfants, en cas de décès des parents, de racheter le petit domaine familial. Ces prêts peuvent aussi en application de l'art. 67 de la loi des finances du 8 Décembre 1926, être consentis en vue de l'acquisition de la construction d'habitation de travailleurs ruraux. Avec ces prêts l'Etat contribue ainsi d'une manière efficace à l'exode de la population rurale vers la ville, à combattre la crise du logement dans la campagne et rétablir l'ordre et la stabilisation d'une très haute portée sociale.

Le maximum des prêts est de 40.000 francs et sa durée maximum est de 25 ans. Taux d'intérêt en règle générale est fixé à 2 %, 1 % pour les possessionnés militaires et victimes civiles de la guerre avec bonification de 0,50 versés annuellement pour l'Etat ou atténuation des annuités à servir à l'emprunteur.

La loi pose les conditions en ce qui concerne les prêts déjà exposés. Elle pose la règle que les agriculteurs qui veulent contracter un emprunt doivent toujours faire partie d'une caisse locale. S'agit-il d'un prêt à court terme la compétence est donnée à la caisse locale qui peut escompter les effets ou les faire escompter par la caisse régionale. Pour les deux autres sortes de prêts, la compétence est donnée à la caisse régionale de crédit agricole.

C) *Résultats.* — Le fonctionnement des caisses locales de l'origine jusqu'à nos jours a donné des résultats satisfaisants. Sans aller très loin, à cause du temps, qui nous manque, nous donnerons quelques renseignements statistiques fournis par le rapport présenté au Prési-

dent de la République par le Ministre de l'Agriculture pour les opérations faites par les caisses régionales de crédit agricole pour l'exercice de l'année 1929.

D'après ces renseignements au 31 Décembre 1929 le nombre des caisses locales affiliées aux caisses régionales ayant reçu des avances de l'Etat étaient de 5.837. Les 439.417 chefs de famille agricoles membres de ces caisses étaient les bénéficiaires directs du crédit; les 400 familles de cultivateurs affiliées en coopératives agricoles et 1 million environ d'agriculteurs adhérents au Syndicat agricole étaient les bénéficiaires indirects du crédit agricole par les caisses.

Le montant du capital social versé des caisses locales du crédit agricole, était au 31 Décembre 1929 de 82.838.060 francs et celui de leurs réserves de prêts de 28.000.000 de francs. Le montant des prêts à court terme en cours dans les caisses locales de crédit agricole au 31 Décembre 1928 était de 545.740.105; le montant des prêts à court terme nouveau a été en 1929 de 787.225.618 francs. Les remboursements sur prêts se sont élevés en 1929 à 634.932.478 francs; le solde des prêts à court terme dans les caisses locales en 1929 était de 708.033.241 francs. D'autre part le montant des effets à court terme escomptés par les caisses régionales avec la signature apposée par les caisses locales en cours au 31 Décembre 1928 était de 535.011.366 francs et celui des effets à court terme nouveau escompté par elle en 1929 était de 735.707.360 francs. Les remboursements sur l'effet à court terme escomptés se sont élevés en 1929 à 574.778.714 francs. Le solde des effets à court terme escompté par les caisses régionales au 31 Décembre 1929 était ainsi de 695.940.012 francs.

De ce qui précède il résulte que les crédits à court terme se développent très normalement dans les caisses de crédit agricole. Pendant ce laps de temps, entre 1928 et 1929 le chiffre de prêts est monté de 300.000.000 de francs environ ce qui est un grand succès pour les caisses et un gros avantage pour les agriculteurs français.

§ 2. — *Les caisses régionales de Crédit agricole*

Les caisses régionales de crédit forment le deuxième échelon du système établi par la loi de 1920 sur l'organisation du crédit agricole mutuel. Elles sont les organes de transmission et de répartition de la dotation du crédit agricole de l'Etat. Elles reçoivent des subventions de la caisse Nationale de crédit qui centralise le système et le distribue aux membres des caisses locales par l'intermédiaire de celles-ci. Elles ne s'occupent pas des membres individuels sociétaires des caisses, mais seulement des caisses locales elles-mêmes, qui se trouvent incluses et qui ne sont pas rattachées déjà à une autre caisse régionale art. 12. Ces sociétaires sont donc des individus faisant déjà partie d'une caisse locale affiliée, d'un simple syndicat agricole ou d'une société d'assurances agricoles des syndicats agricoles, des caisses locales déjà organisées et des Sociétés d'assurances mutuelles.

Elles se constituent au moyen de parts, mais les $\frac{2}{3}$ de ces parts sont réservés aux caisses locales. L'étendue territoriale de leur fonctionnement n'est pas limitée à une circonscription administrative, mais la société elle-même la définit d'après les besoins de la région. Pour

faciliter les opérations l'Etat met par l'intermédiaire de la caisse nationale à leur disposition, des avances remboursables de la Banque de France, de 40.000.000 et une partie du produit des redevances annuelles que la Banque de France verse au Trésor en application des lois portant renouvellement de son privilège.

A) *Administration.* — Nous avons déjà dit que la loi est muette sur le mode d'organisation des caisses locales de crédit agricole. Son art. 16 stipule que ce sont les statuts de la caisse qui la déterminent. Ordinairement, ce qui se fait dans la pratique, la caisse régionale est administrée par un conseil d'administration et par un conseil général.

1) Le conseil d'administration est composé de 18 membres, dont 12 nommés par l'assemblée générale parmi les porteurs de parts, et les 6 autres délégués par les caisses locales, affiliées d'après un roulement établi par le conseil d'administration de la caisse régionale.

Le Conseil nomme chaque année son Président, ses vice-Présidents et ses Directeurs. Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un Directeur, à un ou plusieurs de ses administrateurs, à son secrétaire pour l'exécution des décisions de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration.

Le conseil se réunit toutes les fois que les circonstances l'exigent et au moins quatre fois par an. Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix des membres présents; en cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante. Le conseil délibère valablement lorsque le nombre des administrateurs présents est égal au quart du nombre de ses membres.

Le conseil a pleins pouvoirs pour décider et ordonner toutes opérations prévues par les statuts. Notamment, il règle les services des dépôts, les bons à émettre, fixe le taux de l'escompte et des avances, fixe le maximum du crédit d'escompte ou d'avance à ouvrir aux caisses locales. D'autre part, le conseil peut faire encaisser les sommes dues à la caisse régionale à quelque titre que ce soit, ou donner quittance, plaider, transiger, compromettre, se concilier, faire toutes mainlevées d'oppositions, saisies ou inscriptions, le tout avec ou sans paiement, intenter ou suivre toute action judiciaire ou autre, soit en demandant soit en défendant, exercer toutes poursuites, faire tout acte conservatoire, etc...

2) L'assemblée générale est composée de tous les sociétaires porteurs de parts depuis plus de trois mois. Régulièrement constituée elle représente l'universalité des sociétaires, ses décisions sont obligatoires pour tous les sociétaires, même pour les absents.

L'assemblée générale se réunit chaque année avant le 5 Février. Elle est présidée par le Président du Conseil d'administration ou à son défaut par le vice président. Les décisions sont prises à la majorité des voix. Chaque sociétaire dans l'assemblée générale n'a droit qu'à une voix quel que soit le nombre de parts qu'il possède ; il peut se faire représenter par un autre sociétaire porteur d'un mandat écrit, et qui dans ce cas dispose en outre de sa voix personnelle d'une voix par sociétaire qu'il représente, sans pouvoir représenter plus de 5 Sociétaires individuels ou collectifs. Toute caisse locale

attribuée a droit d'abord à une voix, quel que soit le nom

tant de sa souscription, puis à une voix pour cent parts sans qu'elle puisse avoir ainsi plus de 5 voix supplémentaires.

L'assemblée générale procède à la nomination et au renouvellement du conseil d'administration tous les ans par trois. Les premiers membres sortants sont désignés par le sort. Tous les membres sortants sont rééligibles; elle désigne deux commissaires pris en dehors du conseil d'administration et chargés de faire un rapport à l'assemblée générale de l'année suivante sur la situation de la caisse régionale. Elle fixe annuellement à la fin de l'exercice, l'intérêt des parts, statue sur les remboursements des parts; elle fixe la valeur de ces parts sans qu'elles puissent dépasser le montant des sommes versées. Elle statue sur les versements qu'il y a lieu d'affecter au fonds de réserve, discute et approuve les comptes, décide l'augmentation du capital, confère aux administrateurs les autorisations nécessaires dans tous les cas où les pouvoirs qui leur sont attribués seront insuffisants. En un mot l'assemblée générale délibère sur toutes les questions intéressant la société.

B) *Opérations.* — Les caisses régionales ayant pour but de faciliter les opérations concernant la production agricole, peuvent faire :

a) faciliter les opérations à court terme, à moyen terme et à long terme, effectuer par les membres des caisses locales de crédit agricole mutuel de leur circonscription et garanties par ces sociétés;

b) transmettre aux sociétés coopératives agricoles, aux associations syndicales, ou à tout autre groupe-

ment, les avances spéciales qui peuvent leur être consenties par l'Etat.

c) Réescompter après l'endossement par les caisses locales qui leur sont affiliées, les effets souscrits par les sociétaires de ces caisses;

d) faire aux caisses locales affiliées des avances pour leur fonds de roulement dans la proportion fixée à l'article 12, § 4, de la loi du 5 Août 1920;

e) recevoir de tous sociétaires des dépôts de titres;

f) contracter les emprunts nécessaires à la constitution ou à l'augmentation de son fonds de roulement; si la caisse a fait appel au concours financier de l'Etat ces emprunts doivent être préalablement soumis à l'autorisation du ministre de l'agriculture.

g) faire réescompter son portefeuille en partie ou en totalité;

h) se charger de tous paiements ou recouvrements à faire dans l'intérêt de ses sociétaires, caisses locales;

i) placer les fonds momentanément inutilisés, se faire consentir des avances pour titres, etc...

Toutes opérations autres que celles qui sont autorisées par la loi de 1920 ou les lois subséquentes en la matière, leur sont interdites.

Les caisses régionales sont investies du pouvoir de contrôler la gestion des caisses locales. L'article 5, § 3, du décret du 11 Avril 1905 a établi ce contrôle: « les caisses régionales exercent sur les caisses locales affiliées une surveillance et un contrôle régulier effectif. Elles exigent de ces sociétés des pièces justifiant l'emploi agricole des capitaux prêtés, le dépôt de leurs statuts, du relevé de leurs opérations, de l'état détaillé de

leurs créances actives et passives, complété par le bilan. Le dépôt sera fait au moins une fois chaque année, au plus tard dans la première quinzaine de Février »).

C) *Resultats*. — La commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole dans ses réunions tenues en vertu de l'art. 38 du décret du 19 Février 1929 d'après le rapport présenté par le conseil d'administration a établi le résultat obtenu par le fonctionnement des caisses régionales de crédit agricole. Selon les renseignements statistiques fournis par les caisses régionales le bilan de leurs opérations est le suivant : à la fin de l'année 1929, 100 caisses régionales de crédit agricoles avaient reçu des avances de la caisse nationale de crédit agricole. Le capital versé de ces caisses qui était de 95.694.046 francs au 31 Décembre 1928 s'élevait à 117.715.816 francs au 31 Décembre 1929. L'augmentation de ce capital au cours de l'année 1929 a donc été de 22.027.770 francs ce qui représente plus du cinquième de ce capital. Pendant la même période les réserves des caisses régionales sont passées de 85.141.092 francs à 100.831.614 francs, se rapprochant ainsi du montant du capital social de ces institutions. Les dépôts confiés par les agriculteurs aux caisses régionales au 31 Décembre 1928 étaient de 1.785.000.000 de francs, au 31 Décembre 1929 ils s'élevaient à 2.341.000.000 de francs. De ces chiffres on voit clairement combien les caisses régionales ont conquis la confiance du public agricole français. Afin de donner une image claire du développement des dépôts qu'ont reçu les caisses régionales de crédit agricole en 1921 et 1929 nous dressons le tableau statistique suivant :

ANNEES	Total des dépôts reçus dans l'année	Solde des dépôts au 31 décembre
1921	151.000.000	33.000.000
1922	168.000.000	47.000.000
1923	233.000.000	57.000.000
1924	298.000.000	83.000.000
1925	467.000.000	155.000.000
1926	746.000.000	269.000.000
1927	1.181.000.000	440.000.000
1928	1.785.000.000	633.000.000
1929	2.341.000.000	795.000.000

En ce qui concerne les opérations effectuées par les caisses régionales, le rapport présenté au Président de la République par le ministre de l'Agriculture nous offre les données statistiques suivantes: le montant des avances pour prêts à court terme sur la dotation du crédit agricole dont disposent les caisses régionales à la date du 31 Décembre 1929 étaient seulement de 62.565.000 francs. Quant aux effets réescomptés en banque par les caisses régionales au 31 Décembre 1929 ils étaient de 64.330.638 francs. Pour les opérations effectuées par les caisses régionales de crédit agricole leur bilan est dressé par le tableau statistique n° 1.

2) pour les opérations effectuées par les caisses régionales de crédit agricole pour le crédit à moyen terme, les renseignements statistiques nous présentent l'état suivant: le montant des prêts à moyen terme en cours au 31 Décembre 1928 était de 280.867.371 francs. Ce chiffre était réparti entre 32.522 prêts sur les demandes. Au cours de 1929 les caisses ont consenti encore des prêts

TABLEAU N° 1

ANNEES	EFFETS à court terme escomptés par les caisses régionales en cours au 1 ^{er} janvier	EFFETS à court terme nouveaux escomptés par les caisses régionales au cours de l'année (renouvellements non compris)	TOTAL	REMBOURSEMENTS effectués au cours de l'année sur les effets à court terme escomptés par les caisses régionales	EFFETS à court terme escomptés par les caisses régionales en cours au 31 décembre
	francs »	francs 872.509.984	francs 872.509.984	francs 790.535.287	francs (1) 81.974.697
1899-1920					
1921	81.974.697	108.904.670	190.879.367	98.570.476	92.308.891
1922	92.308.891	132.881.977	225.190.868	99.550.520	125.640.348
1923	125.640.348	172.648.200	298.288.548	143.406.001	154.882.547
1924	154.882.547	223.254.111	378.136.658	185.123.390	193.013.268
1925	193.013.268	287.672.738	480.686.006	242.109.923	238.576.083
1926	238.576.083	361.439.489	600.015.572	300.439.370	299.576.202
1927	299.576.202	453.539.713	753.115.915	338.650.490	414.465.425
1928	414.465.425	579.775.679	994.241.104	459.229.738	535.011.363
1929	535.011.366	735.707.360	1.270.718.726	574.778.714	695.940.012
	»	3.055.823.937	»	2.441.858.622	»

nouveau à moyen terme. Leur chiffre était de 12.867 dont le montant a été de 262.244.575 francs. Le tableau n° 2 indique le nombre et le montant des prêts à moyen terme consentis par les caisses régionales de crédit agricole et les remboursements effectués sur les prêts au 31 Décembre 1929.

3) Quant aux prêts individuels à long terme ordinaires leur chiffre est le suivant : leur montant en cours au 31 Décembre 1928 était de 250.910.911 frs 37, en 1929 il a été de 128.026.962 francs.

TABLEAU N° 2

ANNÉES	PRÊTS à moyen terme en cours au 1 ^{er} janvier		PRÊTS A MOYEN TERME NOUVEAUX consentis au cours de l'année		TOTAL	REMBOURSEMENTS effectués au cours de l'année sur les prêts à moyen terme	PRÊTS à moyen terme en cours au 31 décembre
	francs		Nombre	Montant	francs	francs	francs
Antérieurement à 1920.	francs		578	3.295.960	3.295.960	261.824	3.034.136
1921	3.034.136	558		4.782.403	7.816.539	1.131.963	6.684.576
1922	6.684.576	1.411		11.836.079	1 8.520.655	3.738.965	14.781.690
1923	14.781.690	2.158		20.346.402	35.128.092	4.123.572	31.004.520
1924	31.004.520	3.263		30.108.866	61.113.386	7.919.660	53.193.726
1925	53.193.726	4.179		49.229.671	102.423.397	12.660.909	89.822.488
1926	89.822.488	4.837		63.117.643	152.940.131	20.830.123	132.110.008
1927	132.110.008	6.408		87.687.443	219.797.451	27.010.084	192.787.367
1928	192.787.367	9.130		137.686.796	330.474.163	49.606.792	280.867.371
1929	280.867.371	12.864		262.244.575	543.111.946	100.164.624	(1) 442.947.322
	»	44.808		667.039.878	»	227.126.692	»

§ 3. — *La caisse nationale de crédit agricole*

Au sommet de cet édifice administratif institué par la loi de 1920 se trouve d'abord, l'Office National de Crédit Agricole, ensuite par la loi de 1926 « Caisse Nationale de Crédit Agricole ». C'est un établissement public possédant l'autonomie financière. Il établit son budget de recettes et de dépenses indépendamment du budget de l'Etat et exerce avec une pleine capacité tous les actes qui rentrent dans ses attributions. Art. 35. Il a pour mission de procurer aux institutions inférieures de crédit agricole, les ressources nécessaires à leur bon fonctionnement et de les répartir d'une manière équitable. Il a aussi pour but de coordonner l'activité de toutes ses institutions en leur faisant suivre une politique agricole unitaire. Il est donc une institution centrale de crédit agricole, une banque officielle de crédit agricole en France.

A) *Organisation.* — Le mode de l'organisation de la caisse nationale de crédit agricole est prévu par la loi, art. 36, et le décret du 9 Février 1921. La caisse nationale de crédit agricole est administrée par quatre éléments qui entre eux partagent la gestion et l'administration. Ce sont : la commission plénière, le conseil d'administration, le Directeur et l'agent comptable.

1°) La commission plénière est composée de 30 membres : six membres du Sénat et de la chambre des députés élus à raison de 3 pour chacune des assemblées ; 12 délégués élus par les caisses de crédit agricole mutuel, douze membres nommés par décret du ministre de l'Agriculture ou de ministre des Finances et choisis par-

mi toutes les personnalités de l'Administration. Les membres sont élus pour quatre ans et les fonctions exercées par eux sont entièrement gratuites.

La commission ainsi formée se réunit une fois par semestre, ou plus souvent en cas de besoin, sur l'initiative de son Président qui est en droit, le ministre de l'Agriculture. Les décisions sont prises à la majorité. Un procès verbal indiquant les noms des membres présents doit être rédigé et signé par le Ministre Président et par le Directeur de la Caisse.

La commission plénière a pour but de contrôler les agissements du conseil d'administration et de recevoir ses comptes. Dans ce but ce dernier présente chaque année, un rapport sur les opérations effectuées et reçoit à ce sujet les critiques ou l'approbation de la commission. C'est elle qui choisit les administrateurs.

2°) Le conseil d'administration est une assemblée plus restreinte. Il comprend seulement sept membres que la commission plénière est appelée à élire parmi ses propres membres au scrutin secret. Sur les sept, deux sont obligatoirement les délégués des caisses régionales, les autres peuvent être indifféremment choisis parmi les autres membres. Ils sont élus pour deux ans et chaque année on procède au remplacement de trois ou quatre d'entre eux, alternativement. Les mêmes règles sont suivies pour les réunions du conseil d'administration que pour celles de l'assemblée plénière.

Le conseil d'administration a le véritable pouvoir de la caisse. C'est lui qui est compétent en droit commun, sauf les limitations apportées à ses pouvoirs par le décret ou par les fonctions des deux autres organes. C'est

lui qui gère la dotation du crédit agricole et qui, par conséquent, accorde ou refuse les avances ou fixe les intérêts et modalités; c'est lui qui administre les ressources de la caisse; fixe l'intérêt payé aux sommes déposées et les conditions de ces dépôts; il pourvoit à l'emploi des réserves; il peut contracter tout emprunt par l'émission des bons, sauf la nécessité de solliciter l'approbation du ministre par décret si ses emprunts dépassent un an ou la somme de vingt millions; il accepte les dons et legs qui peuvent être faits à la caisse etc...; il exerce d'autre part un contrôle supérieur sur le budget préparé par l'agent comptable, vérifie les comptes de celui-ci et donne un avis sur sa gestion. Il doit en outre, à la fin de chaque année, rédiger un rapport sur le fonctionnement de la caisse et transmettre celui-ci au Ministre de l'Agriculture (art. 41 du décret).

3°) Le Directeur général est un fonctionnaire nommé par décret sur la proposition du Ministre de l'Agriculture. Il est révocable sur la demande de la commission plénière et du conseil d'administration. C'est lui qui administre la caisse avec l'appui des différentes assemblées. Il est chargé de l'exécution des décisions du conseil et reçoit de lui des autorisations et des délégations, si les actes à accomplir ne rentrent pas dans ses attributions. Il est chargé de nommer les fonctionnaires de la caisse. Il représente la caisse en justice et dans tous les actes de la vie civile (Art. 42 du décret).

4°) L'agent comptable est un fonctionnaire nommé par décret sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Finances; il dépend de l'inspection du Ministre des Finances et est soumis à la juridiction de la cour des comptes.

B) *Opérations.* — La Caisse Nationale de Crédit Agricole est une institution centrale, dont la mission principale consiste dans la direction des fonds de la dotation du crédit agricole et dans la répartition de ces fonds aux institutions inférieures de crédit agricole. Les ressources de la caisse comprennent: 1) une avance temporaire de quarante millions mis à la disposition du gouvernement par la Banque de France, à l'application de la convention du 31 Octobre 1896, approuvée par la loi du 17 Novembre 1897; 2) les redevances annuelles également servies par la Banque de France, calculées en fonction du taux de l'escompte et de la circulation productive d'intérêts; 3) la participation de l'Etat aux bénéfices de la Banque; 4) le crédit ouvert pour la mise en culture des terres abandonnées, par la loi du 4 Mai 1918 et que la loi de 1920 a attribué au crédit agricole; 5) les avances de l'Etat relatives à l'électrification des campagnes en vertu de la loi du 2 Août 1923; 6) les dons et legs; 7) les fonds que la caisse nationale peut se procurer par elle-même: emprunts, dépôts des caisses régionales et de l'intérêt de ces diverses sommes lorsqu'elles en produisent.

Quant à ces opérations, l'article 28 de la loi dispose que « les avances pour prêts à court terme et à moyen terme sont consenties aux comptes courants ouverts à la Caisse Nationale de Crédit Agricole. Les avances que les caisses régionales peuvent recevoir pour l'attribution de prêts individuels à long terme sont fixés suivant le nombre important des demandes dont seront saisies les caisses régionales. Les sociétés d'intérêt collectif agricole peuvent recevoir des avances égales à six fois

leur capital versé en argent ou en nature, lorsque les statuts comportent une clause de responsabilité conjointe et solidaire de toutes les sociétés ou bien lorsque tout ou partie des membres du conseil d'administration ont souscrit un engagement solidaire de remboursement jugé, sous sa responsabilité, suffisant par les caisses régionales intermédiaires ». Ces opérations indiquées sont effectuées au moyen de comptes-courants au trésor, à la caisse de dépôts et consignations et à la Banque de France. Les fonds que la caisse accorde aux sollicitants ne sont pas fournis gratuitement, mais elle réclame un intérêt si modique qu'il soit. Les mêmes règles sont applicables à toutes les opérations de prêt que nous avons exposées auparavant.

C) *Résultats*. — En application de l'article 35 de la loi du 5 Août 1920, la caisse nationale de crédit agricole a commencé à recevoir les excédents des dépôts de fonds des caisses régionales. Les dépôts de fonds reçus en 1929 à vue ou à terme et dans les conditions fixées par le décret du 4 Avril 1929 se sont élevés à 78.674.093 francs et les retraits à 12.506.009 francs, le solde des dépôts effectués à la caisse nationale de crédit agricole était au 31 Décembre 1929 de 66.168.084 frs.

En ce qui concerne les opérations accordées par la Caisse nationale de crédit agricole, le bilan pour l'exercice 1929 est le suivant : le montant des avances s'élevait à une somme de 486.217.850 francs dont 232.524.550 francs sur la dotation du crédit agricole, 181.518.300 francs sur le crédit de la loi du 15 juillet 1928 pour prêts à moyen terme et 72.175.000 francs sur le crédit de la loi du 4 Août 1929 pour prêt à long terme. Les

opérations effectuées en compte-courant pour prêts à court terme s'élevant à 10.310.000 francs et s'ajoutant à la somme de 1.401.028.507 francs, le total des sommes mises à la disposition des caisses régionales de crédit agricole par la caisse nationale de crédit agricole au titre de la loi du 5 Août 1920 pour 1929 s'élève à 1.411.392.501 francs.

Le tableau statistique n° 3 indique pour chaque année depuis 1921 jusqu'à 1929 inclus, le montant de ces avances.

TABEAU N° 3

Assemblée Commission de Réparation 1900 à 1920		Conseil d'Administration de la Caisse Nationale de Crédit Agricole 1921 à 1929			
ANNÉES	AVANCES accordées	ANNÉES	Avances accordées		
			sur la dotation du crédit agricole	sur le crédit de 500 millions ouvert par la loi du 15 juillet 1928	sur le crédit de 250 millions ouvert par la loi du 4 août 1929
1900	684.600	1921	87.175.535	»	»
1901	2.581.085	1922	86.779.500	»	»
1902	3.788.781	1923	124.874.000	»	»
1903	1.875.030	1924	125.372.950	»	»
1904	5.245.869	1925	160.042.300	»	»
1905	5.430.301	1926	149.365.600	»	»
1906	3.717.530	1927	153.124.300	»	»
1907	5.800.715	1928	125.813.000	102.980.000	»
1908	8.750.717	1929	232.524.550	181.518.300	72.175.000
1909	9.825.290				
1910	11.386.815				
1911	17.584.630				
1912	14.119.564				
1913	11.700.500		1.245.071.735	(2) 284.498.300	72.175.000
1914 à 1917 ..	8.553.361				
1918	3.465.617	Report antérieur ...	156.010.766	1.601.745.035	
1919	13.693.000			156.010.766	
1920	27.807.361	(1) 1.401.082.501			
A reporter	156.010.766	Total général..			1.757.755.801

§ 3. — *Appréciations sur ces Institutions*

Dans les paragraphes précédents nous avons suivi pas à pas l'évolution historique de la législation française sur le crédit agricole mutuel et dans les traits généraux nous avons exposé le plus clairement possible, l'organisation et l'activité des institutions établies en France par cette législation. De tout ceci nous pouvons tirer les constatations suivantes :

Tout d'abord le législateur français quoique tardif dans son évolution, a très bien compris l'importance du problème du crédit agricole et lui a prêté une intention louable en vue de la résoudre d'une manière satisfaisante pour l'agriculture et les agriculteurs français. Afin de rendre possible et avantager le fonctionnement des institutions publiques de crédit, dont nous avons parlé, et grâce à l'expérience acquise au cours de ces quarante années, le législateur a abrogé, modifié, complété ou coordonné le texte législatif. En outre, par sa dotation de crédit agricole, il a fourni les cultivateurs et leurs associations professionnelles, ou coopératives, de crédits nécessaires pour exploiter leurs terres et atteindre le but qu'ils poursuivaient. D'autre part il veille sur la nécessité générale de l'agriculture française et selon ses besoins, prend des mesures nécessaires en vue de faciliter la production et d'alléger le fardeau des crises économiques qui pèse sur le dos des petits cultivateurs. Si l'on examine soigneusement le rapport du Ministre de l'Agriculture, présenté au Président de la République sur l'exercice du crédit agricole en France, on sera étonné de voir combien le gouvernement et le par-

lement français prêtent attention à la question du crédit agricole. Un exemple est très explicite dans ce sens. M. le Ministre de l'Agriculture dans son rapport déjà mentionné a dit : « Le Parlement a mis à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit Agricole par la loi du 15 Juillet 1929 une avance de cinquante millions de francs destinés à faciliter l'attribution de prêt à moyen terme, les ressources de la dotation du crédit agricole ayant été *reconnues insuffisantes* pour donner satisfaction aux demandes justifiées d'avance à moyen terme des caisses régionales... le Parlement a mis d'autre part à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit Agricole par la loi du 4 Août 1929 une somme de deux cent cinquante millions destinés à faciliter l'attribution des prêts à long terme, les ressources de la dotation ayant été également reconnues insuffisantes pour donner satisfaction aux demandes de prêts à long terme ».

Comme on le voit, le législateur français se rend parfaitement compte des besoins de crédit et se prête à les satisfaire. Cette politique agraire pratiquée en France mérite, à juste raison, d'être considérée comme l'unique exemple dans l'histoire de la législation et de la politique agraire en général.

Donc, l'œuvre accomplie par le législateur français est, sans beaucoup exagérer, pleine de vie et par son succès même, un démenti des plus formels à tous ceux qui ne voyaient en elle qu'une institution de parade destinée à tromper les agriculteurs et selon l'expression de M. Jaurès, à « leur donner à boire dans un verre vide ». Grâce aux efforts publics et aux efforts privés, le crédit agricole en France a fait des progrès **immenses.**

Quant aux institutions publiques nous avons constaté que :

1°) Les caisses locales de crédit agricole jouent un rôle prépondérant dans l'accomplissement de la mission confiée par les lois. Etant placées dans la campagne au sein des cultivateurs, elles se rendent facilement compte des besoins locaux de crédits ainsi que des solvabilités personnelles et gagistes des sollicitants. Quant aux besoins, elles accordent des prêts à court et à moyen terme pour la constitution d'un crédit de roulement ou en vue d'une amélioration des exploitations rurales. En ce qui touche les solvabilités gagistes, elles se renseignent mieux que personne sur les capacités professionnelles, sur l'honnêteté et sur la possibilité matérielle et morale des sollicitants, de rendre les dettes à l'échéance fixée. Agissant avec prudence et par suite, contribuant à l'œuvre bienfaisante de l'institution officielle de crédit, elles ont rendu des services considérables à l'agriculture française.

2°) Les caisses régionales de crédit agricole qui sont le deuxième échelon du système du crédit agricole en France ne se sont pas moins attribué le mérite d'être elles aussi, considérées comme le pivot du développement du crédit agricole et de la prospérité agraire de la France. Elles jouent le rôle d'intermédiaire entre la Caisse Nationale de Crédit Agricole et les caisses locales, mais elles ont aussi des attributions spéciales. Elles font aux caisses locales affiliées, des avances pour la constitution de leur fonds de roulement ; elles reçoivent de toutes les caisses ainsi que des particuliers, des dépôts de titres et de fonds ; elles se chargent de

tous paiements ou recouvrements à faire dans l'intérêt de leurs caisses locales et enfin, elles exercent à juste titre un contrôle effectif sur le fonctionnement des caisses locales et des sociétés coopératives qui leur sont affiliées et celui de diverses institutions ayant reçu des avances par son intermédiaire. Outre cette mission purement financière elle exerce une mission morale en faisant la propagande auprès de leurs membres en ce qui concerne l'éducation professionnelle, l'enseignement technique, le problème des assurances mutuelles, le développement de l'esprit coopératif, etc...

En résumé les caisses régionales, ont non seulement conservé et perfectionné le caractère mutualiste du système inauguré par les caisses locales, mais aussi, elles se sont montrées particulièrement aptes à grouper les caisses locales, à les aider dans tous leurs besoins et à exercer sur elles une influence bienfaisante et utile pour le bien-être des agriculteurs français.

3°) La plus importante est la Caisse Nationale de crédit agricole, le chef suprême dans la hiérarchie administrative du système du crédit agricole achevé en France par la loi de 1920. Elle est une banque centrale proprement dite, chargée de gérer la dotation du crédit agricole et tous les fonds destinés à aider l'agriculture dans tous ses besoins de crédits. Elle se maintient en contact permanent avec les caisses régionales de crédit agricole et les diverses institutions qui bénéficient des avances sur la dotation du crédit agricole, leur donne tous les avis et conseils désirables et répond à toutes les questions qu'elles pouvaient avoir à lui poser. De plus elle répartit la dotation du crédit agricole parmi

ses membres d'une façon équitable selon les besoins de chacun. Par ses inspections régulières elle exerce un contrôle hiérarchique sur l'emploi des fonds prêtés. En outre elle adresse diverses circulaires aux caisses régionales, notamment pour porter à leur connaissance les mesures législatives et règlements nouveaux, et leur donne toutes les indications sur les conditions d'opérations. Elle appelle également leur attention sur les conditions dans lesquelles doivent être organisés leurs services de dépôts.

Après l'attribution d'être le chef administratif suprême, la Caisse Nationale de Crédit Agricole, assume les fonctions de recevoir de toutes personnes pour financer les prêts, des dépôts de fonds à échéance et à vue. Pour cette raison elle fait une grande propagande auprès des caisses régionales pour les amener à développer leurs dépôts de fonds et s'acheminer ainsi vers l'autonomie du moins en ce qui concerne les prêts à court terme, pour laisser ménager les ressources de la dotation du crédit agricole plus spécialement réservées aux prêts à moyens et à longs termes.

Somme toute, la Caisse Nationale de Crédit Agricole avec une conscience très profonde poursuit la mission qui lui a été confiée par la loi. Elle s'efforce d'assurer un bon fonctionnement du crédit agricole, soit par le contrôle des institutions déjà existantes, soit par une propagande constante en faveur de la création d'institutions nouvelles afin que le plus grand nombre d'agriculteurs puissent être groupés dans les institutions de mutualité, de coopérative et profiter des avantages qu'elles procurent. En un mot, elle est une institution

centrale de crédit agricole, digne de tout éloge à tous points de vue et offre une garantie très solide pour le fonctionnement de la banque internationale de crédit agricole en projet.

Pour terminer cet aperçu général sur le système fonctionnant en France, il faut dire, que les chiffres que nous avons donnés dénotent un développement considérable et une prospérité de toutes ces institutions de crédit agricole, une régularité de leur fonctionnement, qui font concevoir les plus larges espérances sur l'avenir qui leur est réservé. Ils montrent la supériorité incontestable du système français du crédit exclusivement agricole, qui unit d'une façon constante et raisonnée l'aide de l'Etat et de l'effort individuel.

CHAPITRE III

LA POLOGNE

La Pologne est avant tout un pays agricole, bien qu'elle possède une industrie florissante dans plusieurs branches. Elle est un pays agricole non seulement en raison de ses exportations considérables de blé, mais aussi du caractère agricole de sa population qui dépasse 75 % environ.

Les conditions naturelles de toutes les parties de la Pologne sont rapprochées et indiquent l'unité économique et psychologique de tout le territoire composant la République polonaise. Le sol de la Pologne se range dans la catégorie de ceux à fertilité moyenne, il se prête facilement à la culture. On rencontre dans le Midi de la Pologne des sols à haut degré de fertilité, appelés « terres noires » et notamment dans le voïvod de Rieléc, Lublin, Vlhynie et à l'ouest de Varsovie. Les terres argileuses se trouvent sur tout le territoire de la Pologne, mais elles n'occupent pas une superficie étendue. En un mot la terre est très fertile pour la culture du blé et elle se prête aussi bien à la culture des autres plantes industrielles, comme des plantes papillonacées, fourragères, etc... Son climat, au point de vue agricole peut être considéré comme transitoire avec la prépondérance des marques du climat maritime, vue la quantité de

pluie, la température moyenne et la direction des vents. En général le climat de la Pologne est uniforme (1).

La majeure partie du terrain agricole en Pologne est occupée par les terres arables, dont la surface s'élève à 18.305.989 hectares, ce qui représente 48,6 %. Cette majeure partie se trouve dans le voïvod de Poznanie et de Poméranie. La plupart des prés et des pâturages sont dans la petite Pologne où ils forment 27 % du terrain agricole. De toute cette superficie arable, la grande propriété occupait avant la réforme agraire, de 40 à 50 % et le reste était occupé par la petite et moyenne propriété. Après la réforme agraire, la structure agricole de la Pologne est la suivante :

1) La grande propriété ne dépasse plus 180 hectares de terre arable.

2) La moyenne propriété occupe de 20 à 100 hectares de terre arable.

3) La petite propriété occupe de 10 à 20 hectares de terre arable.

Ce fut la loi du 10 juillet 1919 qui a posé le principe essentiel de la réforme agraire et qui a donné la forme présente de la structure agricole de la Pologne.

En ce qui concerne le caractère et la mentalité du paysan polonais, les renseignements nous manquent pour donner une idée claire des éléments constitutifs d'un pays agricole, comme nous l'avons fait dans notre bref exposé des institutions de crédit agricole en France et comme nous le ferons ailleurs.

Pour conclure, nous devons dire que c'est l'agricul-

(1) E. Krolikowski : « L'état de l'agriculture en Pologne », op. cit. p. 7.

ture florissante qui assure à la Pologne une existence commode et un développement parfait de toute sa vie économique et sociale. Si l'on observe l'activité qui se manifeste en Pologne depuis les premières années après la guerre jusqu'à aujourd'hui, on constate les progrès immenses qu'y a fait l'agriculture, malgré maints obstacles. Dans des conditions qui n'ont pas toujours été favorables pour l'agriculture elle-même, celle-ci a pu néanmoins réparer, en relativement peu de temps, les dégâts qu'avait causés la guerre, mais aussi un relèvement considérable de la production et une amélioration de son état général.

SECTION I

LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CRÉDIT AGRICOLE

Avant la formation de l'Etat polonais, les institutions de crédit agricole qui existaient sur le territoire des trois parties de la Pologne partagée, n'avaient pas un caractère public mais nettement privé. Elles avaient pour but principal d'accorder des prêts à long terme en lettres de gage basées sur l'hypothèque des biens fonciers exclusivement aux grandes propriétés, dont le pourcentage atteignait le chiffre de 50 %. Les petites propriétés qui ne pouvaient pas fournir une garantie hypothécaire étaient exclues du registre de leurs opérations. Les institutions principales du crédit foncier étaient : la Société de crédit foncier à Varsovie, Société

de crédit foncier à Pozen, et l'association du crédit foncier à Lwow.

Après la formation de la République polonaise, les nouvelles circonstances et les nouvelles conditions de la vie économique et sociale exigeaient l'application de nouvelles méthodes et mesures relatives à la réparation des dommages causés par la guerre, à la reconstruction des bâtiments ruraux et l'amélioration générale de l'agriculture. La réforme agraire, qui a fait tant de petites exploitations rurales, exigeait des ressources considérables pour être définitivement et rationnellement accomplie. Pour répondre à tous ces devoirs et besoins, le nouvel Etat polonais ne possédait ni les moyens disponibles, ni les institutions qui devaient gérer les fonds destinés au relèvement général du pays. Grâce aux efforts incontestablement intenses, le gouvernement polonais a réussi à trouver des solutions favorables à ce problème délicat. Par le procédé de la liquidation des trois banques principales des Etats usurpateurs il s'est procuré les capitaux nécessaires pour aider l'agriculture, et par l'établissement de deux puissantes institutions officielles de crédit agricole il a procédé à la distribution des crédits ainsi procurés aux cultivateurs et à leurs associations.

Les plus grands établissements de crédit agricole en Pologne sont: « la Banque agricole d'Etat », instituée par la loi du 5 Février 1919, destinée à aider financièrement les petites et moyennes exploitations, et la « Banque d'économie nationale », créée par la loi de 1924, destinée à aider financièrement les grands propriétaires, les communautés autonomes et économiques.

§ 1. — *La Banque agraire d'Etat*

La Banque agraire d'Etat est une institution gouvernementale jouissant de la personnalité morale. Son siège social est à Varsovie. Son capital social s'élève à 130 millions de zlotis et son fonds de réserve à 28.300.000 zlotis.

La Banque a pour but principal de faciliter le développement de l'agriculture, l'industrie agricole et la reconstruction économique des villages, organiser le crédit agricole pour la propriété rurale petite et moyenne, de favoriser et d'exécuter le morcellement, la colonisation, l'amélioration et la régularisation agricoles et d'administrer les fonds mis dans ce but à la disposition des organes gouvernementaux d'après les principes établis par les autorités compétentes (art. 3 des statuts). Le champ d'activité de la Banque s'étend à tous les territoires de l'Etat polonais. Pour faciliter ses opérations elle possède des organes en province qui s'occupent des besoins locaux du pays. Elle a ses organes à Vilna, à Poznan, Lwow, Cracovie, etc...

A) *Organisation.* — La Banque agraire d'Etat est une institution qui est administrée par plusieurs organes. Ils sont au nombre de cinq. Ce sont :

1) Un président nommé par le Président de la République pour cinq ans.

2) Un conseil d'administration composé : du président de la Banque, de neuf membres désignés pour trois ans par le Ministre des Finances, dont trois avec l'agrément du Ministre de la réforme agraire et trois avec l'agrément du Ministre de l'agriculture.

3) Une direction de la banque composée : d'un directeur, d'un directeur adjoint et des directeurs des départements.

4) Une commission de révision composée de cinq membres nommés par le Ministre des finances pour deux ans.

5) Un commissaire du gouvernement.

Leurs attributions respectives ne peuvent être autres que celles que nous avons exposées à propos de la Caisse nationale de crédit agricole. La Banque a sept départements. Ce sont les suivants :

- 1) Département agraire ;
- 2) Département du crédit à long terme ;
- 3) Département du crédit à court terme ;
- 4) Département de l'émission des lettres de gage ;
- 5) Département des fonds administratifs ;
- 6) Département de la liquidation ;
- 7) Département des rentes.

A la tête de chacun de ces départements est un directeur qui s'occupe des opérations à lui confiées par les statuts. Ainsi qu'on le voit chaque département a ses attributions propres. Le premier de ces départements a pour attribution principale le morcellement des grandes propriétés et le paiement de la valeur des terres morcelées aux propriétaires ; le second a comme attribution d'autoriser les crédits à long terme pour l'acquisition de nouvelles terres, pour la reconstruction, l'aménagement, et la rationalisation de ces terres ; le troisième département est destiné à fournir les cultivateurs, par l'intermédiaire de leurs associations, de crédits à court

échéance relatifs à l'exploitation des terres et à la satisfaction des besoins saisonniers; le quatrième a pour devoir d'émettre les lettres de gages et les obligations propres, en vertu de l'ordonnance du 14 mai 1924; le cinquième a pour mission de tenir les livres sur les fonds déjà distribués; le sixième a pour mission de liquider les créances des banques étrangères (russes, allemandes, autrichiennes); et le septième a pour mission d'émettre les lettres de rentes foncières pour le paiement des terres achetées par le gouvernement.

B) *Opérations.* — La Banque agraire d'Etat peut effectuer toutes les opérations bancaires jugées nécessaires pour atteindre le but exprimé dans l'article 3 de ses statuts ayant spécialement en vue les besoins des petites et moyennes exploitations. Parmi les principales opérations effectuées par la banque sont les suivantes:

- 1) Opérations agraires concernant l'achat, la vente et le morcellement des terres;
- 2) Opérations de crédit à long terme;
- 3) Opérations de crédit à moyen terme;
- 4) Opérations de crédit à court terme.

Pour chacune de ces opérations, nous donnerons quelques explications.

a) En ce qui concerne la première de ces opérations, c'est le département agraire qui s'en occupe et assure le fonctionnement régulier de cette opération. Cette opération se compose de deux opérations différentes: l'achat et la vente d'abord, le morcellement ensuite. Pour cette raison le département agraire est divisé en deux sections:

1°. La section d'évaluation qui a pour but d'estimer la valeur de la terre en cas d'achat direct des terres par la Banque : des sollicitations de crédit à long terme par les particuliers : la répartition des créances des banques russes ;

2°. La section de morcellement qui fait toutes les transactions et formalités d'achat de vente. Le morcellement se fait par les moyens propres de la Banque et par commission.

b) La seconde opération consiste dans l'ouverture de crédits à long terme. Cette opération n'est pas principale, puisque la Banque agraire ne s'occupe que des deux dernières opérations, moyen et court terme. Cette forme de crédit est accordée tant aux petits qu'aux grands propriétaires, réunis pour la plupart en sociétés d'irrigation et exclusivement pour les améliorations agraires. Pour le crédit à long terme la Banque exige comme gage hypothécaire de premier rang des biens fonds ainsi que les obligations d'amélioration. Le montant des prêts amortissables à long terme accordés en lettres de gage de la banque ne peut pas excéder la moitié de l'évaluation des biens fonds, servant de base aux prêts accordés, l'émission des lettres de gage et des obligations. Le taux d'intérêt des gages ou obligations appliqué par la Banque pour cette forme d'opérations a été porté de 7 à 8 %.

c) La troisième opération embrasse les prêts à moyen terme. Cette forme de crédit n'est pas très organisée en Pologne, comme en France par exemple, mais la Banque l'exerce volontairement et accorde des crédits considérables. Elle accorde le crédit sur une plus vaste

échelle, tant de ses propres fonds que des placements du Trésor pour des buts spéciaux favorisés conformément à la politique agraire de l'Etat, notamment : pour l'industrie laitière, pour l'élevage, l'horticulture et l'établissement de pépinières, pour l'achat des machines agricoles et pour les impenses agricoles de moindre importance. A la fin de 1930, le total de ces crédits fut environ de 50 millions de zlotis. Le taux d'intérêt exigé par la Banque pour cette sorte de crédit est de 7 à 8 %.

d) La quatrième et la dernière, la plus importante et la plus usuelle des opérations effectuées par la Banque agraire d'Etat est le crédit à court terme. Pour cette opération, c'est le département de crédit à court terme qui s'en occupe. L'art. 44 des statuts de la Banque est ainsi conçu : « Afin de permettre un développement efficace du petit crédit agricole, la Banque agraire d'Etat doit se prêter à la création des sociétés coopératives de crédit agricole et de leur organisation centrale ; leur accorder des crédits et faciliter le placement des disponibilités ; alimenter les fonds de roulement des caisses d'épargne d'arrondissement et des communes rurales à des fins concernant le crédit agricole ». Toutes ces tâches incombent au département sus-mentionné, qui à ce propos dispose du capital social, des dépôts et du ré-escompte.

Les crédits que le département accorde doivent avoir une destination déterminée et la Banque veille à ce qu'ils soient utilisés suivant les buts proposés. Ce sont d'abord les crédits accordés aux agriculteurs par l'intervention d'une société coopérative de crédit, pour augmenter leurs fonds de roulement au cours de l'année. Ils

sont accordés au moment des semailles et avant la récolte; ils dépassent la moitié du total des crédits à court terme consentis par la Banque. Ensuite la Banque accorde des crédits spéciaux à court terme pour augmenter ou développer la production de certains produits agricoles. C'est surtout pour la culture des semences sélectionnées, pour la culture du houblon, du lin, des graines potagères et fruitières, etc... qu'elle accorde ces crédits. L'échéance de tous ces prêts ne peut aller au delà d'un an. Les garanties exigées par la Banque sont pour le crédit personnel: les effets à terme, les effets de cautionnement et les reconnaissances de dettes. Le taux d'escompte appliqué par la Banque agraire d'Etat pour les crédits à courte échéance est de 10 à 11 %.

Pour ces deux dernières opérations de crédit, la Banque les accorde par l'intermédiaire des institutions financières locales, coopératives et communales, ayant acquis une expérience de longue date. Cette expérience prouve d'une manière irréfutable que les autorités locales connaissent le mieux les conditions économiques et la situation financière des agriculteurs, garantissant ainsi que les crédits disponibles de source bancaire seront le plus rationnellement employés.

C) *Résultats.* — Le développement des principales opérations que nous venons d'exposer servant de base à son activité est représenté par les données statistiques suivantes:

1°. L'activité du département agraire de la Banque au 31 décembre 1927 est la suivante: il a été acheté 48 biens d'une superficie de 48.420 hectares, pour un prix

de 11.630.000 zlotis; qui ont été morcelés en 17.456 hectares dont on fit 3.099 parcelles séparées. Il reste alors en possession de la Banque 34.164 hectares. La Banque morcela par commission 5 biens d'une superficie de 842 hectares (2).

2°. En ce qui concerne les prêts à long terme, le bilan de ces opérations est, au 31 décembre :

Années	Millions de zlotis.
1926	2.185.000
1927	4.514.000
1928	41.434.436
1929	180.801.210
1930	266.064.324 (3)

3°. Pour les opérations de crédit à moyen et court terme accordées par la Banque, le bilan au 31 décembre se présente de la manière suivante :

Années	Escompte	Réescompte	Prêts divers	Total millions
1926	17.195.000	679.000	46.479.000	53.674
1927	36.135.000		93.780.000	129.917
1928	68.418.000	21.690.000	139.698.000	229.406

Le montant des crédits à court et moyen terme accordés sur le fonds de roulement de la Banque a été de :

au 31 Janvier 1930	244.789.007 zlotis
au 31 Janvier 1931	288.204.890

Ainsi qu'il ressort de la revue des diverses opérations

(2) Virion : « Le crédit agricole en Pologne », p. 75.

(3) A. Consoni : « La Banque agricole d'Etat en Pologne ». Agriculture polonaise, p. 475.

effectuées par la Banque, le montant global des crédits accordés par cette dernière s'est accru surtout au cours de son exercice pour l'année 1930, d'environ 27 % et l'endettement global, y compris les fonds administrés était du 31 Janvier 1931 de 959,2 millions de zlotis.

Pour terminer, il faut souligner que le progrès du développement de la banque s'est accentué surtout dans ces dernières années, plus que n'importe quelle autre banque agricole. L'année 1930 doit être considérée comme une période où les opérations de la banque trouvèrent leur forme définitive et des bases solides, grâce à l'expérience des récentes années et furent complètement insensibles aux difficultés économiques de l'exercice 1930 (4).

§ 2. — *La Banque d'économie nationale*

A côté de la Banque agraire d'Etat, qui soutient l'agriculture d'une manière permanente, la Banque d'économie nationale est appelée à consentir des crédits à l'agriculture, à l'aide d'importantes ressources destinées à accroître la production du pays. C'est une banque d'Etat, jouissant de la personnalité morale. Son capital social à concurrence de 70 % au maximum est fourni par l'Etat. Son siège principal est à Varsovie et en province elle possède 22 organes. La tâche principale de la Banque est précisée par ses statuts de la manière suivante: « La Banque d'économie nationale a pour mission d'accorder des crédits à long terme par l'émission de lettres de gage, d'obligations communales et pour les

(4) J. Pic de Replonge : « La Banque agraire d'Etat en 1930 ». Agriculture polonaise 1931.

besoins de l'industrie d'obligations bancaires ; de venir en aide aux institutions de crédit créées par les administrations autonomes (caisses d'épargne), d'encourager l'industrie du bâtiment et d'une façon générale de contribuer à la reconstruction dans tous les pays ; et enfin d'effectuer toutes les opérations de banque, en se mettant tout particulièrement au service de l'Etat, des entreprises publiques, des administrations autonomes et des entreprises gérées par celles-ci ».

De ce fait que la Banque joue aujourd'hui un grand rôle dans l'octroi du crédit à l'agriculture, il convient de consacrer quelques mots à son organisation et à l'activité de cet établissement en ce qui concerne le crédit à court terme.

A) *Organisation.* — Les autorités de la Banque sont : un président nommé par le Président de la République pour cinq ans ; un conseil d'administration composé du président de la banque et de neuf à quinze membres nommés pour trois ans ; une direction de la Banque composée d'un directeur général, d'un directeur adjoint et des directeurs des départements. Les membres de la direction sont élus par le conseil d'administration et agréés par le Ministre des finances ; une commission de révision composée de membres nommés par le Ministre des Finances et éventuellement par les institutions autonomes pour cinq ans ; un comité d'escompte et un commissaire du gouvernement.

B) *Opérations.* — La Banque peut accepter des dépôts d'épargne sur livret constituant un placement légal pour fonds pupillaires et jouissant d'une garantie

d'Etat jusqu'à concurrence de 105 millions de zlotis. Les fonds utilisés par la Banque pour les prêts à court terme sont formés des disponibilités de la Banque, des dépôts, des profits provenant de ses opérations et des fonds accordés par l'Etat. Toutes les traites doivent porter au moins deux signatures et depuis 1927 leur échéance peut être de six mois.

La Banque d'économie nationale assume la charge de fournir les capitaux aux grandes propriétés ayant au moins 100, ainsi qu'à l'industrie agricole. Tous les crédits accordés n'ont pas de destination spéciale, leur but est d'accorder le fonds de roulement des agriculteurs et de leur permettre d'ensemencer leurs champs et de faire des récoltes. Les crédits ne sont pas accordés directement au propriétaire, mais par l'intermédiaire des unions centrales et locales des propriétés foncières lesquels connaissent bien les milieux et les besoins locaux. La Banque consent ainsi aux Sociétés coopératives de Crédit agricole et aux caisses d'Epargne des prêts dont l'agriculture bénéficie également.

C) *Résultats.* — Suivant les compte-rendus de la Banque, les prêts pour l'agriculture ont été les suivants au 31 décembre :

Année	Total des prêts
1924	9.900.000
1925	16.291.000
1926	33.177.000
1927	56.510.000
1928	80.680.000

Cependant le total des prêts accordés à court terme

s'élevait au 31 décembre 1927 à 255.580 zlotis dans lesquels la part de l'Agriculture n'est que d'environ 22 % (5).

§ 3. — *Appréciations générales sur les deux institutions*

Nous venons d'exposer l'organisation et l'activité financière des deux plus puissantes institutions de crédit agricole. Cette activité mérite tout éloge si l'on se rend compte des circonstances dans lesquelles se trouvait l'Agriculture de la Pologne, au lendemain de la guerre. La guerre mondiale qui a duré 5 ans de luttes continues et d'occupation ennemie, a causé en grande partie l'anéantissement des exploitations agricoles. Les marches et contremarches et la retraite des armées combattantes ont traversé 4 fois la majorité des terrains de la République polonaise, détruisant sur leur passage 1.651.892 bâtiments dont 70 % représentaient les bâtiments ruraux.

Etant donné cette situation, on peut sans beaucoup exagérer constater que la Pologne a réussi les douze dernières années à réparer tous les dommages, à redresser le pays, à améliorer la structure agricole, à la rendre productive et par conséquent à contribuer au relèvement économique général.

Le but poursuivi et atteint était-il sans difficulté ? Nullement. Grâce à la collaboration des efforts particuliers et gouvernementaux, toutes ces difficultés étaient surmontées et le pays était sauvé de tout danger. S'il

(5) A défaut d'autre littérature, cet exposé est donné d'après les renseignements fournis par M. Virion dans son ouvrage précité, p. 80-85.

est vrai que les particuliers s'attribuent le mérite d'avoir contribué au relèvement économique du pays, issu de la guerre morcelé, ravagé et économiquement ruiné, c'est surtout le Gouvernement Polonais qui a été le guide de la politique consistant à sauvegarder les intérêts communs de la Nation toute entière et qui a fait un effort surhumain pour le redressement, l'aménagement et le rétablissement de la Pologne. Au lendemain de la guerre, il a trouvé devant lui des problèmes très délicats à résoudre. Avant tout il fallait assurer la sécurité et la paix sociale du pays à l'abri des mouvements révolutionnaires et défendre les frontières politiques de l'invasion de l'armée bolchevique, ensuite il fallait procéder à l'unification des textes législatifs régissant la Pologne, partagée sous le régime extérieur et enfin accomplir la réforme agraire qui lui était imposée par le Traité de Versailles comme condition sine qua non ainsi qu'à tous les Etats nouvellement constitués. Il a beaucoup travaillé et il a réussi dans sa tâche et on peut conclure que le reste était déjà acquis d'après les effets accomplis par lui-même. Tous ces efforts prouvent qu'il était un fidèle serviteur digne du respect de la nation Polonaise toute entière.

En ce qui concerne l'Agriculture en particulier, le Gouvernement par ses institutions économiques, financières et scientifiques l'a rendu capable pour la production générale et a amélioré sa structure propre.

Ce qui nous paraît encore intéressant à souligner, c'est que le gouvernement polonais a fondé la Banque de Crédit destinée à venir en aide aux petites propriétés avant qu'elles aient à procéder à l'accomplissement de

la réforme agraire. La banque Agraire était constituée par la loi du 5 Février, tandis que les principes de la réforme agraire étaient votés par la loi du 10 Juillet 1919, c'est-à-dire que la Banque a précédé cette dernière et lui a beaucoup facilité le travail. Sans aucun doute, c'est un unique exemple bien réfléchi dans l'histoire de la réforme agraire accompli dans les pays d'Europe centrale et orientale.

En ce qui concerne les institutions financières de crédit agricole dont nous avons parlé, nos appréciations sont les suivantes :

1) La Banque Agraire d'Etat est un établissement tout à fait gouvernemental de crédit agricole, dont la mission lui est strictement déterminée par les statuts et par la loi. La première mission qu'elle avait à accomplir était le morcellement de terres, puis après avoir accompli cette tâche, elle s'est livrée à des opérations purement bancaires en accordant des prêts à longs, moyens et courts termes. Cette manière d'agir est tout à fait rationnelle et à juste raison a été couronnée de succès.

En outre, dans son organisation intérieure, la Banque possède une division rationnelle du travail qui assure à la Banque un fonctionnement merveilleux de ses opérations et un succès dans son activité générale. Grâce à ses départements, la tâche énorme qu'assume la Banque d'être non seulement répartitrice équitable des crédits, mais aussi un fournisseur des instruments de travail à la campagne ; les machines, les engrais chimiques, etc..., est partagée à plusieurs branches administratives différentes qui séparément agissent selon

leurs besoins et assument les responsabilités pour les opérations effectuées. Donc, c'est la première Banque dans laquelle nous avons trouvé une division du travail aussi rationnelle que possible.

Pourtant, une critique assez justifiée à notre sens lui doit être adressée, c'est d'avoir été un organisme subordonné au gouvernement et en particulier au Ministre des réformes agraires. Le Ministre des réformes agraires est investi du pouvoir de mettre en mouvement le service de la banque, chaque fois que le besoin s'en fait sentir, chaque fois qu'il est nécessaire de l'intervention de l'Etat et de la bonne volonté de ce dernier. De plus, la Banque est non seulement subordonnée mais contrôlée et gérée selon la volonté du gouvernement. Quand le gouvernement par hypothèse, un jour jugera nécessaire de fermer ses guichets, les cultivateurs, par suite, seront privés d'une institution dans laquelle ils trouvaient facilement les moyens d'exploiter leurs terres.

A notre avis, pour éviter une ingérence excessive de l'état de l'activité de la banque une solution transactionnelle nous paraît meilleure, c'est de transformer cette institution, actuellement purement officielle, étatique, dans une société par action privilégiée, dont la moitié d'actions soit souscrite par les associations coopératives, leurs unions et les particuliers et la seconde partie par l'état lui-même, à l'instar de la fondation de la banque agraire privilégiée en Yougoslavie dont nous parlerons un peu plus loin. Cette solution nous paraît rationnelle pour le meilleur fonctionnement de l'Institution elle-même, dans laquelle l'initiative privée sera complétée par l'initiative de l'Etat ou inversement et pour les bienfaits de ses clients, qui seront sauvés une

fois pour toujours d'un danger possible de la suppression de cette banque.

Malgré tout celà, la banque Agricole d'Etat est une institution centrale universelle de crédit agricole qui joue un rôle prépondérant dans la vie économique des petites et moyennes exploitations rurales et dans la prospérité générale de la Pologne. Notre opinion trouve un appui dans la pensée exprimée à ce propos par M. Virion dans son ouvrage « Le Crédit Agricole en Pologne » : « La Banque tend à devenir une institution centrale de crédit pour la petite propriété. Dans ce domaine la banque a de grandes chances de réussir ; l'essor de son développement est déjà considérable et il le deviendra encore plus, une fois que la banque aura vaincu toutes les difficultés qui troublent son activité et dont elle se rend bien compte, et aussi quand, par l'intermédiaire des Caisses d'Epargne et de Sociétés Coopératives de Crédit, elle sera accessible aux grandes masses de la population rurale et pourra s'en faire une clientèle fidèle et sûre ».

2) Quant à la banque d'Economie Nationale nous n'avons pas grand chose à dire puisqu'elle ne vient en aide à l'agriculture qu'en cas de nécessité urgente et vitale. Elle est un établissement étatiste de crédit comme la première et porte sur elle-même toutes les critiques adressées à la Banque Agricole d'Etat.

En pratique, dans les domaines du Crédit Agricole la banque en question accorde des crédits en lettres de gage sur les biens fonds appartenant aux grands pro-

(6) Virion : « Le Crédit agricole en Pologne », op. cit., p. 80.

priétaires. Elle leur accorde, comme nous avons vu, les crédits à court terme, de plus elle subventionne les entreprises de l'industrie générale de même que certaines institutions de commerce agricole. Dans ce domaine son mérite n'est pas moins que le mérite qui s'attribue la banque Agricole d'Etat pour les moyennes et petites propriétés. Bien que ces opérations ne soient pas considérables, pour les genres des propriétés les moins étendues, elles sont très importantes pour la grande propriété de manière qu'elles contribuent à l'amélioration du sol et à la production générale de l'Agriculture polonaise.

Pour conclure, nous devons avouer que ces deux institutions dénotent un développement très rapide du crédit agricole en Pologne et assurent la régularité incontestable de leur fonctionnement et par suite annoncent un espoir d'un avenir splendide en cas de l'organisation d'une banque internationale de Crédit agricole. Elle offre une garantie très solide pour la meilleure collaboration avec cette institution.

CHAPITRE IV

LA ROUMANIE

La Roumanie, plus que tout autre pays, dont nous avons étudié les institutions publiques de crédit agricole, est un pays essentiellement agricole. D'après une opinion, elle est, après la Russie, le second pays agricole dans l'Europe centrale et orientale. Elle a une superficie totale de 294.967 kilomètres carrés, soit 29.489.200 ares. De cette superficie, 12.276.807 hectares, soit 41,6 pour 100 sont acquis à l'agriculture. Après la réforme agraire accomplie en Roumanie, il y a 3.612.745 petits propriétaires, qui détiennent 8.364.749 hectares de terres arables, 198.051 moyens propriétaires, qui détiennent 3.786.125 hectares de terres arables; 3.168 grands propriétaires, qui détiennent 1.357.046 hectares de terres arables. D'un autre côté, la Roumanie est un pays très jeune encore, dont le sol est extrêmement fertile et aujourd'hui seules les terres à cultures fertiles sont mises en exploitation. Mais outre cela, il y a des terres qui ne sont pas encore mises en culture, quoiqu'elles présentent une source nouvelle de production et d'exploitation.

La population de la Roumanie, qui à l'heure actuelle atteint le chiffre de 18 millions d'habitants environ, habite, dans une proportion de 83 pour 100 la campagne, et l'immense majorité des habitants est formée par les agriculteurs. L'agriculture a été, est et restera toujours la plus importante source de richesse de la Roumanie,

bien que la présence des autres richesses naturelles, à défaut de capitaux, reste encore inexploitée. Elle nourrit ses habitants depuis des siècles, avec ses produits et exporte une grande quantité pour l'étranger. Elle fournit la majorité des produits pour l'exportation. C'est grâce à la production du sol que le pays arrive à équilibrer la balance des comptes et à se créer à l'étranger des disponibilités qui lui serviront à se procurer les matières premières nécessaires à l'industrie.

Pour terminer les caractéristiques du pays roumain, il est juste de citer l'opinion d'un parlementaire roumain, M. Rosetti, qui en 1881, au moment de la discussion du projet de loi sur le crédit agricole a ainsi caractérisé son pays : « Quel que soit le rôle, disait-il, que le commerce et l'industrie remplissent dans le développement économique de notre pays, aujourd'hui comme par le passé, comme dans l'avenir, l'industrie fondamentale de la Roumanie est, et sera l'agriculture. Aussi grands que soient les progrès de notre commerce et de notre industrie nationale, la production agricole sera la base de notre édifice économique, ainsi que la source la plus sûre et la plus productive de richesse de notre pays. Aujourd'hui même, si nous avons un mouvement économique, d'une certaine importance et un commerce relativement développé, nous le devons à l'agriculture, car ce n'est que par celle-ci que le commerce roumain existe » (1).

(1) Cette citation est empruntée à l'ouvrage de M. Youvara : « Le problème du crédit agricole en Roumanie », p. 13.

SECTION I

LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CRÉDIT AGRICOLE

Avant de commencer l'exposé des institutions publiques de crédit agricole, nous devons attirer l'attention sur les deux points essentiels concernant le problème du crédit agricole en Roumanie.

I. — Nous avons vu que l'agriculture occupe une place prépondérante, sinon la plus importante dans l'activité économique nationale de la Roumanie.

II. — Que la structure agricole a beaucoup changé depuis la réforme agraire accomplie dans ce pays. La prédominance des petits propriétaires est significative. Tandis que les petites propriétés occupent une superficie totale arable de 70 pour 100, les moyennes et les grandes propriétés qui, avant la guerre, étaient les principaux exportateurs des produits agricoles, n'occupent aujourd'hui, à peine, que 30 pour 100.

Cette constatation faite, il est concevable que la nécessité d'un crédit abondant et à bon marché est d'une envergure considérable, de même qu'une organisation rationnelle de crédit agricole est indispensable. M. Youvara, dans son ouvrage précité, en 1928, a déjà dit que la nécessité d'un crédit agricole pour l'agriculteur roumain est de premier ordre pour : parfaire la réforme agraire, aider aux changements de la culture, combattre l'usure et enfin renforcer l'élément national. Quant à la réforme agraire il s'exprimait ainsi : « La réforme

agraire fait apparaître 1.206.138 nouveaux propriétaires, détenant environ 4 millions de terres arables. Mais le législateur ne s'est pas occupé de savoir si les bénéficiaires de l'exploitation possédaient les moyens d'exploiter d'une manière convenable la terre remise entre leurs mains. En donnant aux paysans de la terre, sans les mettre en mesure de la cultiver, on a commis une faute que seules les circonstances économiques et surtout politiques, peuvent excuser. De nos jours, il est unanimement reconnu que l'exploitation paysanne nécessite de grands capitaux pour pouvoir répondre au rôle qu'elle est appelée à jouer. Sans cela elle ne pourra se procurer le cheptel et l'outillage indispensables à une bonne culture » (2).

Cette opinion nous paraît très juste ayant en vue la politique agraire poursuivie par la Pologne à cet égard. Nous avons vu que la Pologne pour virtuellement accomplir la réforme agraire a institué d'abord une Banque centrale de crédit agricole, ensuite elle a procédé à la réalisation de la réforme agraire, tandis que la Roumanie, aussi bien que la Yougoslavie, a fait la réforme agraire sans s'occuper de la question délicate du crédit agricole, qui est, à notre avis, aussi importante que la question de la réforme agraire elle-même. A quoi bon avoir de la terre sans pouvoir l'exploiter ?

Le gouvernement roumain, afin d'apaiser l'opinion publique surexcitée par les réclamations des petits propriétaires paysans, a fait voter deux lois sur le mouvement coopératif dont la principale est la loi du 12 Mars

(2) Ibidem, op. cit. p. 58.

1929 par laquelle fut instituée une Banque centrale coopérative en remplacement de l'ancienne Banque centrale des banques populaires instituée par la loi de 1903, mais dont l'organisation était défectueuse. Cette banque centrale des coopératives est une institution autonome, fonctionnant d'après un statut approuvé par le gouvernement roumain. Son capital social est constitué pour moitié par l'Etat et pour l'autre moitié par les souscriptions des banques populaires et de leurs fédérales. Ce capital social doit atteindre la somme d'un milliard de leis. Elle a pour mission principale de venir en aide à toutes les banques populaires et à leurs fédérales, en vue de faire face aux demandes de crédits adressées par les particuliers.

Cette institution, quoique subventionnée par l'Etat et contrôlée par lui, est une organisation de crédit à base coopérative. Elle constitue le dernier échelon du système de crédit agricole inauguré par la loi de 1903. Ce système repose sur la base des banques populaires, qui ne sont ni des caisses du type S. Delitch, ni des caisses du type Reffeisen. Elles sont un type intermédiaire, dont nous parlerons dans la partie consacrée à ce sujet.

Pour rester fidèle à la méthode que nous avons suivie dans notre étude, nous donnerons un petit exposé des mesures prises par le gouvernement de l'ancienne Roumanie et des institutions officielles établies par lui en vue de financer les petites exploitations rurales, alors peu nombreuses, de façon à résoudre le problème du crédit agricole.

L'expérience acquise par le fonctionnement des deux institutions publiques de crédit agricole, à savoir : « les

caisses de crédit agricole » créées par la loi de 1881, et « le crédit agricole », institué par la loi du 2 Juin 1892, est très caractéristique pour l'orientation de la politique future de la Roumanie, après la suppression de ces deux institutions. Pour cette raison et d'autres encore, concernant le sujet de cette partie « l'organisation officielle du crédit agricole », nous consacrerons quelques pages à l'organisation et l'activité de ces deux institutions, telles qu'elles nous sont présentées par M. Youvara dans son ouvrage précité.

§ 1^{er}. — *Les caisses de crédit agricole*

Ce fut la loi du 8 Juin 1881 qui décida la création, dans chaque département, d'une caisse de crédit indépendante. La base de cette institution devait être un compromis entre le principe d'institution d'Etat et le principe de l'institution privée. A ce propos, la loi de 1881 dispose, en ce qui concerne le capital social, qu'il pourra être souscrit par l'Etat et les particuliers. Il était prévu que chacune de ces caisses doit avoir un capital social d'une somme maximum de 45.000 leis. Le capital devait être divisé en actions nominatives de 100 leis qui ne pouvaient être achetées que par les agriculteurs. L'Etat s'engageait à verser 1/3 du capital, les départements 1/3, et 1/3 restant était laissé à la souscription des intéressés. On était convaincu que la part de l'Etat et celle des départements devaient être réduites au fur et à mesure par les souscriptions particulières.

Les 32 caisses étaient fondées et leur capital social a été formé comme il suit :

Capital versé par l'Etat	6.929.319,25 lei.
Capital versé par les départements ..	2.325.180,75 lei.
Capital versé par les particuliers ..	1.330.500,»» lei.

Total 10.585.000,»» leis

A) *Organisation.* — Les statuts de chacune de ces caisses prévoyaient l'organisation suivante :

L'administration de la caisse était confiée à un Directeur élu par l'Assemblée Générale pour une période de cinq ans. Celui-ci est contrôlé dans sa gestion par un commissaire nommé par le gouvernement. En outre, le Ministre des finances a le droit de contrôler à toute époque les opérations de ces institutions. Le Directeur est aidé dans sa gestion par les autres personnes désignées à ce propos par l'Assemblée Générale et la gestion des finances des caisses est confiée à un comptable.

B) *Opérations.* — La loi ne laisse pas la liberté aux caisses en ce qui concerne les opérations qu'elles doivent effectuer, mais elle en a posé la règle. Chacune des caisses peut faire les opérations suivantes :

1) escompter et négocier les effets des agriculteurs et industriels ;

2) prêter sur gage constitué en produits et instruments agricoles. Le gage restera en dépôt chez le débiteur qui est passible en cas de vente des peines du délit d'abus de confiance ;

3) recevoir en dépôts et en comptes-courants les économies des agriculteurs ;

4) faire des avances sur titres de l'Etat.

Afin de pouvoir accomplir toutes ces opérations, les

caisses agricoles disposaient, en dehors de leur capital social, d'un réescompte à la Banque Nationale. Ce crédit pouvait leur être accordé jusqu'à concurrence des $\frac{2}{3}$ du capital social, avec un intérêt de 4 pour 100.

Les caisses étaient autorisées à prêter pour un délai maximum de neuf mois, avec un taux qui ne pouvait pas dépasser 7 pour 100, sauf si le taux de l'escompte est supérieur à ce chiffre.

C) *Résultats.* — Pendant la période de 1882 à 1892, date à laquelle les caisses furent supprimées, elles ont donné les résultats numériques suivants :

Années	Montant des prêts consentis
1882	2.025.843 leis
1884	33.788.777 leis
1885	36.860.032 leis
1886	51.066.891 leis
1888	40.975.043 leis
1889	34.532.089 leis
1890	34.063.711 leis
1892	30.045.078 leis

Les dépôts effectués par les caisses et les effets réescomptés par la Banque nationale pour la même durée ont atteint les chiffres suivants :

Années	Dépôts	Effets réescomptés par la Banque Nationale
1883	47.242	8.565.351
1885	136.001	50.667.710
1887	412.917	61.027.112
1889	674.117	53.512.882
1890	1.077.150	56.119.418
1891	2.538.203	60.569.645

Ces chiffres montrent clairement le développement financier qu'avaient pris les caisses pour le temps indiqué. Il est curieux de voir l'essor très grand, puis le déclin de leur évolution. Jusqu'en 1886 elles ont atteint le point culminant, et après cette date elles ont marché vers la ruine. La vraie cause de leur échec, on l'a trouvée dans la faute commise par le législateur de n'avoir pas limité le montant des prêts qu'on pouvait accorder, car c'étaient les grands propriétaires et les industriels qui s'en servaient, au lieu d'aller vers les vrais paysans pour lesquels l'institution était fondée.

§ 2. — *Le crédit agricole*

Pour ne pas laisser la petite propriété dépourvue du crédit dont elle avait absolument besoin, le législateur remplaça ces caisses de crédit agricole par l'institution du « crédit agricole », l'objet de la loi du 2 juin 1892.

Le crédit agricole créé par cette loi est une institution étatiste centrale, fonctionnant auprès du Ministre des finances, ayant comme succursales les caisses de crédit agricole existantes.

Cette institution se composait de deux sections :

a) Une première section, ayant un capital de 20 millions de leis, mis à sa disposition par l'Etat et qui fut d'abord couvert par l'allocation du capital dont disposaient les caisses de crédit agricole. Cette section avait pour but de prêter aux agriculteurs les sommes nécessaires à la culture du sol.

b) Une seconde section disposait d'un compte courant de 3 millions de leis à la Banque nationale (article 4, loi de 1892). Elle avait comme attributions de prêter

aux paysans les sommes nécessaires à leur installation sur les terres que l'Etat leur distribuait conformément à l'article 3 de la loi du 7 Avril 1889. (La loi du 7 Avril 1889 prévoit la vente des biens de l'Etat et le rachat des emblavures).

A. — *Organisation.* — L'administration du crédit agricole était confié à un Directeur général nommé par le Ministre des finances. Il était responsable de la marche des opérations. Tout le personnel était formé de fonctionnaires publics dépendant tous du Ministre des finances. Chaque succursale était pourvue d'un directeur surveillé par les inspecteurs financiers.

B. — *Opérations.* — Le crédit agricole est autorisé par la loi à faire les opérations suivantes :

1) prêter sur gage constitué en bétail, produits et instruments agricoles ;

2) avancer aux paysans les sommes nécessaires à l'achat de bétail, semences, etc... Les sommes prêtées de cette manière devaient être garanties solidairement par deux habitants solvables de la même commune que le débiteur. L'objet acheté était considéré comme constituant un gage à l'instant même de l'achat ;

3) recevoir en dépôt les économies des paysans ;

4) faire à la place et au lieu de la Banque nationale les opérations que cette institution lui confiait là où il n'y avait pas de succursale.

La valeur des prêts accordés par le crédit agricole ne pouvait pas dépasser 1.000 leis. Cette mesure fut prise afin que l'institution se cantonne dans le domaine qui lui était assigné, à savoir : aider les paysans seulement ;

le taux de l'intérêt était fixé à 10 pour 100, l'institution ayant la possibilité de prendre 1 pour 100 en sus pour les frais d'administration. Pour la longueur des prêts, on a prévu qu'ils ne pouvaient pas dépasser neuf mois, sauf pour les emprunts en vue d'acheter des animaux, ou pour des installations, dont la durée maximum était fixée à trois ans.

C. — *Résultats.* — Le Crédit agricole pour le court temps de son existence, de 1892 à 1907, date à laquelle il a été supprimé, a pris un développement considérable dans son fonctionnement. Son activité est bien représentée par le tableau ci-dessous :

Années	Emprunts sur gages	Dépôts	Sommes mises à la disposition des succursales par le crédit agricole
1893	19.380.411	336.771	10.585.000
1897	21.954.635	436.008	18.449.031
1901	23.462.485	856.446	21.496.231
1905	27.921.354	2.041.296	21.896.042
1907	26.336.127	1.447.727	22.734.002

*
* *

Les institutions dont nous venons de parler pour aujourd'hui n'ont aucun intérêt pratique, puisqu'elles ont été supprimées. Leur intérêt n'est qu'historique. Nous les avons exposées pour démontrer l'expérience déjà acquise du fonctionnement des institutions publiques de crédit agricole. Cette expérience, quoique à notre avis n'ait pas donné de déceptions, le législateur jugea plus

rationnel de supprimer les institutions publiques pour donner l'élan vital à l'institution privée et aux associations à base coopérative. A partir de 1907, ce sont les banques populaires qui subventionnent les petites exploitations rurales en Roumanie, avec leurs banques centrales coopératives. Les autres institutions financières existant en Roumanie qui subventionnent les grandes et moyennes exploitations sont les suivantes : le Crédit foncier, les Caisses d'emprunt sur gage et les Caisses départementales de crédit pour les agriculteurs.

CHAPITRE V

LA YUGOSLAVIE

L'agriculture occupe une place prépondérante dans l'activité économique de la Yougoslavie. Sur la population totale, estimée à 13.229.530 habitants en 1929, 80 pour 100 environ cultivent la terre. Les principaux contribuables ainsi que les principaux consommateurs des objets de l'industrie indigène et des articles de nos importations sont des cultivateurs. De la prospérité de l'agriculture dépend la prospérité des autres branches économiques, puisqu'un lien de dépendance réciproque ici est manifesté plus qu'ailleurs. De l'exportation des produits agricoles ou de leur consommation dans l'intérieur du pays dépend la consommation des objets fabriqués. Par conséquent, la Yougoslavie est un pays de paysans, comme la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie.

En ce qui concerne la structure agricole, la Yougoslavie à l'heure actuelle est un pays de petites propriétés. Cette structure elle ne l'a eue qu'après la réforme agraire décidée par le décret royal du 25 Février 1919. Avant cette réforme, la Serbie comme Etat indépendant, était le seul pays de petite propriété, tandis que les autres parties, comme la Croatie, la Slovénie, Voïvodina, Bosna et Herzégovine, anciennes provinces autonomes ou annexées à la double monarchie d'Autriche-Hongrie, avaient un caractère féodal. Afin d'instituer le système agraire de l'ancienne Serbie, la constitution

yougoslave du 28 juin 1921, dans son article 42 qui stipule: « Les conditions féodales sont considérées légalement supprimées du jour de la libération du pouvoir étranger », a aboli toutes les grandes propriétés et les lois postérieures sur la réalisation de la réforme agraire ont prescrit l'expropriation de ces grands domaines. Après l'expropriation de ces domaines, on a procédé à la répartition, par le morcellement forcé, aux anciens combattants paysans, la plupart pauvres. Le maximum prévu par la loi pour les grandes propriétés était fixé à 300 hectares, tout le reste était donné soit aux fermiers, qui jusqu'à ce moment-là effectivement exploitaient la terre, soit aux paysans qui n'en possédaient pas encore, soit aux colonisateurs à l'intérieur du pays, de sorte qu'aujourd'hui la Yougoslavie est un pays de petites propriétés par excellence. C'est une des principales caractéristiques de ce pays.

Le second trait caractéristique de ce pays, c'est que sa structure géologique et les conditions climatiques sont très favorables pour la culture des divers articles agricoles. M. Vorkapitch, dans son ouvrage intitulé « Le crédit agricole en Yougoslavie », page 41, s'exprime ainsi à ce propos: « En vérité, les possibilités du développement des cultures sont très grandes, parce que le pays possède les plus solides éléments de la richesse agricole: l'excellente qualité de la terre, la bonne position géographique, et surtout le fait que le cultivateur yougoslave est très attaché à la terre. Il est vraiment très rare de trouver dans un même pays une pareille diversité de sol et de climat. Ce fait rend possible la variété de la production, et par

conséquent adoucit les différences de qualité et de quantité des produits agricoles entre une année d'extrême sécheresse et une année de fortes inondations. Dans la zone de végétation maritime, nous trouvons la culture de l'olivier, du citronnier, de l'oranger, de l'amandier, du figuier, du tabac, du riz, de l'opium et du coton, et dans les zones climatiques continentales l'importante culture des céréales et des fruits. A l'exception de quelques articles tropicaux, la terre ne connaît aucun produit agricole qui ne puisse réussir et fructifier. On peut dire que la nature s'est montrée exceptionnellement généreuse à l'égard du sol yougoslave ».

La troisième caractéristique de ce pays, c'est le développement considérable qu'y a pris l'élevage des animaux domestiques dans la Yougoslavie. Après les exportations du blé, des céréales, les exportations de bestiaux procurent à la Yougoslavie des revenus très importants, de sorte qu'on peut affirmer que l'élevage constitue une source assez importante de la richesse nationale.

Le quatrième et le dernier trait caractéristique de ce pays ne concerne que le peuple yougoslave.

Le peuple yougoslave est un peuple encore jeune, plein d'initiative, d'activité et d'énergie. Son paysan, qui est sorti victorieux de la guerre mondiale est intelligent et sobre. Il possède un caractère ferme, décisif et il est résistant à toutes difficultés. Il est content de son état d'homme à la campagne et reste très attaché à la terre. Il est assez souple pour s'adapter aux conditions nouvelles. Son esprit politique est assez développé pour lui assurer une place enviée dans la politique de l'Etat et

dans l'organisation générale du pays. Il est disposé à mener une vie assez large qui le rend par conséquent moins épargnant que les paysans des autres pays agricoles. Enfin il est doué d'un sens parfait pour l'organisation coopérative agricole, dont nous parlerons dans la partie prochaine.

Tous ces traits caractéristiques, qui ne sont que les éléments constitutifs, économiques et sociaux de ce pays assurent au jeune Etat yougoslave un avenir splendide et prospère.

SECTION I

LA LÉGISLATION POSITIVE SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

L'Etat yougoslave, comme tel, n'existait pas avant 1928. Les seuls Etats indépendants étaient la Serbie et le Monténégro, tandis que les autres parties constitutives de l'Etat yougoslave d'aujourd'hui, déjà mentionnées, étaient les provinces autonomes ou annexées à la double monarchie austro-hongroise. En 1918, l'Union des Serbes, Croates et Slovènes était solennellement et unanimement proclamée sous le règne de la dynastie Karadjorjevitch.

En ce qui concerne la question de l'organisation agricole dans toutes ces régions, elle ne se posait pas d'une manière semblable pour toutes. Il y avait des régions qui ont adopté le système d'une organisation de crédit déjà pratiquée en Autriche, qui se caractérise par la pré-

pondérance de l'initiative privée et de l'organisation du crédit agricole à base coopérative, tandis qu'il y avait des régions qui avaient adopté le système contraire, officiel de crédit agricole.

Presque toutes les provinces yougoslaves, sous le régime usurpateur, ont adopté le premier système, tandis que la Serbie était seule, comme Etat indépendant, qui a prêté une grande attention à l'organisation d'un crédit agricole officiel, jusqu'en 1894, date à laquelle elle a cédé la place à l'initiative privée et aux associations de crédit à base coopérative.

Afin de présenter une idée claire de l'organisation du crédit agricole de la Yougoslavie, nous jugeons nécessaire d'exposer les mesures prises par le gouvernement serbe en vue soit de protéger les biens des petits cultivateurs d'un endettement excessif, soit de leur donner une organisation quelconque de crédit. L'expérience acquise par la Serbie a servi de guide au gouvernement yougoslave dans la politique agraire générale et dans la politique de crédit agricole en particulier. Toutes ces mesures, prises pour le présent, n'ont qu'un intérêt historique.

§ 1. — *Les mesures législatives
et les institutions officielles de crédit agricole
dans l'ancienne Serbie*

La Révolution de 1804 a assuré une indépendance quasi complète à la Serbie et l'a affranchie du joug turc. Cette nouvelle situation politique demandait de nouvelles adaptations. Il fallait changer profondément la structure économique et sociale et organiser le nouveau régime politique.

En vue de donner l'élan actif à l'agriculture et aux autres branches de l'activité économique, K. Miloch a pris plusieurs mesures importantes dont les principales, qui touchent surtout à l'agriculture et aux agriculteurs concernent le crédit agricole. Ce sont les suivantes :

1) par l'ukase de 1833, K. Miloch a ordonné l'expulsion des spahis tures et a procédé à l'expropriation de leurs domaines. Grâce à cette mesure l'exploitation de la terre était assurée désormais aux paysans serbes qui, au vrai, étaient les véritables propriétaires, mais à cause du régime politique antérieur, étaient astreints à payer aux spahis une sorte de dîme en nature. Cette mesure ne suffisait pas. Les paysans, qui étaient la plupart pauvres, ne possédaient pas suffisamment de capitaux pour exploiter la terre ainsi répartie et ils étaient obligés de s'adresser aux usuriers pour se procurer les crédits dont ils avaient besoin.

Afin d'empêcher un endettement excessif, K. Miloch par ukase du 29 Mai 1836 de Pojarevaz, ordonna que « nul ne pourra emprunter dans les villes sur la maison qu'il habite avec sa famille et dans les campagnes sur la maison ancestrale, sur deux bœufs et une vache ; de même aucune hypothèque inscrite sur les biens ci-dessus mentionnés ne sera reconnue valable devant aucun tribunal, ainsi les femmes et les enfants sans aide et protection pourront conserver un toit pour s'abriter après l'anéantissement de leur fortune » (1). Cette mesure originale, quoique négative, a empêché l'appau-

(1) M. Avramovitch : « Trente ans de la vie corporative », p. 9.

vrissement total des paysans, ainsi que la vente de leurs biens passés presque dans les mains des usuriers.

2) Après celle-ci, sont venues plusieurs mesures positives, par lesquelles le gouvernement a voulu améliorer les conditions de vie des agriculteurs.

a) Une circulaire du 12 Mars 1836 institua dans tout le pays les « greniers agricoles », une sorte d'épargne primitive en nature. Dans ces greniers, chacun des contribuables devait apporter 62 1/2 okas de blé pour constituer une réserve. Cette réserve était destinée « à sauver le peuple d'une famine possible, s'il se produit une très mauvaise récolte et jusqu'à la nouvelle récolte ». Ces institutions primitives trouvaient leur ressemblances dans les institutions « salarios publicos » en Espagne et « grumentari » en Italie. Mais cette mesure n'a pas donné non plus des résultats satisfaisants.

b) Un « règlement pour les prêts des caisses publiques » édicté par le gouvernement serbe après la chute de K. Miloch, le 12 septembre 1839, a institué les « caisses publiques » dans chaque unité administrative. Ce règlement est très important, car pour la première fois l'Etat prend le rôle de créateur aux commerçants et aux paysans. Les caisses publiques qu'il a instituées avait pour devoir d'accorder des prêts à toute personne, abstraction faite de sa profession, qui pouvait offrir une garantie en biens immeubles ou une caution personnelle. La préférence a été donnée à ceux qui possédaient les prairies, les vergers et les grandes étendues de terres arables. Pour ceux-ci on pouvait obtenir l'emprunt jusqu'aux deux tiers de la valeur estimée, pour le reste jusqu'à la moitié de la valeur estimée.

Le capital de ces caisses était constitué par l'Etat et il était prêté aux sollicitants à un taux qui ne pouvait pas dépasser 6 %. La somme accordée était portée au début à 1.000 ducats, puis à 500, et à la fin à 200 ducats. La somme minimum a été fixée à 50 ducats.

La formalité à remplir était assez encombrante, parce qu'elle exigeait l'estimation des biens immobiliers et l'inscription de l'hypothèque. De plus elle était très onéreuse, parce qu'elle entraînait des frais considérables. Les sommes considérables et les frais élevés de la procédure rendaient impossible l'utilisation des caisses publiques par les paysans nombreux et pauvres. Les vrais bénéficiaires de ces institutions publiques étaient la classe riche qui était en état de fournir les garanties sérieuses et de supporter les frais.

3) La troisième mesure, plus sérieuse, visait la création du Crédit Foncier. Par l'ukase du 12 Août 1862, fut fondée cette institution. Son capital social était formé par les sommes d'Etat, les fonds publics et les fonds pupillaires qui auparavant étaient gérés par les tribunaux civils. Cette institution a été autorisée à prêter les sommes seulement sur la garantie de biens immobiliers. Elle a été autorisée de plus à recevoir des dépôts de particuliers. Les prêts accordés par cette institution à cause de leur longue durée et des sommes considérables qu'on devait rembourser à une échéance déterminée, ne pouvaient pas être utilisées par les paysans moins aisés, mais seulement par les paysans riches. D'un autre côté, le crédit foncier était condamné à être éloigné des paysans : 1) parce qu'il n'avait pas de succursale dans l'intérieur du pays ; 2) parce qu'il n'a pu

exercer le contrôle sur l'usage des crédits. Cette lacune, plus tard, vers 1871, était comblée par la création des caisses départementales d'épargne, qui servaient en sorte de succursales du Crédit foncier. Mais cela n'a pas non plus contribué à l'utilisation rationnelle des crédits par les paysans.

4) En ce qui concerne les caisses départementales d'épargne, elles ont été décidées par la loi du 12 octobre 1871. Ces caisses, pour constituer leur capital, étaient autorisées par la loi à recevoir tous les fonds des églises, des monastères, des perceptions communales, des fonds des pupillaires et tous les dépôts quelconques qui se trouvaient dans les caisses des tribunaux et des pouvoirs publics. Elle avait pour but principal d'aider les cultivateurs. Pour les prêts, les garanties immobilières n'étaient pas nécessaires, mais on se contentait seulement de garanties personnelles, ou de la garantie donnée par la commune des sollicitants. Avec ces caisses on a voulu encourager les petits cultivateurs par les prêts très petits et à une échéance assez courte. La somme minimum a été portée à 5 ducats, et maximum à 500 ducats. L'assemblée générale un peu plus tard a abaissé cette somme à 100 ducats, mais puisque les sommes étaient déjà réparties, toutes les mesures postérieures prises étaient condamnées à l'échec. Ces caisses n'étaient constituées que dans les cinq départements. Leur rayon d'activité était très restreint, de sorte qu'elles n'ont pas répondu aux espoirs envisagés par le législateur. Le paysan a été laissé encore à la merci des usuriers.

Toutes ces mesures ne pouvaient pas sauver le pauvre

paysan des mains des usuriers. Son état lamentable était encore plus aggravé par les mauvaises récoltes qui se sont succédées et par la crise économique qui sévit à cette époque en Europe orientale. Pour la meilleure solution du problème des crédits, on a trouvé un recours dans les institutions rurales de crédit agricole, du type Reffeisen, qui depuis 1894 ont réussi à protéger le paysan d'un endettement et de l'état de misère dans lequel il était tombé.

§ 2. — *La législation positive
du crédit agricole en Yougoslavie*

Après la formation du nouvel Etat Yougoslave, le problème du crédit agricole est devenu de premier ordre. Les raisons qui ont déterminé le législateur à intervenir par une organisation du crédit agricole, se résument en ceci :

Tout d'abord, les besoins de crédit agricole se sont fait sentir pour la restauration du pouvoir productif de l'agriculture anéantie par la guerre et la reconstruction des bâtiments ruraux, ainsi que pour la libération des paysans de leurs dettes auprès des petites institutions de crédit et enfin pour assurer la production des objets agricoles.

Pour répondre à tous ces besoins et à d'autres encore, le législateur yougoslave, à plusieurs reprises, a manifesté sa bonne volonté de donner à son pays une organisation du crédit agricole. Plusieurs projets ont été présentés et plusieurs solutions ont été examinées.

La première solution présentée par le décret ministériel du 23 Mars 1921, visait la création d'une Direc-

tion du crédit agricole. En vertu de ce décret, l'Etat se chargeait de fournir les moyens nécessaires pour la constitution d'un capital social de cette Direction et de répartir les crédits aux paysans, soit directement, soit par l'intermédiaire des agents communaux, des succursales à ce propos constituées. Cette solution ne pourrait pas être réalisée à raison des fréquentes crises ministérielles, qui empêchaient toute continuation d'une politique stable.

La seconde solution présentée dans le projet du 18 Mai 1925, visait la fondation d'une institution de coopérative centrale, qui pouvait, grâce aux coopératives déjà existantes et florissantes, se procurer les fonds nécessaires et les accorder aux cultivateurs par l'intermédiaire de ces dernières. Cette solution a trouvé un bon accueil chez toutes les sociétés coopératives et leurs unions, mais elle n'a pas pu non plus être réalisée à cause des motifs politiques.

La troisième et la dernière solution présentée dans le projet de loi par le gouvernement, visait la création d'une « Direction du crédit agricole », à l'instar de l'Office national de crédit agricole, institué en France par la loi du 5 Août 1920. Cette solution a trouvé son appui à la Narodna Skoubshtina et la loi fut votée le 12 Juin 1925. Son article 1^{er} stipule qu'on institue, « un organisme du crédit agricole constitué par les caisses locales et régionales de crédit, sous la surveillance d'une Direction autonome de crédit agricole ».

L'idée directrice du législateur yougoslave était l'expérience acquise en France par le fonctionnement du système de crédit agricole inauguré par la loi de 1894

et achevé par la loi de 1920. Par la création de cette Direction, le législateur yougoslave a voulu atteindre un double but : 1) instituer un appareil de crédit agricole qui jusqu'à ce moment n'existait pas en Yougoslavie, qui aurait non seulement l'appui de l'Etat, mais aussi serait dans sa main ; 2) rendre difficile, sinon impossible, le fonctionnement des autres institutions financières de crédit agricole, à base coopérative, qui existaient déjà et ont donné des résultats significatifs, mais puisqu'elles étaient l'expression du passé, il fallait les supprimer ou les assimiler aux institutions nouvelles, les caisses locales et régionales.

En ce qui concerne le système de crédit agricole en France, son activité, fonctionnement et organisation nous en avons suffisamment parlé et à notre avis il ne faut pas répéter les mêmes choses pour le système transplanté en Yougoslavie par ladite loi. Toutefois, une différence marquante nous frappe les yeux entre ces deux législations, française et yougoslave.

Tandis que le législateur français s'étant inspiré d'une idée généreuse, tolère l'existence de toutes les sociétés coopératives de crédit, types Reffaisen-Durand et autres, le législateur yougoslave, d'un coup de plume, a voulu mettre fin au fonctionnement des associations coopératives florissantes de crédit qui, depuis des années, étaient enracinées et assez répandues dans presque toutes les parties du pays. Les motifs qui ont déterminé cette mesure était exposée par le ministre compétent dans les termes suivants : « Les organisations coopératives existantes sont l'expression du passé, disait-il, elles portent en soi la marque de l'ancien temps pendant que l'enne-

mi gouvernait encore notre pays. Si nous employons ces unions et leurs organisations et coopérations, nous finirons, en offrant les moyens abondants pour la réalisation du crédit agricole, par ruiner l'idée fondamentale de l'Etat que nous professons ».

Le reproche adressé par le ministre compétent aux associations coopératives de crédit d'avoir été dommageables pour la politique d'une union nationaliste n'est pas justifiable. Les faits démontrent une vérité contraire, c'est que les associations coopératives existantes sous le régime étranger ont beaucoup contribué au développement des sentiments nationaux et à l'idée de l'union nationale des trois branches divisées de la nation yougoslave. A propos de la question des associations coopératives en Yougoslavie, nous en donnerons les raisons.

La direction du crédit agricole n'a pas fonctionné longtemps. L'Etat n'a pas pu répondre aux engagements pris de fournir 500 millions de dinars et les autres institutions bancaires, publiques ou privées, qui devaient, selon les stipulations de la loi, fournir aussi elles-mêmes les ressources financières, se sont abstenues de le faire, à cause de la méfiance qu'avait le public envers cette nouvelle institution. En vue de corriger la faute commise par le gouvernement et de doter le pays d'une armature solide de crédit agricole, Sa Majesté le Roi Alexandre prit l'initiative et grâce à son intervention fut fondé un établissement central de crédit agricole sous le nom « La Banque Agricole Privilégiée », unique institution puissante de crédit pour les petites et moyennes exploitations rurales en Yougoslavie.

SECTION II

LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CRÉDIT AGRICOLE

La plus importante institution de crédit agricole à l'heure actuelle en Yougoslavie, c'est la Banque agricole privilégiée.

§ 1. — *La Banque agricole privilégiée*

La Banque agricole privilégiée est une société par actions avec un capital social de 300 millions de dinars, qui pourra être augmenté jusqu'à 1 milliard de dinars. C'est une institution financière la plus importante de notre administration publique, au point de vue du développement de la production agricole et la protection de nos paysans comme classe sociale. Son siège social se trouve à Belgrade, mais la Banque est autorisée à créer dans les autres régions des succursales et des agences. Elle est fondée pour une durée indéterminée. Son capital initial était fixé d'après la loi à 300 millions de dinars, divisés en 600.000 actions de 500 dinars chacune. D'après l'article 8 de la loi, il devait être souscrit de la façon suivante : l'Etat prend pour 120 millions de dinars d'actions, la Loterie Nationale pour 20 millions. Pour le reste de la première émission, la priorité a été donnée à la Banque Nationale, la Banque hypothécaire de l'Etat, les Caisses d'Epargne Postales, les coopératives agricoles et leurs fédérations, les régions, les communes et les établissements financiers. Ces derniers peuvent employer leurs fonds de réserve pour la sous-

cription de ces actions. Dans la mesure où il restera des actions après que les établissements et institutions sus-mentionnés auront souscrit, le reste pourra être souscrit par les particuliers. La Banque reçoit en outre les fonds suivants : fonds nationaux économiques déjà déposés à la Banque hypothécaire d'Etat, comme les fonds pour l'approvisionnement en semences, les fonds des vétérinaires, fonds pour le développement de la pisciculture, stations de triage, etc... L'Etat garantit aux actionnaires un dividende de 6 %. La Banque a le droit d'émettre des actions hypothécaires à base de prêts hypothécaires consentis. Ces obligations sont garanties par l'Etat qui garantit également les dépôts d'épargne confiés à la Banque. Les actions et les obligations de la banque sont considérées comme des papiers de valeurs d'Etat et sont exonérés ainsi que les coupons du paiement de tout impôt et taxe. La Banque nationale et toutes les institutions financières publiques les recevront en lombard et elles seront acceptées à toutes les caisses publiques pour cautionnement, d'après leur entière valeur nominale. La banque jouit de grands privilèges au point de vue de la procédure d'actions envers ses débiteurs. Elle est exonérée du paiement des droits de dépôts d'Etat et des communes, des taxes et sur-impôts, aussi bien sur ses revenus que sur ses biens.

A) *Organisation.* — La direction de la Banque est composée de trois organes : le conseil d'administration, conseil de surveillance et assemblée générale.

1) Le conseil d'administration représente la banque dans toutes ses manifestations commerciales ou judi-

ciaires et c'est lui qui dirige la gestion de toutes ses opérations. Il se compose de 15 membres. Le président est nommé par décret royal, 7 membres sont nommés par le président du conseil des ministres, sur la proposition du ministre de l'agriculture et 7 autres sont élus par les actionnaires. Le président et les membres doivent avoir leur résidence à Belgrade. Pour faciliter la conduite directe des opérations de la banque, le conseil d'administration doit élire dans son sein un comité exécutif de trois membres au plus, dont au moins deux doivent être des membres nommés.

Les attributions du conseil d'administration sont particulièrement les suivantes : fixer les crédits, fixer définitivement et présenter à l'assemblée générale des actionnaires la balance des comptes créditeurs et la proposition sur la distribution des bénéfices ; fixer le taux d'intérêt sur l'escompte des lettres de change et celui sur les différents prêts en tenant compte, à ce sujet, des prescriptions spéciales qu'il élaborera lui-même par les diverses branches de l'activité de la banque ; prescrire les conditions dans lesquelles d'autres travaux de la banque seront affectés ; décider où il faut ouvrir des succursales et agences, etc...

2) Le conseil de surveillance comprend sept membres : le Ministre de l'agriculture et le Ministre des finances en nomment chacun un ; les cinq autres sont élus à l'Assemblée générale des actionnaires, pour la première fois pour un an, ensuite pour trois ans. Ce conseil ainsi constitué a pour devoir de surveiller le travail du conseil d'administration et de présenter à l'assemblée générale un rapport de son travail.

Le gouvernement royal exerce le droit de contrôle de l'Etat sur la banque par l'intermédiaire de commissaire spécial nommé par décret royal sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et après consultation du Président du conseil des ministres. Les pouvoirs du commissaire sont très larges : il a le droit d'assister aux réunions du conseil d'administration et aux assemblées des actionnaires, de surveiller l'application de la loi et celle des statuts et de demander la vérification des comptes et des livres de la banque par des experts. Il n'est pas sans intérêt de constater que le commissaire a le droit d'inspecter, au moyen d'experts les travaux de toutes les institutions coopératives qui bénéficieront des crédits de la banque. Au cas où il aura été prouvé que quelques décisions, soit des organes de la direction, soit de l'assemblée générale, seraient contraires à la loi ou même aux intérêts de la banque, le commissaire a le droit de suspendre son exécution. Dans un délai de quinze jours il présentera son rapport au Ministre de l'agriculture, qui doit trancher la question dans un autre délai de quinze jours. Si le jugement du Ministre n'intervient pas dans le délai prescrit, il sera considéré que la décision est obligatoire.

3) L'assemblée générale ordinaire doit se réunir sur la convocation du président de la Banque chaque année, au plus tard à la fin du mois d'avril. Il est exigé, pour que l'assemblée puisse avoir lieu, que soient présents un nombre d'actionnaires représentant au moins un tiers des actions et parmi eux des actionnaires représentant au moins un tiers des actions se trouvant entre les mains de l'Etat ou de la loterie nationale. Chaque

dizaine d'actions donne droit à une voix. Pour les décisions, la majorité simple des voix est exigée. La décision sur la liquidation de la banque peut être prise seulement par une assemblée où sont représentés au moins les $3/4$ des actions de la banque. Elle a le droit encore de se décider sur les comptes annuels présentés par le conseil d'administration, sur l'augmentation ou la réduction du capital actions ; sur les changements des statuts et toutes les propositions qui sont mises à l'ordre du jour.

B) *Opérations.* — Les principales opérations de la Banque sont prévues par l'article 11 de la loi et par le règlement spécial concernant l'activité financière de la Banque. D'après les stipulations de l'article 11, les opérations de la banque sont les suivantes :

a) Elle accorde des crédits, mais exclusivement aux agriculteurs, ainsi qu'aux organisations coopératives agricoles de crédit, aux associations de secours mutuel, aux communautés agricoles et institutions analogues.

Les crédits sont à long et à court terme. Les crédits à court terme sont accordés :

- a) sur les obligations des organisations agricoles,
- b) par l'escompte et le réescompte des lettres de change à l'échéance de moins d'un an.

Les lettres de change doivent porter deux signatures dont l'une doit être celle d'une organisation coopérative agricole. Cette signature ne sera pas nécessaire si, en plus de la lettre de change portant les signatures, on fournit encore un gage en biens immobiliers ou en produits agricoles ou en titres de valeurs, ou si l'on donne une lettre de change portant trois signatures.

A côté des conditions mentionnées, la Banque peut convertir des lettres de change des agriculteurs qui se trouvent dans les banques privées ou entre les mains des particuliers.

c) sur gages en produits agricoles ;

d) sur comptes-courants aux organisations coopératives agricoles, à la base d'obligations ou de lettres de change.

Les crédits à long terme ne peuvent être accordés aux agriculteurs que sur la base de gages de biens immobiliers et souvent pour l'achat de terres, conversion des dettes garanties par des biens immobiliers, puis par la construction des bâtiments agricoles ou l'exécution d'améliorations de terres, mais tous ceux-ci pour une somme ne dépassant pas 60 % de l'estimation de la valeur.

2) La banque accorde des crédits aux coopératives, et à leurs fédérations ; aux communautés agraires et autres associations agricoles analogues de production ou de consommation, soit par le réescompte de leurs lettres de change, soit par l'ouverture de comptes-courants, et surtout dans le but d'aider au développement des échanges du trafic coopératif et de l'industrie agricole, ainsi que pour faciliter la vente des produits agricoles et leur exportation.

3) La banque aidera financièrement des établissements mentionnés en vue de la construction de magasins pour déposer les produits agricoles et l'organisation de la vente commune des produits agricoles entreprises dans de tels magasins.

4) Elle peut recevoir des dépôts d'épargne sur livrets.

5) Elle peut émettre des obligations dans les conditions prescrites aux articles 50 à 66 de la loi sur la Banque agricole privilégiée.

C) *Résultats.* — Depuis deux ans que la Banque agricole privilégiée existe et a commencé à fonctionner, l'on s'aperçoit seulement aujourd'hui combien fut heureuse l'idée de sa fondation et comme elle vient au moment opportun, c'est-à-dire juste au moment le plus décisif pour notre agriculture. Il n'est pas difficile de se rendre compte du vide immense qui serait creusé dans notre vie économique s'il n'y avait pas aujourd'hui cette puissante institution qui acquiert de jour en jour une importance de plus en plus grande et devient un des principaux points fondamentaux de notre politique économique.

Tout d'abord, pour conserver la propriété rurale, surtout la petite, dont les réserves vitales sont vite épuisées dans ces moments difficiles; ensuite, chaque orientation nouvelle dans la production exige de nouveaux investissements, qu'on s'engage dans la voie d'une plus grande extension de l'élevage ou de la culture, des fruits, des légumes, des plantes industrielles et nos agriculteurs auront besoin de crédit. Pour faire face à tous ces besoins, la Banque agricole privilégiée, comme une importante réserve, apparaît au moment décisif sur le champ de bataille afin de renforcer les lignes de combat et de relever le moral des troupes (2).

Nous devons être satisfaits des résultats, aussi bien

(2) M. Nedeljkovitch: « La Banque Agricole Privilégiée ». R.E. de Belgrade, Novembre 1930.

matériels que moraux que la Banque a réalisés jusqu'à présent dans notre peuple. Bien qu'elle ait commencé son activité avec un peu moins de la moitié de son capital, c'est-à-dire avec 450 millions de dinars, la Banque agricole réussit à trouver entre temps, à des conditions favorables, des crédits importants auprès de la Banque nationale, de la Banque hypothécaire d'Etat et de la Caisse d'épargne (chacune de 200 millions de dinars, au total 600 millions de dinars); de sorte que sans effort elle peut donner suite à toutes les demandes d'emprunts qui lui seront adressées et lui sont continuellement adressées. Jusqu'au mois de novembre 1930, la Banque a accordé 90.781 crédits, d'une valeur totale de 653.621.782,99 dinars. De cette somme totale il revient au crédit coopératif 246 millions de dinars et au crédit sur lettres de change, pour lesquels on peut faire la même remarque que les crédits hypothécaires, un peu plus de 3 millions de dinars. Il a été accordé 165 crédits sur lettres de change, 9.681 crédits hypothécaires et 80.945 crédits coopératifs. Ensemble les crédits coopératifs surpassent de beaucoup le nombre des autres crédits. Parmi les crédits coopératifs accordés par la Banque viennent en premier lieu les coopératives de crédit agricole. Au cours de l'année 1930, les crédits coopératifs accordés par la banque ont atteint le chiffre de 183.192.384,50 dinars. De ce moment il a été consenti aux coopératives de crédit agricole, par l'intermédiaire de 6 caisses régionales de crédit agricole 156.472.109 dinars; le reste, 28 millions de dinars revient à toute autre union coopérative en Yougoslavie. Pour terminer, on peut dire que les opérations de la

banque prennent une extension de plus en plus grande. « L'afflux direct au village de ces grandes sommes de crédit à bon marché a été ressenti par notre peuple comme un grand bien et la Banque agricole est devenue une des institutions les plus populaires de notre Etat. Dans ces jours de troubles économiques généraux, notre agriculture voit dans la Banque agricole une sorte de Providence qui lui vient en aide dans les moments les plus délicats » (3).

§ 2. — *Les appréciations sur cette institution*

Notre assez long exposé sur l'organisation du crédit agricole en Yougoslavie nous donne une idée claire sur l'activité générale du pays et de l'institution de crédit agricole, la Banque agricole privilégiée en particulier. Quant à cette dernière, nous avons constaté, selon les résultats acquis pour ces deux ans qu'elle possède une organisation assez rationnelle qui lui assure un avenir assez à envier surtout si elle continue à poursuivre la politique financière qui a été exposée dans les grandes lignes par le Président du conseil d'administration de la banque, M. B. Markovitch, lors de la première réunion de cette institution. La politique financière de la banque est ainsi présentée par M. Markovitch :

« En premier lieu, nous ne devons jamais oublier, dit-il, que la banque agricole privilégiée est un institut de crédit et que ses opérations doivent être faites uniquement d'après cette règle. De l'observation de ces principes dépendra à l'avenir le développement et la prospérité de notre grand établissement.

(3) Ibidem, op. cit. p. 255.

« En second lieu, l'organisation du crédit agricole doit marcher de pair avec la solution des autres questions de la politique agraire, dont le but final doit être le perfectionnement de la production et le bien-être des grandes masses de notre population rurale. La Banque contribuera à libérer les cultivateurs des dettes usuraïres, mais son rôle ne doit pas se borner uniquement à cette tâche. Elle fera tout le nécessaire pour rendre aux agriculteurs les dettes supportables toutes les fois qu'elles seront productives, c'est-à-dire en rapport avec le travail et la production. D'après les dispositions mêmes de la loi, la Banque doit aider les agriculteurs avec tous les puissants moyens à s'organiser dans le but de développer la production et de perfectionner l'outillage national.

« Ce programme sera la meilleure soupape de sûreté que la Banque ne fera fausse route en développant le crédit improductif qui conduit fatalement à l'insolvabilité des paysans » (4).

Les chiffres que nous venons de donner dénotent un développement incontestable des opérations de la Banque, une prospérité et une confiance extraordinaire qu'elle a méritée auprès du public et des principales institutions financières de crédit. Jusqu'à présent la Banque a répondu à tous ses devoirs envers l'agriculture et les agriculteurs yougoslaves, soit directement, soit par l'intermédiaire de leurs associations et leurs unions. Pour l'avenir, nous ne pouvons être certains, mais ce qui est vrai, c'est que sa direction, occupée par

(4) « Revue Economique de Belgrade », Novembre 1930.

les hommes les plus capables et honnêtes, lui assure une régularité de fonctionnement et une prudence rationnelle dans la distribution de crédit aux particuliers et aux associations coopératives en général.

Pourtant une critique doit lui être adressée en ce qui concerne les opérations techniques de la Banque.

Comme nous l'avons dit, l'article 11 des statuts de la Banque, ainsi que l'article 2 de la loi de 1929, stipulent que la Banque agricole privilégiée est autorisée à distribuer les crédits directement aux agriculteurs et par l'intermédiaire des associations agricoles locales. A propos de la Banque agricole d'Etat en Pologne nous avons déjà signalé que « l'expérience acquise par cette banque lui a démontré l'utilité d'accorder le crédit uniquement par l'intermédiaire des institutions financières locales coopératives et communales. Cette expérience prouve d'une manière irréfutable que les autorités locales connaissent le mieux les conditions économiques et la situation financière des agriculteurs, garantissant ainsi que les crédits disponibles de sources bancaires seront le plus rationnellement employés ». Nous sommes d'avis que la politique financière de la Pologne à cet égard, est plus rationnelle que la nôtre et nous serions très heureux de voir modifier notre législation et les statuts de la Banque Agricole Privilégiée dans le sens de la solution adoptée par la Pologne.

CHAPITRE VI

LA BULGARIE

La Bulgarie est un pays éminemment agricole. Non seulement presque toute la population des campagnes, qui constitue les 90 % de la totalité des habitants, s'occupent d'agriculture, mais encore une partie de la population urbaine s'y adonne plus ou moins. D'après les données statistiques bulgares, 82 % de la population bulgare s'occupent d'agriculture, dont 494.950 familles d'agriculteurs indépendantes (1). Donc, le développement économique et la prospérité nationale de ce pays dépendent uniquement de l'amélioration et de la production du sol.

La Bulgarie, par sa configuration géographique n'est pas un pays plat ni un pays montagneux. Elle a des plaines succédant à de longues chaînes de montagnes presque parallèles les unes des autres. Cette configuration du terrain lui rendent les conditions climatiques différentes. Ces dernières favorisent la diversité des cultures, de sorte que la Bulgarie comme la Yougoslavie jouit d'un état privilégié naturel.

Le territoire bulgare d'avant-guerre, balkanique, représentait 9.634.550 hectares, dont 7.982.451 hectares de terre exploitées. Au lendemain des guerres balkaniques, le territoire s'est accru de 2 millions de mètres carrés, ce qui a accru la terre exploitée d'environ 1.500.000 hec-

(1) A. Iaranoff : « La Bulgarie économique », p. 19.

tares, de sorte qu'à l'heure actuelle la Bulgarie possède une superficie cultivable de 9 millions d'hectares environ. Celle-ci appartient presque uniquement aux petits propriétaires. La Bulgarie, à la différence des autres pays agricoles, ne connaît pas sur son territoire de grandes fermes, ce qu'on appelle « latifundia ». Elle est un pays de petites propriétés rurales, d'1 à 10 hectares et maximum 100 hectares. Chaque paysan est propriétaire de son domaine et l'exploite d'une manière satisfaisante pour lui et pour sa famille.

Le paysan bulgare, comme le paysan yougoslave est sobre, laborieux, énergique et, à la différence du paysan yougoslave, est très épargnant. Par sa nature, il est immobile. Il ne connaît pas ce qu'on appelle l'exode rural ; il est content de son état de paysan et reste attaché à la terre. « Grâce à toutes ces qualités, la Bulgarie a fait des progrès remarquables dans son économie nationale. Ces progrès sont tout à fait exceptionnels si nous prenons en considération l'état de misère dans lequel se trouvait le pays en 1878, au moment de la guerre russo-turque, dévastatrice entre toutes » (2).

(2) Ibidem, op. cit. p. 107.

SECTION I

LA LÉGISLATION POSITIVE
SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

1) *Avant le 31 Décembre 1903*

Sous le régime turc l'agriculture était en pleine décadence. La terre ne pouvait que difficilement nourrir ses habitants, à cause des méthodes rudimentaires de la production agricole. La charge du fisc sur les populations chrétiennes, « raya », était lourde, de sorte qu'elle provoquait des appauvrissements et de grandes misères. Le peuple bulgare à cette époque-là, vivait dans une misère économique et dans un désarroi complet. A défaut de l'institution de crédit agricole, les agriculteurs étaient laissés à la merci des usuriers qui étaient les seuls prêteurs des campagnes. Les pauvres agriculteurs étaient exploités d'une manière impitoyable par les usuriers. Cet état des villages ne tarda pas d'attirer l'attention des autorités turques et surtout de ceux qui avaient eu la possibilité d'étudier la vie des pays occidentaux. Une des personnalités les plus remarquables en Turquie, Midhat Pacha, gouverneur de la province du Danube, prit des mesures énergiques en vue d'arracher l'agriculteur de cette exploitation spoliétique d'usuriers qui réduisaient le peuple bulgare à la misère et au désespoir.

En 1863 Midhat Pacha établit un règlement qui contenait des dispositions spéciales, relatives à la fondation de caisses d'utilité publique, ayant leur siège pour

commencer dans les centres d'arrondissements. Ces caisses avaient pour but d'accorder des prêts à court terme exclusivement aux petits propriétaires agricoles des arrondissements respectifs. Le capital social de ces caisses était formé au début au moyen de prélèvements obligatoires sur les produits de la vente des céréales, plus tard on a procédé dans certaines régions à la culture en commun de terres communales, dont les revenus étaient destinés à fournir le capital nécessaire. Le fonctionnement de ces caisses dans les provinces du Danube ayant donné de bons résultats dès le début, en 1864 le gouvernement turc ne tarda pas à établir une loi spéciale concernant le fonctionnement et l'organisation de ces caisses.

Ces caisses étaient les premières institutions publiques de crédit agricole établies en Bulgarie sous le régime turc.

Après la libération de la Bulgarie du régime turc, en 1878, les besoins du crédit agricole se firent sentir d'une manière plus pressante à cause de l'appauvrissement général du pays et des ruines causées par la guerre. En vue de venir au secours des paysans, le gouvernement provisoire bulgare a fait élaborer de nouveaux statuts sur les caisses déjà existantes et leur a fourni les moyens nécessaires pour le fonctionnement.

Ces statuts sur l'organisation des caisses agricoles ont une supériorité grande sur les règles posées par le règlement de M. Pacha relatif à l'organisation des caisses d'utilité publique.

Le fonctionnement de ces caisses était très utile et les avantages de leur activité furent très bien accuei-

lis par les paysans. Mais ce qui était le plus inquiétant, c'était le manque de capitaux pour aider l'agriculture. D'autre part, l'évolution politique et le rétablissement économique des nouveaux Etats bulgares exigeaient des moyens énormes. Pourtant on ne pouvait pas les trouver.

En vue de stimuler l'activité personnelle des cultivateurs et d'encourager l'initiative privée, le gouvernement bulgare a fait voter par la Chambre des députés une loi spéciale relative à l'organisation des caisses agricoles le 23 décembre 1894. En vertu de cette nouvelle loi, la gestion de ces caisses était confiée à un service spécial du Ministère du commerce et de l'agriculture. Jusqu'à ce moment-là, les caisses agricoles étaient des unités indépendantes, qui s'administraient à leur gré et fonctionnaient séparément, sauf d'être contrôlées par les commissaires permanents d'arrondissement et de district. Depuis lors les caisses s'unissent à une institution unique dirigeant leur activité de crédit. Quoique chaque caisse posséda son capital en propre, elle s'accordait déjà des crédits selon les besoins de chacune. C'est ainsi que fut organisé le service de dépôts à terme et à vue, ainsi que celui des dépôts d'orphelins.

Cette loi qui a beaucoup contribué au développement des opérations et par suite à l'amélioration du sort des paysans bulgares resta en vigueur jusqu'en 1903, date à laquelle fut instituée la Banque Agricole de Bulgarie, institution désormais unique de crédit public agricole.

2) *La loi du 31 Décembre 1903*

Ce fut la loi de 1903 qui a établi la nouvelle institution centrale moderne du crédit agricole, la « Banque agricole de Bulgarie » entrée en vigueur le 1^{er} Janvier 1903.

SECTION II

LES INSTITUTIONS PUBLIQUES
DE CRÉDIT AGRICOLE

Comme nous venons de le dire, la principale institution de crédit agricole sous toutes ses formes, est la Banque Agricole de Bulgarie.

§ 1. — *La banque agricole de Bulgarie*

La création de cette banque est une étape des plus marquantes dans le développement du crédit agricole en Bulgarie. Elle est une institution nationale de crédit agricole, dont le siège social est à Sofia. Dans toutes les villes et dans les plus grands centres économiques, la Banque possède des succursales, dans les villages les plus importants des agences. Actuellement elle a 100 succursales et 56 agences. Le capital social de la Banque, au jour de sa fondation, s'élevait à 35 millions de lévas et appartenait aux caisses qui, de ce moment-là cessèrent d'exister comme des unités indépendantes et ont servi à former cette banque. Il est illimité et augmenté chaque année de 85 % du bénéfice net de la banque. Au 1^{er} Janvier 1930, le capital de la banque a

atteint 562.707.188 lévas; le capital de réserve s'éleva à 27.615.591 lévas et les fonds pour couvertures des pertes reconnues irrécouvrables de la banque s'élevèrent à 26.818.118 lévas; en un mot il a atteint la somme totale de 617.141.407 lévas.

Outre son capital social, la Banque trouve les moyens pour son activité dans les opérations suivantes: dépôts des orphelins, dépôts à terme, dépôts d'épargne, comptes courants créditeurs, etc...

Le rôle économique de la banque est d'aider l'agriculture bulgare avec une tendance à la rationalisation, ainsi que de satisfaire les besoins quotidiens qui se manifestent chaque année au premier plan de l'activité rurale. Le crédit qu'elle autorise aux paysans directement ou par l'intermédiaire des sociétés coopératives doit avoir pour but: rationalisation des propriétés rurales, affranchissement de la population agricole de l'emprise des usuriers, possibilité donnée aux agriculteurs d'utiliser un crédit facile dans des buts productifs, fournitures de cheptel mort ou cheptel vif, développer parmi les populations rurales l'initiative personnelle, afin de les rendre plus aptes à leur pénible travail et à la lutte contre les difficultés économiques qu'elles rencontrent; aménagement des propriétés agricoles par création de nouvelles constructions et pour l'accomplissement de toutes sortes d'améliorations et d'amendements (3).

A) *Organisation.* — L'administration de la Banque

(3) La réponse du gouvernement bulgare au questionnaire posé par la Conférence économique de Varsovie en novembre 1930, S.D.N. 1931.

agricole de Bulgarie est confiée à un gouverneur assisté de quatre administrateurs à titre de conseillers, de sorte que tous forment le conseil d'administration. Ils sont tous nommés par décret royal sur la proposition du ministre de l'Agriculture et des domaines et ne peuvent être relevés de leurs fonctions qu'en vertu d'un vote de la Chambre.

L'administration des succursales est confiée à un directeur qui a pour conseillers le caissier, le comptable et les jurisconsultes. Ensemble ils constituent le conseil de la succursale, qui a une compétence limitée par son service (article 12 de la loi de la Banque agricole de la Bulgarie). Les inspecteurs et les chefs des succursales sont nommés et révoqués par décret royal sur la proposition du conseil d'administration de la banque, tandis que les autres fonctionnaires le sont par le gouvernement sur la proposition du conseil d'administration.

En ce qui concerne le contrôle exercé par l'Etat sur les opérations de la banque, il consiste dans ceci : le budget de la banque est établi par le conseil d'administration et approuvé par le Ministre de l'Agriculture et des domaines. Ce dernier surveille et vérifie tous les actes de l'administration centrale de la banque et veille à la stricte observation de la loi et des statuts de la banque par l'intermédiaire de deux délégués, dont l'un conseiller de la Haute cour des comptes et l'autre fonctionnaire au ministère de l'agriculture et des domaines.

B) *Opérations.* — La Banque agricole de Bulgarie, d'après ses statuts, peut exercer toutes les sortes d'opérations de crédit à long, à moyen et à court terme, soit

avec les garanties personnelles par billets à ordre, soit avec les garanties des sociétés coopératives; contre gages sur biens meubles, contre hypothèques et sur gage des papiers de valeurs. Parmi toutes ces opérations, les principales que la Banque peut exercer sont: les prêts personnels, les prêts coopératifs et les prêts hypothécaires.

1) *Les prêts personnels.* Le crédit personnel est la forme la plus ancienne et la plus populaire de crédit auquel recouraient les agriculteurs pour remédier au défaut de capitaux dont ils souffraient. Il était d'abord pratiqué par les caisses d'utilité publique, les caisses rurales et à la fin il est passé comme opérations dans les statuts de la banque agricole. A mesure que le développement de l'activité du crédit agricole devenait de plus en plus grande, cette forme de crédit perdait une partie de son importance, surtout à partir de 1895, où l'on introduit le crédit sur hypothèque et sur gage d'objets précieux, mais resta néanmoins l'opération la plus connue, même après la réorganisation des caisses rurales. La loi de 1903 réorganisa les méthodes de ce crédit. En vertu de l'article 5 de la loi sur la Banque Agricole de Bulgarie les prêts sur billets à ordre doivent porter au moins trois signatures: celle du débiteur et celle des cautions. Le maximum de prêt était de 100 lévas. Mais cette somme augmentait au fur et à mesure automatiquement, de sorte qu'en 1915 la Banque était autorisée à consentir des prêts sur billets à ordre jusqu'à concurrence de 10.000 lévas. Naturellement il fallait toujours deux signatures, c'est-à-dire deux cautions.

Après la guerre, quelques modifications furent apportées au crédit personnel. C'est la loi du 21 Janvier 1931 qui a stipulé que la banque pourrait consentir des crédits personnels sans caution jusqu'à concurrence de 10.000 lévas. En instituant le crédit sans caution jusqu'à concurrence de 10.000 lévas. En instituant le crédit sans caution, l'Etat voulait manifestement favoriser les petits cultivateurs dont les qualités morales et les capacités de crédit étaient suffisantes pour la sécurité de la banque. A l'heure actuelle, conformément à l'article 12 de la loi sur la Banque Agricole, les succursales de la banque sont autorisées à allouer aux chefs de famille, sur billets à ordre, sans garantie, des crédits allant jusqu'à 5.000 lévas et avec garantie jusqu'à 20.000 lévas. Le délai de remboursement de ces prêts est de un à douze mois.

Le débiteur d'un crédit personnel envers la Banque Agricole de Bulgarie garantit sa dette avec tous ses immeubles, conformément à l'article 19 de la loi de la Banque; il ne peut ni les vendre, ni les hypothéquer, ni les donner en gage et en général il ne peut transformer sa propriété sans le consentement de la Banque. Quant aux billets à ordre avec garanties, à la garantie que constituent les biens de ce débiteur et ses qualités morales, s'ajoutent celles des garants. De plus, par une nouvelle annotation annexée à l'article 10 de ladite loi, on prévoit encore un privilège en sa faveur: les garants des prêts contre billets à ordre sont responsables jusqu'à complète extinction des sommes dûes, même au cas où le délai de paiement est prolongé.

2) *Le crédit avec garanties coopératives.* La banque

accorde des crédits personnels (à découvert) avec la garantie donnée par une société coopérative de crédit dont il fait partie. Comme garantie à un tel crédit est engagée la responsabilité solidaire juridique des membres, et les parts qu'ils ont versées. La limite du crédit personnel des associés à responsabilité illimitée ne peut pas dépasser le montant du capital, les fonds constitués, et au plus 20 % des biens meubles et immeubles des membres. De la somme ainsi obtenue, on déduit les dettes envers : la Banque agricole de Bulgarie, les sociétés coopératives et les personnes privées.

Aux sociétés coopératives à responsabilité limitée, le crédit personnel ne peut pas dépasser le montant du capital des fonds et au plus 50 % de la somme, par laquelle les membres sont tenues de répondre d'après les statuts pour les dettes de la société. Il suffit que les sommes soient couvertes par la valeur des biens des membres de la société. D'ailleurs cette forme d'opération est réduite aux 10 %, tandis que la première avec les sociétés coopératives à responsabilité illimitée atteint le chiffre de 90 %.

Outre ces deux sortes d'opérations, par laquelle la Banque aide les petits cultivateurs, elle exerce aussi des opérations plus onéreuses pour elle-même. Elle se charge de faire des achats sur ordre et pour le compte des agriculteurs : des machines, des instruments aratoires, du bétail et des semences. Elle construit des éleveurs, des magasins et autres aménagements indispensables au règlement rationnel du commerce des céréales et du crédit warrant.

3) *Le crédit aux coopératives.* Pour les sociétés coo-

pératives, la loi de la Banque agricole de Bulgarie, stipule que celle-ci est obligée de guider, contrôler, et satisfaire les besoins de crédit des sociétés coopératives sous quelque forme que ce soit.

Ces opérations financières avec les sociétés coopératives sont les suivantes :

a) Elle leur ouvre les crédits personnels, contrats qui ont pour base leurs capitaux, la responsabilité limitée et illimitée de leurs membres ; ces crédits sont utilisés sous forme de comptes courants à intérêts.

b) Elle accorde des prêts et des avances, ou des comptes-courants contre gage du portefeuille, bétail, instruments aratoires et machines agricoles, produits agricoles bruts et manufacturés, marchandises de nature à ne pas être exposées à des altérations, déposées dans les entrepôts, magasins, élevateurs, etc... (4).

En dehors de ces opérations, la Banque agricole de Bulgarie peut recevoir le dépôt des fonds inutilisés de ses membres.

C) *Résultats.* — L'activité de la banque est devenue de plus en plus grande à partir de sa fondation jusqu'à nos jours. Pour les opérations de prêts personnels ou à court terme, billets à ordre, nous avons dit qu'elles ont pris un développement considérable. Le tableau dressé par M. Kostukoff dans son ouvrage « Le crédit agricole en Bulgarie », a montré l'augmentation des sommes prêtées aux agriculteurs de 1903 à 1924 :

(4) Ibidem, op. cit.

Années	Millions de lévas
1904	56.500.000
1914	68.500.000
1924	440.500.000

Pour les opérations sur les crédits gagistes consentis par la Banque agricole de Bulgarie et sur hypothèque, les données statistiques pour la même période présentent le bilan suivant : pour les prêts sur gages, en 1904 ils ont atteint le chiffre d'un million et en 1924 ce chiffre s'est élevé à 482.500.000 lévas ; pour les prêts sur hypothèques, qui en 1904 comptaient 11 millions de lévas, en 1924 ils se sont élevés à 149 millions de lévas.

Pour la période de 1924 à 1929, le capital de la Banque et ses placements, sauf ceux faits aux coopératives agricoles se sont développés comme suit : en lévas : (5)

ANNEE	CAPITAL	MOYENS étrangers	PRÊTS	
			Sur billet à ordre	Sur gage
4	391.996.168	1.682.487.325	440.461.462	507.747.558
5	415.100.224	1.853.641.294	448.085.703	547.021.283
6	426.529.829	2.178.839.208	498.055.106	715.365.150
7	461.571.929	2.522.577.064	511.440.527	878.506.776
8	522.313.623	3.756.364.179	617.343.463	1.095.935.745
9	617.141.407	4.356.141.661	805.124.155	1.676.443.973

Au 31 décembre 1930, la Banque agricole de Bulgarie a prêté :

(5) Les données statistiques sont empruntées à l'article de M. J. Michailoff : « La Banque agricole en Bulgarie ». *R. Int. d'Agriculture*, janvier 1930, p. 225.

- 1) contre billets à ordre: 830.104.163;
- 2) contre warrants: 1.430.399.382;
- 3) aux sociétés coopératives de crédit: 631.891.326.

En ce qui concerne les opérations effectuées par la Banque concernant les dépôts, d'après les mêmes ressources, elles sont les suivantes:

Années	Millions de lévas
1920	375.500.000
1921	593.500.000
1922	892.500.000
1923	1.283.000.000
1924	1.661.000.000

Le développement des opérations de dépôts est très notable, étant donnée la pauvreté de la Banque, dans cette période où l'agriculture qui est la principale branche de l'activité économique de la Bulgarie souffre d'une pénurie de crédits.

§ 2. — *Les appréciations sur cette institution*

Dans les pays où prédomine la petite propriété, qui constitue le trait caractéristique de sa structure économique, l'organisation du crédit agricole est d'une grande importance. Nous avons vu que la Bulgarie est un pays de petites exploitations qui, grâce aux circonstances politiques et économiques dans lesquelles elle se trouvait au cours de son évolution, a eu la chance rare d'avoir connu de bonne heure l'utilité des institutions, quoique primitives, de crédit agricole. Ces institutions d'ordre public étaient les caisses de crédit dont le devoir principal était de venir en aide aux pe-

tits cultivateurs, dont la solvabilité gagiste n'était pas très grande.

Les Caisses d'utilité publique ont rendu des services remarquables à la population rurale pendant qu'elle était sous le régime turc, même après la libération de la Bulgarie, jusqu'en 1903, date significative pour l'agriculture bulgare, quand fut fondée la Banque Agricole de Bulgarie. Cette institution centrale du crédit agricole est digne de retenir notre attention. Elle est, à notre connaissance la première institution centrale de crédit, dans les Balkans, qui avait pour mission unique de subventionner la petite exploitation rurale et, ce qui est plus important, d'accorder des prêts purement agricoles, c'est-à-dire des crédits personnels. Elle remplissait cette tâche soit directement, soit par l'intermédiaire des associations coopératives de crédit. Dans ce sens, son article 1^{er} est ainsi libellé : « La Banque agricole de Bulgarie vient en aide par son crédit à la population rurale, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses institutions coopératives ». Mais sa mission ne s'arrête pas là. Elle assume de plus la fonction de guider, de contrôler et de satisfaire tous les besoins concernant l'exploitation des terres et la production agricole. Elle se charge aussi de fournir les matières premières, les engrais, les outils et tous les instruments nécessaires, soit par l'ordre de ses clients, soit par son initiative et son argent propre, pour les vendre après quand l'occasion s'en présente aux agriculteurs ou à leurs associations sous les conditions favorables ».

La seule critique que nous pouvons lui adresser, c'est qu'elle ne doit plus distribuer les crédits directement

aux agriculteurs, mais qu'elle borne ses opérations seulement avec les associations coopératives locales ou qu'elle distribue les crédits par l'intermédiaire de celles-ci.

Outre sa fonction de fournisseur de crédit à la population rurale, la Banque agricole de Bulgarie assume la fonction de caisse d'épargne paysanne. Elle fait la propagande pour ses clients collectifs ou pour ses agents propres, pour développer l'esprit d'épargne chez les populations rurales et les encourager en leur ouvrant ses guichets et en leur faisant savoir que leurs épargnes seront déposées dans des placements sûrs et productifs d'intérêts. Grâce à cette propagande, la Banque a réussi à combattre la tendance chez les paysans, de garder chez eux leurs épargnes, au lieu de les déposer dans des institutions de crédit. Par ces deux tâches principales, la Banque contribue au développement de la production agricole et par conséquent favorise le développement économique du pays tout entier.

CHAPITRE VII

APERÇU GENERAL

SUR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT AGRICOLE

Nous avons exposé aussi complètement qu'il était possible, dans les cinq chapitres précédents la législation positive relative au crédit agricole, à base officielle, ainsi que l'organisation, l'activité et les résultats obtenus par le fonctionnement des principales institutions financières de crédit agricole dans les cinq pays agricoles. Après tout ce que nous avons dit, il nous reste à examiner s'il est possible de faire une comparaison entre toutes ces institutions.

Avant tout il nous faut reconnaître que les lois sur le crédit agricole varient sensiblement de pays à pays non seulement en relation avec le développement de l'agriculture, la situation économique et les conditions sociales des classes agricoles, mais aussi selon le système juridique en vigueur dans chacun de ces cinq Etats. Quant aux institutions, elles sont, selon leur nature juridique, leur organisation et leur fonctionnement aussi différentes que possible. En étudiant leur organisation, nous avons constaté des différences portant sur différents points. Ces points sont en particulier les suivants :

- 1) Chacune de ces institutions centrales de crédit agricole a sa nature juridique propre. La Caisse Nationale de crédit agricole en France est un établissement public jouissant d'une autonomie financière. La Banque

Agraire d'Etat en Pologne est un institut gouvernemental de crédit agricole ; la Banque Agricole Privilégiée en Yougoslavie est une institution bancaire sui generis, une société par actions, dotée d'un certain nombre de privilèges et de faveurs ; la Banque Agricole de Bulgarie est une institution nationale de crédit agricole.

2) Ces différences de nature juridique entraînent logiquement une autre différence concernant la détermination des personnes auxquelles est attribuée la direction de ces institutions de crédit agricole : dans la Caisse Nationale de crédit agricole en France, nous voyons les personnalités les plus distinguées à la tête de la direction, choisies parmi des sénateurs, des députés et des représentants des caisses régionales de crédit ; dans la Banque Agricole d'Etat en Pologne, la direction est confiée aux personnes jouissant d'une autorité gouvernementale et dépendant entièrement de la volonté du gouvernement ; dans la Banque Agricole de la Yougoslavie, nous rencontrons un Conseil d'administration confié aux personnalités les plus éminentes et honnêtes du pays et une Assemblée Générale des actionnaires ; dans la Banque Agricole de Bulgarie, nous voyons les personnes à la direction nommées par décret royal et qui ne peuvent être relevées de leur fonction que par un vote de la Chambre des députés.

3) En ce qui concerne les opérations techniques de la Banque, nous avons vu qu'il y a des banques qui effectuent les trois sortes d'opérations : à court, moyen et long terme, tels que la Caisse Nationale de crédit agricole en France et la Banque Agraire d'Etat en Pologne depuis quelques temps. Les deux autres institu-

tions bancaires : Banque Agricole Privilégiée de la Yougoslavie et Banque Agricole de Bulgarie, elles ne pratiquent que deux sortes d'opérations, à court et à long terme.

4) Nous avons vu de plus qu'il y a des Banques qui autorisent le crédit directement aux sollicitants individuels, tels que la Banque Agricole de Bulgarie et la Banque Agricole Privilégiée de Yougoslavie, tandis que les deux autres, en ce qui concerne le crédit à court et moyen terme, l'effectuent toujours par l'intermédiaire des caisses locales ou des associations coopératives de crédit.

5) Quant à la garantie exigée pour les prêts, les Banques ont des dispositions différentes : la Banque Agricole de Bulgarie accorde des prêts individuels avec ou sans garantie coopérative ; la Banque Agricole privilégiée accorde des prêts à court terme à la base d'une lettre de change portant deux signatures, dont l'une doit être celle d'une organisation coopérative, ou sans cette dernière si le sollicitant donne encore en gage des biens immobiliers. Les deux autres banques exigent la garantie immobilière, ou toujours la garantie de la coopérative agricole de crédit, ou de la caisse locale de crédit dont font partie les sollicitants.

Outre ces profondes diversités de structure financière, l'organisation et le fonctionnement de ces institutions de crédit agricole, il y a encore d'autres différences qui n'ont que peu d'importance. Par conséquent si l'on examine les analogies avec soin et qu'on compare entre elles les règles établies par chacune des législations et des institutions publiques de crédit agricole, on est for-

cément amené à conclure qu'il existe une notable différence entre toutes les législations et les institutions chargées de subvenir aux besoins de crédit dans ces cinq pays agricoles.

Néanmoins, malgré cette variété notable de dispositions et la profonde diversité des structures, de l'organisation de ces institutions, il est possible à notre avis de dégager, de toutes ces institutions, une tendance générale vers une politique unitaire concernant le crédit agricole dans chaque pays respectif, vers une stabilité et une régularité de leur fonctionnement, ainsi que vers un développement prospère de chacune de ces institutions.

Ces tendances se manifestent dans les agissements suivants des institutions sus-mentionnées :

a) Tout d'abord toutes ces institutions ont en vue la prospérité générale du pays dans lequel chacune exerce ses opérations. Elles n'ont pas pour but d'acquérir des profits possibles, mais seulement de venir en aide à tous ceux qui veulent travailler et produire. Elles accordent des crédits non seulement aux particuliers par l'intermédiaire des institutions locales de crédit, mais aussi aux sociétés coopératives en général, pour stimuler l'activité de toutes les forces productives du pays et pour augmenter la production agricole.

b) Toutes ces institutions ont une tendance à assumer en elles-mêmes toutes les fonctions, à être l'unique gérant des capitaux destinés à aider l'agriculture nationale et à les répartir d'une manière équitable selon les besoins entre tous les clients individuels et collectifs.

c) Chacune de ces institutions, dans le royaume de

ses activités, grâce à la propagande, tâche de développer l'esprit d'épargne chez les paysans, de fortifier l'épargne nationale et à cet effet d'alléger le lourd fardeau qui pèse sur le Trésor public de chaque pays respectif.

d) En outre, chacune d'entre elle se charge de coordonner l'activité des divers organes chargés de répartir le crédit public, de simplifier leurs procédures d'opérations, de centraliser leurs fonds et d'exercer un contrôle justifiable sur l'emploi des fonds sociaux. Agissant ainsi elle évite les complications et assure une régularité notable du fonctionnement et par conséquent la prospérité des institutions qui leur sont subordonnées.

e) En vue d'éviter les risques possibles, la plupart des institutions publiques évitent dorénavant les opérations directes avec les sollicitants individuels, de sorte chacun désirant bénéficier de l'institution centrale de crédit agricole doit préalablement faire partie d'une association coopérative ou bien d'un syndicat professionnel. Cette politique financière des banques est très louable et donne des résultats considérables.

f) En dernier lieu, une tendance générale et marquante dans toutes ces institutions, sauf la Banque Agricole de Bulgarie, relative aux exercices de crédit. Elle se manifeste dans la restriction, autant que possible des prêts personnels et à l'élargissement des prêts sur la base des garanties réelles sur le cheptel et les produits du sol. Cependant cette garantie est constituée de façon à permettre à l'agriculteur la possession et par conséquent la jouissance des choses sur lesquelles la garantie a été établie ; c'est une sorte de substitution des

crédits de nantissement au crédit purement personnel. Ce n'est qu'une mesure de prudence qui a déterminé les banques à une opération technique pareille.

Enfin, si l'on ajoute à tout cela les données statistiques des opérations effectuées par ces institutions, on peut, sans beaucoup d'exagération affirmer qu'elles sont pour chaque pays un bienfait national et pour la société, dans le sens le plus large du mot, un bienfait social. De plus, ces institutions, par leur armature solide du crédit agricole offrent la plus grande garantie possible pour le fonctionnement et l'activité de la Banque internationale de crédit agricole, dont nous parlerons dans la dernière partie.

Pour terminer ce long exposé, nous devons avouer que toutes ces institutions du crédit agricole ont rempli la mission pour laquelle elles ont été créées. Elles peuvent être considérées comme un puissant auxiliaire de l'agriculture, lui permettant de parer, dans une large mesure aux crises économiques et d'appliquer à son profit les inventions du génie rural et pour conclure avec M. Ruau: « le crédit agricole nous achemine progressivement dans la liberté, dans le respect de la liberté humaine, à un régime d'étroite solidarité qui suppose la justice ».

QUATRIEME PARTIE

L'Initiative privée et les Institutions Coopératives de Crédit Agricole dans les quatre pays agricoles

CHAPITRE PREMIER

LA POLOGNE

SECTION I

LA LEGISLATION POSITIVE SUR LES ASSOCIATIONS COOPERATIVES DE CREDIT AGRICOLE

Avant la guerre mondiale, la Pologne avait trois sortes de législations coopératives, selon la localité dans laquelle une association coopérative était organisée. Elle était régie par la loi coopérative allemande, autrichienne et russe. Toutefois c'est la législation coopérative allemande qui a eu la plus grande influence sur les coopératives en Pologne occidentale, soit directement en réglementant les sociétés coopératives en Pologne occidentale, soit indirectement en servant de modèle aux législations coopératives autrichienne ou russe. C'est ainsi qu'en Pologne occidentale, les lois coopératives allemandes de 1888, 1889 et 1898 étaient

en vigueur. En Pologne méridionale, ce fut d'abord la loi autrichienne de 1852 sur les associations, et ensuite les lois de 1873 et 1903.

La Russie fut la dernière à légiférer sur les coopératives. Ce n'est qu'à partir de 1896 que la Pologne centrale et orientale obtint une législation coopérative, avec les lois russes de 1896, 1897, 1898, 1904 et 1905 sur les sociétés coopératives agricoles. Ces lois imposèrent partout des statuts normaux, prévus et arrêtés par le législateur et difficilement conciliables avec les exigences de la vie. En plus, elles mettaient la législation d'une société coopérative entre les mains du Ministre de l'Intérieur et de ses fonctionnaires, ce qui rendait très difficile l'établissement d'une société coopérative polonaise. Un des plus grands défauts de ces lois était aussi la défense de créer des unions de révision des sociétés coopératives.

Telle était la législation coopérative en Pologne au 1^{er} Janvier 1921, date à laquelle fut mise en vigueur la loi nouvelle coopérative polonaise du 29 novembre 1920, en vertu de laquelle toutes les lois antérieures ont été abrogées (1). Cette dernière loi a été modifiée par un amendement du 4 Décembre 1923 qui donne la définition des sociétés coopératives et pose les principes généraux de leur organisation. Une nouvelle loi du 7 Avril 1922 a été votée sur la fusion des coopératives et la dernière loi la plus importante, est celle du 17 Mars 1928 qui, actuellement, régit les opérations bancaires des institutions coopératives de crédit. Toutes ces lois sont donc aujourd'hui des

(1) Zygmunt Shmielewski et Wladislaw Wilezewski : « La coopération agricole en Pologne », R.I. des institutions économiques et sociales, 1925.

lois organiques qui régissent l'organisation, l'activité et le contrôle des associations coopératives en Pologne.

Les principales stipulations de toutes ces lois organiques sont les suivantes :

1) La loi de 1920, dans son article 1, donne la définition des associations coopératives en général. « Les coopératives sont des sociétés de personnes, avec un nombre illimité et un capital variable, dont le but doit être l'amélioration de l'économie propre de ses membres, par voie d'augmentation de leurs revenus et aussi la collaboration à leur développement collectif ».

En ce qui concerne les associations coopératives de crédit, cette loi, ainsi que les autres qui sont venues la compléter, prévoit l'organisation de deux types uniformes adaptés aux conditions de la vie économique en Pologne et aux exigences de la population polonaise. Les associations coopératives du premier type sont « les banques populaires », correspondant à peu près aux sociétés coopératives de crédit, S. Delitch, celles du deuxième type sont « les caisses de Stefezyk », correspondant aux associations coopératives de crédit agricole Raiffeisen. Les principes de ces deux types nous sont déjà connus.

2) La loi de 1922 règle d'une manière précise la fusion de plusieurs associations coopératives dans une seule, ou la formation des unions ou des fédérations de sociétés coopératives. Les conditions et les conséquences sont réglées par la loi.

3) Comme organes de contrôle, les lois prévoient et règlent deux institutions différentes avec des attributions propres : Unions de révision, et un Conseil des coopératives, organe suprême.

a) L'union de révision est une personne juridique avec son domicile propre, son administration, ses statuts et sa comptabilité. Ses compétences s'étendent sur un territoire déterminé qui peut être l'Etat tout entier. Les membres de l'union sont des coopératives de toutes sortes, mais rapprochées par un idéal commun. Cette union de révision a pour but de veiller sur toute l'activité des sociétés coopératives, de les instruire et de leur servir de lien, ainsi que de les représenter auprès du gouvernement.

b) Le conseil des coopératives est un organe suprême de contrôle. Il est établi auprès du Ministre des Finances, en vue de collaborer avec le gouvernement pour les questions concernant le mouvement coopératif en Pologne. Il n'est plus une personne juridique, avec une indépendance complète dans sa direction, mais il est un institut d'Etat.

4) A côté du conseil des coopératives d'Etat, il existe une institution unique constituée par l'initiative privée en Pologne, nommée « Institut des coopératives », fondé par le Congrès de Lwow en 1924. Ses buts se bornent à la recherche scientifique. Il procède de plusieurs manières : par ses cours organisés pour les agents des sociétés coopératives ; en collaboration avec des unions de révision pour l'organisation de cours d'enseignements spéciaux ; par l'acquisition de périodiques appropriés, et la correspondance avec l'étranger ; par la possession d'une bibliothèque et d'un musée, ainsi que de salles de travail (2).

(2) Les renseignements sur la législation sont fournis par l'ouvrage de M. Virion : « Le crédit agricole en Pologne ».

SECTION II

LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CREDIT AGRICOLE

Les sociétés coopératives de crédit de type Reffeisen apparurent en Pologne relativement tard. En Posnanie, où les banques populaires réussirent parfaitement à satisfaire les besoins même de la partie la plus pauvre de la population, le terrain n'était pas propice dans cette province pour les coopératives agricoles. Au contraire, en Gallicie où la population rurale est la plus dense de Pologne et même d'Europe, où les exploitations sont très petites et non viables, où la misère était grande et où les paysans étaient entre les mains des usuriers juifs, ce fut là que les principes de Raiffeisen purent trouver leur lieu d'application.

Les caisses d'avances existant depuis 1870 étaient très accessibles à la coopération polonaise ; le Dr. François Stefezyk (mort en 1924) fonda en 1892 la première « société d'épargne et de crédit ». Le développement de la société fut très grand et les résultats fort appréciables, de sorte que le gouvernement autonome de Gallicie s'y intéressa vivement et en 1899 il la prit en tutelle, en créant un bureau de patronage pour la société de crédit et de prêts, qui avait le devoir de soutenir le mouvement coopératif dans les milieux ruraux par une propagande intense. Le patron légal était le gouvernement autonome délégué par la Diète de Gallicie. Ces sociétés reposaient sur le principe de la mutualité et étaient des-

tinées à contribuer au relèvement économique et moral des agriculteurs, sans distinction de nationalité.

Dans le royaume du congrès, la loi de 1909 créa un type de société appelée « société de crédit sans part sociale ». Le capital était constitué par les emprunts et les dons des particuliers, c'était bien le principe de Raiffeisen. Ces sociétés correspondaient à peu près aux sociétés coopératives d'épargne et de prêts en Gallicie, par la nature de leurs opérations et le champ de leur activité.

Après la guerre et après la création du nouvel Etat polonais, toutes les sociétés coopératives de crédit durent s'adapter aux nouvelles circonstances, aux nouvelles conditions juridiques et législatives. Elles durent se soumettre aux lois de 1920, 1922 et suivantes et elles formèrent, par l'adaptation aux nouvelles conditions économiques, une « Confédération des unions de sociétés coopératives de Pologne ». Cette confédération groupe désormais toutes les sociétés coopératives de crédit du type Raiffeisen existant en Pologne et appelées depuis peu de temps « les caisses de Stefezyk » en mémoire de leur grand fondateur. Elle groupe dans son sein cinq unions de révision existant dans les villes les plus importantes. En 1930 elle comprenait 2.530 sociétés coopératives de crédit Raiffeisen, avec un nombre d'agriculteurs, membres de ces associations, d'environ 530.000. En outre, les caisses de crédit agricole ont une caisse centrale des coopératives de crédit agricole, qui est à notre avis d'une importance si grande, que nous sommes obligés de lui consacrer un exposé.

§ 1. — *La caisse centrale
des coopératives de crédit agricole*

Cette caisse centrale accorde les crédits à toutes les autres associations coopératives de crédit. Depuis 1919, cette caisse est devenue une institution à participation de l'Etat, car l'Etat polonais, en tant que successeur du gouvernement autonome de Gallicie, est possesseur d'une partie du capital social de la Banque centrale. L'autre partie, en effet, est formée des parts sociales appartenant aux sociétés coopératives, lesquelles seulement peuvent être membres de la Caisse centrale, y compris les organisations agricoles à caractère social. Son but est déterminé ainsi par les statuts : elle doit contribuer au développement de l'agriculture par l'octroi de crédits à bon marché aux exploitants et par d'autres opérations bancaires ; elle doit collaborer avec les organes compétents en leur facilitant la tâche au moyen du consentement de crédits, pour les aider à effectuer leur réforme agraire. Les moyens dont elle dispose sont ses fonds propres et ceux qu'elle arrivera à se procurer par les opérations normales bancaires, actives et passives. Les opérations actives ne peuvent être faites qu'avec les membres de la caisse. La responsabilité des membres est limitée à deux fois leur part sociale.

A) *Organisation.* — La direction principale de la caisse centrale se compose d'une assemblée des représentants au nombre de 18, élus par les assemblées des départements ; d'un conseil d'administration se composant des membres des comités de contrôle des départements et des délégués des pouvoirs publics ; d'une direction de

deux ou trois directeurs; et d'une commission de révision nommée par le Conseil d'administration.

B) *Opérations.* — La caisse centrale est en effet une banque coopérative qui ne fait ses opérations qu'avec des associations agricoles en vue d'augmenter la production agricole. Ces opérations bancaires sont actives et passives. D'après les statuts de cette banque, les opérations qu'elle peut effectuer peuvent en résumé être les suivantes:

- 1) consentir des prêts sur traites, reconnaissances de dette à découvert aux sociétaires collectifs;
- 2) garantir leurs opérations agricoles;
- 3) escompter leurs effets ayant une cause agricole;
- 4) réescompter, après l'endossement par les sociétés coopératives locales qui lui sont affiliées, les effets souscrits par les sociétaires individuels de ces dernières;
- 5) recevoir de toute association coopérative des dépôts de fonds inutilisés;
- 6) enfin contrôler les associations coopératives membres en ce qui concerne l'emploi des fonds prêtés.

C) *Résultats.* — La Caisse centrale des sociétés coopératives de crédit, en 1927, avait comme membres associés 1.709 associations coopératives de crédit agricole. Les fonds étaient répartis de la manière suivante: 1.170.342 zlotis de parts sociales appartenant aux membres, 362.786 zlotis de parts appartenant à l'Etat; 534.850 zlotis du fonds de réserve. La dette de la caisse se composait de 9 millions accordés par la Banque de Pologne, 10 millions par la banque agraire d'Etat; 255 millions de zlotis par la Banque d'économie nationale;

9.400.000 zlotis par l'Etat, 68 pour 100 du total des prêts ont été consentis en 1929 aux caisses de crédit agricole. Le taux d'escompte était de 10 à 12 pour 100 ; celui de réescompte de 8 à 10 pour 100 (3).

§ 2. — *Les appréciations sur cette institution*

Après tout ce qui précède, nous allons constater que la politique agraire poursuivie par le gouvernement polonais s'était toujours inspirée d'une idée nationaliste unitaire et d'une tendance vers le bien-être de la population rurale polonaise. Cette idée nationaliste unitaire s'était surtout manifestée dans le geste de l'abrogation de tous les textes législatifs antérieurs relatifs au mouvement coopératif et dans l'institution d'une législation unique, régissant toutes les sortes d'associations coopératives nationales, après la formation de la République polonaise. A ce point de vue, la sagesse de la Pologne est incontestablement supérieure à la sagesse de la Yougoslavie qui, bon gré mal gré, est restée jusqu'à présent sans une loi unitaire sur le sujet en question et qui vit encore sous le régime de cinq textes législatifs différents. L'autre idée concernant la prospérité économique de la population agricole, s'est surtout accentuée dans la politique financière des institutions centrales de crédit agricole, dont nous avons parlé, et dans la tâche de l'Etat de subvenir aux besoins des associations coopératives, ainsi que de venir en aide à la caisse centrale des associations coopératives de crédit agricole par des

(3) Ibidem. Ce petit exposé de l'organisation et de l'activité de la caisse a été fait selon les renseignements fournis par M. Virion.

fonds abondants et à bon marché. D'un autre côté, par les institutions de surveillance et de contrôle, les unions de révision et du conseil des coopératives, l'Etat assure un fonctionnement régulier et prospère du mécanisme des organisations de crédit à base coopérative en Pologne.

En ce qui concerne la Caisse centrale des coopératives, dont nous venons de parler, c'est un argument de plus que la Pologne possède une organisation complète du crédit agricole. Avec cette caisse, le système de crédit établi en Pologne mérite, à juste raison, d'être nommé « le modèle de l'organisation la plus complète du crédit agricole ».

Cette caisse qui, jusqu'en 1919, était une institution indépendante, dont le capital social était constitué par les associations coopératives locales, ses affiliées, est devenue, après la guerre, une institution dans laquelle l'Etat, en tant que successeur du gouvernement de la Galicie, et possesseur d'une partie du capital social de la Caisse centrale a, sans aucun inconvénient pour le fonctionnement de celle-ci, prêté une grande attention et donné son appui au développement financier de la caisse centrale. Etant une institution quasi-privée, la caisse a réussi à grouper toutes les associations coopératives de crédit existant sur le territoire polonais et à les aider dans l'accomplissement du devoir respectif envers l'agriculture polonaise. En tant que leur ancien institut suprême de crédit, elle est toujours en relation étroite avec les caisses coopératives affiliées et se rend facilement compte de leurs besoins locaux de crédit. D'autre part, étant la collaboratrice de l'Etat, et

par suite de la Banque agricole d'Etat, elle transmet les demandes adressées par les caisses locales de crédit selon les besoins et selon son avis propre à la Banque agricole d'Etat, de sorte qu'elle assure un équilibre entre la demande de crédit et la possibilité de l'offre exercée par la Banque agricole d'Etat. Or, la Caisse centrale des associations coopératives de crédit est non seulement une banque qui a des relations financières avec toutes les institutions puissantes de crédit : Banque nationale de la Pologne, Banque d'économie nationale, etc... ainsi qu'avec ses affiliées, mais qui sert aussi de trait d'union entre la Banque agricole d'Etat, d'un côté, et les institutions coopératives locales de l'autre côté. Agissant ainsi elle évite la stagnation éventuelle dans le fonctionnement de l'économie rurale et évite les risques dans la répartition des crédits aux associations coopératives locales, en profitant de la connaissance profonde des puissances financières des sollicitants, et en exerçant de son côté un contrôle sévère sur l'emploi des fonds prêtés.

CHAPITRE II

LA ROUMANIE

SECTION I

LA LÉGISLATION POSITIVE SUR LES BANQUES POPULAIRES DE CRÉDIT AGRICOLE

Les premières associations coopératives avec un caractère particulier, qui commencèrent à se fonder à partir de 1870, étaient régies par le Code de commerce promulgué en 1877. Puisque ces sociétés se sont répandues dans toutes les parties du royaume, le législateur roumain était forcé d'intervenir pour régulariser la situation des institutions déjà existantes et puissantes.

La première mesure législative a vu le jour le 28 Mars 1903, date à laquelle fut votée la loi sur les banques populaires. Cette loi est très importante, car elle pose, pour la première fois, les règles qui régissent le mouvement coopératif en Roumanie. Par cette loi, le législateur a voulu : consolider les banques existantes, répandre et propager dans tous les pays les mouvements des banques populaires, et créer une centrale ayant pour but de subvenir aux besoins de crédit et par suite d'exercer le contrôle sur les banques populaires. Au cours des temps, la loi de 1903 fut deux fois modifiée. La première modification lui a été apportée par le décret-loi du 31 décembre 1918 et la seconde modification par la

loi du 26 Septembre 1920. La première modification visait un triple but : limiter le cercle d'activité de la Banque centrale à des opérations de crédit ; augmenter le capital social de cette banque ; et enfin prendre différentes mesures considérées comme nécessaires pour un meilleur fonctionnement de la caisse centrale. La seconde modification a établi les trois règles suivantes : l'extension de la loi des banques populaires à tout le territoire roumain ; l'assujettissement au contrôle de la Banque centrale de la coopération de toutes les institutions qui travaillent avec les paysans ; et enfin l'augmentation du capital de la Banque centrale des banques populaires.

La loi organique de 1903 et toutes ses modifications ont été l'objet de vives critiques en Roumanie, surtout dans les cinq dernières années. On lui a reproché d'être trop sévère en ce qui concerne le contrôle exercé par l'Etat sur l'activité des banques populaires, et en particulier par la Banque centrale des banques populaires. Ce que les critiques réclamaient, c'était l'autonomie de l'organisation coopérative des banques populaires et leur complet affranchissement d'une tutelle administrative de l'Etat. En vue d'apaiser les esprits révoltés, le législateur roumain, à deux reprises, a manifesté sa bonne volonté de donner satisfaction aux dites réclamations. La première a trouvé son expression dans le « Code de la coopération », voté le 17 Juillet 1928 ; la seconde dans la « loi pour l'organisation de la coopération », votée le 28 Mars 1929. Les traits caractéristiques de ces deux lois sont les suivants :

1) Le Code de la coopération, dans son article 1^{er},

donne la définition de la coopérative: « La coopérative est une société à capital variable, avec un nombre variable et illimité d'associés, ayant comme but principal le progrès économique de ses membres par une entreprise commune ». Il classe les sociétés coopératives dans deux grandes catégories: 1) les banques populaires; 2) les coopératives diverses. D'après leur responsabilité, toutes les sociétés coopératives peuvent revêtir trois formes différentes: 1) les sociétés coopératives à responsabilité limitée; 2) les sociétés coopératives à responsabilité illimitée; et enfin 3) les sociétés coopératives avec versements supplémentaires. Toutes ces sociétés peuvent fusionner entre elles par la décision des assemblées générales. Quant aux banques populaires, en particulier, le Code les oblige à s'associer dans les fédérales seulement pour le meilleur et facile exercice du contrôle, (art. 139). Pour les autres coopératives, cette obligation n'a pas de sanction juridique: elles peuvent, mais elles ne doivent pas constituer des unions de coopératives. Ce qui est le plus important, c'est que le Code prévoit deux centrales principales des coopératives, selon la division adoptée, qui auront pour but de grouper les différentes branches de la coopération roumaine, à savoir: 1) la Banque centrale des banques populaires; 2) la Banque centrale des coopératives.

Pour coordonner l'activité de ces deux institutions financières, le Code prévoit la création d'un conseil supérieur de la coopérative dont le siège doit être à Bucarest.

2) La loi de 1929 vient d'achever le système de l'organisation du crédit agricole en Roumanie, en complé-

tant, et sur certains points en modifiant le Code de la coopération. Cette loi fut votée par le gouvernement du parti paysan, qui alors était au pouvoir, avec la collaboration d'un éminent coopérativiste roumain, M. J. Raducano, alors Ministre du travail, de la coopération et des assurances sociales.

A la différence du Code de la coopération, la loi ne donne pas la définition de la société coopérative, mais dans son article 4 elle se contente de faire une énumération explicite des diverses formes sous lesquelles la coopérative peut se manifester. De plus, elle spécifie que les sociétés coopératives sont des sociétés commerciales. D'après cette loi, les statuts des sociétés déterminent les conditions en ce qui concerne l'admission de nouveaux membres. Les personnes qui, par leur profession, auront des intérêts contraires à ceux de la coopérative, ne seront pas admis comme membres de la société. Le capital de la société est formé par des parts sociales d'une valeur égale (article 8). La valeur de la part ne peut pas être inférieure à 500 leis et personne ne peut avoir plus de cent parts sociales. Le capital social est représenté par des actions nominatives. Les actions nominatives ne peuvent être cédées ni mises en gage, ni poursuivies de quelque façon que ce soit, tant que celui auquel les actions appartiennent, est l'associé de la coopérative (article 15).

En ce qui concerne le but poursuivi, le mode d'organisation et le fonctionnement des sociétés coopératives, la loi dans son article 30 pose la règle suivante: tous les statuts des sociétés coopératives doivent contenir: la raison sociale de la coopérative et son siège; l'énu-

mération des opérations qu'elle pourra faire; la durée de la société; les conditions qui doivent être remplies pour être reçu dans la coopérative, ainsi que les formalités de retraite des associés, ou les cas d'expulsion; la valeur de la part sociale et le nombre maximum de parts qu'un associé pourra souscrire, la manière de régler les parts sociales, etc...

En outre, cette loi permet la fusion entre les coopératives, et les fédérales constituées entre plusieurs coopératives, sont considérées par la loi comme des coopératives au deuxième degré, ayant comme associés les sociétés coopératives. D'autre part, la loi institue les Unions de coopératives qui auront pour devoir de contrôler les fédérations de coopératives et leurs associées. Ces unions se formeront par Départements et conformément à l'article 68 de la loi, toutes les sociétés coopératives seront obligées de s'affilier aux Départements des Unions dans un délai d'une année à partir de la publication de la loi. L'activité de ces unions est soumise au contrôle de l'Office national de la coopération roumaine. Ce qui est plus important, c'est que la loi de 1929, au lieu des deux banques centrales prévues par le Code de commerce, institue une Banque centrale coopérative, qui remplacera l'ancienne centrale des banques populaires.

SECTION II

LES BANQUES POPULAIRES DE CRÉDIT AGRICOLE

La première banque populaire avec toutes ses particularités, que nous présenterons plus loin, fut fondée en 1891 à Urziconi, avec 85 membres et un capital initial de 107 leis. A l'instar de cette banque, les autres banques furent fondées dans le département de Dâmbovitza, ainsi que dans le département de Prahova. Ces premières banques populaires ont travaillé avec beaucoup de difficulté à cause de l'état arriéré de l'éducation sociale et économique des paysans roumains qui ne pouvaient alors s'adapter aux circonstances nouvelles.

Grâce à l'activité et à la propagande menée par le ministre M. Spiru Haret, en 1893, on a abouti à des résultats considérables. Du 1^{er} novembre 1901 au 1^{er} décembre 1901, il fut fondé 168 banques populaires et à la fin de l'année 1902 on a trouvé 700 banques populaires, avec 57.618 membres et un capital social de 4 millions de leis. C'était alors le moment où le législateur fut amené à intervenir pour donner un statut légal à toutes ces institutions. En 1904 on a trouvé 1.422 banques populaires, avec un capital social de 10.086.020 leis; en 1905, ce nombre est monté à 1.849 banques populaires, avec 198.411 membres et un capital versé de 12.665.824 leis. Au fur et à mesure que l'activité des banques fondées a donné des résultats satisfaisants, de nouvelles banques ont été créées dans les circonscriptions où il n'en existait pas encore, de sorte qu'en 1918 il y avait

en Roumanie 2.966 banques populaires, avec 630.738 membres ; 186 millions de leis capital versé, 310 millions de leis de dépôts, et 18 millions de leis de réserve. Dès lors, jusqu'en 1927, le nombre des banques a atteint le montant de 4.766, avec 952.997 membres ; 1.265.465.377 leis de capital versé, 964.849.080 leis de dépôts. Afin de présenter une image plus complète du mouvement coopératif de crédit en Roumanie, nous dressons un tableau statistique, emprunté à l'ouvrage de M. Joseph Camil, intitulé « La coopération en Roumanie » :

ANNÉE	Nombre des banques populaires	Nombre de membres	Capital social	Dépôts	Prêts accordés
1904	1.625	121.786	6.850.976	2.431.112	
1908	2.410	346.707	37.851.896	6.416.892	51.307.523
1913	2.901	583.632	107.142.203	18.390.590	149.247.549
1918	2.965	641.359	186.438.528	62.046.424	137.884.519
1919	3.114	678.061	243.863.256	100.284.386	250.169.276
1920	3.194	702.864	301.850.404	155.377.528	386.875.278
1921	3.211	706.150	348.062.894	213.883.403	572.847.255
1922	3.213	717.507	398.974.921	306.098.683	817.975.765
1923	3.747	825.879	478.915.265	430.476.732	1.184.065.557
1924	3.956	847.217	584.034.833	498.380.301	1.535.557.167
1925	4.207	886.844	745.356.714	591.280.976	2.173.885.908
1926	4.413	915.388	371.744.812	754.119.324	2.891.986.422
1927	4.766	952.997	1.265.465.317	964.849.081	3.537.336.477

De ce tableau statistique, il résulte clairement que le développement considérable du mouvement coopératif de crédit en Roumanie, commencé par les banques populaires ordinaires et par les banques fédérales, est devenu des plus importants. Le nombre des banques populaires, à partir de 1904, s'est accru d'un pourcentage de 400 pour 100 jusqu'en 1927, tandis que les opérations effectuées par les banques ont atteint des chiffres immenses. Toutes ces institutions locales et leurs fédérales de crédit agricole sont obligatoirement affiliées à la Banque centrale des banques populaires qui leur procure du crédit et reçoit leurs fonds de dépôts inutilisés.

En ce qui concerne la nature juridique des banques populaires roumaines, elles ne sont ni des associations coopératives de crédit du type Raiffeisen, ni du type Delitch. Elles constituent, par suite de leurs principes, un type *sui generis* qui, sur certains points se rapproche du type Raiffeisen, mais se distingue de celui-ci par les traits suivants :

1) Tandis que les caisses de Raiffeisen s'interdisent la répartition de tout bénéfice réalisé par le fonctionnement des caisses, les banques populaires roumaines partagent les bénéfices entre les sociétaires, au prorata de leurs actions et paient un certain intérêt aux actionnaires ;

2) Tandis que les caisses de Raiffeisen sont des associations à responsabilité illimitée des membres, les banques populaires roumaines sont, pour la plupart, des associations coopératives à responsabilité limitée ;

3) Tandis que les premières consentent des prêts exclusivement aux membres associés, les banques popu-

laïres effectuent des opérations même avec les personnes qui ne sont pas membres de l'association. Ici les banques populaires se distinguent également des banques populaires du type S. Delitch (1).

§ 1. — *La Banque centrale coopérative*

La Banque centrale coopérative est créée par la loi de 1929 en remplacement de l'ancienne banque coopérative des banques populaires, fondée par la loi de 1903. C'est une personne juridique autonome, destinée à accorder des crédits sous toutes les formes aux sociétés coopératives et à faire des opérations de banques pour leur compte. Son siège social est fixé à Bucarest, mais elle est autorisée à établir des succursales dans les divers centres économiques du pays et à l'étranger. Le capital social doit atteindre le chiffre d'un milliard. Pour constituer ce capital, la charge en sera répartie comme suit : l'Etat souscrira les actions pour une somme de 250 millions de leis :

a) 200 millions seront mis par la Banque Nationale de Roumanie à la disposition du crédit populaire, conformément à la convention de 1925, relative à la prorogation de son privilège ;

b) 50 millions proviendront de la part de l'Etat aux anciennes centrales des banques populaires et des coopératives ;

c) 250 millions destinés par l'Etat à compléter le capital de cette institution.

L'autre somme de 50 millions de leis, doit être four-

(1) J. Camil : « La coopération en Roumanie », p. 87.

nie par les souscriptions des sociétés coopératives et de leurs fédérations; chaque coopérative associée doit souscrire au moins une obligation, dont la valeur est fixée à 10.000 leis. Le but principal de la Banque centrale coopérative est de venir en aide aux banques populaires et à leurs fédérales et de les contrôler; de plus de gérer tous les fonds destinés à contribuer à l'augmentation de la production agricole.

A) *Organisation.* — Selon les stipulations de la loi de 1929, l'administration de la banque est confiée à un conseil d'administration composé de neuf membres, à savoir: un délégué du Ministre des finances, un délégué du Ministre de l'agriculture et des domaines; un délégué du Ministre du travail, de la coopération et des assurances sociales; un délégué de la Banque Nationale de Roumanie; cinq membres élus par l'assemblée générale des sociétés coopératives associées. Cette composition du conseil d'administration a été établie d'après la volonté exprimée au Congrès des coopératives roumaines tenu en 1925, qui a alors demandé que les représentants des coopératives dans le conseil de la Banque centrale soit en majorité en face de ceux nommés par l'Etat.

Le conseil d'administration a pour devoir d'établir des statuts-types pour les banques populaires et les sociétés coopératives, de décider en tout ce qui concerne les relations financières et autres entre les affiliés et la centrale, de fixer toute mesure concernant le capital pour les fédérales et leurs banques affiliées, et enfin de consentir les crédits à toutes les fédérales et à leurs fédérées.

Afin d'exercer un contrôle supérieur sur la gestion de la banque centrale coopérative, la loi de 1929 prescrit que cette fonction sera confiée à un commissaire du gouvernement qui sera nommé par le décret royal d'après la proposition du Ministre du travail, de la coopération et des assurances sociales. Au cas d'une irrégularité constatée par lui, il pourrait rendre des décisions qui seront susceptibles d'appel devant une commission d'arbitrage, formée par un conseiller de la Cour de cassation, comme président, par un membre désigné par le Ministre du travail et un membre désigné par le conseil d'administration de la banque coopérative, (art. 94).

B) *Opérations.* — La Caisse centrale des coopératives est autorisée à faire les opérations suivantes :

1) accorder des emprunts aux banques populaires et à leurs fédérations, ainsi qu'à toutes les autres coopératives ;

2) ouvrir des comptes-courants et recevoir des dépôts de ces mêmes institutions ;

3) escompter les effets de commerce des banques populaires et de leurs fédérations, ainsi que des autres coopératives de production et de consommation ;

4) réescompter, de préférence à la Banque Nationale de Roumanie, le portefeuille des banques populaires ;

5) Organiser la vente en commun des produits des paysans, par le moyen des banques populaires. Le taux d'intérêt que la Banque centrale coopérative peut accorder aux associations coopératives et à leurs fédérales, ne peut excéder 8 pour 100, tandis que celui que les banques populaires peuvent accorder aux membres

individuels ne peut être supérieur à 10 pour 100 aux sociétaires, et 12 pour 100 aux non sociétaires.

C) *Résultats.* — Nous ne possédons pas encore les données statistiques nécessaires pour démontrer l'activité de la banque nouvelle centrale coopérative, et par conséquent nous ne pouvons pas encore juger du bon ou mauvais fonctionnement de cette banque. Quant à la Banque centrale des banques populaires, qui était fondée par la loi de 1903, son activité a obtenu des succès significatifs. Durant la période de sa formation jusqu'en 1928, elle a réussi à grouper toutes les fédérales des banques populaires, ainsi que tous les fédérés. Elle les a fournis des moyens nécessaires pour faciliter leurs opérations. Au 31 décembre 1927, elle avait comme clients les 56 banques fédérales, avec un nombre de banques populaires fédérées de 4.220, avec un capital social de 75.177.071 leis. Le compte-courant, de la Banque centrale des banques populaires, ouvert aux associations fédérales au 31 Janvier 1927 s'élevait à 1.206.025 leis et les prêts hypothécaires qu'elle a accordés aux sollicitants individuels par l'intermédiaire des banques fédérales ou leurs fédérées pour la même période, ont atteint le chiffre de 236.796.621.075.

§ 2. — *Les appréciations*
sur le mouvement coopératif de crédit
et sur la Banque centrale coopérative en particulier

Comme nous venons de le voir, la politique concernant le crédit agricole de la Roumanie s'est orienté vers les banques populaires, institutions de crédit agricole à

base coopérative. L'expérience acquise par le fonctionnement des deux institutions officielles de crédit de 1881 à 1892 lui a démontré que l'Etat ne doit pas s'immiscer dans les affaires qu'il faut réserver aux initiatives privées et à elles seules. L'Etat roumain, après cette expérience a conclu « qu'il ne faut pas vouloir faire le métier de l'autre ». Dès 1903, il a abandonné sa politique antérieure et il a prêté son attention au mouvement quasi-coopératif des banques populaires. Y a-t-il quelque chose d'étrange dans cette politique ? Nous ne le trouvons pas. La Roumanie a agi de façon telle qu'elle jugeait rationnelle et avantageuse pour les circonstances politiques, économiques et sociales de son pays. Elle a, par un concours législatif et surtout financier, encouragé l'initiative privée et a stimulé son activité. Donc les moyens choisis par la Roumanie pour atteindre ce but ne sont point critiquables. Toutefois, ce qui nous paraît juste encore de demander, c'est si les banques populaires et leur banque centrale ont répondu au rôle qu'elles sont appelées à jouer dans l'économie nationale de la Roumanie ? Voilà la question.

M. Youvara, dans son ouvrage déjà cité est assez sceptique envers les banques populaires, en disant que « le peu de confiance qu'on a dans les dirigeants des banques, fait que beaucoup de ces banques ne correspondent en rien au but pour lequel elles avaient été créées » (2). Quant à la Banque centrale ancienne des banques populaires, il a dit « qu'on lui impute un esprit bureaucratique excessif qui se manifeste surtout par un

(2) M. Youvara : « Problème du crédit agricole », op. cit. p. 215.

manque d'organisation dans la technique bancaire de cette institution. En outre, le contrôle qu'elle exerce est plutôt répressif, alors qu'il devrait être fait surtout pour parer aux irrégularités que pourraient commettre les banques populaires. On peut encore, dit-il, reprocher à la Banque centrale de se limiter surtout à un rôle de simple intermédiaire entre la Banque nationale et les banques populaires, tandis que son but principal est d'être une institution bancaire proprement dite » (3).

L'opinion de M. Youvara pouvait être juste avant que le Code de la coopération de 1928 et la loi de 1929 pour les coopératives soient entrés en vigueur, mais après ces deux dates, qui sont les plus marquantes dans le développement du mouvement coopératif en Roumanie, elle n'a plus aucune raison d'être. Le Code de la coopération est venu réformer toute l'organisation des banques populaires en ce qui concerne la direction et leurs opérations et pose les principes auxquels les banques doivent se soumettre dans toute leur étendue. De plus, la loi organique de 1929 a posé des obligations en ce qui concerne la rédaction des statuts des banques, ainsi que leur contenu. Le législateur n'a donc pas laissé ces dernières libres de s'organiser comme bon leur semble, mais il les a invitées à suivre les principes prescrits par la loi. En outre, la loi de 1929 a créé une Banque centrale coopérative, dont l'organisation est composée d'une façon telle qu'aucune critique n'est plus justifiable.

Dans ses traits généraux, nous avons exposé l'organisation de cette banque centrale coopérative et nous

(3) Ibidem, p. 215.

avons vu quelles opérations elle peut effectuer. Elle aurait commencé à fonctionner à partir de 1930, mais quels résultats a-t-elle donné pour ce laps de temps ? nous ne le savons pas encore. Tout ce que nous pouvons dire pour le moment, c'est que cette institution, selon les espoirs des promoteurs de la loi, pourra accomplir la tâche assez délicate qui lui a été confiée par la loi. Son organisation nous inspire la confiance quant à la gestion des fonds destinés à être prêtés aux agriculteurs, à la régularité de toutes les opérations bancaires ou autres, ainsi qu'au contrôle qu'elle exercera sur les associations bénéficiaires de ces fonds. Son capital social, de son côté, lui permettra de faire face à toutes les demandes de crédit concernant la production agricole.

Nous croyons en particulier que la Banque centrale coopérative aura toujours en vue l'intérêt de l'agriculture et des petits agriculteurs et déploiera son activité pour développer le mouvement coopératif en Roumanie et pour éviter les spéculations constatées dans le fonctionnement des banques populaires et de leurs fédérales. Nous espérons, de plus, que la Banque centrale coopérative, grâce à ses fonds abondants, contribuera à la fondation des banques populaires dans les circonscriptions où elles n'existent pas encore ; qu'elle suivra une politique unitaire en coordonnant l'activité de toutes les institutions existantes ou nouvellement formées et en leur faisant suivre une politique agricole nationale ; et en dernier lieu qu'elle ne bornera pas son activité à un simple rôle de répartiteur des crédits, mais qu'elle s'occupera aussi du développement des qualités morales et intellectuelles des membres individuels des banques po-

pulaires par la propagande et par les agents qui vont suivre cette mission bienfaisante. En un mot, nous sommes convaincus que la Banque centrale coopérative fera tout ce que font les autres banques centrales de crédit agricole dans les pays dont nous avons parlé dans la partie précédente.

CHAPITRE III

LA YOUGOSLAVIE

SECTION I

LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT AGRICOLE

I. — *Le mouvement coopératif de crédit agricole avant la guerre*

A la veille de la formation de l'Etat yougoslave, plusieurs mouvements coopératifs indépendants existaient dans les régions autonomes, annexées ou libres et se développaient sous des régimes législatifs différents, ainsi que dans des conditions politiques, économiques et sociales différentes. Les principaux de ces mouvements sont les suivants : le mouvement coopératif en Voïvodina, en Croatie et en Dalmatie ; le mouvement coopératif en Bosnie et Herzégovine, le mouvement coopératif en Slovénie et enfin le mouvement coopératif en Serbie.

Afin de présenter une image plus claire du mouvement coopératif général dans le pays yougoslave d'aujourd'hui, il nous faut donner un petit exposé de la formation et du développement de tous ces mouvements coopératifs différents.

I. — *Voïvodina, Croatie et Dalmatie.*

A) *Voïvodina.* — La première coopérative fut fondée en 1897 à Kameniza (Srem), et en 1898 fut constituée la Fédération des coopératives agricoles serbes. Ces coopératives ont fonctionné avec plus ou moins de succès en vue de sauver les agriculteurs de l'empire des usuriers et de leur apprendre à pratiquer l'épargne et une meilleure culture de la terre. Une attention toute spéciale a été prêtée à l'éducation morale des membres. Il est compréhensible que les pouvoirs publics gênaient tout le travail des coopératives serbes, au point qu'au début de l'année 1914 leur action fut totalement défendue. Après la guerre il y avait 426 coopératives qui, en 1923, finalement fusionnèrent avec la Fédération générale des coopératives agricoles serbes, dont nous parlerons un peu plus loin (1).

B) *Croatie.* — La première coopérative croate fut fondée en 1898 à Konianiza, mais son succès n'était pas satisfaisant. Une action plus forte et plus intense commençait seulement en 1901 lorsque fut fondée la Banque agricole de Croatie qui, en une année de travail avait déjà créé 69 coopératives. Plus tard on a procédé à la fusion de toutes ces coopératives dans l'Union centrale des coopératives croates dont le siège était à Zagreb. Ces coopératives s'occupaient exclusivement de l'épargne et du consentement des crédits et en regard de leur faible développement ont obtenu jusqu'en 1919, lors de

(1) Stoïkovitch : « Le crédit agricole en France et l'Organisation du crédit agricole dans notre pays », p. 91. Citation empruntée à M. Vorkapitch : « Le crédit agricole en Yougoslavie », p. 70.

la fusion de ces coopératives avec la Fédération générale des coopératives serbes, des résultats assez satisfaisants.

C) *Dalmatie*. — Dans cette contrée, le mouvement coopératif commença à s'étendre parmi la population croate en 1898, pendant que 10 coopératives successivement étaient fondées; dix années plus tard leur nombre atteignait 394, dont la plupart furent des associations coopératives de crédit. Quoique le mouvement coopératif ait pris un développement considérable, l'idée coopérative dans cette région n'a pas pu être utilisée pour des raisons particulières, politiques surtout, qui empêchaient la formation d'une fédération locale de toutes ces coopératives, en vue de faire une propagande nationaliste et de renforcer davantage le mouvement. La situation s'améliora seulement en 1913, lorsque la fédération, fondée déjà en 1907, devint la centrale de toutes ces coopératives.

II. — *Bosnie et Herzégovine*. — La première coopérative serbe de Bosnie fut fondée en 1907 et déjà en 1911 il y avait 198 coopératives, avec 4.100 membres; c'est l'époque où fut constituée l'union des sociétés coopératives serbes dont le siège était à Sarajevo. Toutes les coopératives étaient des coopératives du type Raiffeisen et ce ne fut qu'en 1912 qu'elles commencèrent à fonctionner activement, quand fut fondée la Banque centrale serbe qui avait mis à leur disposition des moyens financiers plus importants. D'après la statistique de 1927 il y avait 138 coopératives faisant partie de l'union.

A côté des coopératives serbes de Bosnie, il y avait aussi des associations coopératives croates de crédit qui commencèrent à se fonder en 1909. Avant la guerre il y avait à peu près 300 coopératives et déjà en 1919 s'organisaient les caisses coopératives croates en Bosnie et Herzégovine. Ces sociétés coopératives ont formé une centrale fédérale croate qui n'avait jusqu'en 1921, que 64 coopératives de crédit (2).

III. — *Slovénie*. — De toutes ces contrées, c'est la Slovénie qui a eu le mouvement coopératif le plus développé. Trois conditions contribuent au développement du mouvement coopératif en Slovénie : 1) le sens de l'épargne et le désir d'un placement utile des sommes économisées ; 2) les capacités organisatrices et l'assiduité qui sont les facteurs capitaux des Slovènes ; 3) la position particulière de cette région dans l'Autriche-Hongrie d'avant-guerre. Entourés presque de tous côtés par les Allemands qui désiraient à travers leur territoire s'étendre vers le Sud, les Slovènes furent obligés de mener une longue et dure lutte. Comme les autorités de l'Etat n'étaient pas très bien disposées à leur égard il ne leur restait rien d'autre que de resserrer les rangs nationaux. Il est hors de doute que ces motifs particuliers ont beaucoup influencé le mouvement coopératif et que c'est pour cela qu'il se développa si fortement en Slovénie.

Les origines de la coopérative agricole en Slovénie remontent à 1881, quand fut fondée à Celjé la première caisse de crédit agricole. En 1883, le nombre des caisses s'est accru et on put organiser l'union des caisses

(2) M. Vorkapitch : « Le crédit agricole en Yougoslavie », op. cit., p. 75.

d'épargne slovènes. La plupart de ces caisses représentaient les coopératives de type mixte, dont le principe était adapté aux besoins de la population et aux nécessités locales. Leur capital était constitué par deux sortes de parts : les parts principales qui donnaient le droit de vote, et les parts d'affaires qui ne comportaient pas ce droit. De cette façon, la direction des caisses était toujours conservée entre les mains des nationaux et les parts d'affaires circulaient librement, sans crainte que l'achat de ces titres par les Allemands put avoir des répercussions sur la direction. Le fondateur de ces premières caisses fut un grand patriote slovène Michel Vosnjak, qui s'est proposé d'organiser l'économie nationale dans la lutte contre les finances allemandes.

Grâce à ces premières institutions de crédit, qui par le consentement du crédit à bon marché ont facilité le progrès et l'indépendance économique des petits cultivateurs, on a commencé, dès la fin du XIX^e siècle, à fonder d'autres types de coopératives agricoles. Ces coopératives avaient moins le caractère politique et davantage le caractère spécial économique. Elles se sont développées grâce à l'activité et aux sacrifices du Dr Janès Krek qui a été nommé à juste titre l'apôtre de la coopérative slovène. L'apparition de ces coopératives a provoqué la réorganisation de l'union fondée en 1883, de sorte qu'en 1905 fut fondée la fédération des coopératives à Celje. Bref, cette fédération a déployé une très grande activité, ce qui ressort des résultats de 1906, à l'époque où les membres faisaient pour 237 millions de couronnes d'affaires, tandis que les réserves s'élevaient à 3 millions 708 et que les bénéfices nets étaient de 58.000 cou-

ronnes. Sur 200 coopératives qui étaient organisées dans la fédération en 1907, il y avait 80 coopératives de crédit, qui se transformaient graduellement en coopératives Raiffeisen. L'essor des coopératives qui se fait en Slovénie à la fin du XIX^e siècle a amené, en 1900, la fondation d'une autre fédération appelée Fédération économique, dont le siège est à Lubljana. Jusqu'en 1904 cette fédération ralliait des coopératives de différents types, en s'occupant en outre de toutes autres affaires coopératives. La spécialisation a été effectuée en 1904, après la fondation de la Fédération coopérative comme organe de revision et centrale monétaire. La Fédération économique avait entrepris exclusivement des affaires d'achat et de vente des marchandises. De cette façon, la Fédération coopérative avait pu fortifier son action en vue d'accumuler les capitaux et de régulariser en même temps, par le consentement du crédit, les affaires de la Fédération économique selon le besoin des coopératives pour l'achat des marchandises. La fédération a transporté son activité aussi dans les autres provinces d'Autriche peuplées par les Yougoslaves, et en 1913 elle a uni 382 coopératives. Il faut dire que les nouvelles frontières du pays ont brisé l'unité des coopératives slovènes, car certaines contrées habitées par des Slovènes (Istrie et Goriza) sont incorporées à l'Italie en vertu des traités. Le traité de Rappallo a donné à un Etat étranger 230 coopératives slovènes. A la fin de 1921, la Fédération coopérative à Lubljana avait 481 coopératives, dont 262 coopératives de crédit (3).

(3) Ibidem, op. cit. p. 77-78.

IV. — *Serbie.* — Le mouvement coopératif serbe apparaît vers la fin du XIX^e siècle. Chez nous comme ailleurs, la fondation des premières coopératives a été précédée d'une période de discussions théoriques et de formation de l'idée sur les coopératives. C'est tout d'abord l'idée d'association coopérative socialiste qui a été lancée et propagée par un socialiste serbe, chez nous bien connu, S. Markovitch, ensuite lui succédèrent des idées purement coopératives propagées par les partisans du coopératisme. La première idée du vrai coopératisme apparaît, selon l'opinion de M. M. Avramovitch (apôtre de la coopération serbe) entre 1881 et 1889, alors que M. P. Todorovitch a commencé à préconiser dans la presse la fondation des associations coopératives du type Raiffeisen.

Grâce à l'initiative personnelle de M. Avramovitch, la première coopérative serbe fut fondée en 1894 dans le village de Vranovo près de Smederevo. Pendant la première année cinq coopératives se fondèrent; l'année suivante on en comptait déjà 13. Ces coopératives étaient constituées exclusivement sur le principe des coopératives Raiffeisen, tandis que les autres coopératives créées plus tard adoptaient les principes qui répondaient le mieux à leur champ d'action.

Le premier congrès du mouvement coopératif fut tenu en 1895 à Smederevo, et à ce moment fut constituée la fédération des coopératives agricoles de Serbie. Elle avait pour but de travailler à la fondation des coopératives nouvelles et de procurer les moyens matériels nécessaires à ses membres. Depuis ce moment, les affaires commencèrent à se déve-

lopper plus rapidement, de sorte que l'Etat fut amené à venir en aide à la coopération nouvelle. « Le premier pas en ce sens fut une modeste subvention accordée par l'Etat en 1897, qui permit à la fédération d'entretenir un « fonctionnaire ambulant », avec la mission de voyager et de donner les instructions nécessaires au fonctionnement des coopératives. La même année, lors de la discussion de la loi sur les Loteries Nationales, fut acceptée une proposition, d'après laquelle un quart des bénéfices nets de la Loterie serait offert à la constitution des fonds agricoles. Lorsque ce fonds atteindra la somme de 2 millions de dinas, on le remettra à la fédération pour stimuler l'activité des sociétés coopératives » (4).

La tâche qui incombait à la fédération des coopératives de stimuler le mouvement coopératif et d'encourager l'initiative des paysans, a été couronnée de succès. Lors de la création des 13 premières coopératives, en 1894 et 1895, la fondation de nouvelles coopératives s'accéléra très vite. En 1896 il y en avait 18, en 1897, 53, de sorte qu'en 1900 il y avait déjà 219 coopératives de crédit. Le mouvement a pris un retentissement tellement grand que le législateur a été obligé d'intervenir pour régulariser la situation des sociétés coopératives. Le premier pas en ce sens fut le projet de loi préparé par une commission formée au Ministère de l'Economie nationale en mai 1898. Le second et le dernier pas fut la loi sur les associations coopératives agricoles et les associations d'artisans, votée par la Chambre

(4) Ibidem, op. cit. p. 67.

des députés le 3 décembre 1896, par laquelle furent posés les principes, en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement des nouvelles institutions coopératives.

Les traits caractéristiques de cette loi sont les suivants :

I. — Dans son article 1 alinéa B/1, la loi détermine le but des associations coopératives : « Le but des coopératives est le développement économique de ses membres et leur perfectionnement intellectuel... Outre ce but, la coopérative élargit son action en ouvrant un salon de lecture, une bibliothèque, etc... mais son but économique doit être le principal ». La société coopérative est une association de personnes, non de capitaux ; le nombre des membres est illimité. La société peut accepter la responsabilité illimitée ou limitée des membres ; dans le premier cas les sociétaires sont responsables solidairement sur tous leurs biens, dans le second cas ils sont responsables seulement pour une certaine somme déterminée d'avance (article 2), mais en tous cas cette responsabilité ne peut être étendue sur le bien de famille insaisissable (article 90 de la loi correspondant à l'article 471 alinéa 4 du Code de procédure civile). La loi, dans l'article 6 dispose que chaque société doit avoir son statut, qui obligatoirement doit contenir les dispositions prescrites par l'article 7 sur l'organisation et le fonctionnement de la société. Par l'inscription sur le registre coopératif, la société acquiert la qualité de personne morale et la capacité de posséder un patrimoine (article 11).

En ce qui concerne les opérations que la société coo-

pérative peut effectuer, l'article 1^{er} dispose qu'elles sont autorisées :

1) à accorder des prêts et à accepter des dépôts de fonds ;

2) à procurer aux membres des moyens pour les services personnels et collectifs, comme les machines, les semences, le bétail, les outils, les engrais, etc...

3) à procurer aux membres les objets de consommation ;

4) à la production collective des objets agricoles, les transformer ou bien faire l'un et l'autre ;

et 5) vendre collectivement les produits ou spécialités agricoles.

II. — Les stipulations concernant la fusion des associations coopératives sont prévues dans l'article 99 et suivants. L'article 99 dispose que « Toutes les sociétés coopératives sont obligées de se grouper dans une fédération générale, à savoir : les coopératives agricoles dans la leur et les coopératives des artisans dans la leur. Le devoir de cette fédération doit être purement moral et instructif ; elle est la protectrice des intérêts de toutes les associations coopératives et elle est le représentant en même temps de toutes les coopératives ».

Les bienfaits de cette loi, ainsi que toutes les autres qui se sont succédées relatives aux privilèges et aux secours financiers accordés par l'Etat, se sont sentis très vite et le mouvement coopératif a étendu son rayon d'activité sur toutes les parties de la Serbie. L'augmentation du nombre des coopératives serbes, d'année en année est bien illustrée dans le tableau statistique dres-

sé par M. Gavrilovitch (5) et que nous reproduisons ci-dessous :

Années	Nombre de coopératives
1900	219
1905	508
1907	607
1910	699
1911	737
1912	1.002
1913	1.022

En présence d'un développement aussi splendide, la guerre mondiale survient, qui interrompt son activité, précisément au moment où les perspectives de succès étaient le plus favorables.

II. — *Le mouvement coopératif de crédit après la guerre.* — La guerre survient et le mouvement coopératif, tant en Serbie que dans toutes les autres provinces sous la monarchie de l'Autriche-Hongrie, fut arrêté. Après la guerre toutes les coopératives, tant en Serbie que dans les provinces sus-mentionnées, se sont trouvées en 1918 dans les frontières du nouvel Etat de Yougoslavie. Alors on a procédé à la reconstruction des coopératives anéanties et au renforcement du mouvement coopératif yougoslave. La tâche était difficile, mais elle a cependant réussi. Le 30 juillet 1920 étaient reconstituées en Serbie 430 coopératives existant avant la guerre, tandis que 570 nouvelles étaient fondées. On arrivait alors à un développement plus rapide, tant en Serbie que chez les Serbes, Croates et Slovènes des autres régions, qui eurent en 1923 plus de 800 coopéra-

(5) M. Gavrilovitch : « La Fédération Générale des coopératives serbes ». *Economiste*. Belgrade, Août 1929.

tives. Cette même année on a effectué l'union du mouvement coopératif serbe et on fonda une Fédération générale des coopératives serbes à Belgrade, à laquelle ont adhéré, en passant par des fédérations régionales, le plus grand nombre des coopératives serbes, croates et slovènes.

La Fédération générale des coopératives est une institution qui assume les fonctions les plus délicates. Elle groupe toutes les associations coopératives yougoslaves dans une union ; elle étudie et propose les mesures relatives au développement du mouvement coopératif, elle défend les intérêts de la coopération yougoslave et, ce qui est le principal, elle s'occupe des opérations financières en accordant les crédits aux membres individuels, collectifs et à leurs fédérations. Ayant en vue le rôle de répartiteur de crédit que la fédération générale joue dans la vie agricole des coopératives de Yougoslavie, nous sommes obligés de lui prêter une petite attention.

La Fédération générale des coopératives agricoles serbe est une personne juridique à responsabilité limitée de ses membres. Elle est constituée en vertu de l'article 99 de la loi du 3 Décembre 1898, relative aux coopératives agricoles et aux artisans serbes. Son siège principal est à Belgrade et ses succursales se trouvent à Zagreb, à Novi-Sade et à Knin. Son devoir est précisé par l'article 102 de ladite loi et l'article 2 des statuts de la fédération. Selon les stipulations de ces deux articles, la Fédération a pour mission : de grouper les coopératives agricoles et leurs fédérations ; de prendre soin de la fondation des nouvelles coopératives et de leurs fédérations ; de représenter et de défendre les intérêts

de toutes les coopératives et leurs fédérations de reviser le travail de toutes les coopératives et leurs fédérations par ses organes de revision ; d'étudier et de présenter les mesures relatives au développement de l'agriculture, aux conditions générales concernant l'enseignement, l'hygiène, etc... de recevoir des dépôts de fonds inutilisés, avec ou sans intérêt, des coopératives membres et leurs fédérations ; d'accorder des prêts aux coopératives membres et leurs fédérations, tant qu'elles existent ; de procurer aux membres tous les objets nécessaires pour la production ; de prêter son concours en ce qui concerne la vente des produits agricoles, etc...

A) *Organisation.* — Les organes administratifs de la Fédération sont : le conseil d'administration, le conseil de contrôle et l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est composé de deux conseils, le conseil plus large et le conseil plus restreint. Le premier conseil est composé de la moitié des membres tant qu'il y a des régions dans ces parties du royaume dans lesquelles s'étend le rayon d'activité de la Fédération. Le second conseil est composé de sept membres qui sont élus parmi les membres qui habitent Belgrade. Les membres de ces deux conseils sont élus pour cinq ans. Leurs attributions respectives sont les mêmes que celles du conseil d'administration des autres institutions déjà étudiées.

Le conseil de contrôle est composé aussi de deux conseils : le conseil plus large et le conseil plus restreint. Il est chargé de contrôler les travaux du conseil d'administration et de reviser à la fin de chaque mois la

comptabilité de la Fédération, la caisse et les autres objets faisant partie du patrimoine de la Fédération.

L'assemblée générale est composée de tous les membres de la Fédération. Elle se réunit une fois par an, au plus tard le 30 Septembre, elle est appelée à se prononcer sur toutes les questions principales concernant le mouvement coopératif yougoslave, ainsi que sur les questions financières et économiques de la Fédération.

B) *Opérations.* — En résumé les principales opérations économiques et financières que la Fédération, en vertu des statuts, peut effectuer, sont les suivants :

La Fédération se charge d'accorder des prêts aux associations coopératives membres et leurs fédérations dans les limites déterminées par l'assemblée générale des associés, de recevoir les dépôts des fonds inutilisés de ses membres, de procurer aux membres tous les instruments nécessaires pour cultiver la terre : machines, outils, engrais, etc... et enfin de vendre les objets produits par ses membres.

Les moyens par lesquels la Fédération effectue toutes ces opérations sont : le fonds pour la fondation et l'entretien des coopératives agricoles, constitué en vertu de la loi du 26 Janvier 1900, s'élevant à une somme de 2 millions 700.000 dinas : les parts des membres d'une somme de 2.368.810 à la fin de 1928 ; les fonds des différentes institutions qui à la fin de 1928 ont atteint la somme de 10 millions de dinas ; le compte-courant avec la Banque Nationale de Yougoslavie, avec la Banque Agricole Privilégiée, la Direction du Crédit Agricole et autres institutions principales de crédit agricole.

En un mot la Fédération générale dispose de sommes formidables pour exercer ses opérations.

C) *Résultats.* — Les résultats numériques que la Fédération a obtenus dans le champ de son activité depuis 1920 peuvent se présenter comme suit :

La Fédération générale, avec les moyens dont elle dispose, a accordé des prêts aux coopératives serbes, d'une somme totale de 2.697.720 dinas. L'année 1923, cette somme s'élevait à 6.756.316 dinas. Après l'admission des associations coopératives et leurs fédérations des autres régions yougoslaves à la Fédération générale, celle-ci a accordé aussi des crédits aux nouveaux membres. Les sommes accordées aux associations coopératives, tant en Serbie que dans les autres provinces, se répartissaient comme suit :

Années	Serbie (dinas)	Autres régions (dinas)
1922	6.556.316	1.289.955
1923	5.477.107	1.312.461
1924	5.139.267	1.225.736
1925	7.200.054	2.240.077
1926	9.419.619	4.974.451
1927	11.002.782	8.715.091

Jusqu'en 1927, la Fédération générale a réparti plus de 20 millions de dinas aux associations coopératives. Pour l'année 1929, cette somme a atteint 30.521.715.

Etant donnée cette situation, on peut dire que la Fédération générale, qui n'embrasse pas tout le mouvement coopératif de crédit en Yougoslavie, a donné des résultats très satisfaisants, dont il faut tenir compte.

En ce qui concerne le mouvement coopératif dans son

ensemble, d'après les données statistiques de la Fédération centrale des coopératives, il y avait à la fin de 1927, en Yougoslavie, 4.344 organisations coopératives qui ont envoyé le rapport de leur activité. De ce nombre, 36 avaient une organisation fédérative, le reste se répartissait entre les coopératives locales, au nombre de 4.308. A la tête de toutes ces coopératives et fédérations, au point de vue contrôle et instructions, se trouve la Fédération Centrale des coopératives. Du nombre total de 4.344 coopératives, 2.476, ou 56 pour 100 sont des sociétés coopératives de crédit. Le plus grand nombre des coopératives se trouvent en Slovénie, ce qui est naturel, étant donné la situation privilégiée de cette région et la conscience profonde du peuple slovène pour la coopération générale.

L'activité des associations coopératives de crédit, pour l'année 1927, se présente de la façon suivante :

	LES COOPÉRATIVES		
	Slovènes	Croates	Serbes
Le crédit aux membres	718.461.085,01	77.357.964,43	59.859.679,98
Les cotisations des membres.	995.670.493,95	109.022.740,41	42.776.875,34
Le crédit d'après le compte courant	71.210.868,15	26.923.005,96	38.066.044,75
Les cotisations d'après le compte courant	151.271.384,13	351.030.229,59	25.313.518,56

Ces renseignements concernent 425 coopératives slovènes, avec 133.495 membres ; 479 coopératives croates avec 83.278 membres et 833 coopératives serbes avec 47.361 membres. Selon ces renseignements il revient proportionnellement à chaque membres :

	LES COOPÉRATIVES		
	Slovènes	Croates	Serbes
Le crédit aux membres	5.381,19	1.263,90	928,68
Les cotisations des membres	7.308,65	903,02	1.309,13
Le crédit d'après le compte courant	16.755,47	17.779,56	56.206,69
Les cotisations d'après le compte courant	355.932,66	73.340,77	11.818,55

De ces données statistiques il ressort que les circonstances les plus favorables se trouvent en Slovénie, où le mouvement coopératif dispose, par rapport aux autres régions, de grands moyens financiers, de sorte qu'on peut dire que dans cette région le problème du crédit agricole n'existe pas comme il existe dans d'autres provinces. Alors que d'autres fédérations n'ont pas de moyens suffisants pour créditer leurs membres, les coopératives slovènes disposent de grands excédents de capitaux, qui leur permettent d'accorder des prêts à un taux d'intérêt bien inférieur à celui des autres régions. Tandis que le taux d'intérêt pour le prêt en Slovénie n'est que de 8 %, en Croatie il s'élève à 14 % et en Serbie de 12 à 20 %. Cette constatation faite, il est juste d'affirmer que grâce au mouvement coopératif slovène, la Yougoslavie, au point de vue de la coopération, se place au premier rang (6).

Le bilan du mouvement coopératif dans son ensemble,

(6) M. Gavrilovitch : « Le mouvement coopérative en Yougoslavie ». R.E. de Belgrade, Septembre 1929.

d'après la même source, pour l'année 1929, se présente comme suit :

Actif: Encaisse: dinars 3.147.687. — Dépôts auprès des banques: dinars 131.260.471 — lettres de change, dinars: 14.785.984 — effets, dinars: 441.426.466 — participation, dinars: 21.426.785 — parts dans les autres coopératives, dinars: 149.934 — compte courant, dinars: 418.745.442 — créances en compte courant, dinars: 762.345 — dépôts, dinars: 575.010.844 — actif total, dinars: 1.329.229.362.

Passif: Prêts aux membres, dinars: 89.046.732 — réserves, dinars: 23.036.998 — dépôts d'épargne, dinars: 299.025.949 — obligations ou lettres de change, dinars: 29.071.425 — créanciers, dinars: 298.460.523 — dépôts de valeurs, dinars: 563.909.841 — divers passif, dinars: 25.002.828 — excédent sur les avances, dinars: 3.745.061 — passif total, dinars: 1.329.229.362.

De ces données, comme on le voit bien, le mouvement coopératif en Yougoslavie représente une force immense avec laquelle il convient de compter dans la vie économique. De plus, si l'on se rend compte encore de l'activité de la Banque Privilégiée, qui a mis à la disposition du mouvement coopératif des sommes considérables, pour renforcer cet essor, nous devons constater que le mouvement coopératif, qui auparavant traversait une crise lamentable par des difficultés qui surgissaient au lendemain de la guerre et dans les premières années après guerre, aujourd'hui il a en Yougoslavie toutes conditions favorables pour son développement et sa prospérité générale.

CHAPITRE IV

LA BULGARIE

SECTION I

LA LÉGISLATION POSITIVE SUR LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

Le mouvement coopératif, pour la première fois, apparut en Bulgarie en 1890, lorsque fut fondée la première coopérative de crédit du type Raiffeisen, au village de Mirkovo. Elle n'était régie par aucune règle législative relative à cette matière. Le premier pas vers la régularisation de la situation des associations coopératives qui ont été déjà fondées, fut la promulgation du Code de commerce, en 1897. Le Code de commerce, dans ses articles 239 et 267 donnait des dispositions concernant les associations coopératives bulgares. Mais ces dispositions n'étaient pas très claires. Elles plaçaient les associations coopératives de crédit à côté des associations d'assurances mutuelles. De l'autre côté, elle empêchait le mouvement coopératif de se développer en posant l'obligation que chaque association coopérative, et en particulier son conseil d'administration devait donner une garantie réelle de 3.000 levas pour assurer la perte éventuelle de l'association.

En vue d'écarter les entraves au développement du

mouvement coopératif et d'encourager les paysans vers le groupement, le législateur bulgare, par la loi de 1903, a réduit les garanties exigées par le Code de commerce de 3.000 à 200 levas. Ensuite, par la loi du 28 Février 1907, relative aux associations coopératives bulgares, le législateur a donné toutes les satisfactions possibles aux associations coopératives existant sur le territoire de la Bulgarie. Cette loi est très importante, car elle est la charte organique pour le mouvement coopératif en Bulgarie. Elle pose les règles relatives à la fondation, à l'organisation et au fonctionnement des associations coopératives. Ses principales dispositions sont les suivantes :

1) La loi de 1907 donne l'énumération complète des diverses sortes d'associations ;

2) Elle autorise la création des associations coopératives par les institutions privées et par les particuliers. Les conditions que doivent tous remplir ceux-ci sont minutieusement réglées par la loi.

3) Elle autorise la création des unions d'associations coopératives.

4) Elle donne le droit à la Banque agricole de Bulgarie de contrôler l'autorité de toutes les associations coopératives.

5) Elle détermine les droits et les obligations des conseils d'administration des associations coopératives et règle le contrôle exercé par les organes particuliers sur leur gestion.

6) Elle détermine le rayon d'activité des associations coopératives qui sont autorisées à recevoir des dépôts

et à consentir des prêts à des paysans qui ne font pas partie de leurs groupements (1).

Certaines modifications furent apportées à la loi de 1907, par la loi du 2 Mars 1911, en vertu de laquelle les associations coopératives sont libérées de toutes les garanties auparavant nécessaires pour la fondation d'une association coopérative. Cette loi, de plus, donne aux associations coopératives plusieurs privilèges. Elle les libère du paiement des taxes, des impôts, du droit de timbre que nécessitait leur fondation, l'approbation de leurs statuts, la légalisation de signatures, etc... elle leur donne le droit de se faire payer au taux légal d'intérêt sur les billets reçus en garantie des prêts consentis même après l'échéance des paiements; enfin, la loi libère les associations coopératives qui ne distribuent pas de dividendes aux sociétaires, du paiement de l'impôt professionnel.

En ce qui concerne les associations coopératives de crédit, en Bulgarie, ces deux lois organiques ont accepté en principe les caractéristiques du type Raiffeisen, sauf un des principes qui a été emprunté au type S. Delitch. Ce principe consiste dans le fait que le législateur bulgare a posé une obligation en vertu de laquelle chaque association coopérative de crédit doit se constituer par les parts sociales qui auront une valeur déterminée, 100 levas par exemple, et qui ne doivent pas être versées à la fois mais par cotisations mensuelles.

(1) P. Kostoukoff : « Le crédit agricole en Bulgarie », p. 121.

SECTION II

LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT AGRICOLE

La première association coopérative de crédit a été fondée au village de Mircovo, arrondissement de Bircop, en 1890. Le fondateur de cette coopérative et le père de la coopération en Bulgarie était M. T. Yontcheff, alors inspecteur des écoles. Avant sa fondation, M. Yontcheff, avec le concours de M. Vlaïcoff, alors inspecteur principal de la localité, avait fait des conférences sur le devoir et le but de la nouvelle association coopérative. Après avoir constaté que les partisans de la fondation de cette association étaient assez nombreux, il a fondé la caisse à la base du principe de la responsabilité illimitée, selon le type des associations coopératives de prêts Raiffeisen. Cette association est en même temps la première association dans les Balkans. La coopérative de Mircovo comptait à son début 21 membres. Une seconde association coopérative apparut au village de Duban-Mahila en 1898, arrondissement de Nova Zagora. Mais au fur et à mesure de nouvelles associations coopératives se fondèrent, surtout dans le centre de la ville de Roussé.

En 1903, il y avait 17 associations coopératives de crédit, en 1904, on avait 24, en 1905, 91; en 1906, 147, de sorte qu'en 1910 ce nombre atteignait le chiffre de 564.

Les circonstances qui ont contribué au développement du mouvement coopératif en Bulgarie sont:

- 1) les modifications apportées au Code de commerce

en 1903 par la loi déjà sus-mentionnée, qui a réduit la garantie exigée des membres du conseil d'administration ;

2) la loi de 1907 qui a posé des règles concernant la création et l'activité des associations coopératives, en les mettant sous un régime spécial différent de celui des associations en général ;

3) la Banque agricole de Bulgarie, qui a déployé une grande activité pour faciliter la création de nouvelles associations coopératives, en leur accordant les crédits indispensables pour leur fonctionnement.

Les sociétés coopératives bulgares ont pris un essor assez grand. A partir de 1910 et surtout après la fondation de la Banque centrale des coopératives en Bulgarie, le mouvement coopératif a pris un développement considérable. Grâce à l'initiative privée et à l'aide de l'Etat par ces deux principales institutions bancaires, les associations coopératives ont développé leur activité. D'après les renseignements statistiques, leur bilan est le suivant :

A) Durant la guerre :

Années	Nombre d'associations	Crédits accordés
1912	534	13.093.300 levas
1913	535	14.012.700 »
1914	575	15.017.200 »
1915	621	17.035.700 »
1916	621	17.035.700 »
1917	621	17.068.700 »
1918	653	23.169.400 »

B) Après la guerre :

1921	781	57.490.700	»
1922	859	80.900.500	»
1923	904	100.450.800	»
1924	1.063	120.950.380	»

De ces données statistiques, empruntées à l'ouvrage de M. Kostoukoff, on peut conclure que le mouvement coopératif pendant la guerre a été presque stationnaire, mais beaucoup plus favorable que le mouvement coopératif en Serbie occupée, par exemple. Mais c'est surtout après la guerre que le mouvement coopératif a pris un retentissement très grand, à mesure que les besoins présents de l'agriculture bulgare et le désir des agriculteurs bulgares de reconstituer leur matériel agricole et de rationaliser la production ont augmenté.

Selon les renseignements statistiques les plus récents, au 31 Décembre 1930, en Bulgarie, il y avait 1.346 associations coopératives de crédit, avec 146. 274 membres, qui représentaient presque autant de propriétés rurales. Elles ont disposé, vers le 1^{er} Janvier 1930, avec leurs propres moyens, de :

A) Capital social	levas	217.004.218
B) Fonds	»	262.385.335
C) Dépôts	»	346.381.742

au total levas 1.457.662.840

De cette somme globale, les associations coopératives ont accordé des prêts aux membres individuels d'une somme de 126.877.767 levas, à un taux d'intérêt de 12 pour 100.

De tout ce qui précède, il résulte que le mouvement coopératif en Bulgarie, surtout après la guerre, bien que les renseignements ne soient pas complets, a pris un développement qu'on peut envier. Le nombre des associations coopératives a augmenté et le chiffre de leurs opérations a atteint des sommes considérables. Par conséquent, le mouvement coopératif en Bulgarie, par rapport aux autres pays, dont nous avons déjà parlé, marche à un pas d'égalité.

CHAPITRE V

APERÇU GENERAL

SUR LES ASSOCIATIONS COOPERATIVES DE CREDIT

Nous venons de passer en revue les mouvements coopératifs de crédit agricole dans les quatre pays agricoles. Les résultats économiques et moraux obtenus par le fonctionnement des associations coopératives de crédit sont très significatifs. En jetant un coup d'œil sur leur ensemble, nous avons constaté que les associations coopératives de crédit sont les instruments les plus commodes pour atteindre les deux buts suivants : distribuer les crédits directement aux agriculteurs, et influencer le développement des qualités intellectuelles et morales des agriculteurs. Voici ce que nous entendons par là :

1) En ce qui concerne le premier de ces buts, il consiste dans le fait que :

a) les associations coopératives de crédit sont les moyens les plus efficaces à la distribution de crédits aux agriculteurs.

b) elles procurent aux agriculteurs les moyens d'acheter, dans d'excellentes conditions, leurs matières premières, leur cheptel, leur outillage et tous les instruments indispensables à leurs exploitations.

c) elles incitent les cultivateurs à améliorer leurs méthodes de culture ;

d) elles écartent toute spéculation en connaissant la solvabilité gagiste des sollicitants et en exerçant un

contrôle régulier et constant sur l'emploi des crédits agricoles ;

e) elles retiennent les économies locales et en font bénéficier l'intelligence et le travail.

2) Quant au second but qui a été atteint par les coopératives de crédit, il consiste en ceci :

a) les associations coopératives éveillent l'esprit d'initiative et d'association qui fait si souvent défaut dans les campagnes ;

b) elles inculquent aux agriculteurs le sentiment de la solidarité et de la mutualité ;

c) elles font l'éducation économique des cultivateurs et leur donnent la mesure de leur valeur personnelle par la saine appréciation de leurs qualités morales, de leur capacité professionnelle ;

d) enfin elles travaillent au rapprochement d'éléments autrefois divisés, resserrent les liens de l'amour fraternel entre les membres d'une même localité et par conséquent aident efficacement à la paix sociale (1).

(1) Rayneri : « Le crédit agricole par l'association coopérative », p. 29.

CINQUIÈME PARTIE

L'organisation Internationale du Crédit Agricole

CHAPITRE PREMIER

LE PROBLEME DU CREDIT AGRICOLE INTERNATIONAL

SECTION I

LES BESOINS D'UN CRÉDIT AGRICOLE INTERNATIONAL

Nous avons vu dans les parties précédentes, que le problème du crédit agricole occupe une place prépondérante dans la politique agraire des gouvernements des pays agricoles, dont nous avons parlé. Le problème du crédit agricole est le principal de tout autre problème concernant l'agriculture nationale. En effet, il n'y a pas une question d'irrigation, de bonification, de colonisation, de transformation ou d'améliorations foncières où le problème de crédit, de l'argent ne se pose en même temps. Donc, ce problème dépasse tout autre problème, ou bien souvent il domine les autres.

Le problème du crédit agricole est resté comme un problème national jusqu'à la guerre, lorsque tous les pays disposaient de capitaux suffisants pour exploiter

la terre. Mais lorsque les nations sont entrées dans une guerre, qui dura presque quatre ans, le problème en question est sorti du plan national pour devenir une question angoissante d'ordre international. Les Etats agricoles qui ont fait la guerre étaient appauvris et réduits, au point de vue des capitaux, au minimum d'existence, tandis que les autres pays, qui sont restés neutres, ont drainé tout l'argent. Par conséquent, l'équilibre de la balance des capitaux qui étaient destinés à venir en aide à l'agriculture de pays éminemment agricoles, était détraqué. Dès lors, les symptômes de la crise agricole actuelle étaient amorcés.

Les faits qui ont suscité le problème du crédit international agricole ou provoqué les besoins exceptionnels de crédit agricole, sont les suivants :

Tout d'abord, la guerre mondiale qui a causé la destruction de tant d'exploitations agricoles et de bâtiments ruraux, a créé des besoins énormes de crédits pour procéder à la réparation des dommages causés à l'agriculture nationale et à la reconstruction des exploitations rurales.

Un autre fait, d'une importance exceptionnelle, qui a créé une nouvelle et forte exigence de crédit, c'est la transformation radicale qui s'est produite dans la distribution de la propriété rurale des pays de l'Europe centrale et orientale, par suite de la réforme agraire.

La réforme agraire était comprise comme une réforme de sens social et nullement économique. Les nations armées qui avaient espéré, obéi et souffert, après avoir gagné la victoire, demandèrent quelque chose en échange. Les armées de l'Europe issues de la conscrip-

tion, étaient en grande partie composées de paysans qui, auparavant, ne possédaient pas de terre ; ce que ceux-ci demandaient après la signature de l'armistice, c'était la terre. Donc, les gouvernants de ces pays respectifs, ne pouvaient pas refuser leur demande et il fallait, coûte que coûte, trouver une solution possible. Cette solution était trouvée dans la réforme agraire. Ainsi qu'on le sait, cette réforme consiste essentiellement dans le morcellement des grandes propriétés appartenant, suivant les cas, à l'Etat, à des institutions de droit public, à des institutions ecclésiastiques, et à des particuliers, et dans les concessions de ces terres, en petits lots, aux cultivateurs combattants à des conditions et suivant des modalités diverses.

Outre ces effets qui ont provoqué le besoin exceptionnel de crédit agricole, la Conférence économique internationale, de son côté, mentionne encore d'autres raisons, indépendantes de la guerre, mais ne consistant pas moins à rendre critique le besoin de crédit dans quelques pays.

« Le premier, c'est la surpopulation, qui, dans quelques Etats, ne trouve pas un débouché, comme il le faudrait par l'émigration, et qui crée une nécessité absolue d'intensifier par tous les moyens que suggère la science, les cultures, afin d'assurer l'approvisionnement alimentaire du pays que l'homme ne pourrait obtenir de l'étranger qu'à des prix très élevés. A cet égard, il est un cas typique, celui de l'Italie.

L'autre fait, c'est le processus graduel d'industrialisation de l'agriculture, qui est une des caractéristiques les plus marquées de l'économie moderne dans la pro-

duction. L'application des nouveaux principes de la chimie et de la mécanique a trouvé de fortes résistances dans les milieux ruraux attachés par nature à la tradition, mais elles ont cédé à la propagande méthodiquement exercée par les moyens les plus variés, et en général cela a été un succès par l'introduction des perfectionnements indiqués par la science, et à la diffusion desquels la presse a fortement contribué » (1).

En outre, le crédit agricole international était nécessaire aux pays de l'Europe centrale et orientale pour régulariser les voies de communications, rendre plus faciles et expéditifs le perfectionnement des moyens de transports qui abrègeront la distance et faciliteront les échanges et la concurrence avec l'étranger; pour construire les magasins, pour stocker les produits agricoles; créer des institutions spéciales chargées de coordonner, centraliser et contrôler l'exportation dans les pays exportateurs de céréales.

En dernier lieu, le crédit agricole international est indispensable aux pays d'Europe centrale et orientale, pour soulager l'endettement excessif de l'agriculture nationale en crédits à court terme. En effet, actuellement, dans tous ces Etats essentiellement agricoles, les difficultés des agriculteurs résident dans le fait qu'ils plient sous le poids d'obligations contractées du fait de la crise et qui sont peut-être moins gênantes quant à leur montant même que par l'incommodité de leur forme et le taux de leurs intérêts. La conversion de cette catégorie de dettes agricoles, en les transformant en dettes à long

(1) « La Conférence économique internationale, » S.D.N. 1927, p. 653.

terme, dont les conditions de remboursement fixées d'avance seraient plus légères, et dont les intérêts autant que possible seraient moins élevés, constituerait un soulagement non seulement pour les agriculteurs eux-mêmes, mais aussi pour les créanciers directs (2).

Cette constatation faite, il est facile de conclure qu'il est impossible de trouver une solution dans le cadre national du problème du crédit agricole. Et alors il faut donc envisager l'organisation même d'une institution centrale internationale de crédit qui favorisera la solution complète du problème du crédit agricole.

SECTION II

LE DÉVELOPPEMENT DE L'IDÉE D'UNE ORGANISATION INTERNATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

L'idée de créer une organisation internationale de crédit agricole, comme nous venons de l'indiquer, est une idée qui ne date que d'après la guerre. Elle s'est imposée presque immédiatement après la signature du Traité de Versailles, et surtout à la suite de la réforme agraire qu'il fallait accomplir dans les pays de l'Europe centrale et orientale. « Il ne suffisait pas, en effet, de mettre des terres à la disposition du paysan, il fallait lui permettre de les aménager, d'y introduire le matériel et le cheptel nécessaire, d'avoir les fonds in-

(2) T. Minger : « L'organisation internationale du crédit agricole à long terme ». *L'agriculture polonaise* 1931, p. 31.

dispensables pour acquérir engrais et semences, il fallait le pousser vers la coopération et la mutualité pour faciliter la vente de ses produits et pour lui donner les moyens de se protéger contre les divers risques qui le menacent. Et il fallait prévoir des institutions appropriées, capables de subvenir aux besoins du crédit individuel et collectif » (3). Or, dans ces pays, ce qui manquait, c'était justement ces institutions de crédit, c'était l'argent, et une crise dont nous avons parlé s'est manifestée qui n'a fait que s'aggraver depuis.

En 1924 et en 1925, la Conférence parlementaire internationale du commerce, réunie à Bruxelles et à Rome, se préoccupa de ces importants problèmes. Le trait caractéristique de son exposé est le suivant : « De fait, après avoir examiné la situation de la production universelle des céréales si profondément bouleversée par la guerre, la Conférence parlementaire internationale du commerce de Bruxelles et de Rome a soutenu qu'il fallait à l'agriculture une collaboration financière internationale. On a constaté que les grands pays importateurs de blé avaient vu se tarir quelques-unes de leurs principales sources où ils allaient s'approvisionner avant la guerre, surtout en Europe, tandis que d'autre part quelques sources compensatrices, qui s'étaient formées dans l'Amérique du Sud, s'étaient peu à peu réduites par suite de la baisse des prix, survenue en 1922 et 1923. La gravité de cette situation s'est révélée sous une forme alarmante en 1924, année de récolte déficitaire. La crise des prix qui en dérivait servit à démontrer

(3) P. Vimaux : « Le crédit hypothécaire international ». Temps agricole, 1931.

que la production et l'échange de céréales était loin d'avoir retrouvé l'équilibre d'avant-guerre, ce qui provoquait une perturbation économique grave. Or, l'étude approfondie de la vie chère atteste que les moyens les plus efficaces pour y porter remède, c'est l'augmentation de la production des céréales qui est encore trop sujette à des changements inquiétants autant que brusques...

Partant de ces considérations, la Conférence parlementaire internationale du commerce a attiré sur cette question importante l'attention de l'Institut international d'agriculture à Rome et l'a invité à rechercher quelles seraient les mesures les plus appropriées pour atteindre ce but, et surtout à considérer s'il serait avantageux de créer une organisation de crédit agricole international tendant à faciliter le transfert, devenu de plus en plus difficile des capitaux, entre les pays qui en ont à leur disposition et les pays auxquels cela fait défaut » (4).

Au mois de juin 1925, le Deuxième Congrès international d'agriculture, réuni à Varsovie, ayant inscrit cette question à son ordre du jour, entendit un remarquable rapport présenté par M. Louis Tardy, Directeur général de la Caisse nationale de crédit agricole sur « L'organisation actuelle des établissements nationaux de crédit agricole, et l'organisation du crédit agricole international ». Parmi les conclusions adoptées par le Congrès, les plus importantes sont les suivantes :

« Considérant que le crédit est le facteur le plus fort

(4) Rapport de la Conférence parlementaire internationale du commerce. S.D.N. 1927.

du développement et de l'épanouissement de l'agriculture;

Que les principes de mutualité et de coopération sont les bases de l'organisation de crédit agricole; et qu'il n'y a que ces principes qui soient en état de communiquer aux établissements de crédit agricole la solidarité nécessaire;

Que la bonne organisation du crédit agricole est conditionnée par la formation dans chaque pays d'un organe central, unissant les organisations locales et leur imprimant une uniformité indispensable au crédit agricole;

Qu'il est désirable que les institutions centrales de crédit agricole de tous les pays aient des relations stables afin d'égaliser les méthodes et les résultats de leurs travaux, et afin de créer une institution internationale de crédit agricole;

Le Congrès recommande à la Commission internationale d'agriculture d'accorder une attention de plus en plus active à l'organisation du crédit agricole dans les différents pays, d'appliquer des moyens susceptibles d'organiser la collaboration internationale dans ce domaine; et en particulier de convoquer une conférence en tant que cela serait possible des représentants d'institutions centrales de crédit agricole, dans le but d'un échange d'opinions » (5).

A son tour, l'Institut international d'agriculture de Rome soumit cette même question à sa Commission internationale de crédit agricole et à la fin de septembre

(5) Rapport de la Conférence internationale d'agriculture tenue à Varsovie. S.D.N. 1925.

1927 cette commission se réunit sous la présidence de M. Louis Tardy. Elle a reconnu qu'il y avait un intérêt général d'organiser le crédit agricole international pour venir en aide à l'agriculture. Elle a, avant tout et en vue d'obtenir une augmentation de la production universelle des céréales et des denrées alimentaires, recommandé que l'on prit des mesures pour stimuler les transports de capitaux. Après avoir posé les difficultés inhérentes à ce transfert et dûes aux fluctuations du change, aux situations particulières à chaque pays et à la situation économique générale, on y a déclaré qu'elles ne paraissaient pas insurmontables, comme cela ressort du reste des nombreuses opérations financières internationales conclues récemment.

« Quant à la forme la meilleure à adopter pour promouvoir cette action coordonnée, on a reconnu immédiatement possible :

1) l'organisation de conférences périodiques des représentants d'institutions agricoles et de crédits fonciers pour examiner la base des accords relatifs aux avances en argent ou en nature, d'un pays à un autre ;

2) l'organisation de bureaux consultatifs permanents fonctionnant comme agents d'informations et de coordination et ayant son siège à l'Institut international d'agriculture de Rome.

On a aussi examiné s'il était possible de créer une organisation bancaire internationale. C'est alors que se firent sentir davantage les difficultés de cette initiative, en particulier en ce qui concerne le crédit à long terme, difficultés qui sont inhérentes à la diversité des législations des systèmes hypothécaires, de la manière d'évaluer la terre, etc...

Quant à l'organisation bancaire internationale envisagée, la Commission en est venue à ces conclusions fondamentales; elle a admis que cette institution devrait se baser sur les organisations nationales de crédit agricole, ou en l'absence de celles-ci sur les organisations régionales, et que les capitaux nécessaires devraient essentiellement être obtenus moyennant l'émission d'un titre. Celui-ci serait fortement garanti par des hypothèques de premier rang, auxquelles pourrait s'ajouter la garantie des Etats intéressés, renforcée elle-même par celle de l'institution internationale de crédit agricole et constituée par la masse des obligations hypothécaires des institutions adhérentes.

Cependant, tout considéré, la Commission pense utile avant d'aller plus loin de préparer:

a) l'élaboration d'un questionnaire concernant l'organisation, le fonctionnement, la formation du capital, le taux de l'intérêt et le plan d'amortissement des emprunts, la répartition proportionnelle des bénéfices de l'institution bancaire internationale en projet;

b) la convocation d'une conférence en vue de procéder à d'autres études, discussions et délibérations en la matière » (6).

Cette commission internationale de crédit agricole, comme on le voit clairement, a posé les bases essentielles sur lesquelles repose aujourd'hui la société internationale de crédit hypothécaire agricole.

La Conférence économique internationale qui se réunit à Genève en mai 1927, a adopté une longue résolu-

(6) Conférence économique internationale, Rapport de la Commission, S.D.N. 1927.

tion très motivée, de laquelle il résultait que ce qui s'imposait, c'était d'organiser des institutions de crédit appropriées dans les pays où il n'en existait pas déjà, la forme la meilleure paraissant être la coopérative de crédit effectuant les opérations au moyen des ressources que l'association aura permis de se procurer avec ou sans le concours des pouvoirs publics. Mais pour organiser les institutions locales il fallait de l'argent. Qui procurera cet argent ? — Alors M. de Michaelis, l'éminent Président de l'Institut international d'agriculture de Rome, au nom de cet Institut, a prononcé un discours, où il a dit entre autres choses : « Un autre phénomène général, dont la répercussion sur l'agriculture est très grave, c'est celui du manque de capitaux disponibles et du coût élevé de ces capitaux. Cela pose le problème du crédit agricole international. L'agriculture du monde, pour se perfectionner, a besoin de capitaux énormes, en raison de son étendue, et ces capitaux elle ne peut les trouver. C'est un phénomène mondial, mais qui s'affirme surtout en Europe et davantage encore dans les pays où la réforme agraire a été appliquée avec une particulière intensité. C'est pourquoi l'Institut international d'agriculture, à la suite d'une proposition de l'Union internationale du commerce, a pris l'initiative d'une conférence spéciale, dont la préparation est déjà avancée et qui devra étudier les moyens les meilleurs pour organiser le passage des capitaux destinés à l'agriculture des pays pouvant en donner à ceux qui en ont besoin » (7).

La Conférence parlementaire internationale de com-

(7) « Revue internationale d'agriculture » 1927, p. 165.

merce, réunie en Septembre 1927 à Rio de Janeiro, confirma ses résolutions antérieures et chargea le conseil général de nommer une commission permanente, avec mission d'en obtenir la réalisation pratique, en affirmant « que l'un des moyens les plus efficaces de la distribution du crédit agricole est l'organisation des coopératives de crédit ».

Les organisations françaises de crédit agricole elles-mêmes se saisirent de la question. C'est ainsi qu'à Arras, en juin 1928, sur le rapport très documenté, présenté par M. Jacques Bort, sous-directeur de la Caisse régionale de crédit agricole mutuel de l'Ile de France, le 16^e Congrès régional de la mutualité et de la coopérative agricole, a à l'unanimité adopté le vœu : « Que la Commission internationale de crédit agricole et la Commission permanente des associations agricoles de l'Institut international d'agriculture de Rome, d'accord avec la Société des Nations, et la Commission internationale d'agriculture, poursuive les études entreprises en vue de la possibilité d'établir une collaboration internationale en matière de crédit agricole » (8).

Toutes ces études et propositions en vue de créer une organisation internationale de crédit agricole étaient restées sur le papier jusqu'en 1930. Toutes ces propositions se heurtèrent à Genève à une mauvaise volonté quasi unanime et par conséquent ont été rejetées, parce que jugées sans importance. Mais dès que la crise agricole mondiale a aggravé la situation, surtout en ce qui concerne la surproduction, les Etats de l'Europe

(8) Temps agricole, 1931.

centrale et orientale se sont réunis en « bloc » en vue d'accélérer la possibilité de la création d'une institution internationale de crédit agricole. A cet effet, une conférence spéciale des représentants des Etats agricoles : de la Bulgarie, de l'Esthonie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, à l'initiative de la Pologne, s'est réunie à Varsovie au mois d'Août 1930. A la suite de cette conférence, en novembre de la même année, une conférence spéciale d'experts était convoquée à Varsovie. Cette conférence a procédé à un examen particulier de la question des crédits agricoles à moyen terme octroyés à des fins agricoles, et elle a adopté sur cette question un memorandum qu'elle a décidé de communiquer à la Société des Nations avec les réponses que les gouvernements représentés à Varsovie ont envoyées à un questionnaire adopté par la Conférence en vue d'obtenir des renseignements plus détaillés sur les crédits agricoles dans les divers pays.

La seconde Conférence internationale en vue d'une action économique concertée, qui s'est réunie à Genève à la fin de novembre 1930, a pris l'examen de cette question et a demandé que le problème du crédit agricole « soit abordé vigoureusement en tenant compte de ses aspects économiques, aussi bien que financiers, et en vue d'une réalisation prochaine, notamment en ce qui concerne les pays agricoles de l'Europe centrale et orientale ».

Les recommandations de ces deux conférences ont été envoyées au Comité financier du Conseil de la Société des Nations. Le Comité financier, saisi de la question,

a consacré une partie importante à l'examen de la question du crédit agricole. Il a consulté à ce propos M. de Michaelis, Président de l'Institut international d'agriculture de Rome ; M. de Nolla, Président du Comité économique ; il a entendu M. Poplewski et M. Lugasiano, Président et Vice-Président de la Conférence de Varsovie ; il a examiné le memorandum adopté par cette Conférence, ainsi que le rapport élaboré par les pays qui s'y sont fait représenter.

« Le Comité financier, dit le rapport de ce Comité, se rend pleinement compte de l'importance que représente cette question, tant pour les pays agricoles eux-mêmes que pour les pays industriels du monde ; il estime toutefois nécessaire de souligner que les obstacles qui ont entravé jusqu'à présent le mouvement des capitaux vers l'Europe orientale ne sont pas seulement, ni même principalement d'une nature telle que les mesures relevant de la technique financière puissent, à elles seules, les faire disparaître. Il est certain que ce sont tout d'abord les considérations d'ordre politique qui éloignent à l'heure actuelle les capitaux de cette partie de l'Europe. Pour amorcer ce mouvement de capitaux qui rendrait de tels services à tous points de vue, rien ne serait plus utile que des mesures susceptibles de créer un sentiment de confiance qui fait actuellement défaut. Tant que cette situation ne se sera pas améliorée, aucune mesure de technique financière ne pourra permettre l'obtention de capitaux, si ce n'est à un taux relativement élevé. En outre, la situation dont souffre l'agriculture ne représente qu'un aspect de la crise générale qui sévit sur le marché des capitaux et qui frappe toutes les

demandes de crédit quelle qu'en soit la destination. On ne peut donc résoudre utilement ce problème en le traitant séparément et en l'isolant des mesures générales de consolidation et de reconstitution financière » (9). Quoique le Comité financier reconnaisse les difficultés présentes de cette question, néanmoins il a estimé possible de concevoir une amélioration du mécanisme dont dispose actuellement le crédit agricole international. Après avoir examiné quelques-unes des conditions générales qui sont indispensables pour raffermir la confiance des marchés et attirer les capitaux internationaux, il est arrivé à certaines conclusions provisoires qui l'ont amené à penser qu'il était possible d'élaborer un plan susceptible d'organiser l'institution internationale de crédit. « Le Comité serait d'avis, dit le Rapport, que les garanties principales qui devraient permettre d'obtenir à l'étranger des capitaux importants sont les premières hypothèques. Peut-être pourrait-on également envisager d'autres catégories de garanties, si l'on voulait obtenir des capitaux dans le pays même. Mais au point de vue international, il est possible que ces garanties ne suffisent pas. Le Comité, sans vouloir exclure complètement et de prime abord l'examen du crédit à moyen terme, serait également d'avis que dans les opérations envisagées le crédit à long terme représentât la partie la plus importante et la plus facile à réaliser pour le moment.

« Le Comité estime en outre que les garanties qui pourraient être offertes par les agriculteurs et les ins-

(9) Premier Rapport du Comité financier au Conseil de la S.D.N. du 27 Janvier 1931.

titutions hypothécaires locales ou nationales, devront être complétées par des garanties offertes par le gouvernement des pays intéressés. Ce n'est qu'en élaborant un système cumulatif de garanties qu'il sera possible d'emprunter à des conditions plus favorables qu'à l'heure actuelle...

« Le Comité croit que le meilleur moyen d'atteindre ce but serait très probablement de créer un Institut international spécial qui emprunterait tout son propre crédit dans les marchés internationaux et qui prêterait les fonds ainsi obtenus contre une garantie hypothécaire, par l'entremise d'instituts nationaux ou locaux. La création et le fonctionnement d'une telle institution soulève un certain nombre de questions difficiles et complexes, telles que la façon dont cette institution serait créée, les rapports de cet organisme avec les divers gouvernements et la S.D.N., la constitution de son capital, la rémunération de ce capital, la nature des opérations auxquelles il devrait se borner, la monnaie dans laquelle les emprunts et les prêts devront être libellés, etc... » (10).

Comme on le voit, il résulte de ce rapport que le Comité financier de la Société des Nations s'est orienté vers le crédit hypothécaire, abandonnant pour le moment l'organisation du crédit agricole proprement dit international. Dans ce sens le Comité financier a chargé une commission spéciale d'élaborer un plan pour la création de cette institution internationale de crédit hypothécaire. Le plan élaboré par cette commission était

(10) *Ibidem*.

présenté à la Sous-Commission spécialement élue à Genève sous la présidence de M. François-Poncet pour l'examen. La Sous-Commission a exprimé l'opinion que « la pénurie des capitaux est un des facteurs principaux qui empêchent les agriculteurs de changer les cultures en renonçant aux productions actuellement trop abondantes pour adopter celles dont la consommation tend à s'accroître. De plus, toutes les mesures qui visent à élever le niveau de la vie dans ceux des pays européens où il est aujourd'hui relativement bas, contribue nécessairement à accroître dans ces pays la demande de produits agricoles de valeur plus élevée, telles que la viande, le lait, les fruits, etc... L'octroi de crédits plus particulièrement dans les pays où les taux d'intérêt sont anormalement élevés, contribuerait donc, d'une part à modifier la production, d'autre part à provoquer une augmentation de la consommation, deux conditions également nécessaires à l'amélioration générale de la situation de l'agriculture. En même temps, ces mesures auront certainement pour conséquence d'augmenter le pouvoir d'achat des populations agricoles et notamment leurs demandes de produits industriels ». Cette Sous-Commission, de son côté, a présenté un rapport sur le même sujet à la Commission d'études pour l'Union Européenne. La Commission d'études pour l'Union Européenne a approuvé le plan, avec les amendements proposés par la Sous-Commission du Comité d'études et a conclu : « en donnant son approbation au projet, la commission désire souligner que l'œuvre projetée a pour objet essentiel « d'alléger les charges qui grèvent la production agricole dans divers pays, de diminuer les frais

d'exploitation qui absorbent actuellement une trop grande part des produits et d'augmenter le pouvoir d'achat des agriculteurs ». Par cet accroissement du pouvoir d'achat des agriculteurs le projet doit servir d'ailleurs les intérêts des pays industriels, dont la prospérité dépend dans une large mesure des débouchés créés dans les pays agricoles. La Commission tient à rappeler d'autre part que, comme l'ont précisé le Comité financier et la Sous-Commission constituée par la Commission d'étude pour l'Union Européenne, la nouvelle société devra apporter dans la question le plus grand soin à éviter de prêter à la critique d'avoir favorisé l'augmentation internationale de la production agricole.

« Afin que le projet puisse être mis en œuvre sans délai, la Commission recommande au Conseil de désigner dès cette session, les membres du Comité d'organisation prévu à l'article 1^{er} du projet de convention. Elle demande au Conseil de prendre toutes les mesures utiles pour que ce Comité puisse se constituer et commencer ses travaux aussitôt que possible.

« Enfin, la Commission, en raison de l'importance que présente pour les prêteurs l'existence, dans les pays emprunteurs d'une législation hypothécaire leur assurant les garanties nécessaires, tient à souligner à l'attention particulière de tous les gouvernements qui auront l'intention de modifier sur ce point le régime en vigueur sur leur territoire, la note du Comité financier énumérant les principes essentiels auxquels devraient

répondre les différentes législations hypothécaires pour assurer toute sécurité aux prêteurs » (11).

Ce projet contenant une Convention internationale prévoyant la création de la société et lui accordant le privilège principal en ce qui concerne l'exemption de l'impôt des obligations, etc...; une Charte analogue à celle que le gouvernement suisse a accordé à la Banque des règlements internationaux et qui doit être octroyée par le gouvernement du pays dans lequel la société aura son siège; et les statuts de la société elle-même ont été présentés au Conseil de la Société des Nations le 21 Mai 1931. Le même jour, le Conseil de la Société des Nations a donné son approbation et a procédé à la nomination du Comité d'organisation prévu par l'article 1 de la Convention.

(11) « Rapport de la Commission d'étude pour l'Union Européenne », S.D.N. 1931.

CHAPITRE II

L'INSTITUTION INTERNATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

Comme nous venons de le voir dans le chapitre précédent, le problème international du crédit agricole était non seulement complexe, mais aussi très délicat à résoudre. Dans les conférences internationales, on s'est toujours demandé, lorsqu'on a discuté le problème du crédit, quelle forme doit revêtir cette organisation préconisée, comment elle sera organisée, par quel moyens, quelles seront ses relations entre elles et les autres institutions nationales ou locales bénéficiaires du crédit, quelles seront les garanties offertes, etc... Les difficultés surgissaient donc de tous les côtés et l'on était embarrassé pour trouver une solution possible dans cette complexité du problème.

Quant à la manière de résoudre la question épineuse du crédit agricole international, deux solutions ont été examinées.

I. — On a proposé une intervention unique, en ne tenant compte que des besoins immédiats, sur le modèle de ces interventions financières de la S.D.N., pratiquées à plusieurs reprises, et toujours avec un plein succès, en faveur des pays nécessiteux. Il s'agissait alors de placer sur le marché financier de l'Europe occidentale, soit des titres privés de créances agricoles, soit des emprunts émis par les Etats agricoles de l'Europe centrale et orientale, pour les besoins de leur agriculture.

Si cette solution avait été adoptée, la question serait réglée une fois pour toutes, sans qu'il fut nécessaire de créer une institution financière internationale de crédit (1).

II. — Ensuite, voyant que la première solution ne paraît pas très rationnelle, on en a examiné une autre, tentant la création d'une institution internationale permanente qui aura une organisation aussi rationnelle que possible et d'un fonctionnement constant et régulier.

Après avoir constaté que la meilleure solution du problème était la fondation d'une banque internationale de crédit, on se demanda ensuite quelles formes juridiques doit revêtir cette institution et quel sera son caractère. Sur ce point aussi deux solutions opposées s'affrontaient :

1) On a proposé la création d'une institution internationale de crédit d'utilité publique, alimentée en capitaux par les Etats et placés sous la direction d'agents nommés par ce même Etat ;

2) On a discuté une autre solution, celle qui préconisait la création d'un établissement international de crédit agricole à caractère strictement lucratif, sous forme de société anonyme, ne faisant appel qu'à des capitaux privés et administrée comme une société anonyme ordinaire.

En adoptant la première solution, tendant à créer une institution de droit public, placée sous la direction de personnalités nommées par les différents Etats, on

(1) T. Minger : « Organisation internationale du crédit agricole ». Agriculture polonaise, juillet 1931, p. 32.

aurait donné à cette institution un caractère nettement politique, ce qui n'aurait pas manqué d'avoir de fâcheuses répercussions sur son activité.

D'autre part, en adoptant la seconde solution, on aurait trouvé une autre difficulté, c'est qu'une simple société anonyme n'aurait pas de succès actuellement auprès des capitalistes. Du moment que les banques déjà existantes et jouissant d'une haute autorité refusent d'assurer le placement en grand des emprunts fonciers, émis par les Etats agricoles de l'Europe centrale et orientale, on ne voit pas pourquoi un établissement du même type, mais nouvellement créé, réussirait mieux dans cette entreprise.

Ainsi, ces deux solutions extrêmes se révélaient insuffisantes et impraticables en l'état actuel des choses. Il ne restait donc qu'à opter pour une solution intermédiaire, en créant un établissement de crédit agricole, dont l'activité serait entièrement libre de toute ingérence politique, mais qui présenterait un certain nombre de particularités lui permettant de conquérir plus aisément la confiance du marché financier (2).

Cette solution intermédiaire fut adoptée par la commission du Comité financier, en proposant la fondation d'une banque hypothécaire de crédit agricole, ayant la forme d'une société anonyme, mais d'une société sui generis, dotée d'un certain nombre de particularités qu'une banque hypothécaire ordinaire ne possède pas. Dès qu'une des difficultés fut surmontée, toutes les autres, grâce à la persistance des experts, ont

(2) Ibidem, p. 34.

trouvé une issue heureuse et furent, l'une après l'autre, écartées.

La création d'une banque internationale de crédit sur un statut juridique tout à fait nouveau, dotée de privilèges spéciaux et soumise à des obligations spéciales, ne pouvait être réalisée autrement que par voie de convention internationale, réglementant les rapports réciproques des Etats avec la banque internationale; en outre, l'Etat sur le territoire duquel serait établi le siège de cette banque devrait d'une part lui accorder des privilèges spéciaux à l'égard du fisc, de l'autre s'arranger pour empêcher la mise en vigueur et l'exécution de toute décision émanant des autorités de la banque qui seraient contraires, soit à la convention, soit aux statuts de la banque. Le projet, dont nous avons parlé plus haut, est un projet d'une convention internationale, auquel sont joints, à l'annexe, un projet de statut et un modèle de législation hypothécaire à l'usage des pays désireux de bénéficier des prêts de cette banque. Le projet, qui a été approuvé par le Conseil de la S.D.N. et signé le 21 mai 1931, prévoit que la Convention entrera en vigueur lorsque le montant des versements souscrits par les Etats adhérents au compte de la réserve spéciale de la Banque internationale aura atteint 5 millions de dollars, ou 25 millions de francs-or.

§ 1. — *La Société internationale
de crédit hypothécaire agricole*

La Société internationale de crédit hypothécaire agricole est une personne juridique jouissant d'une autonomie financière et fonctionnant sous les auspices de la

S.D.N. Son siège principal est à Genève et sa durée n'est pas limitée. Elle est constituée en vertu d'une convention internationale signée à cet effet par des Etats membres de la S.D.N. Elle est dotée de privilèges spéciaux et d'une Charte constitutive accordée par le gouvernement suisse, concernant l'exemption de tout droit, taxe et impôt, et qui ne sera abrogée, ni modifiée autrement qu'après une décision prise dans la conférence convoquée à cet effet par le Conseil de la S.D.N. Son objet principal est « d'alléger les charges financières qui grèvent la production agricole dans divers pays, de diminuer les droits d'exploitation qui absorbent actuellement une trop grande part des profits et d'augmenter le pouvoir d'achat des agriculteurs ».

Le capital social, d'après les statuts, est fixé à 250 millions de franc-or ; avec cette réserve toutefois qu'il n'est prévu pour le moment qu'une première émission de 25 millions de franc-or. Si les affaires de la banque se développent favorablement, il pourra être procédé à des émissions ultérieures, jusqu'à concurrence du montant fixé par les statuts : le capital pourra même être augmenté en vertu d'une décision du conseil d'administration prise par la majorité requise et approuvée également par la majorité requise de l'assemblée générale des actionnaires (article 14). Le capital social sera divisé en deux catégories d'actions, de 2.500 francs : les unes nominatives (Catégorie A) ; les autres au porteur (Catégorie B) ; les deux catégories ont les mêmes droits en ce qui concerne les dividendes, leur différence réside dans le droit de vote. Il faut 15 actions au porteur pour avoir une voix à l'assemblée générale, tandis qu'une seule ac-

tion nominative confère cette même voix (article 8). La cession des actions nominatives est soumise à l'approbation du conseil d'administration. Au contraire, les opérations sur les actions au porteur ne sont soumises à aucune limitation (article 18).

Dès l'entrée en vigueur de la Convention, le Comité d'organisation de la banque, nommé par le Conseil de la S.D.N., mettra en souscription la première émission de 25 millions de francs suisses or, dans tous les pays qui auront adhéré à la convention. Dans chacun de ces pays, il sera offert aux souscripteurs une tranche égale aux versements consentis à la réserve spéciale par ce pays, (article 5 de la Convention). Ajoutons que toute cette première émission de 25 millions de francs suisses se composera uniquement d'actions nominatives et qu'elles seront d'abord offertes aux établissements de crédit hypothécaire de chacun de ces pays (article 12). Les statuts ne prévoient pas l'achat de ces actions pour le compte de ces établissements eux-mêmes: si l'un des établissements nationaux de crédit hypothécaire ou agricole ne profitaient pas de leurs droits à cette souscription, elle serait immédiatement offerte aux autres souscripteurs: personnes physiques et morales. Ce qui est prévu pour les gouvernements des Etats contractants, c'est de constituer à titre d'avance une réserve spéciale de 25 millions de francs suisse or, en vertu de l'article 5 de la Convention correspondante à l'article 21 des statuts.

A) *Administration.* — Les organes administratifs de la banque internationale sont: le Conseil d'administration

(nommé Conseil) et l'Assemblée générale des actionnaires.

I. — *Le Conseil* est composé de 18 membres au plus, son président et son vice-président sont nommés par le Conseil de la S.D.N. ; un de ses membres par le comité permanent de l'Institut international d'agriculture à Rome, et un second, spécialiste des questions financières, par la Banque des règlements internationaux à Bâle. Au cas où l'Institut international d'agriculture à Rome ou la Banque des règlements internationaux à Bâle n'useraient pas de leur droit, le Conseil de la S. D.N. pourvoiera également à la nomination de ces deux membres. Neuf des membres du Conseil sont élus par l'assemblée générale au premier tour et à un scrutin proportionnel d'un mode particulier : toute personne disposant d'une voix ne peut voter que pour un seul membre. De cette manière, celui qui dispose du 9^e de la totalité des voix peut toujours faire entrer son candidat au conseil. Ces neuf membres ordinairement élus par l'assemblée générale des actionnaires seront nommés pour la première fois par le Comité d'organisation de la banque. Enfin les 13 membres du Conseil ainsi nommés ou élus ont le droit de recruter par cooptation cinq membres, pour permettre que soient représentés au conseil les principaux marchés financiers qui serviront de débouchés aux obligations émises par la banque. Ce dernier groupe de membres constitue donc une sorte de représentation des obligations (article 23).

Outre les membres réguliers du Conseil, l'article 24 prévoit des membres assesseurs qui prennent également part à ces réunions, mais avec une voix consultative. Ils

sont désignés par les établissements hypothécaires nationaux ou, s'il n'y en a pas, par la banque centrale des pays ayant adhéré à la convention qui ne sont pas représentés au conseil par un membre régulier. Le Conseil est l'organe effectif de gestion de la Banque internationale de crédit agricole hypothécaire, sous cette réserve qu'il peut déléguer tout ou partie de ses fonctions à son président, à l'un de ses membres, ou à une personne faisant partie des cadres de la banque (article 34, § 3).

Le président du conseil est en même temps le président de la Banque. Il en dirige l'administration, sous réserve de l'autorité du Conseil (article 34). En outre fonctionne, en tant qu'organe exécutif permanent du conseil, un comité composé du président et de quatre ou six membres du conseil. Parmi les membres de ce comité ne peuvent figurer plus de deux ou trois membres représentants des pays dont les établissements bénéficient des crédits de la banque (article 33). Sur la proposition du président, le conseil nomme le directeur général de la banque et le directeur, chef des différents services (article 36).

Le conseil est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour la gestion des affaires sociales et il statue sur toutes les questions qui ne sont pas réservées à l'assemblée générale. Il représente la société internationale vis-à-vis des tiers et en justice tant en qualité de demandeur qu'en qualité de défendeur. Il a seul le droit de contracter en son nom (article 34, §§ 1 et 2).

II. — *L'Assemblée générale*, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Elle se compose de tous les actionnaires (article 38, § 1). Elle doit

se réunir au cours des six mois qui suivent la fin de l'exercice social de la Société internationale, à la date fixée par le Conseil. Elle délibère valablement lorsque les membres présents ou représentés ont droit au moins à la moitié des voix (article 40). Elle ne délibère sur aucun autre sujet que ceux portés à l'ordre du jour, à moins que le conseil et tous les membres présents à l'assemblée générale n'y consentent. Le président du conseil préside l'assemblée générale.

L'assemblée générale ordinaire a compétence (article 43) pour :

1) approuver le rapport annuel et, sur le rapport des commissaires vérificateurs, le bilan annuel et le compte de profits et pertes ;

2) approuver la fixation des rémunérations, jetons de présence ou frais, des membres du conseil et les changements proposés à ces rémunérations, jetons et frais ;

3) nommer les administrateurs qui sont à sa désignation ;

4) décider les affectations des bénéfices nets et se prononcer sur la répartition des dividendes et son montant ;

5) décharger les membres du conseil de toute responsabilité individuelle en ce qui concerne l'exercice social écoulé ;

6) enfin délibérer sur toute question dont elle est saisie dans les conditions prévues à l'article 40.

L'assemblée générale extraordinaire se prononce sur toute proposition du conseil concernant l'augmentation ou la réduction du capital, toute modification des statuts, liquidation de la Société internationale, etc...

B) *Opérations.* — Les opérations que la Société in-

ternationale peut effectuer sont prévues par l'article 3 des statuts. En vertu de cet article, la Société internationale a pour objet :

a) de prêter des sommes remboursables à long terme avec amortissement, ou remboursables à moyen terme avec ou sans amortissement, à des sociétés ou instituts de crédit hypothécaire ou agricole, qui font, soit par eux-mêmes, soit par l'intermédiaire d'autres sociétés ou instituts ayant leur siège dans le même pays, des prêts en première hypothèque sur les immeubles faisant l'objet d'une exploitation rurale ou servant à une exploitation de cette nature.

b) de créer et de négocier les obligations dont la valeur de remboursement ne doit pas dépasser le montant de ces créances sur les sociétés nationales garanties par première hypothèque, inscrites au nom de ces sociétés, leur appartenant ou détenues par elles à titre de gages.

La Société internationale pourra commencer ses opérations à compter de la déclaration du conseil constatant que les 10.000 actions ont été souscrites (article 6).

I. — Il ressort clairement de ce premier paragraphe de l'article 3 que la Société internationale accordera des prêts hypothécaires aux agriculteurs, non pas directement mais par l'intermédiaire des instituts hypothécaires nationaux. Son rôle consistera à fournir des capitaux à la production agricole, en achetant aux établissements de crédit hypothécaire agricole leurs lettres de gages ou leurs obligations. Seules donc ces institutions de crédit hypothécaire agricole, de quelque forme qu'elles soient, publiques, privées, sociétés anonymes

ou mutuelles, pourront écouler leurs titres à la Société internationale, à la condition naturellement qu'elles appartiennent par leur siège et leur activité à un pays ayant adhéré à la convention.

Mais les statuts prévoient les conditions dans lesquelles la Banque internationale pourra accorder des prêts aux établissements hypothécaires nationaux. En premier lieu, l'Etat émetteur de lettres de gages ou obligations hypothécaires, devra au préalable avoir été agréé par les autorités de la banque, dont la décision dépendra non seulement de l'examen des statuts, mais aussi de l'appréciation de la situation financière de cet établissement (articles 55 et 56). La Convention, dans son article 10 et les statuts, dans leur article 57, posent comme condition générale que les pays désireux de voir leurs établissements bénéficier des crédits de la banque remanient leur législation hypothécaire, ainsi que les lois ayant trait aux mutations foncières de manière à les rendre conformes aux principes fondamentaux exposés dans l'annexe de la convention. Au cas où la législation du pays, ou l'établissement émetteur lui-même ne répondrait pas complètement aux conditions fixées, cet établissement pourrait cependant bénéficier des crédits de la Banque internationale, à condition que l'Etat garantisse les émissions de titres (article 57, § 3).

Les lettres de gage ou obligations des établissements nationaux doivent être garanties par des hypothèques de premier rang et la somme ainsi garantie ne doit pas dépasser 50 pour 100 de la valeur de l'immeuble hypothéqué (article 54). Les autorités de la banque peuvent

demander l'extension du privilège spécial garantissant les lettres de gage ou obligations acquises par elle, soit à un groupe donné de créances hypothécaires, soit même à un fonds spécial de l'établissement émetteur, lequel fonds constituerait une sorte de réserve spéciale garantissant les créances de la Banque internationale, en tant que détentrice des titres dudit établissement. Enfin si, de l'avis des autorités de la Banque, tous les moyens sont jugés insuffisants pour garantir les lettres de gage et obligations de l'établissement émetteur, elles peuvent poser comme condition à leur aide financière aux agriculteurs des pays en cause, la création de nouveaux établissements, différents des instituts hypothécaires existants.

Les lettres de gage et obligations des établissements nationaux aussi bien que les créances hypothécaires, garantissant leur émission, doivent être libellés dans une monnaie ayant une valeur or également fixée. Le paiement des intérêts et le remboursement du principal, soit par le débiteur à l'établissement national, soit par celui-ci à la Banque internationale, doit être effectué de manière que les sommes, versées à ce double titre, représentent effectivement la même valeur or qu'elles possédaient à l'époque de la conclusion de l'emprunt (article 59).

Parmi les autres conditions réglementant la disposition des crédits par la Banque internationale aux établissements des différents pays, figure celle-ci, énoncée dans l'article 58 des statuts: avant tout nouvel achat d'une tranche de lettres de gage ou obligations, émises par un établissement national, les autorités de la banque

doivent dresser un plan complet d'amortissement, fixer le taux d'intérêt et les frais d'administration qui seront perçus par l'établissement en cause pour le service des prêts accordés par l'intermédiaire de la Banque internationale. Le plan d'amortissement, ainsi fixé au moment du contrat, doit, par la suite, être rigoureusement suivi; en cas de remboursement anticipé de leurs prêts par les débiteurs, l'établissement émetteur doit augmenter en proportion le rachat de ces obligations, et ne peut, en aucun cas, utiliser ces rentrées en crédits à d'autres agriculteurs, même à des conditions identiques aux précédentes.

II. — En ce qui concerne la seconde opération que la Banque internationale peut effectuer, elle consiste dans l'émission des obligations par elle-même, jusqu'à concurrence d'une valeur de remboursement qui ne devra en aucun cas dépasser dix fois le total du montant du capital social versé et de la réserve spéciale constituée par les fonds A et B (article 45). La valeur de remboursement des obligations émises par la Société internationale, ne peut dépasser le montant total de la valeur des obligations remises par des établissements nationaux à la Banque internationale, en représentation des prêts qu'elle leur aura consentis (article 46). Les obligations portent un intérêt dont le taux, les époques et le mode de paiement sont fixés par le Conseil. Les intérêts et le capital des obligations émises par la Banque internationale sont garantis par un privilège exclusif sur les intérêts et le capital des obligations émises par les établissements nationaux (article 50). Le délai de prescription des dividendes et intérêts est de

cinq années et il est de 30 années pour les capitaux (article 52).

Le contrôle sur les opérations des établissements hypothécaires nationaux des différents pays sera exercé par des commissaires de contrôle chargés à ce propos par la Banque internationale de crédit hypothécaire agricole (article 56). Quant à la gestion de la Banque internationale, elle est contrôlée par des commissaires vérificateurs nommés par le Comité financier de la S.D.N. ou par tout autre organe désigné par le Conseil de la S.D.N. Les commissaires vérificateurs ont plein pouvoir pour examiner tous les livres et comptes de la Banque internationale et pour demander des renseignements complets sur toutes ses opérations. Ceux-ci sont obligés, après la vérification de la gestion de la Banque, de soumettre un rapport au Conseil et à l'Assemblée générale, en indiquant qu'ils sont satisfaits du contrôle effectué, ou qu'ils n'en sont pas satisfaits et réclament d'autres explications. Après l'approbation par l'assemblée générale, le rapport annuel du conseil et le rapport des commissaires vérificateurs sont transmis au Conseil de la S.D.N. (article 66).

Les Bénéfices nets annuels ressortant de la comptabilité de la Banque internationale, après toutes affectations aux provisions et amortissements qui auront pu être décidés par le conseil, sont répartis de la manière suivante :

1) 5 pour 100 de ces bénéfices sont portés en fonds de réserve appelé « fonds de réserve légal », jusqu'à ce que ce fonds atteigne un montant égal en valeur à 10 pour 100 du capital social émis.

2) Les bénéfices nets sont appliqués ensuite au paiement d'un dividende jusqu'à concurrence de 6 pour 100 par an sur le capital versé de la Banque internationale; ce dividende sera cumulatif en ce sens que l'actionnaire aura droit au paiement des arrérages arriérés de dividende avant toute autre distribution de bénéfices.

3) Sur le surplus, 75 pour 100 sont distribués aux gouvernements, savoir: 60 pour 100 en remboursement des avances consenties en application de l'article 5 de la Convention et 5 pour 100 à titre de bonification sur les dites avances (article 67).

Les privilèges spéciaux sont accordés à la banque par la Convention et la Charte constitutive. La Convention, dans ses articles 7 et 8 stipule que les gouvernements contractants s'engagent à appliquer en tout ou en partie les dispositions suivantes:

a) aucun impôt sur le revenu ou les bénéfices, le chiffre d'affaires ou le capital ne sera perçu sur la Banque internationale;

b) les porteurs d'actions et obligations émises par la Banque internationale ne paieront aucun impôt, soit sous forme d'impôt sur le capital, soit sous forme d'impôt sur les revenus en raison de leur possession de titres, actions ou obligations, de l'encaissement de dividendes ou d'intérêts, ou d'un remboursement de capital lorsqu'ils n'ont pas leur résidence sur le territoire de l'Etat qui perçoit ces impôts.

c) aucun droit de timbre, d'enregistrement ou autre droit ne sera perçu à l'occasion d'un acte ou document concernant l'octroi de prêts par la Banque internationale aux sociétés nationales; par les sociétés nationales aux agriculteurs, etc...

d) aucun impôt ne sera perçu sur les intérêts et capitaux versés par les agriculteurs aux sociétés nationales en raison des prêts que ces sociétés nationales leur auront consentis sur le produit des emprunts accordés par la Banque internationale.

La Charte constitutive accordée par le gouvernement suisse prévoit l'engagement de ce dernier à ne pas abroger cette charte, à n'y apporter ni modification, ni addition, autrement qu'après une décision prise dans les conditions prévues à l'article 17 pour l'abrogation ou la révision de la Convention (article 2 de la Convention correspondant au § 1^{er} de la Charte). Tous les engagements pris par les gouvernements contractants dans les articles 7 et 8 s'étendant à la Suisse.

§ 2. — *Les appréciations critiques sur cette institution*

Dans les conditions où les difficultés de l'agriculture augmentent constamment, étant donné que les intérêts extrêmement élevés servis pour le crédit à court terme, viennent augmenter les frais de production et aggraver par conséquent les difficultés d'exploitation existantes, entraînant la dépréciation des produits ruraux, la création de la Banque internationale de crédit hypothécaire agricole est un des événements les plus importants dans l'histoire de la politique agraire mondiale. Par cette institution on espère pouvoir alléger dans une certaine mesure les charges considérables qui pèsent sur les propriétés foncières et par suite améliorer sensiblement les prix de revient de l'agriculture. De plus on a voulu souligner que la Banque internationale n'aura point pour but, en augmentant la production européenne, d'aggra-

ver le marasme du marché mondial du blé ; on a prouvé qu'on souhaitait, avant toute chose, l'amélioration du niveau de vie des agriculteurs, surtout de l'Europe centrale et orientale, écrasés trop souvent par des taux usuraire. En abaissant ces taux de prêts ou en diminuant les frais de production, la Sous-Commission a pensé que le bien-être de ces populations, et par conséquent, leur pouvoir d'achat en objets manufacturés seront notablement augmentés (3).

Nous sommes tout à fait d'accord avec cette opinion, pourtant nous craignons que le crédit hypothécaire agricole, qui sera accordé aux établissements nationaux hypothécaires de crédit ne devienne par la suite, du crédit hypothécaire urbain et n'accentue ainsi la crise actuelle au lieu de l'atténuer. En outre, nous craignons aussi que le crédit hypothécaire agricole ne soit pas destiné à faciliter l'écoulement industriel des pays de l'Est européen et à renflouer des banques hypothécaires des pays d'Europe centrale et orientale dont les capitaux se sont aventurés dans les entreprises défailtantes. Pour servir la cause de l'agriculture la Banque internationale ne distribuera pas de crédit, directement aux associations coopératives de crédit, mais achètera aux établissements nationaux hypothécaires de crédit, leurs lettres de gage ou obligations. Quoiqu'il en soit, la Banque internationale de crédit hypothécaire agricole marque une étape vers la restauration de l'agriculture en Europe et donne l'assurance que le désordre qui régnait jusqu'à présent en cette matière ne va pas empirer.

(3) Le Temps agricole, 1931.

Comme nous l'avons déjà vu en exposant l'organisation et la future activité de la Banque internationale, cette organisation puissante de crédit hypothécaire procurera aux pays intéressés le crédit hypothécaire rural. Elle permettra d'avancer à long ou à moyen terme, aux profits des ruraux, les fonds nécessaires pour se libérer des dettes antérieures, améliorer leurs domaines, acheter le matériel et le cheptel indispensables. C'est en effet très utile, mais restant toujours fidèles à notre pensée, nous trouvons justement là qu'il faut chercher la différence que nous avons déjà fait entre le crédit foncier et le crédit agricole proprement dit. Les prêts qui seront consentis par la Banque internationale aux établissements nationaux iront exclusivement aux propriétaires, au lieu d'être attribués aux exploitations. Le crédit foncier ne connaît que la garantie hypothécaire : c'est un crédit réel qui ignore la personne intéressée et ne se préoccupe pas en fait du but poursuivi. Le crédit agricole au contraire est un crédit personnel, reposant surtout sur la garantie offerte par l'individu et par le but poursuivi, il va exclusivement à l'exploitant, qu'il soit propriétaire, fermier ou métayer. Et en dehors de la valeur des personnes, il accepte les garanties les plus diverses : hypothèques, warrants, cautions, titres, etc... (4). Ainsi, le crédit hypothécaire ne permettra pas d'attribuer des avances aux exploitants non propriétaires.

D'autre part, il est indispensable d'apporter à l'agriculture le crédit à court terme qui, seul, peut permettre « aux propriétaires de céréales d'éviter les ventes précipitées au lendemain de la récolte », ventes précipitées

(4) Temps agricole, 10 mai 1931.

qui avilissent les cours sans nul profit pour les consommateurs. C'est le crédit à court terme qui met à la disposition de l'agriculteur les fonds nécessaires au fonctionnement normal, annuel de son exploitation. Et là seul le crédit agricole proprement dit peut intervenir.

Enfin il ne faut pas oublier que les associations coopératives de crédit qui aident le cultivateur, ont aussi besoin de crédit à long, moyen et court terme. Ce crédit collectif ne peut être négligé si l'on veut intervenir efficacement en faveur des populations rurales. Le crédit collectif dans la plupart des cas ne peut bénéficier que d'une garantie hypothécaire des plus restreintes. Il a pour base principale la garantie solidaire de tous les membres groupés, bien supérieure en général à la seule garantie hypothécaire. Là le crédit agricole pourrait agir utilement, avec ses méthodes spéciales. Donc le crédit hypothécaire, dans cette matière, risquerait souvent d'être impuissant (5).

En somme, il apparaît que le crédit hypothécaire international réalisé immédiatement, peut sûrement rendre des services à l'agriculture des Etats de l'Europe centrale et orientale, mais il semble encore nécessaire de continuer les études relatives à l'organisation internationale de crédit agricole proprement dite. Le premier pas vers une organisation internationale du crédit agricole fut la Conférence des céréales qui se réunit à Rome en mai 1931. Cette Conférence dans la résolution qu'elle a adoptée, a explicitement souligné « que dans la crise pré-

(5) P. Vimaux : « Le crédit hypothécaire international », Temps agricole 1931.

sente, le crédit agricole à court terme a une importance au moins égale à celle du crédit à long et moyen terme et qu'il doit être rendu accessible aux agriculteurs par les gouvernements des divers Etats. Une organisation rationnelle de ce crédit peut, en particulier, permettre aux agriculteurs de répartir leurs ventes de céréales, de manière à éviter la baisse des prix qui suit habituellement l'époque de la moisson et qui porte préjudice aux producteurs, sans procurer aucun avantage aux consommateurs, elle peut également faciliter le remplacement des cultures à rendement négatif. La distribution de crédits à court terme aux agriculteurs ou aux coopératives agricoles peut contribuer à la rationalisation de la production, à la stabilisation des prix et à l'amélioration de l'organisation des ventes et des exploitations. La Conférence considère qu'il y a un intérêt réciproque à ce que les crédits à court terme refluent des pays possédant pléthore de capitaux vers ceux où le capital est rare et cher. La question mérite d'être sérieusement examinée du point de vue international, en vue du développement du système des crédits à court terme dans l'Europe entière » (6).

L'organisation du crédit hypothécaire agricole vient de tracer la bonne voie, et il faut espérer, avec une pleine confiance dans la S.D.N., que l'organisation internationale de crédit agricole proprement dit sera bientôt réalisée. Avec l'organisation du crédit agricole à court terme, les discussions les plus animées du problème du crédit agricole international seront une fois pour toutes terminées.

(6) La Conférence économique internationale tenue à Rome. Rapport S.D.N. 1931.

CONCLUSION

Après avoir examiné le problème du crédit agricole national, et international, et les institutions créées à ce propos, il nous reste à conclure que la meilleure manière de résoudre le problème épineux du crédit agricole en général, consisterait dans le système que nous proposons et qui pourrait se présenter de la manière suivante :

Toute organisation de crédit agricole devrait se baser sur les associations coopératives locales de crédit.

Au-dessus, à un second échelon, devrait se trouver une organisation régionale ou une banque centrale des coopératives locales.

Un troisième échelon verrait la Banque Centrale Nationale de crédit agricole avec les attributions que nous avons déjà indiquées.

Enfin, un quatrième échelon serait l'organisation internationale de crédit agricole qui serait mise en rapport avec les associations régionales et locales par l'unique intermédiaire des Banques Centrales Nationales de Crédit Agricole.

Nous sommes partisans de voir l'organisme international susceptible de ne pas borner ses opérations de prêts à moyen et long terme, basées uniquement sur des garanties hypothécaires, mais capable d'aider les associations nationales coopératives, par des prêts à courts termes. Ces crédits sont aussi importants que ceux à

longs et moyens termes. Ils évitent surtout aux agriculteurs les inconvénients d'une vente prématurée ; ils permettraient la rationalisation de la culture, la stabilisation des prix et aussi l'organisation des ventes et des exploitations. Si l'organisme international prévu ne pouvait pas pratiquer des prêts à court terme, il serait nécessaire de créer un second organisme international qui aurait pour mission de répartir des crédits à courts termes, basés sur la garantie matérielle et morale des associations coopératives nationales.

Cette solution nous paraît la meilleure et nous souhaitons que les divers gouvernements et le Comité économique du Conseil de la S.D.N. arrivent à un résultat positif dans ce sens, le plus tôt possible. La crise actuelle augmente d'intensité de jour en jour. La solution urge et nous pensons que résoudre la crise agricole actuelle aiderait puissamment à solutionner la crise générale ; or, l'organisation du crédit agricole sur le plan national et international à laquelle vont nos préférences, aurait à notre sens, pour résultat de faire cesser les difficultés dans lesquelles se débat l'agriculture en général et plus spécialement celle des pays agricoles dont nous avons parlé.

Vu et Permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

Le Président de thèse,

ROGER PICART.

Le Doyen,

H. BERTHÉLEMY.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- AVRAMOVITCH (M.) : *Trente ans de la Vie coopérative : 1894-1924*. Belgrade, 1924.
- BARREL (J.-A.) : *Enquête sur le Crédit Agricole*. Paris, 1884.
- BORET (V.) : *Pour et par la terre*. Paris, 1921.
- BORET (V.) : *Pour et contre la terre*. Paris, 1929.
- BOULEAU (A.) : *L'action de l'Etat sur le développement des coopératives en France*. Paris, 1907.
- COVILLON (E.-A.) : *Causerie sur le crédit agricole*. Paris, 1926.
- DERNIS (G.) : *La renaissance du crédit en Allemagne*. Paris, 1927.
- GIDE (Ch.) : *Cours d'économie politique*. T. 1^{er}. Paris, 1930.
- GIDE (Ch.) : *Le coopératisme*. Paris, 1929.
- GIDE et RIST (Ch.) : *L'Histoire des doctrines économiques*. Paris, 1926.
- DOP (L.) : *Etude sur le crédit agricole*. Paris, 1897.
- DUDESCO (J.) : *L'évolution économique contemporaine des pays balkaniques : Roumanie, Bulgarie, Serbie*. Paris, 1915.
- DURAND (L.) : *Le crédit agricole en France et à l'étranger*. Paris, 1891.
- DURAND (L.) : *La caisse rurale, système Reiffeisen*.
- DOUCÈDE (Ed.) : *L'œuvre officielle du crédit mutuel*. Paris, 1913.
- DUFOURMANTELLE (M.) : *Le crédit agricole*. Menton, 1908.
- HITIER (H. et J.) : *Les problèmes actuels de l'agriculture*. Paris, 1923.

- HUART (M.) : *L'organisation du crédit en France*. Paris, 1913.
- JARANOFF (At.) : *La Bulgarie économique*. Lausanne, 1919.
- KROLIKOWSKI (Et.) : *L'état de l'agriculture en Pologne*. Varsovie, 1923.
- LÉCOLLE (G.) : *Les associations agricoles, Syndicales, coopératives, mutualité, et les nouvelles lois sociales agricoles*. Paris, 1912.
- MARKOVITCH (B.) : *Le commentaire de la loi sur les associations coopératives des agriculteurs et des artisans* (serbe). Belgrade, 1921.
- PHILIPPOVITCH (von Eug.) : *La politique agraire*. Paris, 1904.
- PERREAU (C.) : *Cours d'économie politique*. T. 1^{er}. Paris, 1928.
- PROUDHON (P.-J.) : *Le système des contradictions économiques ou philosophiques de la misère*. Paris, 1867.
- RAYNERI (Ch.) : *Le crédit agricole par l'association coopérative*. Paris, 1902.
- RAYNERI (Ch.) : *Manuel des caisses régionales de crédit agricole*. Paris, 1900.
- REBOUD (P.) : *Précis d'économie politique*. Paris, 1929.
- RATINGER (F.-H.) : *Considérations générales sur l'avenir de la Pologne*. Paris, 1914.
- ROSTAND (Eug.) : *Le concours des caisses d'épargne au crédit agricole*. Paris, 1877.
- SEGNIER (H.) : *Le crédit agricole en France*. Paris, 1912.
- TOTOMIANTZ : *La coopération mondiale*. Paris, 1923.
- TOTOMIANTZ : *L'histoire des doctrines économiques et sociales*. Paris, 1922.
- TOTOMIANTZ : *L'anthologie coopérative*. Paris, 1922.
- YORDANOVITCH (B.) : *Essai sur l'homme* (serbe). Belgrade, 1929.
- YOVANOVITCH (D.) : *La politique agraire* (serbe). Belgrade, 1930.

THÈSES

- AUVRAY (J.) : *La loi du 5 Août 1920*. Paris, 1927.
- BERTHAUD (A.) : *P.-J. Proudhon et la propriété*. Paris, 1910.
- DUCA (J.-G.) : *Les Sociétés coopératives en Roumanie*. Paris, 1902.
- DAMIAU (C.-C.) : *Les Banques populaires en Roumanie*. Paris, 1922.
- FRAUD (J.) : *Les caisses d'épargne publiques en Allemagne*. Paris, 1929.
- FAGNEUX (L.) : *Les caisses de crédit Reiffeisen et le Reiffeisenisme en France et à l'étranger*. Paris, 1908.
- IVSIC (M.) : *Les problèmes agraires en Yougoslavie*. Paris, 1926.
- GIRAUD (M.) : *Les syndicats professionnels agricoles et la loi de 1884*. Paris, 1895.
- GUILPIN (P.) : *Les opérations de crédit et de placement à court terme*. Paris, 1925.
- KOSTOUKOFF (P.) : *Le crédit agricole en Bulgarie*. Dijon, 1926.
- KAMIL (J.) : *La coopération en Roumanie*. Paris, 1930.
- LANGELÉ (R.) : *La Bulgarie économique, ses relations avec la France*. Paris, 1921.
- MIKEIL (M.) : *La Roumanie agricole après la guerre mondiale*. Paris, 1921.
- MAGNIEU (L.) : *L'organisation et le fonctionnement des caisses d'épargne ordinaires en France*. Paris, 1926.
- MACAVEIL (M.) : *Le crédit agricole et le crédit foncier en Roumanie*. Paris, 1912.
- MOLLE (M.) : *Les Sociétés de crédit agricole et leurs opérations*. Paris, 1924.
- STAKITCH (V.) : *La doctrine française du crédit mutuel*. Paris, 1927.
- VERDREAU (P.) : *L'union du centre Est des Syndicats agricoles et viticoles*. Paris, 1929.

- VEAU (A.) : *Le crédit agricole et populaire en France*. Rennes, 1928.
- VIRION (J.) : *Le crédit agricole en Pologne*. Paris, 1929.
- VIDEAU (P.) : *Le développement de la culture moderne et la naissance du crédit agricole mutuel*. Marseille, 1928.
- VASSEL (A.) : *Le crédit agricole en France et son avenir*. Aix, 1928.
- VORKAPITCH (R.) : *Le crédit agricole en Yougoslavie*. Paris, 1930.
- VERGEOT (J.-B.) : *Le crédit comme stimulant et régulateur de l'industrie*. (Conceptions Saint-Simoniennes du crédit). Paris, 1918.
- YOVARA (D.). — *Le problème du crédit agricole en Roumanie*. Paris, 1928.

REVUES, JOURNAUX, PUBLICATIONS DIVERSES

- Agriculture polonaise* : Varsovie-Paris.
- Europe nouvelle* : Paris.
- Economiste serbe* : Belgrade.
- Revue des Economistes* : Paris.
- Revue des études coopératives* : Paris.
- Revue économique internationale* : Paris.
- Revue d'Economie Politique* : Paris.
- Revue des Deux Mondes* : Paris.
- Revue Economique de Belgrade* : Belgrade.
- Revue Internationale des institutions économiques et sociales* : Rome.
- Revue Internationale d'Agriculture* : Rome.
- Petit Parisien* : Paris.
- Volonté* : Paris.
- Politica* : Belgrade.
- Temps Agricole* : Paris.

Statuts des caisses locales et régionales.

Statuts de la Fédération Générale des Associations coopératives serbes.

Les lois sur le crédit agricole.

Journal Officiel.

Conférences économiques internationales : S.D.N. Genève, 1927.

Société Internationale de crédit hypothécaire agricole : S.D.N. Genève, 1931.

Questions économiques et financières : S.D.N. Genève, 1931.

L'Agriculture et la crise économique internationale. S.D.N. Genève, 1927.

Rapport sur les opérations faites par les caisses régionales de crédit agricole mutuel pendant l'année 1929 et sur l'application de la loi du 5 Août 1920, présentée au Président de la République par le Ministre de l'Agriculture.

Table des Matières

INTRODUCTION	7
PREMIERE PARTIE	
<i>L'Agriculture et la nécessité du Crédit</i>	
CHAPITRE PREMIER : La crise agricole mondiale et ses causes	11
<i>Section I</i> : Les considérations générales sur la crise agricole mondiale	11
<i>Section II</i> : La divergence d'opinions sur la véritable cause de la crise agricole et les raisons qui militent en faveur de l'opinion adoptée.	17
CHAPITRE DEUXIÈME : Les entraves à une organisation rationnelle du crédit agricole, d'ordre économique et psychologique	37
<i>Section I</i> : Le problème de l'utilisation de l'épargne populaire	37
<i>Section II</i> : Le problème de l'exode rural	46
CHAPITRE TROISIÈME : La nécessité du crédit agricole et ses conditions	55
<i>Section I</i> : La notion exacte du crédit agricole	55
<i>Section II</i> : La notion exacte de l'agriculteur qui peut l'utiliser	58
<i>Section III</i> : Les besoins individuels et collectifs du crédit agricole	61
DEUXIEME PARTIE	
<i>Les doctrines proposées et les systèmes adoptés sur l'organisation du crédit mutuel.</i>	
CHAPITRE PREMIER : La doctrine Saint-Simonienne sur le crédit et la Banque Centrale	70

<i>Section I</i> : Bref exposé de doctrine	70
<i>Section II</i> : Critique et mérite des Saint-Simoniens	74
CHAPITRE DEUXIÈME : La doctrine de Proudhon sur le crédit mutuel gratuit	77
<i>Section I</i> : Les Considérations générales sur Proudhon	77
<i>Section II</i> : La doctrine sur le crédit mutuel gratuit	82
<i>Section III</i> : Critique et mérite de Proudhon	86
CHAPITRE TROISIÈME : Les principes de Schultz-De- litsch sur le crédit populaire	90
<i>Section I</i> : Bref exposé des principes	90
<i>Section II</i> : Critique et mérite de Schultz-Delitsch	97
CHAPITRE QUATRIÈME : Les principes de Reiffeisen et l'organisation des associations coopératives de crédit agricole	100

TROISIEME PARTIE

L'initiative de l'Etat et les institutions publiques de crédit agricole dans les cinq pays agricoles.

CHAPITRE PREMIER : La justification de l'intervention de l'Etat dans la vie économique et sociale de la population rurale	111
CHAPITRE DEUXIÈME : La France	118
<i>Section I</i> : La législation positive sur le crédit agricole	121
<i>Section II</i> : Les institutions publiques de crédit agricole	128
§ 1 : Les caisses locales de crédit agricole	128
§ 2 : Les caisses régionales de agricole	136
§ 3 : La Caisse Nationale de crédit agricole	146
§ 4 : Appréciations sur ces institutions ..	153

CHAPITRE TROISIÈME : La Pologne	159
<i>Section I</i> : Les institutions publiques de crédit agricole	161
§ 1 : La Banque Agraire de l'Etat	163
§ 2 : La Banque de l'Economie Nationale	170
§ 3 : Appréciations sur ces institutions.	173
CHAPITRE QUATRIÈME : La Roumanie	179
<i>Section I</i> : Les institutions publiques de crédit agricole	181
§ 1 : Les caisses de crédit agricole	184
§ 2 : Le crédit agricole	187
CHAPITRE CINQUIÈME : La Yougoslavie	191
<i>Section I</i> : La législation positive sur le crédit agricole	194
§ 1 : Les mesures législatives et les institutions publiques de crédit agricole dans l'ancienne Serbie	195
§ 2 : La législation positive du crédit agricole en Yougoslavie	200
<i>Section II</i> : Les institutions publiques de crédit agricole	204
§ 1 : La Banque Agricole Privilégiée ..	204
§ 2 : Appréciations sur cette institution	212
CHAPITRE SIXIÈME : La Bulgarie	215
<i>Section I</i> : La législation positive sur le crédit agricole	217
<i>Section II</i> : Les institutions publiques de crédit agricole	220
§ 1 : La Banque Agricole de Bulgarie.	220
§ 2 : Appréciations sur cette institution	228
CHAPITRE SEPTIÈME : Aperçu général sur les institutions publiques de crédit agricole	231

QUATRIÈME PARTIE

L'initiative privée et les institutions coopératives de crédit agricole dans les quatre pays agricoles.

CHAPITRE PREMIER : La Pologne	237
<i>Section I</i> : La législation positive sur les associa- tions coopératives de crédit	237
<i>Section II</i> : Les associations coopératives de crédit agricole	241
§ 1 : La caisse centrale des coopératives de crédit agricole	243
§ 2 : Appréciations sur cette institution	245
CHAPITRE DEUXIÈME : La Roumanie	248
<i>Section I</i> : La législation positive sur les Banques populaires de crédit agricole	248
<i>Section II</i> : Les Banques populaires de crédit agricole	253
§ 1 : La Banque Centrale Coopérative ..	257
§ 2 : Appréciations sur le mouvement coopératif de crédit agricole et sur la Banque Centrale Coopérative en particulier	260
CHAPITRE TROISIÈME : La Yougoslavie	265
<i>Section I</i> : Les associations coopératives de crédit agricole	265
1. — Le mouvement coopératif de crédit agricole avant la guerre	265
2. — Le mouvement coopératif de crédit après la guerre	275
QUATRIÈME PARTIE : La Bulgarie	283
<i>Section I</i> : La législation positive sur les associa- tions coopératives de crédit	283
<i>Section II</i> : Les associations coopératives de cré- dit agricole	286

CHAPITRE CINQUIÈME : Aperçu général sur les associations coopératives de crédit	290
---	-----

CINQUIÈME PARTIE

L'organisation internationale du crédit agricole

CHAPITRE PREMIER : Le problème du crédit agricole international	293
<i>Section I</i> : Les besoins d'un crédit agricole international	293
<i>Section II</i> : Le développement de l'idée d'une organisation internationale de crédit agricole.	297
CHAPITRE DEUXIÈME : L'institution internationale de crédit agricole	312
§ 1 : La Société Internationale de crédit hypothécaire agricole	315
§ 2 : Appréciations critiques sur cette institution	327
CONCLUSION	333
BIBLIOGRAPHIE	335

